

**Antonio GRAMSCI**

# **DANS LE TEXTE**

**(Deuxième et dernière partie du livre)**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Courriel: [jmt\\_sociologue@videotron.ca](mailto:jmt_sociologue@videotron.ca)  
Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"  
Site web: [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

## **Antonio GRAMSCI**

### **Gramsci dans le texte.** (1916-1935)

Recueil réalisé sous la direction de François Ricci en collaboration avec Jean Bramant.

Une édition électronique réalisée à partir du livre d'Antonio Gramsci, Gramsci dans le texte. Recueil de textes réalisé sous la direction de François Ricci en collaboration avec Jean Bramant. Textes traduits de l'Italien par Jean Bramant, Gilbert Moget, Armand Monjo et François Ricci. Paris : Éditions sociales, 1975, 798 pages.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 27 septembre 2001 à Chicoutimi, Québec.



Un document expurgé de certaines parties le 16 octobre 2001 à cause des droits d'auteurs qui protègent ces parties

## **Note de l'édition électronique :**

Ce deuxième et dernier fichier de deux correspond aux pages 413 à 798 du livre original. On y retrouvera le texte intégral suivant :

2<sup>e</sup> partie : Les Cahiers de prison

2<sup>e</sup> section : La science politique. (État, Parti, Révolution)

3<sup>e</sup> section : Problèmes de civilisation et de culture

Le petit glossaire

La chronologie d'Antonio Gramsci

L'index des périodiques

L'index des noms cités

L'index des matières

Le texte a été subdivisé en deux fichiers séparés pour faciliter un téléchargement plus rapide partout dans le monde. Moins lourd, un fichier se télécharge plus facilement et plus rapidement. C'était là la préoccupation que j'avais ce faisant.

Jean-Marie Tremblay, le 27 septembre 2001.

# Table des matières

Note de l'éditeur  
Introduction de F. Ricci

## Première partie : AVANT LA CAPTIVITÉ

### I - L' « AVANTI »

L'histoire (29 août 1916)  
La révolution contre « Le Capital » (24 novembre 1917)  
La suprême trahison (3 janvier 1918)  
Socialistes et chrétiens (26 août 1920)

### II - « L'ORDINE Nuovo »

Ouvriers et paysans (2 août 1919)  
L'instrument de travail (14 février 1920)  
Discours aux anarchistes (3-10 avril 1920)  
Pour un renouveau du Parti socialiste (8 mai 1920)  
Deux révolutions (3 juillet 1920)  
Le mouvement turinois des conseils d'usine (juillet 1920)

### III - QUELQUES THÈMES SUR LA QUESTION MÉRIDIONALE (1926)

## Deuxième partie : LES CAHIERS DE LA PRISON

Avertissement

### *Première section. - PROBLÈMES DU MATÉRIALISME HISTORIQUE*

#### I - INTRODUCTION A L'ÉTUDE DE LA PHILOSOPHIE ET DU MATÉRIALISME HISTORIQUE

Quelques points de référence préliminaires [XVIII (11)]

a) *Problèmes de philosophie et d'histoire*

La discussion scientifique [III (28)]  
Philosophie et histoire [III (28)]  
Philosophie « créative » [III (28)]  
Importance historique d'une philosophie [VII (7)]  
Le philosophe [III (28)]  
Le langage, les langues, le sens commun [III (28)].  
Qu'est-ce que l'homme ? [III (28) ; VII (7)]  
Progrès et devenir [III (28)]  
L'individualisme [II (15)]  
Philosophie et démocratie [III (28)]  
Quantité et qualité [III (28)]  
Théorie et pratique [XVIII (11)]  
Structures et superstructure [III (28) ; XXVII (24)]  
Le terme de « catharsis » [III (28)]  
Le « noumène » kantien [III (28)]  
Histoire et anti-histoire [III (28)]  
Philosophie spéculative [XVIII (11) III (28)]  
« Objectivité » de la connaissance [XVIII (11)]  
Pragmatisme et politique [IV (17)]  
Éthique [XVIII (11)]  
Scepticisme [IX (5)]  
Concept d' « idéologie » [XVIII (11) ; VII (7)]  
La science et les idéologies « scientifiques » [XVIII (11)]

b) *Les instruments logiques de la pensée* [XVIII (11)]

La méthodologie de Mario Govi [XVIII (11)]  
La dialectique comme partie de la logique formelle et de la rhétorique [XIII (4)]  
Valeur purement instrumentale de la logique et de la méthodologie formelles  
[XVIII (11)]  
La technique de la pensée [XVIII (11)]  
Espéranto philosophique et scientifique [XVIII (11)]

c) *Traductibilité des langages scientifiques et philosophiques* [XVIII (11)]

## II - QUELQUES PROBLÈMES POUR L'ÉTUDE DE LA PHILOSOPHIE DE LA PRAXIS

Comment poser le problème  
Questions de méthode [XXII (16) ; II (15)]  
Antonio Labriola [XVIII (11)]  
La philosophie de la praxis et la culture moderne [XXII (16)]  
Immanence spéculative et immanence historiciste ou réaliste [III (28)]

Unité dans les éléments constitutifs du marxisme [VII (7)]  
Philosophie - Politique - Économie [XVIII (11)]  
Historicité de la philosophie de la praxis [XVIII (11)]  
Économie et idéologie [VII (7)]  
Science morale et matérialisme historique [VII (7)]  
Régularité et nécessité [XVIII (11)]  
Hégémonie de la culture occidentale sur toute la culture mondiale  
Sorel, Proudhon, De Man [XVII (11) ; note VII (7)]  
Passage du savoir, au comprendre, au sentir, et vice-versa, du sentir au  
comprendre, au savoir [XVIII (11)]

### III- NOTES CRITIQUES SUR UNE TENTATIVE DE MANUEL POPULAIRE DE SOCIOLOGIE [XVIII (11)]

Matérialisme historique et sociologie [XVIII (11)]  
Les parties constitutives de la philosophie de la praxis  
Structure et mouvement historique  
Les intellectuels  
Science et système  
La dialectique  
Sur la métaphysique  
Le concept de science  
La « réalité du monde extérieur »  
Jugement sur les philosophies passées  
L'immanence de la philosophie de la praxis  
Questions de nomenclature et de contenu  
La science et les instruments scientifiques  
L'instrument technique  
Objection à l'empirisme [IV (17)]  
Concept d' « orthodoxie » [XVIII (11)]  
La « matière »  
Quantité et qualité  
La téléologie  
Sur l'art

### IV BENEDETTO CROCE ET LE MATÉRIALISME HISTORIQUE [XXXIII (10)]

Notes  
La baisse tendancielle du taux de profit [XXXIII (10)]  
L'historicisme de B. Croce  
Religion, philosophie, politique  
Lien entre philosophie, religion, idéologie (au sens crocien)

Un pas en arrière par rapport à Hegel

*Deuxième section.* - LA SCIENCE POLITIQUE.  
(État, Parti, Révolution)

I - NOTES SUR MACHIAVEL, SUR LA POLITIQUE ET SUR LE PRINCE MODERNE

Notes rapides sur la politique de Machiavel [XXX (13)]

La science de la politique [XXX (13)]

La politique comme science autonome [XXX (13) ; XXX (13) ; XXVIII (8) ; XXX (13)]

Éléments de politique [II (15)]

Le parti politique [XXX (13) ; IV (17) XXX (13) ; I (14)]

Fonction, progressive ou régressive d'un parti [I (14)]

Industriels et agrariens [II (15)]

Réformisme et monolithisme [II (15)]

Quelques aspects théoriques et pratiques de l' « économisme » [XXX (13) ; XXX (13)]

Prévision et perspective [XXX (13) ; II (15) ; XXX (13)]

Analyses des situations - Rapports de force [XXX (13) ; XXX (13)]

Observations sur quelques aspects de la structure des partis politiques dans les périodes de crise organique [XXX (13)]

Le césarisme [XXX (13) ; I (14)]

Lutte politique et guerre militaire [XVI (1) XVI (1) ; XXX (13) ; VII (7)]

Le concept de révolution passive [II (15)]

Sur la bureaucratie [XXX (13)]

Le théorème des proportions définies [XXX (13)]

Sociologie et science politique [II (15)]

Le nombre et la qualité dans les régimes représentatifs [XXX (13) ; XXVIII (8)]

Question de l' « homme collectif » ou du « conformisme social » [XXX (13)]

Hégémonie (société civile) et division des pouvoirs [VIII (6)]

Conception du droit [XXX (13)]

Internationalisme et politique nationale [I (14)]

L'État [XVI (1) ; XXVIII (8) ; VIII (6) ; XXVIII (8) ; XII (26) ; VIII (6)]

Dépassement de la phase économique-corporative [XXVIII (8)]

Hégémonie entre nations [XXVIII (8)]

II - PASSÉ ET PRÉSENT

Critique du passé [XVI (1)]

Les grandes idées [XXVIII (8)]

Du rêve les yeux ouverts et de la divagation [XVI (1)].

Spontanéité et direction consciente [XX (3)]

Centralisme organique, centralisme démocratique, discipline [I (14)]



[Diriger et organiser](#) [I (14)]  
[Manifestations de sectarisme](#) [II (15)]  
[Passage de la guerre de mouvement \(et par attaque frontale\) à la guerre de position dans le domaine politique](#) [VIII (6)]  
[Politique et art militaire](#) [VIII (6)]

**Troisième section.** - [PROBLÈMES DE CIVILISATION ET DE CULTURE](#)

I - [LA FORMATION DES INTELLECTUELS](#) [XXIX (12) VIII (6)]

II - [L'ORGANISATION DE LA CULTURE](#) [XXIX (12)]

[L'organisation de l'école et de la culture](#) [XXIX (12)]  
[Problème de la nouvelle fonction que pourront remplir les universités et les académies](#) [XXIX (12)]  
[Pour la recherche du principe éducatif](#) [XXIX (12)]  
[Quelques principes de la pédagogie moderne](#) [XVI (1)]  
[Pédagogie mécaniste et idéaliste](#) [XVIII (11)]

III - [PROBLÈMES DE CRITIQUE LITTÉRAIRE](#)

[L'art et la lutte pour une nouvelle civilisation](#) [VI (23) ; VI (23)]  
[L'art éducateur](#) [VIII (6)]  
[Critères de critique littéraire](#) [II (15)]  
[Critères de méthode](#) [VI (23)]  
[Divers types de romans populaires](#) [XVII (21)]  
[Jules Verne et le roman géographique-scientifique](#) [XVII (21)]  
[Sur le roman policier](#) [XVII (21)]  
[Dérivations culturelles du roman feuilleton](#) [XVII (21) ; IV (17) ; IV (17) ; XXIV (2)]  
[Origines populaires du « surhomme »](#) [XXII (16)]  
[Balzac](#) [I (14)]  
[Balzac et la science](#) [I (14)]

IV - [LANGUE NATIONALE ET GRAMMAIRE](#) [XXI (29)]

[Essai de Croce : cette table ronde est carrée](#)  
[Combien peut-il y avoir de formes de grammaire ?](#) [XXI (29)]  
[Foyers d'irradiation des innovations linguistiques dans la tradition et d'un conformisme linguistique national dans les grandes masses nationales](#)  
[Différents types de grammaire normative](#)

Grammaire historique et grammaire normative  
Grammaire et technique  
Ce qu'on appelle « question de la langue »

V - [AMÉRICANISME ET FORDISME](#) [V (22)]

[Quelques aspects de la question sexuelle](#)

[« Animalité » et industrialisme](#)

[Rationalisation de la production et du travail](#)

[Taylorisation et mécanisation du travailleur](#)

VI - [PASSÉ ET PRÉSENT](#)

[Le travailleur collectif](#) [XIV (9)]

[Bâtisseurs de greniers](#) [XXVIII (8)]

[Enquêtes sur les jeunes](#) [IX (5) ; II (15)]

[L'histoire maîtresse de la vie, les leçons de l'expérience, etc.](#) [XIV (9)]

[« Rationalisme ». Concept romantique de l'inventeur](#) [I (14)]

[Naturel, contre-nature, artificiel, etc.](#) [XXII (16)]

[Petit glossaire](#)

Chronologie d'A. Gramsci (*Partie supprimée à cause des droits d'auteur*)

Index des périodiques (*Partie supprimée à cause des droits d'auteur*)

Index des noms cités (*Partie supprimée à cause des droits d'auteur*)

# DEUXIÈME SECTION

## LA SCIENCE POLITIQUE (État, Parti, Révolution)

- 
- I. [Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le Prince moderne](#)
  - II. Passé et présent

[Retour à la table des matières](#)

# I

---

## NOTES SUR MACHIAVEL SUR LA POLITIQUE ET SUR LE PRINCE MODERNE

### Notes rapides sur la politique de Machiavel <sup>1</sup>

[Retour à la table des matières](#)

---

<sup>1</sup> Machiavel examine dans *Le Prince* les différentes voies qui conduisent un prince au pouvoir (monarchie héréditaire, faveur du sort, soutien armé, conquête personnelle) et s'intéresse surtout au type de principauté de formation toute récente, dans laquelle le prince doit son pouvoir à la « fortuna » (ex. : César Borgia, fils d'un pape et soutenu par les armes de Louis XII). C'est dans le gouvernement de cet État nouveau que le prince doit manifester toute sa « virtù », son intelligence politique, son énergie, son habileté pour conserver et consolider son pouvoir et élargir sa domination pour jeter les bases d'un État unitaire. Avec cet État unitaire cessera la division d'une Italie livrée à l'anarchie et aux armes étrangères. Aussi, animé de cet idéal de rédemption de l'Italie, le *Prince* doit-il être capable de se donner les moyens politiques de réaliser son noble but : sa « virtù » sera claire conscience de la « réalité effective des choses », volonté d'adhérer à cette réalité et d'agir en fonction de ce que les choses sont et non de ce qu'elles devraient être [« andar dritto alla verità effettuale della cosa » et non « alla immaginazione di essa » (ch. XV)]. Machiavel voit clairement que dans son temps, l'impérieuse exigence d'unification des gens de langue italienne, ne peut être satisfaite que par un prince, monarque absolu à qui il propose les moyens politiques qui doivent lui permettre de supprimer l'anarchie féodale et de construire cet État unitaire que d'autres pays à l'époque ont déjà réalisé. Ainsi s'explique le parallèle de Gramsci entre le prince de Machiavel (personnalité exceptionnelle) et le « prince collectif » ou parti de la classe ouvrière d'un type nouveau, seul capable aujourd'hui d'œuvrer dans le sens de la même unification progressive. Ce prince « collectif » prétend réaliser aujourd'hui une unité beaucoup plus profonde de la société, en supprimant l'anarchie des moyens de production, en donnant aux hommes la possibilité d'une authentique libération, en ouvrant des perspectives d'unification culturelle du genre humain tout entier.

Le caractère fondamental du Prince, c'est de ne pas être un exposé systématique, mais un livre « vivant », où l'idéologie politique et la science politique se fondent dans la forme dramatique du « mythe ». Entre l'utopie et le traité scolastique, formes sous lesquelles se présentait la science politique jusqu'à lui, Machiavel, donna à sa conception la forme imaginative et artistique, grâce à laquelle l'élément doctrinal et rationnel se trouve incarné dans un condottiere, qui représente sous un aspect plastique et « anthropomorphique » le symbole de la « volonté collective ». Le processus de formation d'une volonté collective déterminée, qui a un but politique déterminé, est représenté non pas à travers de savantes recherches et de pédantes classifications des principes et des critères d'une méthode d'action, mais dans les qualités, les traits caractéristiques, les devoirs, les nécessités d'une personne concrète, ce qui fait travailler l'imagination artistique du lecteur qu'on veut convaincre et donne une forme plus concrète aux passions politiques <sup>1</sup>.

*Le Prince* de Machiavel pourrait être étudié comme une illustration historique du « mythe » sorélien, c'est-à-dire d'une idéologie politique qui se présente non pas comme une froide utopie ou une argumentation doctrinaire, mais comme la création d'une imagination concrète qui opère sur un peuple dispersé et pulvérisé pour y susciter et y organiser une volonté collective. Le caractère utopique du *Prince* réside dans le fait que le Prince n'existait pas dans la réalité historique, ne se présentait pas au peuple italien avec des caractères d'immédiateté objective, mais était une pure abstraction doctrinaire, le symbole du chef, du condottiere idéal ; c'est par un mouvement dramatique de grand effet que les éléments passionnels, mythiques, contenus dans tout ce petit volume, se résument et prennent vie dans la conclusion, dans l'« invocation » adressée à un prince, « réellement existant ». Dans son livre, Machiavel expose comment doit être le prince qui veut conduire un peuple à la fondation du nouvel État, et l'exposé est mené avec une rigueur logique, avec un détachement scientifique ; dans la conclusion, Machiavel lui-même se fait peuple, se confond avec le peuple, mais non avec un peuple au sens « générique », mais avec le peuple que Machiavel a convaincu par l'exposé qui précède un peuple dont il devient, dont il se sent la conscience

---

<sup>1</sup> Il faudra rechercher s'il existe, chez les écrivains politiques antérieurs à Machiavel, des ouvrages présentant une structure analogue à celle du *Prince*. La fin du *Prince* elle-même est liée à ce caractère « mythique » du livre : après avoir représenté le condottiere idéal, Machiavel invoque, dans un passage qui a une grande valeur artistique, le condottiere réel qui l'incarne historiquement : cette invocation passionnée se reflète sur tout le livre en lui donnant précisément son caractère dramatique. Dans les *Prolegomeni [Prolégomènes]* de L. Russo \*, Machiavel est appelé l'artiste de la politique et on trouve même une fois l'expression « mythe », mais pas précisément dans le sens indiqué ci-dessus (*Note de Gramsci*.)

\* Luigi Russo, *Prolegomeni a Machiavelli in Ritratti e disegni storici : da Machiavelli a Carducci*, Bari, Laterza, 1937. Voir : « Russo, dans les *Prolegomeni*, fait du *Prince* le traité de la dictature (moment de l'autorité et de l'individu) et des Discours celui de l'hégémonie (moment de l'universel et de la liberté). La remarque de Russo est exacte, bien que les allusions au moment de l'hégémonie ou du consentement, à côté de celles de l'autorité ou de la force, ne manquent pas dans le *Prince*. De même, il est juste de remarquer qu'il n'y a pas opposition de principe entre principauté et république, mais qu'il s'agit plutôt de l'hypostase des deux moments de l'autorité et de l'universalité. » (Mach. p. 141).

et l'expression, dont il sent l'identité avec lui-même : il semble que tout le travail « logique » ne soit qu'une réflexion du peuple sur lui-même, un raisonnement intérieur, qui se fait dans la conscience populaire et qui trouve sa conclusion dans un cri passionné, immédiat. La passion, de raisonnement sur elle-même, redevient « mouvement affectif », fièvre, fanatisme d'action. Voilà pourquoi l'épilogue <sup>1</sup> du Prince n'est pas quelque chose d'extrinsèque, de « plaqué » de l'extérieur, de rhétorique, mais doit être expliqué comme un élément nécessaire de l'œuvre, mieux, comme l'élément qui éclaire sous son vrai jour l'œuvre tout entière, et en fait une sorte de « manifeste politique ».

On peut ici essayer de comprendre comment Sorel, partant de l'idéologie-mythe <sup>2</sup>, n'est pas arrivé à la compréhension du parti politique et s'est arrêté à la conception du syndicat professionnel <sup>3</sup>. Il est vrai que pour Sorel, le « mythe » ne trouvait pas son

---

<sup>1</sup> Dans le dernier chapitre du Prince Machiavel met toute sa passion à persuader le prince Laurent de Médicis, à qui il dédie son livre, d'être le rédempteur qu'attend l'Italie, « il ne faut donc pas laisser passer cette occasion, afin que l'Italie, après une si longue attente, voie enfin son rédempteur. Je ne peux vous dire avec quel amour il serait reçu dans toutes ces provinces qui ont souffert de ces déferlements étrangers ; avec quelle soif de vengeance, avec quelle foi obstinée, avec quelle piété, avec quelles larmes... »

<sup>2</sup> Le « mythe » est un aspect essentiel de la pensée de Sorel, qui met en évidence, parfois même d'une manière scolaire, tout ce qu'il doit à Bergson ; de même que la pensée chrétienne a tiré parti du mythe apocalyptique du retour du Christ et de la ruine du monde païen qui devait l'accompagner, ou que la « folle chimère » de Mazzini a fait davantage pour l'unité italienne que Cavour, de même des « constructions d'un avenir déterminé dans le temps peuvent posséder une grande efficacité et n'avoir que bien peu d'inconvénients, lorsqu'elles sont d'une certaine nature ; cela a lieu quand il s'agit des mythes dans lesquels se retrouvent les tendances les plus fortes d'un peuple, d'un parti ou d'une classe, tendances qui viennent se présenter à l'esprit avec l'insistance d'instincts dans toutes les circonstances de la vie, et qui donnent un aspect de pleine réalité à des espoirs d'action prochaine sur lesquels se fonde la réforme de la volonté... Peu importe que le mythe ne prenne pas réalité dans l'histoire, il faut juger les mythes comme les moyens d'agir sur le présent» (G. SOREL : *Réflexions sur la violence*, 8<sup>e</sup> éd. avec « Plaidoyer pour Lénine », Paris, Rivière, 1936, pp. 179-180). - Le mythe du socialisme, c'est la « grève générale », et comme « nous savons - écrit Sorel - par l'enseignement de Bergson, que le mouvement s'exprime au moyen d'images », la grève générale, qui est « le mythe dans lequel le socialisme s'enferme tout entier », est donc « une organisation d'images capables d'évoquer instinctivement tous les sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne » ... « Nous obtenons ainsi cette intuition du socialisme que le langage ne pouvait pas donner de manière parfaitement claire - et nous l'obtenons dans un ensemble perçu instantanément [Sorel met ici en note : « c'est la connaissance parfaite de la philosophie bergsonienne »] (*Réflexions sur la violence*, p. 182). [Rappelons que la première édition des *Réflexions sur la violence*, l'ouvrage le plus connu de G. Sorel, a paru à la Librairie des « Pages libres », en 1908. Elle est précédée de la lettre-introduction à Daniel Halévy (15 juillet 1907), dans laquelle Sorel fait les réserves d'usage sur un livre qui n'en est pas un, puisqu'il réunit une série d'articles parus dans *Le Mouvement Socialiste* (premier semestre 1906), articles qui faisaient eux-mêmes l'objet d'un avant-propos, car Sorel réunissait, après révision, une série d'articles parus dans le *Divenire Sociale* italien, dirigé par des « syndicalistes » qui, écrit Sorel, « mènent le bon combat au-delà des Alpes ». Ces articles italiens parurent eux-mêmes en brochure sous le titre : *Lo Sciopero e la violenza* (La grève et la violence), avec une préface de Enrico Leone].

<sup>3</sup> Selon Edouard Berth, fidèle disciple de Sorel, le « syndicalisme révolutionnaire » voulait être ce « marxisme de classe » qu'il oppose au « marxisme de parti » (type allemand ou guesdiste) ; en

expression la meilleure dans le syndicat en tant qu'organisation d'une volonté collective, mais dans l'action du syndicat et d'une volonté collective déjà opérante, action pratique dont la réalisation maximum aurait dû être la grève générale, c'est-à-dire une « attitude passive », pour ainsi dire, de caractère négatif et préliminaire (le caractère positif n'est donné que par l'accord réalisé dans les volontés associées), activité qui ne prévoit pas une phase véritablement « active et constructive ». Chez Sorel, donc, se combattaient deux nécessités : celle du mythe et celle de la critique du mythe, dans la mesure où « tout plan préétabli est utopique et réactionnaire ». La solution était abandonnée à l'impulsion de l'irrationnel, de l' « arbitraire » (au sens bergsonien d' « élan vital »), ou de la « spontanéité »<sup>1</sup>.

Mais un mythe peut-il être « non constructif », et peut-on imaginer, dans l'ordre des intuitions de Sorel, qu'un instrument qui laisse - au nom d'une distinction, d'une « scission<sup>2</sup> » - la volonté collective dans sa phase primitive et élémentaire, celle où

---

combattant les partis, il entendait « former une classe ouvrière autonome, ne relevant que d'elle-même, sans le secours d'intellectuels transfuges de la bourgeoisie, et ne se donnant Plus comme objectif la conquête de l'État, mais la grève générale, c'est-à-dire une révolte de producteurs sur le terrain même de la production, qui devait amener la chute commune de l'État et du capitalisme. Et par *grève générale*, il fallait entendre... un soulèvement autonome de la classe ouvrière groupée dans ses syndicats et n'obéissant qu'à ses propres mots d'ordre... corps indépendant, personnalité juridique vraiment maîtresse d'elle-même, parvenue à la pleine conscience de ses destinées originales... (E. BERTH : *Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »*. Paris, Rivière, 1932 (Études sur le devenir social, XXIII), pp. 191-193).

<sup>1</sup> Il faudrait noter ici qu'il y a, dans la façon dont Croce pose le problème de l'histoire et de l'anti-histoire, une contradiction implicite avec d'autres modes de pensée de Croce : son aversion à l'égard des « partis politiques » et sa façon de poser le problème des « possibilités de prévision » des faits sociaux (cf. *Conversazioni critiche*, première série, pp. 150-152, compte rendu du livre de Ludovico Limentani : *La Previsione dei fatti sociali [La Prévision des faits sociaux]*. Turin, Bocca, 1907) : si les faits sociaux sont imprévisibles, et que l'idée même d'une prévision possible est un vain mot, l'irrationnel domine inévitablement et toute organisation des hommes est anti-historique, est un « préjugé » : il ne reste qu'à résoudre chacun à leur tour, et avec des critères immédiats, les problèmes pratiques particuliers que pose le développement historique (Cf. l'article de Croce : « Le parti comme jugement et comme préjugé » dans *Cultura e vita morale*) et l'opportunisme est la seule ligne politique possible. (*Note de Gramsci*.)

<sup>2</sup> Le prolétariat (classe pour soi) doit se garder de toute compromission avec l'organisme bourgeois, aussi bien dans le domaine politique (antiparlementarisme) que dans le domaine économique (organisation de la coopération ouvrière). L'organisation coopérative animée par les seuls travailleurs consacrerait, selon Sorel, le passage de l'instinct aveugle à la différenciation intelligente, et ce passage est pour lui un développement moral vers le sublime. Mais cette « scission » est parfois mise en danger : « lorsque les classes gouvernantes, n'osant plus gouverner, ont honte de leur situation privilégiée, s'acharnent à faire des avances à leurs ennemis, et proclament leur horreur pour toute scission dans la société, il devient beaucoup plus difficile de maintenir dans le prolétariat cette idée de scission sans laquelle il serait impossible au socialisme de remplir son rôle historique ». (*Réflexions... p. 279.*) Ainsi, dans la perspective « catastrophique » de Sorel, en vient-on à regretter l'alanguissement de l'ardeur combative de la bourgeoisie qui tente de « corrompre » le prolétariat, ainsi en vient-on à souhaiter que dans une régénération de la classe ennemie, le prolétariat puise une nouvelle vigueur. C'est précisément pour maintenir cette « scission » que l'idée de grève générale est pour Sorel capitale : elle est « à ce point motrice qu'elle entraîne dans son sillage révolutionnaire tout ce qu'elle touche. Grâce à elle, le socialisme reste toujours jeune, les tentatives faites pour réaliser la paix sociale semblent enfantines, les désertions de camarades qui



elle est simplement en formation, puisse produire quelque effet, fût-ce par la violence, c'est-à-dire en détruisant les rapports moraux et juridiques existants ?

Mais cette volonté collective, élémentaire, ne cessera-t-elle pas aussitôt d'exister, en s'éparpillant dans une infinité de volontés particulières qui, pour la phase positive, suivent des directions différentes et opposées ? Outre le fait qu'il ne peut y avoir destruction, négation, sans une construction implicite, une affirmation, et non au sens « métaphysique », mais pratiquement, c'est-à-dire politiquement, en tant que programme de parti. Dans ce cas, on voit qu'on suppose derrière la spontanéité un pur mécanisme, derrière la liberté (libre arbitre-élan vital) un maximum de déterminisme, derrière l'idéalisme, un matérialisme absolu.

Le prince moderne, le mythe-prince, ne peut être une personne réelle, un individu concret ; il ne peut être qu'un organisme, un élément complexe d'une société, dans lequel a pu déjà commencer à se concrétiser une volonté collective reconnue dans l'action où elle s'est affirmée partialement. Cet organisme est déjà fourni par le développement historique, et c'est le parti politique : la première cellule où se résument des germes de volonté collective qui tendent vers l'universalité et la totalité. Dans le monde moderne, seule une action historique-politique immédiate et imminente, caractérisée par la nécessité d'une marche rapide, fulgurante, peut s'incarner mythiquement dans un individu concret ; la rapidité ne peut être rendue nécessaire que par l'imminence d'un grand danger, qui précisément embrase, telle la foudre, les passions et le fanatisme, en réduisant à néant le sens critique et le corrosif de l'ironie qui peuvent détruire le caractère « providentiel <sup>1</sup> » du condottiere (ce qui s'est produit dans l'aventure de Boulanger). Mais une action immédiate d'un tel genre, de par sa nature, ne peut avoir ni le souffle large ni un caractère organique : ce sera presque toujours une entreprise du type restauration et réorganisation, et non du type qui caractérise la fondation des nouveaux États et des nouvelles structures nationales et sociales (comme c'était le cas dans *Le Prince* de Machiavel, où l'aspect de restauration n'était qu'un élément rhétorique, c'est-à-dire lié au concept littéraire de l'Italie fille de Rome et devant restaurer l'ordre et la puissance de Rome <sup>2</sup> ; semblable initiative est du type « défensif » et non créateur, original ; en d'autres termes on suppose qu'une volonté

---

s'embourgeoisent, loin de décourager les masses, les excitent davantage à la révolte ; en un mot, la scission n'est jamais en danger de disparaître ». (*Réflexions... p. 193.*)

<sup>1</sup> Cf. p. 316.

<sup>2</sup> En dehors des modèles que lui offraient les grandes monarchies absolues de France et d'Espagne, Machiavel fut amené à sa conception politique de la nécessité d'un État unitaire italien, par le souvenir du passé de Rome. Il faut cependant bien mettre en valeur que Machiavel n'est pas pour autant à confondre avec la tradition littéraire-rhétorique. D'abord parce que ce thème n'est pas exclusif ni même dominant, et que ce n'est pas de lui que Machiavel déduit la nécessité d'un grand État national, et aussi parce que la référence elle-même à Rome est moins abstraite qu'il ne semble, si on la replace exactement dans le climat de l'Humanisme et de la Renaissance. Dans le livre VII [fin] de *L'Art de la guerre*, on lit : « Cette province [l'Italie] semble née pour ressusciter les choses mortes, comme on l'a vu pour la poésie, pour la peinture et pour la sculpture », pourquoi donc ne retrouverait-elle pas la vertu militaire ? etc. Il faudra grouper les autres indices du même genre pour établir exactement leur caractère. (*Note de Gramsci.*)

collective, qui existait déjà, a perdu sa force, s'est dispersée, a subi un grave affaiblissement, dangereux et menaçant, mais ni décisif ni catastrophique, et qu'il faut rassembler ses forces et la fortifier; alors que dans l'autre conception on entend créer *ex novo*, d'une manière originale, une volonté collective qu'on orientera vers des buts concrets et rationnels, mais évidemment d'un concret et d'un rationnel qui n'ont pas encore été vérifiés ni critiqués par une expérience historique effective et universellement connue.

Le caractère « abstrait » de la conception sorélienne du « mythe » est mis en évidence par l'aversion (qui prend la forme passionnelle d'une répugnance éthique) pour les *jacobins*<sup>1</sup>, qui furent certainement une « incarnation catégorique » du *Prince*

---

<sup>1</sup> Si le mot « jacobin » reste lié à des convictions républicaines intransigeantes et à des méthodes d'action énergiques, il exprime aussi la manière dont les jacobins de la Révolution française ont résolu le problème de l'unité de la nation, notamment en gagnant l'adhésion des campagnes à un mouvement dont le centre dirigeant était Paris, par la levée en masse d'une armée républicaine. C'est ainsi que Gramsci définit le « jacobinisme historique » comme « l'union ville-campagne » (Ris. p. 155). Voir Lénine : « Le jacobinisme peut-il servir à intimider la classe ouvrière ? » *Pravda*, 7 juillet 1917 : « le « jacobinisme »... au XXe siècle serait la domination de la classe révolutionnaire, du prolétariat qui, épaulé par la paysannerie pauvre... pourrait apporter ce que les jacobins du XVIIIe siècle apportèrent de grand, d'indestructible... » (Oeuvres, tome XXV, Paris, Éditions sociales, 1957).

En identifiant chez Machiavel un « jacobinisme précoce » (p. 130), Gramsci n'entend pas faire de lui un prophète de la Révolution française (encore moins un guide révolutionnaire et il est inutile d'insister sur la « différence qualitative » entre les troupes de Cola di Rienzo et le prolétariat moderne), mais caractériser l'intelligence politique du « philosophe de la praxis » qui a le premier posé nettement les problèmes politiques de son temps, qui, « figure de transition entre l'Etat corporatif républicain et l'État monarchique absolu » (Mach. p. 160), s'est fait l'écho de l'exigence d'une organisation politique nouvelle avec une passion que Gramsci reconnaît en lui-même et qu'il dit propre aux « jacobins ».

La transformation politique, conforme aux exigences de son temps, que souhaite Machiavel, n'advient pas grâce aux vertus d'un prince chrétien semblable à celui que propose Egidio Colonna ou Erasme, mais par la « virtù » organisatrice d'un prince qui, « pour entrer dans une province, a besoin de la faveur des provinciaux » (*Le Prince*, eh. III), qui, en aucun cas, ne peut espérer régner par une terreur prolongée, mais dont le premier souci doit être au contraire de susciter une volonté collective. Et c'est sur la base de cette volonté collective qu'il sera possible de construire un « *vivere civile* ».

C'est cette conception d'un « *vivere civile* » qui éclaire l'organisation de la milice proposée dans *l'Arte della guerra* : d'un peuple apolitique, la milice nouvelle doit faire des citoyens à la fois impressionnés par la force et gagnés au consentement ; la milice nouvelle est liée à un État nouveau fondé sur de bonnes lois (*buoni ordîni*) ; elle veut de bons citoyens et rejette tous les éléments douteux qui se réfugient traditionnellement dans l'armée : les citoyens enrôlés dans la milice sur ordre du prince, doivent y venir « ni tout à fait par force, ni par le seul effet de leur propre volonté », être tirés par une crainte qu'ils ont à l'égard du prince, qui leur fasse redouter davantage la colère de ce dernier que les tribulations de la vie militaire.

En proposant ses milices nationales, Machiavel ne fait pas que condamner les armées mercenaires ; il condamne aussi la guerre en tant qu'art, autrement dit l'individualisme dans sa forme la plus exacerbée et l'apolitisme générateur d'anarchie. Gramsci reconnaît en Machiavel un « politique » qui, dans les termes de son temps, en répondant aux exigences progressives de son temps mène une lutte unitaire de même nature que la sienne contre l'apolitisme, l'individualisme italien, le particularisme. Ce n'est pas en pur technicien que Machiavel étudie l'art de la guerre, mais en politique : organiser l'armée, c'est pour Machiavel organiser le gouvernement à la fois

de Machiavel. *Le Prince moderne* doit comprendre une partie consacrée au jacobinisme (au sens intégral que cette notion a eu historiquement et doit avoir comme concept), qui permettra d'illustrer comment s'est formée dans le concret et comment a opéré une volonté collective qui au moins pour certains aspects, fut une création *ex novo*, originale. Et il faut que soit définie la volonté collective et la volonté politique en général au sens moderne ; la volonté comme conscience opérante de la nécessité historique, comme protagoniste d'un drame historique réel et affectif.

Une des premières parties devrait être justement consacrée à la « volonté collective », et poserait le problème dans les termes suivants : « quand peut-on dire qu'existent les conditions qui permettent que naisse et se développe une volonté collective nationale-populaire ? » Suivrait une analyse historique (économique) de la structure sociale du pays étudié et une représentation « dramatique » des tentatives faites au cours des siècles pour susciter cette volonté et les raisons des échecs successifs. Pourquoi n'a-t-on pas eu, en Italie, au temps de Machiavel, la monarchie absolue ? Il faut remonter jusqu'à l'Empire romain (problème de la langue, des intellectuels, etc.), comprendre la fonction des Communes<sup>1</sup> du Moyen Age, la signification du catholicisme, etc. : il faut, en somme, faire une ébauche de toute l'histoire italienne, synthétique mais exacte.

---

dans son aspect coercition et dans son aspect consentement. Son armée nationale est faite de paysans qui constituent l'infanterie et, pour la cavalerie, des citoyens riches qui peuvent s'offrir un cheval : paysans et bourgeois, bien que distingués, sont toutefois fondus dans une même armée. Comme chez les anciens Romains, la paix rend le citoyen à la vie civile : la guerre n'est qu'un devoir accompli pour le prince, mais la milice ne dérange pas la vie nationale, n'arrache pas les citoyens à leurs travaux, à leurs affaires ; la seule obligation, en temps de paix, est de « se rassembler les jours de fête pour les exercices, habitude qui ne peut être préjudiciable ni au pays ni à ses habitants ; elle serait même utile aux jeunes gens. Au lieu de passer dans une oisiveté honteuse les jours de fête au cabaret, ils se feraient un amusement de ces exercices militaires, qui forment un beau spectacle toujours agréable à la jeunesse ». (*Art de la guerre*, Livre I). Comme chez les Suisses que Machiavel admire, les manifestations militaires à caractère sportif ont un rôle éducatif, elles forgent en particulier le sens de la collectivité qui est à la base de l'idée de patrie. Le but que doit atteindre l'organisation de la milice nouvelle est de susciter chez tous les citoyens (la masse des paysans y compris) le dévouement à l'État, en instaurant ce délicat rapport, essentiellement politique, fait de contrainte et d'adhésion, défini plus haut.

<sup>1</sup> Sous l'influence de conditions déterminées, un grand mouvement se produit au Moyen Age, à l'échelle européenne, qui fait de la ville un organisme juridique et politique autonome, qui, en Italie, étend son autorité sur la campagne environnante ou « *contado* ». Sur les communes comme phase économique-corporative et sur le rôle des intellectuels italiens, voir p. 579. - En faisant allusion au problème de la langue, Gramsci évoque un grave problème lié au problème national. L'Église romaine qui monopolise toute la culture au Moyen Age, impose le latin et contribue à refuser une dignité littéraire à toute « lingua volgare ». Dante (1265-1321) défend la noblesse de la langue « volgare » (le florentin), et la choisit pour sa *Divine Comédie*. A cause du caractère cosmopolite des intellectuels italiens, la langue italienne des oeuvres littéraires ou celle des cours italiennes ou étrangères restera une langue savante, fidèle à ses modèles (Dante, Pétrarque, Boccace), trop souvent pompeuse, coupée des multiples dialectes régionaux. Au XIXe siècle, le problème conserve toute son urgence, et Manzoni s'y attaque, sans se contenter toutefois d'un traité sur la langue mais en donnant l'exemple d'une langue italienne accessible à tous, dans son roman : *Les Fiancés*.

La raison pour laquelle ont échoué successivement les tentatives pour créer une volonté collective nationale-populaire, est à rechercher dans l'existence de groupes sociaux déterminés, qui se forment à partir de la dissolution de la bourgeoisie communale, dans le caractère particulier d'autres groupes qui reflètent la fonction internationale de l'Italie en tant que siège de l'Église et dépositaire du Saint-Empire Romain <sup>1</sup>, etc.

Cette fonction et la position qui en découle, déterminent une situation intérieure qu'on peut appeler « économique-corporative », c'est-à-dire politiquement la pire des formes de société féodale, la forme la moins progressive, la plus stagnante : il manqua toujours - et elle ne pouvait pas se constituer -, une force *jacobine* efficace, justement la force qui dans les autres nations a suscité et organisé la volonté collective nationale populaire et a fondé les États modernes. Est-ce qu'existent finalement les conditions favorables à cette volonté, ou bien quel est le rapport actuel entre ces conditions et les forces hostiles ? Traditionnellement, les forces hostiles ont été l'aristocratie terrienne et plus généralement la propriété terrienne dans son ensemble, qui, en Italie, a pour caractéristique d'être une « bourgeoisie rurale » particulière, héritage de parasitisme légué aux temps modernes par la décomposition, en tant que classe, de la bourgeoisie communale (les cent villes <sup>2</sup>, les villes du silence). Les conditions positives sont à rechercher dans l'existence de groupes sociaux urbains, qui ont connu un développement convenable dans le domaine de la production industrielle et qui ont atteint un niveau déterminé de culture historique-politique. Toute formation de volonté collective nationale populaire est impossible, si les grandes masses des paysans cultivateurs n'envahissent pas *simultanément* la vie politique. C'est ce qu'entendait obtenir Machiavel par la réforme de la milice, c'est ce que firent les *Jacobins* dans la Révolution française dans cette intelligence de Machiavel, il faut identifier un jacobinisme précoce, le germe (plus ou moins fécond) de sa conception de la révolution nationale. Toute l'histoire depuis 1815 montre l'effort des classes traditionnelles pour empêcher la formation d'une volonté collective de ce genre, pour maintenir le pouvoir « économique-corporatif » dans un système international d'équilibre passif.

---

<sup>1</sup> Comme idée particulièrement vivante au Moyen Age, c'est la reconstitution (partielle) du grand empire romain sous la direction de princes allemands, couronnés par le pape. C'est Otton de Saxe, couronné en 912 qui est le premier de la dynastie des empereurs allemands dont le dernier sera François II (qui renonce au titre en 1806). Mais Otton 1er entend être l'héritier de Charlemagne « empereur d'Occident », de sorte qu'en substance on peut faire remonter l'origine du Saint Empire à l'an 800 (couronnement de Charlemagne par Léon III). Les querelles entre les empereurs et les papes peu enclins à se limiter à un pouvoir spirituel (querelle des investitures, excommunications) divisent l'Italie médiévale en Guelfes (pour qui la direction effective revient au pape) et Gibelins (partisans de l'empereur et limitant le pape à son rôle spirituel), puis après l'écrasement des Gibelins, en Guelfes « noirs » et « blancs », ces derniers défendant en gros les positions des anciens Gibelins (cf. Dante et sa conception politique).

<sup>2</sup> Vieilles villes italiennes aujourd'hui sans activité, évoquées par d'Annunzio dans *Le Laudi*.

Une partie importante du *Prince moderne*<sup>1</sup> devra être consacrée à la question d'une réforme intellectuelle et morale, c'est-à-dire à la question de la religion ou d'une conception du monde. Dans ce domaine aussi nous constatons dans la tradition l'absence de jacobinisme et la peur du jacobinisme (la dernière expression philosophique d'une telle peur est l'attitude malthusianiste<sup>2</sup> de B. Croce à l'égard de la religion). Le Prince moderne doit et ne peut pas ne pas promouvoir et organiser une réforme intellectuelle et morale, ce qui signifie créer le terrain pour un développement futur de la volonté collective nationale-populaire vers l'accomplissement d'une forme supérieure et totale de civilisation moderne.

Ces deux points fondamentaux : formation d'une volonté collective nationale-populaire, dont le Prince moderne est à la fois l'organisateur et l'expression active et opérante, et réforme intellectuelle et morale, devraient constituer la structure de ce travail. Les points concrets du programme doivent être incorporés dans la première partie, c'est-à-dire qu'ils devraient « dramatiquement » résulter du discours, ne pas être une froide et pédante exposition d'arguments.

Peut-il y avoir une réforme culturelle, c'est-à-dire une élévation « civile » des couches les plus basses de la société, sans une réforme économique préalable et un changement dans la situation sociale et le monde économique ? Aussi une réforme intellectuelle et morale est-elle nécessairement liée à un programme de réforme économique, et même le programme de réforme économique est précisément la façon concrète dont se présente toute réforme intellectuelle et morale. Le Prince moderne, en se développant, bouleverse tout le système de rapports intellectuels et moraux dans la mesure où son développement signifie que tout acte est conçu comme utile ou préjudiciable, comme vertueux ou scélérat, par seule référence au Prince moderne lui-même, et suivant qu'il sert à accroître son pouvoir ou à s'opposer à lui. Le Prince prend, dans les consciences, la place de la divinité, ou de l'impératif catégorique, il devient la base d'un laïcisme moderne et d'une complète laïcisation de toute la vie et de tous les rapports déterminant les mœurs. (*Mach.*, pp. 3-8.) [1932-33]

---

<sup>1</sup> *Le Prince moderne* est l'ouvrage qu'il faut écrire sur le « prince collectif » autrement dit le parti de la classe ouvrière. Voir plus haut la critique du *Manuel populaire* de Boukharine, tentative dont Gramsci se montre peu satisfait.

<sup>2</sup> Le malthusianisme (théorie de Malthus) exprime la crainte d'être submergé, la volonté de freiner (limiter les naissances, sans quoi c'est la famine, etc.). Ainsi, Croce, athée lui-même, continuant la tradition de la bourgeoisie athée du XVIIIe siècle qui affirmait déjà : « l'idée d'un Dieu est devenue plus nécessaire que jamais » (Necker, *De l'Importance des opinions religieuses*, 1788, p. 58), se fait le promoteur d'un renouveau de l'enseignement religieux (voir p. 23) ; en d'autres termes, c'est vouloir la libre discussion pour un groupe restreint, le frein religieux pour le peuple, la culture pour une élite, l'obscurantisme pour la masse dont on a fondamentalement peur et qu'il est bon de laisser « dans l'enfance », ou de « maintenir au berceau ». (Sur l'attitude de Croce à l'égard de la religion, voir le paragraphe « Religion, philosophie, politique », pp. 389-401).

# La science de la politique

[Retour à la table des matières](#)

L'innovation fondamentale introduite par la philosophie de la praxis dans la science de la politique et de l'histoire, est la démonstration qu'il n'existe pas de « nature humaine » abstraite, fixe et immuable (concept qui vient certainement de la pensée religieuse et de la transcendance) ; mais que la nature humaine est l'ensemble des rapports sociaux historiquement déterminés, c'est-à-dire un fait historique dont on peut s'assurer, à l'intérieur de certaines limites, avec les méthodes de la philologie et de la critique. C'est pourquoi la science politique doit être conçue dans son contenu concret (et également dans sa formulation logique) comme un organisme en développement. Il faut observer toutefois que la manière dont Machiavel pose le problème (c'est-à-dire l'affirmation implicitement contenue dans ses écrits que la politique est une activité autonome, qui a ses principes et ses lois différents de ceux de la morale et de la religion, proposition qui a une grande portée philosophique, parce qu'elle rénove implicitement les conceptions de la morale et de la religion, c'est-à-dire toute la conception du monde) est encore discutée et contredite aujourd'hui, et n'a pas réussi à devenir « sens commun ». Que signifie cela ? Cela signifie-t-il simplement que la révolution intellectuelle et morale dont les éléments sont contenus *in nuce*<sup>1</sup> dans la pensée de Machiavel n'a pas encore été réalisée, qu'elle n'est pas devenue forme publique et manifeste de la culture nationale ? Ou bien cela n'a-t-il qu'une simple signification politique actuelle permettant de montrer le fossé qui sépare gouvernants et gouvernés, de montrer qu'il existe deux cultures : celle des gouvernants et celle des gouvernés ; et que la classe dirigeante, comme l'Église, a une attitude bien définie à l'égard des « simples », dictée par la nécessité de ne pas se détacher d'eux, d'une part, et de les maintenir d'autre part, dans la conviction que Machiavel n'est rien d'autre qu'une apparition diabolique ?

On pose ainsi le problème de la signification qu'a eue Machiavel à son époque et des buts qu'il se proposait en écrivant ses livres et surtout *Le Prince*. La doctrine de Machiavel n'était pas à son époque quelque chose de purement « livresque », le monopole de penseurs isolés, un livre secret qui circule parmi les initiés. Le style de Machiavel n'est pas celui d'un écrivain qui écrit un traité en forme de système, comme en connaissaient le Moyen Age et l'Humanisme, bien au contraire. C'est le style d'un homme d'action, de quelqu'un qui veut pousser à l'action, c'est le style propre au « manifeste » d'un parti. L'interprétation « moraliste » donnée par Foscolo<sup>2</sup> est certai-

---

<sup>1</sup> En germe.

<sup>2</sup> Voir : *I Sepolcri*, v. 154-158 où Machiavel est présenté comme le « grand » politique qui, en donnant aux princes un sceptre puissant, les prive de leurs lauriers, et « dévoile aux peuples de quelles larmes il [le sceptre] ruisselle et de quel sang ». Selon cette interprétation qui remonte à

nement fausse ; il est toutefois vrai que Machiavel a dévoilé quelque chose et qu'il ne s'est pas borné à faire la théorie du réel ; mais quel était le but de ce dévoilement ? Un but moral ou politique ? On dit souvent des lois énoncées par Machiavel, concernant l'action politique, qu' « elles s'appliquent mais ne se disent pas » ; les grands politiciens, dit-on, commencent par maudire Machiavel, en se déclarant anti-machiavéliques, précisément pour pouvoir appliquer ses lois « saintement ». Est-ce que Machiavel n'aurait pas été somme toute très peu machiavélique, un de ceux qui « savent le truc » et stupidement le révèlent, alors que le machiavélisme vulgaire apprend à faire le contraire ? Quant à l'affirmation de Croce, elle est vraie dans l'abstrait - selon lui, étant donné le caractère scientifique du machiavélisme, il sert aussi bien aux réactionnaires qu'aux démocrates, de même que l'art de l'escrime sert aux gentilshommes comme aux brigands, à se défendre ou à assassiner, et c'est, dit-il, en ce sens qu'il faut entendre le jugement de Foscolo. Machiavel lui-même note que les choses qu'il écrit sont appliquées dans la réalité et ont toujours été appliquées, par les plus grands hommes de l'histoire ; il ne semble pas pourtant qu'il veuille suggérer ces choses à ceux qui les savent déjà, son style n'est pas celui d'une activité scientifique désintéressée et on ne peut penser davantage qu'il soit arrivé à ses thèses de science politique par le moyen d'une spéculation philosophique, ce qui en cette matière particulière, tiendrait du miracle à son époque, puisqu'aujourd'hui encore il rencontre tant d'hostilité et d'opposition.

On peut donc penser que Machiavel a en vue ceux « qui ne savent pas », qu'il entend faire l'éducation politique de ceux « qui ne savent pas », non pas l'éducation politique négative des hommes qui haïssent les tyrans, comme semblerait l'entendre Foscolo, mais l'éducation positive de ceux qui doivent reconnaître comme nécessaire l'emploi de moyens déterminés, même s'ils appartiennent aux tyrans, parce qu'ils veulent des fins déterminées. Quand un prince est né dans la tradition des hommes de gouvernement, il acquiert presque automatiquement, grâce à tout le contexte de l'éducation qu'il assimile dans l'ambiance familiale, où prédominent les intérêts d'ordre dynastique ou patrimonial, les caractères du politique réaliste. Qui est-ce donc « qui ne sait pas ? » La classe révolutionnaire du temps, le « peuple » et la « nation » italienne, la démocratie des villes qui donne naissance aux Savonarole et aux Pier Soderini <sup>1</sup>, et non aux Castruccio et aux Valentino <sup>2</sup>. On peut considérer que Machiavel veut persuader ces forces de la nécessité d'avoir un « chef » qui sache ce qu'il veut et comment obtenir ce qu'il veut, et de la nécessité de l'accepter avec enthousiasme même si ses actions peuvent être ou paraître en opposition avec l'idéologie répandue à l'époque, la religion. Cette position de la politique de Machiavel se répète pour la

---

Rousseau et à Alfieri, Machiavel aurait « dévoilé aux peuples les horreurs de la tyrannie en ayant l'air d'instruire les princes » (cf. *Mach.*, pp. 115-119.)

<sup>1</sup> Pier SODERINI (voir index). Machiavel n'avait pas bonne opinion de lui et commémora ainsi sa mort : « la notte che mori Pier Soderini, l'anima ando dell' inferno alla bocca ; Ma Pluto le grido : anima sciocca ! Che inferno ! vanne al imbo coi bambini ! » (la nuit où mourut Pier Soderini, son âme s'approcha des portes de l'Enfer, mais Pluto lui cria : pauvre d'esprit ! pas l'Enfer ! Va-t-en aux limbes avec les enfants !)

<sup>2</sup> César Borgia.

philosophie de la praxis. On retrouve la même nécessité d'être « anti-machiavélique », de développer une théorie et une technique de la politique qui puissent servir aux deux parties en lutte, bien qu'on pense que ces dernières finiront par servir surtout au camp « qui ne savait pas », parce qu'on considère que c'est en lui que se trouve la force progressive de l'histoire, et on obtient en fait un résultat immédiat - celui de briser l'unité fondée sur l'idéologie traditionnelle, rupture sans laquelle la force nouvelle ne pourrait acquérir la conscience de sa personnalité indépendante. Le machiavélisme a servi à améliorer la technique politique traditionnelle des groupes dirigeants conservateurs, aussi bien que la politique de la philosophie de la praxis ; cela ne doit pas dissimuler son caractère essentiellement révolutionnaire, qui est senti aujourd'hui encore, et qui explique tout l'anti-machiavélisme, de celui des jésuites à celui, piétiste, de Pasquale Villari. (*Mach.*, pp. 8-10.) [1932-1933]

## La politique comme science autonome

[Retour à la table des matières](#)

La première question à poser et à résoudre dans un exposé sur Machiavel est la question de la politique comme science autonome, c'est-à-dire de la place que la science politique occupe ou doit occuper dans une conception du monde systématique (cohérente et conséquente), dans une philosophie de la praxis.

Le progrès qu'a fait faire Croce, à ce propos, aux études sur Machiavel et sur la science politique, consiste surtout (comme dans d'autres domaines de l'activité critique de Croce) dans le fait d'avoir dissipé une série de faux problèmes, inexistants ou mal posés <sup>1</sup>. Croce s'est fondé sur sa distinction des moments de l'esprit et sur l'affir-

---

<sup>1</sup> Croce rapproche les discussions sur l'éthique de Marx des critiques traditionnelles à l'éthique de Machiavel. « Cette critique qui a été dépassée par De Sanctis dans le chapitre de son *Histoire de la littérature* sur Machiavel revient continuellement et s'affirme également dans l'œuvre de Villari, pour qui le grave défaut de Machiavel est qu'il n'envisage pas le problème moral. Je me suis, quant à moi, toujours demandé pour quelle raison, en vertu de quelle obligation... Machiavel se devait de traiter toutes sortes de questions, même celles qui ne l'intéressaient aucunement... Machiavel commence par établir un fait : les conditions de lutte, dans lesquelles se trouve la société, et il donne des règles conformes à cette condition de fait. Pourquoi... devait-il faire l'éthique de la lutte ? Il -va droit aux conclusions pratiques... [Les maximes de Machiavel] ne sont ni morales, ni immorales ; elles le deviennent suivant les fins subjectives et les effets objectifs de l'action, suivant les intentions et les résultats obtenus... Villari est encore pris dans la formule désuète de la « fin qui justifie les moyens » et de la « fin morale » et des « moyens immoraux ». Il suffit pourtant de considérer que les moyens, précisément parce qu'ils sont des moyens, ne peuvent être distingués en moraux et



mation d'un moment de la pratique, d'un esprit pratique, autonome et indépendant, bien que lié circulairement à la réalité entière par la dialectique des distincts <sup>1</sup>. Dans

---

immoraux, mais simplement en adéquats et inadéquats... la qualité de moral et d'immoral n'appartient qu'à la fin. » (Critique de quelques concepts du marxisme ...)

<sup>1</sup> 21. Croce formule ainsi la loi de la pensée : elle est unité et distinction, aussi s'exprime-t-elle dans la double formule : A est A (unité) et A n'est pas B (distinction), laquelle formule est précisément ce qu'on appelle « loi ou principe d'identité et de contradiction » (B. CROCE : *Logica, come scienza... op. cit.*), à condition, précise Croce, d'inclure dans l'affirmation A est A, le concept opposé ou contraire A est non -A (les « *concetti opposti* » ou simplement « *opposti* » [contraires] se réduisent au concept lui-même). La dialectique des distincts » (« *concetti distinti* » [concepts distincts] ou simplement « *distinti* ») est l'activité concrète de l'esprit dont les formes « distinctes », mais non séparées, ne mettent absolument pas en question l'« unité de l'Esprit ». (Voir : *Filosofia della pratica, economia ed etica*, 6e éd. revue, Bari, Laterza, 1950, « *Filosofia dello Spirito* », III, p. 21). Croce affirme l'analogie parfaite des deux formes théorique et pratique, mais ces formes ne doivent pas être conçues comme parallèles : « elles forment non pas un parallélisme, mais un cercle. C'est-à-dire qu'elles forment le cercle de la réalité et de la vie, qui est dualité-unité de pensée et d'être, de sujet et d'objet, de sorte que penser le sujet équivaut à penser le sujet d'un objet, et penser l'objet équivaut à penser l'objet d'un sujet... » De sorte qu'il faudrait dire, non pas « au commencement était le Verbe » mais : « au commencement n'était ni le Verbe ni l'Acte ; mais le Verbe de l'Acte et l'Acte du Verbe ». Il n'y a donc pas de primauté d'une des formes de l'Esprit sur l'autre, pas plus qu'on ne peut se demander, dans un cercle, auquel des deux demi-cercles revient la primauté. Les deux formes fondamentales de l'activité spirituelle comportent deux degrés : il y donc quatre degrés distincts, le beau et le vrai, l'utile et le bien. « Cette relation des « distincts » dans l'unité qu'ils forment peut être comparée au spectacle de la vie, où chaque fait est en relation avec tous les autres... Cela s'appelle l'histoire... ; le rapport des concepts distincts dans l'unité du concept peut s'appeler... histoire idéale ; et la théorie logique d'une telle histoire idéale [peut être appelée] théorie des degrés du concept, de la même manière que l'histoire réelle est conçue comme série des degrés de civilisation. » (*Logica*, p. 50). - Dans un texte écrit en 1946, Croce précise qu'il a dû défendre sa « théorie de la distinction et des quatre catégories spirituelles » (la triade formée par les trois catégories : Vrai, *Bien*, *Beau*, devenant « tétrade » par l'introduction d'un quatrième terme, *l'Utile*, ou *l'Économique*, ou encore le Vital) contre deux courants : les sensualistes, psychologues, associationistes, naturalistes et matérialistes, d'une part ; contre les idéalistes de l'école hégélienne, d'autre part. [Contre les seconds] « ma démonstration fut que l'opposition, bien loin d'être le prius logique, comporte la distinction dans l'unité spirituelle, cette dernière exigeant qu'on ait d'elle un concept plus concret et plus philosophique, non plus comme unité mathématique abstraite, mais organique vivante, et par conséquent distinction-unité, chacun de ces deux termes définissant l'autre, identique à l'autre. Ce n'est que dans le passage d'un « distincte à l'autre, d'une forme ou catégorie de la réalité ou de l'esprit à l'autre, que s'amorce l'opposition, qui est le « travail » d'actualisation de ce passage à travers le conflit entre le nouveau et l'ancien, entre le positif et le négatif. Les différentes distinctions ne sont pas les marches qui conduisent à l'Un, lequel les dépasserait et les absorberait pour les résoudre, mais elles sont la force de l'unité qui, par son perpétuel passage d'une forme à l'autre, tisse infatigablement et dans une jeunesse toujours nouvelle, la toile de l'histoire. Seule l'historicité est adéquate au processus du réel, mais l'historicité dans son libre mouvement, non pas telle que Hegel la présentait, enchaînée dans son système, non pas parvenue à son terme et à sa conclusion comme il déclarait qu'elle l'était dans son système » (*Filosofia e storiografia, saggi* [Essais], Bari, Laterza, 1949, S. F. XIII, pp. 16-17). - Gramsci voit dans cette dialectique des « distincts » un moyen méthodologique de préciser l'analyse de ce « bloc historique » que constitue l'unité structure-superstructure, à condition de ne pas s'arrêter à l'analyse des « distincts », mais de bien voir que leur liaison est assurée par l'unité des contraires, et que cette unité n'est pas celle de l'« Esprit », mais celle de l'histoire dans la praxis (« Bloc historique » pp. 193, 208). Il écrit encore de cette « distinction » établie par Croce (M. S., p. 216) : voir si le principe de « distinction », c'est-à-dire ce que Croce

une philosophie de la praxis, la distinction ne sera certainement pas entre les moments de l'Esprit absolu, mais entre les degrés de la superstructure et il s'agira, donc, d'établir la position dialectique de l'activité politique (et de la science correspondante) comme degré déterminé de la superstructure : on pourra dire à titre de première indication et d'approximation, que l'activité politique est précisément le premier moment ou premier degré, le moment où la superstructure est encore dans la phase immédiate de simple affirmation volontaire, indistincte et élémentaire.

En quel sens peut-on établir une identité entre la politique et l'histoire, et par conséquent entre l'ensemble de la vie et la politique ? Comment dans ce cas tout le système des superstructures pourra-t-il se concevoir comme des distinctions de la politique et comment justifiera-t-on alors l'introduction du concept de distinction dans une philosophie de la praxis ? Mais peut-on parler de dialectique des distincts et comment peut-on entendre le concept de cercle entre les degrés de la superstructure ? Concept de « bloc historique », c'est-à-dire unité entre la nature et l'esprit (structure et superstructure), unité des contraires et des distincts.

Le critère de distinction peut-il être introduit également dans la structure ? Comment faudra-t-il entendre la structure : comment dans le système des rapports sociaux, pourra-t-on distinguer l'élément « technique », « travail », « classe », etc., entendus historiquement et non « métaphysiquement » ? Critique de la position de Croce qui fait de la structure, à des fins polémiques, un « dieu caché », un « noumène » qui s'oppose aux « apparences » de la superstructure. « Apparences » au sens métaphorique et au sens positif. Pourquoi « historiquement », et comme terminologie, a-t-on parlé d' « apparences » ?

Il est intéressant d'établir comment Croce, à partir de cette conception générale, a tiré sa doctrine particulière de l'erreur et de l'origine pratique de l'erreur. Pour Croce, l'erreur a pour origine une « passion » immédiate, c'est-à-dire qui a un caractère individuel ou un caractère de groupe ; mais que produira la « passion » de portée historique plus vaste, la passion comme « catégorie » ? La passion-intérêt immédiat qui est à l'origine de l' « erreur » est le moment qui dans les *Gloses à Feuerbach* est

---

appelle « dialectique des distincts », n'a pas été déterminé par la réflexion sur le concept abstrait d' « homo oeconomicus qui appartient à l'économie classique ». Cf. encore la critique de la « dialectique des distincts » faite dans le même ouvrage, pp. 240-241 : « Le problème est le suivant : étant donné le principe posé par Croce de la dialectique des distincts (qu'il faut critiquer comme solution purement verbale d'une exigence méthodologique réelle, dans la mesure où il est vrai que n'existent pas seulement les contraires mais également les distincts) quel rapport, qui ne soit pas celui d' « implication dans l'unité de l'esprit » existera entre le moment économique-politique et les autres activités historiques ?... Il y a une exigence réelle dans le fait de distinguer les contraires des distincts, mais il y a également une contradiction dans les termes, parce qu'il n'y a de dialectique que des contraires. » Aussi peut-on se demander si le mouvement qui, de Hegel, aboutit à Croce et Gentile, n'est pas « un pas en arrière » par rapport à Hegel, « une réforme réactionnaire » (pp. 408-411).

appelé « *schmutzig-jüdisch* »<sup>1</sup> : mais de même que la passion-intérêt « *schmutzig-jüdisch* » détermine l'erreur immédiate, ainsi la passion du groupe social le plus vaste détermine l' « erreur » philosophique (avec un intermédiaire - l'erreur-idéologie, dont Croce traite à part) : l'important dans cette série : « égoïsme (erreur immédiate) - idéologie - philosophie » est le terme commun d' « erreur », lié aux différents degrés de passion, et qu'il faudra entendre, non dans son sens moraliste ou doctrinaire, mais au sens purement « historique » et dialectique de « ce qui est historiquement caduc et digne de tomber, », au sens du caractère non définitif » de toute philosophie, de la « mort-vie », « être-non-être », c'est-à-dire du terme dialectique à dépasser dans le développement.

Le terme d' « apparent », d' « apparence », signifie précisément cela, et rien d'autre que cela, et il faut le justifier contre le dogmatisme : c'est l'affirmation de la caducité de tout système idéologique, qui va avec l'affirmation d'une validité historique de tout système, et d'une nécessité de tout système (« c'est sur le terrain idéologique que l'homme acquiert la conscience des rapports sociaux »<sup>2</sup> : dire cela n'est-ce pas affirmer la nécessité et la validité des « apparences » ?) [1932-331]

La conception de Croce, de la politique-passion, exclut les partis, parce qu'on ne peut penser à une « passion » organisée et permanente : la passion permanente est un état d'orgasme et de spasme, qui entraîne une inaptitude à l'action. Les partis sont exclus, exclu tout « plan » d'action concerté à l'avance. Et pourtant les partis existent et des plans d'action sont élaborés, appliqués, et souvent réalisés dans une mesure tout à fait remarquable : il y a donc dans la conception de Croce un « vice ». Et rien ne sert de dire que, si les partis existent, cela n'a pas une grande importance « théorique », parce qu'au moment de l'action le « parti » qui agit n'est pas la même chose que le « parti » qui existait avant ; encore que cela puisse en partie être vrai, il y a cependant entre les deux « partis » tant de coïncidences, qu'en réalité on peut dire qu'il s'agit du même organisme.

Mais cette conception, pour être, valable, devrait pouvoir s'appliquer également à la « guerre », et par conséquent expliquer le fait des armées permanentes, des académies militaires, des corps d'officiers. La guerre en acte est, elle aussi, « passion », et la plus intense, la plus fébrile, c'est un moment de la vie politique, c'est la continuation, sous d'autres formes, d'une politique déterminée ; il faut donc expliquer

---

<sup>1</sup> « Sordidement judaïque », cf. p. 474.

<sup>2</sup> La formulation exacte de la préface de Marx à la Critique de l'économie politique est : « Lorsque l'on considère de tels bouleversements (bouleversements de la base économique à l'époque des révolutions sociales), il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel -qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques, et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. » (E. S., pp. 4-5).

comment la « passion » peut devenir « devoir » moral, non devoir de morale politique mais d'éthique. [1932-33]

Si, chez Croce, le concept de la passion comme moment de la politique <sup>1</sup> se trouve en butte à la difficulté d'expliquer et de justifier les formations politiques permanentes, comme les partis et encore plus les armées nationales et les états-majors, car on ne peut concevoir une passion organisée en permanence sans qu'elle devienne rationalité et réflexion pondérée, c'est-à-dire qu'elle cesse d'être passion, la solution ne peut se trouver que dans l'identification de la politique et de l'économie. La politique est l'action permanente et donne naissance à des organisations permanentes dans la mesure justement où elle s'identifie avec l'économie. Mais cette dernière s'en distingue aussi, et c'est pourquoi on peut parler séparément d'économie et de politique et on peut parler de « passion politique » en entendant l'impulsion immédiate à l'action qui naît sur le terrain « permanent et organique » de la vie économique, mais le dépasse, en faisant entrer en jeu des sentiments et des aspirations qui, dans leur atmosphère incandescente, font que le calcul même de la vie individuelle obéit à des lois différentes de celles qui régissent le petit intérêt individuel, etc. [1931-32]

A côté des mérites de cette critique moderne de Machiavel [*« moderna machiavellistica »*], dérivée de Croce, il faut signaler aussi les « exagérations » et les déviations auxquelles elle a donné lieu. On a trop pris l'habitude de considérer Machiavel comme le « politique en général », comme le « savant de la politique », actuel à toutes les époques.

Il faut davantage considérer Machiavel comme expression nécessaire de son temps et comme étroitement lié aux conditions et aux exigences de son temps, qui résultent : 1° des luttes intérieures de la République florentine et de la structure particulière de l'État qui ne savait pas se libérer de tout ce qui était résidu communal-municipal, c'est-à-dire d'une forme de féodalisme qui était devenue une entrave ; 2° des luttes des États italiens entre eux pour conserver dans l'arène italienne un équilibre auquel faisaient obstacle l'existence de la papauté et les autres survivances féodales et municipalistes de la forme d'État définie par la ville et non par le territoire ; 3° des luttes menées par les États italiens plus ou moins solidaires pour aboutir à un équilibre européen, autrement dit des contradictions entre les nécessités d'un équilibre intérieur en Italie et les exigences des États européens luttant pour l'hégémonie.

Sur Machiavel, influent les exemples de la France et de l'Espagne, qui ont réalisé un État doté, d'une forte unité territoriale ; Machiavel fait une « comparaison elliptique » (pour utiliser l'expression de Croce) et en tire les règles pour un État fort en général et italien en particulier. Machiavel est un homme tout entier de son époque ; et sa science politique représente la philosophie du temps, qui tend à l'organisation

---

<sup>1</sup> Voir : CROCE : *Etica e politica*, 40 éd. Bari, Laterza, 1956, « i partiti politici », pp. 238-246.

des monarchies nationales absolues, forme politique qui permet et facilite le développement futur des forces productives bourgeoises. Dans Machiavel, on peut découvrir *in nuce* la séparation des pouvoirs et le parlementarisme (le régime représentatif) : sa « *ferocia* »<sup>1</sup> est dirigée contre les résidus du monde féodal, non contre les classes progressives. Le Prince doit mettre un terme à l'anarchie féodale ; et c'est ce que fait le due de Valentinois en Romagne, en s'appuyant sur les classes productives, marchands et paysans. Étant donné le caractère militaire-dictatorial du chef de l'État, comme l'exige une période de lutte pour la fondation et la consolidation d'un nouveau pouvoir, l'indication de classe contenue dans *L'Arte della guerra* doit être comprise comme s'appliquant aussi à la structure générale de l'État : si les classes urbaines veulent mettre fin au désordre intérieur et à l'anarchie extérieure, elles doivent s'appuyer sur les paysans en tant que masse, en constituant une force armée sûre et fidèle d'un genre absolument différent de celui des compagnies mercenaires. On peut dire que, chez Machiavel, domine à tel point la conception essentiellement politique, qu'elle lui fait commettre des erreurs d'ordre militaire : il pense surtout à l'infanterie, dont la masse peut être enrôlée grâce à une action politique et il en vient à méconnaître la signification de l'artillerie.

Russo [Luigi] (dans les *Prolégomènes à Machiavel*) note justement que *L'Art de la guerre* complète *Le Prince*, mais il ne tire pas toutes les conclusions de son observation. Dans *L'Art de la guerre* aussi, Machiavel doit être considéré comme un politique qui doit s'occuper d'art militaire ; ses vues unilatérales (jointes à d'autres « curiosités » comme la théorie de la phalange, qui donnent lieu à de faciles plaisanteries comme celle tirée de Bandello<sup>2</sup> qui est la plus répandue) viennent du fait que ce n'est pas dans le problème technique-militaire que se trouve le centre de son intérêt et de sa pensée, mais qu'il ne traite le sujet que dans la mesure nécessaire à sa construction politique. Mais non seulement *L'Art de la guerre* doit être relié au *Prince*, mais aussi les *Histoires florentines*, qui doivent justement être utilisées comme une analyse des conditions réelles en Italie et en Europe, d'où surgissent les exigences immédiates contenues dans *Le Prince*.

---

<sup>1</sup> Le mot évoque la violence de la bête sauvage. Voir le chapitre XVIII du *Prince* : « Il y a deux façons de combattre : avec les lois et avec la force ; la première manière appartient à l'homme, la seconde est propre aux bêtes... Il faut qu'un prince sache se servir de la bête et de l'homme. » Le centaure, homme et bête, précepteur d'Achille, est le symbole de la nécessité de l'union de ces deux natures ; encore faut-il bien se servir de la bête et choisir tantôt « le lion qui ne se défend pas des filets », tantôt « le renard qui ne se défend pas des loups ». Sur la « cruauté » de César Borgia, voir le chapitre XVII : « on trouva César Borgia cruel : mais en fait, sa cruauté avait remis en ordre la Romagne [1501-1502], lui avait donné une unité, en y imposant la paix et la loyauté. On considérera ce résultat comme un bien et on verra que César Borgia fut beaucoup plus sensible à la pitié que le peuple florentin qui, pour échapper à l'appellation de cruel, laissa détruire Pistoia. »

<sup>2</sup> Bandello, auteur d'un recueil de nouvelles, rappelle dans la dédicace de la nouvelle XL à Giovanni de Medici (delle Bande Nere), le jour mémorable où l'« ingénieux Machiavel » exposa le prince et ses amis trois heures au soleil sans réussir à « faire évoluer 3 000 fantassins selon l'ordre qu'il avait écrit », alors que Giovanni delle Bande Nere les remit en ordre en un clin d'œil et les fit manœuvrer, permettant ainsi à tout le monde d'aller enfin manger.

D'une conception de Machiavel plus adhérente à son temps, on tire comme conséquence une évaluation plus conforme à l'histoire des gens dits « anti-machiavéliques », ou tout au moins des plus « naïfs » d'entre eux. Il ne s'agit pas, en réalité, d'anti-machiavéliques, mais de politiques qui expriment des exigences de leur temps ou témoignent de conditions différentes de celles qui opéraient sur Machiavel, la forme polémique est alors pur accident littéraire. L'exemple typique de ces « anti-machiavéliques » est, je crois, à rechercher dans Jean Bodin (1530-1596), qui fut député aux États Généraux de Blois de 1576 et y fit refuser par le Tiers État les subsides demandés pour la guerre civile <sup>1</sup>.

Pendant les guerres civiles qui se déroulent en France, Bodin est le porte-parole du troisième parti, appelé des « politiques », qui se place du point de vue de l'intérêt national, c'est-à-dire d'un équilibre intérieur des classes ou l'hégémonie appartient au Tiers État à travers le monarque. Il me semble évident que classer Bodin parmi les « anti-machiavéliques » est un problème absolument extrinsèque et superficiel. Bodin fonde la science politique en France sur un terrain beaucoup plus avancé et complexe que celui que l'Italie avait offert à Machiavel. Pour Bodin, il ne s'agit pas de fonder l'État unitaire-territorial (national) c'est-à-dire de revenir à l'époque de Louis XI, mais d'équilibrer les forces sociales qui s'opposent à l'intérieur de cet État déjà fort et bien enraciné ; ce n'est pas le moment de la force qui intéresse Bodin, mais celui du consentement. Avec Bodin, on tend à développer la monarchie absolue : le Tiers État est tellement conscient de sa force et de sa dignité, il sait si bien que la fortune de la monarchie absolue est liée à sa propre fortune et à son propre développement, qu'il *met des conditions à son consentement*, présente des exigences, tend à limiter l'absolutisme. En France, Machiavel servait déjà à la réaction, parce qu'il pouvait servir à justifier qu'on maintînt perpétuellement le inonde au « berceau » (selon l'expression de Bertrando Spaventa), d'où la nécessité d'être d'une manière « polémique », anti-machiavélique.

Il faut noter que dans l'Italie étudiée par Machiavel, il n'existait pas d'institutions représentatives déjà développées et significatives pour la vie nationale comme celles des États Généraux en France. Quand, à l'époque moderne, on observe de façon tendancieuse, que les institutions parlementaires ont été importées de l'étranger, on ne tient pas compte du fait que cela reflète seulement les conditions de retard et de stagnation de l'histoire italienne du seizième au dix-huitième siècle, conditions qui

---

<sup>1</sup> Oeuvres de BODIN [Jean] : *Methodus ad facilem historiarum cognitionem* \* (1566), où il indique l'influence du climat sur la forme des États, fait allusion à une idée de progrès, etc. ; *République* (1576), où il exprime les opinions du Tiers-État sur la monarchie absolue et ses rapports avec le peuple ; *Heptaplomeres* (inédit jusqu'à l'époque moderne), où il compare toutes les religions et les justifie comme des expressions différentes de la religion naturelle, la seule raisonnable, et toutes également (lignes d'être respectées et tolérées. (*Note de Gramsci.*)

\* Cf. Jean BODIN : *La méthode de l'histoire*, trad. pour la première fois et présenté par Pierre Mesnard, Maison-Carrée (Alger), « Les Belles Lettres », 1941 (Publ. de la Fac. des Lettres d'Alger, Ile série, Tome XIV). Cf. Vico : *La Science nouvelle*, op. cit., p. 410 : « réfutation des principes de la politique de Jean Bodin » (N. d. T.).

étaient dues en grande partie à la prépondérance des rapports internationaux sur les rapports intérieurs, paralysés et pétrifiés. Que la structure italienne de l'État soit restée, à cause des dominations étrangères, à la phase semi-féodale d'objet de suzeraineté étrangère, est-ce là vraiment une «originalité» nationale qui aurait été détruite par l'importation des formes parlementaires, alors qu'au contraire, celles-ci donnent une forme au processus de libération nationale, et au passage à l'État moderne défini dans son territoire (indépendant, national) ? Du reste, des institutions représentatives ont existé, particulièrement dans le Midi et en Sicile, mais avec un caractère bien plus restreint qu'en France, à cause du faible développement qu'avait le Tiers État dans ces régions ; raison qui faisait des parlements des instruments pour maintenir l'anarchie des barons contre les tentatives d'innovation de la monarchie, qui devait s'appuyer sur les mendiants [« lazzari »] à défaut d'une bourgeoisie <sup>1</sup>. Que chez Machiavel ce programme ou cette tendance consistant à lier la ville à la campagne n'ait pu avoir qu'une expression militaire, on le comprend en réfléchissant au fait que le jacobinisme français serait inexplicable si on oubliait la culture des physiocrates qui le précède, avec sa démonstration de l'importance économique et sociale du cultivateur direct. Les théories économiques de Machiavel ont été étudiées par Gino Arias <sup>2</sup> (dans les Annales d'économie de l'université Bocconi), mais on peut se demander si Machiavel a eu des théories économiques : il s'agira de voir si le langage essentiellement politique de Machiavel peut se traduire en termes économiques et à quel système d'économie il pourrait se réduire. Voir si Machiavel qui vivait dans la période du mercantilisme <sup>3</sup> a politiquement précédé les temps et s'est fait par avance l'écho d'exigences qui ont trouvé plus tard leur expression chez les physiocrates <sup>4</sup>. (*Mach.*, pp. 11-17.) [1932-33]

---

<sup>1</sup> Rappeler l'étude d'Antonio Panella sur les anti-machiavéliques, publiée dans le *Marzocco* de 1927 (ou même 26?) en onze articles : voir comment y est jugé Bodin par rapport à Machiavel et comment est posé en général le problème de l'anti-machiavélisme (*Note de Gramsci.*) [Les trois premiers articles ont été publiés en 1926, les autres en 1927].

<sup>2</sup> Dans une note intitulée *Études particulières sur Machiavel « économiste »*, Gramsci fait encore allusion à Gino Arias (M. S., p. 211), et il donne la référence de l'article : *Il pensiero economico di Niccolò Machiavelli*, 1928. Il écrit qu'il s'y trouve quelques indications (après lecture d'un compte rendu). L'article est, selon Georges Mounin (*Machiavel*, Club français du livre, 1958), une médiocre compilation sans intérêt. Si l'on en croit le jugement qu'il donne ailleurs sur G. Arias, Gramsci ne devait attendre de lui aucune révélation sur un Machiavel « économiste » : à propos de deux articles sur la dépression économique écrits en 1931 par Jannacone et Arias, il écrit de ce dernier qu'il tire d'observations « incontestablement fines » de Jannacone, « des conclusions purement tendancieuses et en partie imbéciles » (P. P., p. 94).

<sup>3</sup> Le mercantilisme ou « système mercantile » est la théorie des économistes du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècles dont la préoccupation essentielle est le problème de la richesse nationale, déterminée selon eux par l'afflux dans le pays de l'or et de l'argent. Cette théorie analyse principalement, non pas la production nationale, mais le commerce national avec l'extérieur. Elle préconise l'intervention de l'État en vue de réaliser une balance commerciale excédentaire et d'attirer ainsi les métaux précieux dans le pays.

<sup>4</sup> Rousseau lui-même aurait-il été possible sans la culture physiocratique ? Il ne me semble pas juste d'affirmer que les physiocrates ont représenté de simples intérêts agricoles et que ce n'est qu'avec l'économie classique que s'affirment les intérêts du capitalisme urbain. Les physiocrates \* représentent la rupture avec le mercantilisme et avec le régime des corporations et sont une étape pour atteindre à l'économie classique, mais c'est justement pour cela, me semble-t-il, qu'ils

## Éléments de politique

[Retour à la table des matières](#)

Dans Ce domaine, il faut bien le dire, ce qu'on oublie d'abord, ce sont justement les premiers éléments, les choses les plus élémentaires ; et pourtant, comme ils se répètent mille fois, ces éléments deviennent les piliers de la politique et de n'importe quelle action collective.

Le premier élément, c'est qu'il existe réellement des gouvernés et des gouvernants, des dirigeants et des dirigés. Toute la science et l'art politiques se fondent sur ce fait primordial, irréductible (dans certaines conditions générales). Les origines de ce fait constituent un problème en soi, qui devra être étudié à part (au moins pourra-t-on et devra-t-on étudier comment atténuer et faire, disparaître le fait, en changeant certaines conditions susceptibles d'être identifiées comme agissant dans le sens de cette division), mais il reste le fait qu'il existe des dirigeants et des dirigés, des gouvernants et des gouvernés. Ce fait étant acquis, il faudra voir comment on peut diriger de la manière la plus efficace (une fois définis certains buts) et comment, en conséquence, assurer la meilleure préparation aux dirigeants (c'est plus précisément l'objet de la

---

représentent une société à venir bien plus complexe que celle contre laquelle ils combattent et même que celle qui se trouve définie immédiatement dans leurs affirmations ; leur langage est trop lié au temps et exprime l'opposition entre ville et campagne, mais laisse prévoir un élargissement du capitalisme à l'agriculture. La formule du « laisser faire, laisser passer », c'est-à-dire de la liberté industrielle et de la libre initiative, n'est certes pas liée à des intérêts agraires. (Note de Gramsci.)

- \* Les physiocrates, disciples de Quesnay, considèrent en effet l'agriculture comme l'unique source de richesse, permettant de recueillir un « produit net », et comme « improductives » les autres activités. Toutes les mesures de protection préconisées par le mercantilisme sont donc un non-sens : la nouvelle formule (due à V. de Gournay) du « laisser faire, laisser passer » s'applique à l'agriculture (libre circulation des grains), mais aussi à l'industrie qui doit être exempte d'impositions fiscales, l'impôt étant « pris immédiatement sur le produit net des biens-fonds ». Pour plus de détails, consulter : François Quesnay et la physiocratie, Institut national d'Études démographiques, 1958, 2 vol., tome I : Préface, études, biographie, bibliographie, tome II: Textes annotés. (N. d. T.).



première section de la science et de l'art politiques) et comment d'autre part, on apprend à connaître les lignes de moindre résistance ou lignes rationnelles conduisant à l'obéissance des dirigés et des gouvernés. Dans la formation des dirigeants, ce qui est fondamental, c'est le point de départ : veut-on qu'il y ait toujours des gouvernés et des gouvernants, ou bien veut-on créer les conditions qui permettront que disparaisse la nécessité de cette division ? C'est-à-dire part-on du principe de la division perpétuelle du genre humain ou bien ne voit-on dans cette division qu'un fait historique, répondant à certaines conditions ? Il faut voir clairement que, même si elle remonte, en dernière analyse, à une division en groupes sociaux, cette division en gouvernés et gouvernants existe cependant, les choses étant ce qu'elles sont, jusque dans le sein d'un même groupe, même d'un groupe socialement homogène ; en un certain sens, on peut dire que cette division est une création de la division du travail, que c'est un fait technique. C'est sur cette coexistence de problèmes que spéculent ceux qui, en toute chose, voient seulement la « technique », la nécessité « technique », etc., pour ne pas envisager le problème fondamental.

Étant donné que jusque dans un même groupe existe cette division entre gouvernants et gouvernés, il devient nécessaire d'établir quelques principes n'admettant aucune dérogation, et c'est justement sur ce terrain que surviennent les « erreurs » les plus graves, c'est-à-dire que se manifestent les incapacités les plus criminelles, mais aussi les plus difficiles à corriger. On croit que, une fois établi le principe de l'homogénéité d'un groupe, l'obéissance doit être automatique, et non seulement qu'elle doit être acceptée sans qu'on ait besoin d'en démontrer la « nécessité » ni la rationalité, mais qu'elle est indiscutable (certains pensent et, ce qui est pire, agissent conformément à cette pensée, que l'obéissance « viendra » sans être demandée, sans que la voie à suivre soit indiquée). C'est ainsi qu'il est difficile d'extirper des dirigeants le « cadornisme <sup>1</sup> », c'est-à-dire la conviction qu'une chose sera faite parce que le dirigeant considère comme juste et rationnel qu'elle soit faite : si elle n'est pas faite, la « faute » est versée au compte de ceux « qui auraient dû » etc. C'est ainsi qu'il est difficile d'extirper l'habitude criminelle de négliger d'éviter les sacrifices inutiles. Et pourtant, le sens commun montre que la majeure partie des désastres collectifs (politiques) arrivent parce qu'on n'a pas cherché à éviter le sacrifice inutile, ou qu'on a montré qu'on ne tenait pas compte du sacrifice des autres et qu'on a joué avec la peau des autres. Chacun a entendu raconter par des officiers du front comment les soldats réellement risquaient leur vie dans les moments où c'était vraiment nécessaire, mais comment au contraire ils se révoltaient quand ils voyaient qu'on avait pour eux aucun égard. Par exemple : une compagnie était capable de jeûner plusieurs jours, si elle voyait que les vivres ne pouvaient arriver pour une raison de force majeure, mais elle se mutinait si on sautait un seul repas par négligence et bureaucratisme, etc.

---

<sup>1</sup> Le mot vient du général Luigi Cadorna, chef d'État-major des armées italiennes jusqu'à la retraite de Caporetto (1917) dont il fut le principal responsable. Caporetto met en lumière le caractère erroné du système de direction en vigueur dans l'armée italienne, et le « cadornisme » symbolise ici le bureaucratisme ou l'autoritarisme des dirigeants qui considèrent comme superflu le travail de persuasion auprès des « dirigés » pour gagner leur adhésion volontaire.

Ce principe s'étend à toutes les actions qui exigent un sacrifice. C'est pourquoi, toujours, après tout échec, il faut avant tout rechercher la responsabilité des dirigeants, et cela, au sens strict (par exemple : un front est constitué de plusieurs sections et chaque section a ses dirigeants : il est possible que d'une défaite les dirigeants d'une section soient plus responsables que ceux d'une autre, mais c'est une question de degré, et il ne s'agit pas d'exclure la responsabilité de quiconque, en aucun cas).

Une fois posé le principe qu'il existe des dirigés et des dirigeants, des gouvernés et des gouvernants, il est vrai que les « partis » sont jusqu'ici la façon la plus adéquate d'« élaborer » les dirigeants et la capacité de diriger (les « partis » peuvent se présenter sous les noms les plus divers, même sous le nom d'antiparti et de « négation des partis <sup>1</sup> » ; en réalité, même ceux qu'on appelle des « individualistes » sont des hommes de parti, à cette différence près qu'ils voudraient être « chefs de parti » par la grâce de Dieu ou en vertu de l'imbécillité de ceux qui les suivent).

Développement du concept général contenu dans l'expression « esprit d'État <sup>2</sup> ». Cette expression a un sens bien précis, historiquement déterminé. Mais un problème se pose : existe-t-il quelque chose de semblable à ce qu'on appelle « esprit d'État » dans tout mouvement sérieux, c'est-à-dire qui ne soit pas l'expression arbitraire d'individualismes plus ou moins justifiés ? Tout d'abord, l'« esprit d'État » suppose la « continuité », soit avec le passé ou la tradition, soit avec l'avenir, c'est-à-dire qu'il suppose que tout acte est le moment d'un processus complexe, qui est déjà commencé et qui continuera. Le sentiment de responsabilité de ce processus, le sentiment d'en être les acteurs responsables, d'être solidaires de forces « inconnues » matériellement, mais qu'on sent pourtant actives et opérantes et dont on tient compte, comme si elles étaient « matérielles » et physiquement présentes, s'appelle justement dans certains cas « esprit d'État ». Il est évident qu'une telle conscience de la « durée » doit être non pas abstraite mais concrète, c'est-à-dire en un certain sens ne pas dépasser certaines limites ; mettons que les limites minima soient la génération précédente et la génération future, ce qui n'est pas peu dire, car on considérera les générations, non pas en comptant trente ans avant pour l'une, trente ans après pour l'autre, mais organique-

---

<sup>1</sup> Les fascistes définissaient souvent leur parti comme un « antiparti », et Mussolini aimait insister sur son « individualisme » de principe.

<sup>2</sup> Concept utilisé par Hegel dans sa *Philosophie de l'Histoire* : « L'esprit d'un peuple est un esprit déterminé et comme on vient de le dire, déterminé selon le degré historique de son développement. Cet esprit constitue le fondement et le contenu pour les autres formes de la conscience de lui-même qui ont été indiquées (...) A cause de l'identité première de leur substance, de leur contenu et de leur objet, les formations sont unies inséparablement à l'esprit de l'État, telle forme politique ne peut coexister qu'avec telle religion et dans tel État ne peuvent exister que telle philosophie et tel art. » (*Leçons sur la philosophie de l'Histoire*, J. Vrin 1963, trad. Gribelin, pp. 49-50).

La notion d'un « esprit de l'État » fut reprise par le fascisme, voir Mussolini, discours à la Chambre des députés, 13 mai 1929 : « Qu'aurait été l'État, s'il n'avait pas un esprit, une moralité, s'il ne disposait pas de ce qui donne de la force à ses lois, de ce grâce à quoi il réussit à s'assurer l'obéissance de ses citoyens ? »

ment, au sens historique, ce qui pour le passé tout au moins est facile à comprendre : nous nous sentons solidaires des hommes qui aujourd'hui sont très vieux, et qui pour nous représentent le « passé » qui vit encore parmi nous, qu'il nous faut connaître, avec lequel il faut faire les comptes, qui est un des éléments du présent et des prémisses du futur. Et avec les enfants, avec les générations qui naissent et qui grandissent et dont nous sommes responsables. (Bien différent est le « culte » de la « tradition », qui a une valeur tendancieuse, qui implique un choix et un but déterminé, c'est-à-dire qui est à la base d'une idéologie.) Même si un « esprit d'État » ainsi entendu existe chez tout le monde, il faut toutefois combattre tour à tour les déformations qui l'affectent ou les déviations qu'il produit.

« Le geste pour le geste », la lutte pour la lutte, etc., et surtout l'individualisme étroit et petit, qui n'est que la satisfaction capricieuse d'impulsions momentanées, etc. (En réalité, il s'agit toujours de l'« apolitisme » italien, qui prend ces formes variées, pittoresques et bizarres). L'individualisme n'est qu'un apolitisme de caractère animal, le sectarisme est « apolitisme », et, si on y regarde de près, le sectarisme est en effet une forme de « clientèle » personnelle, alors que manque l'esprit de parti qui est l'élément fondamental de « l'esprit d'État ». Démontrer que l'esprit de parti est l'élément fondamental de l'esprit d'État est une des thèses les plus importantes à soutenir ; vice versa, l'« individualisme » est un élément de caractère animal, « qui fait l'admiration des étrangers » comme les ébats des habitants d'un jardin zoologique. (*Mach.*, pp. 17-20.) [1933]

## Le parti politique

[Retour à la table des matières](#)

On a déjà dit que, à l'époque moderne, le nouveau *Prince* ne pourrait avoir comme protagoniste un héros personnel, mais le parti politique, c'est-à-dire, à chaque moment donné et dans les différents rapports intérieurs des différentes nations, le parti politique qui entend (et qui est rationnellement et historiquement fondé dans ce but) fonder un nouveau type d'État.

Il faut observer comment dans les régimes qui se posent comme totalitaires <sup>1</sup>, la fonction traditionnelle de la couronne est en réalité assumée par un certain parti, qui même est totalitaire justement parce qu'il remplit cette fonction. Bien que tout parti soit l'expression d'un groupe social, et d'un seul groupe social, toutefois, dans des conditions déterminées, certains partis déterminés représentent justement un seul groupe social, dans la mesure où ils exercent une fonction d'équilibre et d'arbitrage entre les intérêts de leur propre groupe et où ils font en sorte que le développement du groupe qu'ils représentent ait lieu avec le consentement et l'aide des groupes alliés, sinon franchement avec ceux des groupes ouvertement hostiles. La formule constitutionnelle du roi ou du président de la République qui « règne mais ne gouverne pas » est la formule qui exprime juridiquement cette fonction d'arbitrage, la préoccupation des partis constitutionnels de ne pas « découvrir » la couronne ou le président. Les formules qui établissent la non-responsabilité, en matière d'actes gouvernementaux, du chef de l'État, et en revanche la responsabilité ministérielle, sont la « casuistique » qui distingue d'une part, le principe général de tutelle qui va de pair avec une conception unitaire de l'État, d'autre part le consentement des gouvernés à l'action de l'État, quel que soit le personnel qui gouverne dans l'immédiat et le parti auquel il appartient.

Avec le parti totalitaire, ces formules perdent de leur signification et par suite, les institutions qui fonctionnaient dans le sens de ces formules se trouvent diminuées ; mais la fonction elle-même est assimilée par le parti, qui exaltera le concept abstrait d'« État » et cherchera de différentes façons à donner l'impression que la fonction « de force impartiale » est active et efficace. [1932-33]

L'action politique (au sens strict) est-elle nécessaire pour qu'on puisse parler de parti « politique » ? Dans le monde moderne, on peut observer que, dans de nombreux pays, les partis organiques et fondamentaux, pour des nécessités de lutte ou pour d'autres raisons, se sont divisés en fractions, dont chacune prend le nom de « parti » et même de parti indépendant. C'est pourquoi souvent l'état-major intellectuel du parti organique n'appartient à aucune de ces fractions mais opère comme s'il était -une force directrice complètement indépendante, supérieure aux partis et parfois même considérée comme telle par le public. Cette fonction, on peut l'étudier avec plus de précision si on part du point de vue qu'un journal (ou un groupe de journaux), une revue (ou un groupe de revues), sont eux aussi « partis » ou « fractions de partis » ou encore « fonction de tel parti ». Qu'on pense à la fonction du *Times* en Angleterre, à celle qu'eut le *Corriere della Sera* en Italie, et aussi à la fonction de ce qu'on nomme la « presse d'information », soi-disant « apolitique » et même à la presse sportive et à la presse technique. Du reste, le phénomène offre des aspects intéressants dans les pays où se trouve au gouvernement un parti unique et totalitaire : car ce parti n'a plus des fonctions franchement politiques, mais seulement techniques, de propa-

---

<sup>1</sup> Il est important de remarquer que Gramsci n'utilise pas ce mot au sens péjoratif qu'il a acquis aujourd'hui dans certaines sphères politiques et idéologiques ; il s'agit d'un terme signifiant approximativement « qui embrasse et unifie une totalité ». Équivalents possibles : global - totalité dynamiquement unifié...

gande, de police, d'influence morale, et culturelles. La fonction politique est indirecte : car, s'il n'existe pas d'autres partis légaux, il existe toujours d'autres partis de fait et des tendances qui échappent à la contrainte légale, contre lesquelles on polémique et on lutte comme dans une partie de colin-maillard. De toute façon, il est certain que dans de tels partis prédominent les fonctions culturelles, ce qui donne naissance à mi-jargon, en fait de langage politique : c'est-à-dire que les questions politiques revêtent des formes culturelles et comme telles, deviennent insolubles.

Mais il y a un parti traditionnel qui a un caractère essentiellement « indirect » c'est-à-dire qu'il se présente explicitement comme purement « éducatif » (Iucus <sup>1</sup>, etc.) moraliste, culturel (sic) : c'est le mouvement libertaire : même l'action dite directe (terroriste) est conçue comme « propagande » par l'exemple : ce qui permet d'affirmer avec plus de force que le mouvement libertaire n'est pas autonome, mais qu'il vit en marge des autres partis, « pour les éduquer ». On peut parler d'un « libetarisme » inhérent à tout parti organique. (Que sont les « libertaires intellectuels ou cérébraux » sinon un aspect du « marginalisme » correspondant aux grands partis des groupes sociaux dominants ?) La « secte des économistes » <sup>2</sup> elle-même était un aspect historique de ce phénomène.

Il se présente donc deux formes de « parti » qui, en tant que telles, font, semble-t-il, abstraction de l'action politique immédiate : celle constituée par une élite d'hommes de culture, qui ont la fonction de diriger du point de vue de la culture, de l'idéologie générale, un grand mouvement de partis proches (qui sont en réalité des fractions d'un même parti organique) ; et, dans une période plus récente, un parti non pas d'élite, mais de masses, masses qui n'ont d'autre fonction politique qu'une fidélité générique, du genre militaire, à un centre politique visible ou invisible (souvent le centre visible est le mécanisme de commande de forces qui ne désirent pas se montrer en pleine lumière et qui préfèrent n'opérer qu'indirectement ; par personne interposée ou par « idéologie interposée »). La masse est simplement une masse de « manœuvre » et ou l' « occupe » avec des prédications morales, quelques couplets sentimentaux et les mythes messianiques entretenant l'espoir d'un âge merveilleux, où toutes les contradictions et les misères présentes trouveront leur solution et leur guérison. <sup>3</sup> [1933]

---

<sup>1</sup> Mot latin signifiant « bois sacré ». Nous ne savons pas à quoi Gramsci fait allusion. Peut-être à quelque organisation ayant pris ce nom ?

<sup>2</sup> Cf. pp. 467-483.

<sup>3</sup> Le deuxième type de parti se rapporte au fascisme. Le premier type de parti, est probablement une référence au rôle de Croce : « le parti comme idéologie générale, supérieure aux différents groupements plus immédiats. En réalité, le mode d'être du parti libéral italien après 1876 fut de se présenter au pays comme « un ordre dispersé » de fractions et de groupes nationaux et régionaux. Les fractions du libéralisme politique étaient aussi bien le catholicisme libéral des populaires que le nationalisme (Croce a collaboré à *Politica* de A. Rocco et F. Coppola), aussi bien les Unions monarchistes que le parti républicain et une grande partie du socialisme ; aussi bien les radicaux démocrates que les conservateurs ; aussi bien Sonnino, Salandra que Giolitti, Orlando, Nitti et Cie. Croce fut le théoricien de ce que tous ces groupes et groupuscules, coteries et cliques avaient de commun ; il fut le chef d'un office central de propagande dont tous ces groupes se servaient et

Quand on veut écrire l'histoire d'un parti politique, il faut, en réalité, affronter toute une série de problèmes, beaucoup moins simples que ne le croit, par exemple, Roberto Michels<sup>1</sup>, qui pourtant est considéré comme un spécialiste en la matière. Que doit être l'histoire d'un parti ? Sera-ce la simple narration de la vie antérieure d'une organisation politique ? La façon dont elle naît, les premiers groupes qui la constituent, les polémiques idéologiques à travers lesquelles se forment son programme et sa conception du monde et de la vie ? Il s'agirait en ce cas de l'histoire de groupes restreints d'intellectuels et parfois de la biographie politique d'une seule personnalité. Le cadre du tableau devra par conséquent être plus vaste et plus compréhensif.

On devra faire l'histoire d'une masse déterminée d'hommes qui a suivi les promoteurs, les a soutenus de sa confiance, de sa loyauté, de sa discipline et les a critiqués d'une manière « réaliste », se dispersant ou restant passive devant certaines initiatives. Mais cette masse sera-t-elle constituée des seuls adhérents au parti ? Sera-t-il suffisant de suivre les congrès, les votes, etc., c'est-à-dire l'ensemble des activités et les modes d'existence par lesquels la masse d'un parti manifeste sa volonté ? Il faudra évidemment tenir compte du groupe social dont le parti en question est l'expression et la partie la plus avancée : l'histoire d'un parti, en somme, ne pourra être que l'histoire d'un groupe social déterminé. Mais ce groupe n'est pas isolé ; il y a ses amis, ceux qui ont avec lui des affinités, ses adversaires, ses ennemis. Ce n'est que d'un tableau complexe de tout l'ensemble de la Société et de l'État (et souvent avec les interférences internationales) que pourra naître l'histoire d'un parti, ce qui permet de dire qu'écrire l'histoire d'un parti ne signifie rien d'autre qu'écrire l'histoire générale d'un pays d'un point de vue monographique pour en mettre en relief un aspect caractéristique. Un parti peut avoir en plus ou moins de signification et de poids, dans la mesure exacte ou son activité particulière a plus ou moins déterminé l'histoire d'un pays.

Voici donc que la façon d'écrire l'histoire d'un pays permet de voir quel concept on a de ce qu'est un parti et de ce qu'il doit être. Le sectaire s'exaltera sur de minuscules faits intérieurs, qui prendront à ses yeux une signification ésotérique et le combleront d'un enthousiasme mystique ; l'historien, tout en donnant à chaque chose l'importance qu'elle a dans le tableau d'ensemble, mettra surtout l'accent sur l'efficacité réelle, du parti, sur sa force déterminante, positive et négative, et la manière dont cette force a contribué à créer un événement aussi bien qu'à empêcher que d'autres événements s'accomplissent. [1932-33]

---

tiraient bénéfice, il fut le leader national des mouvements culturels qui naissaient pour rénover les anciennes formes politiques ». (*M. S.*, pp. 172-173).

<sup>1</sup> Roberto MICHELS : *Les Partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, trad. Dr S. Jankélévitch, Paris, Flammarion 1914. (Bibl. de philosophie scientifique.)

Le problème de savoir quand un parti est formé, c'est-à-dire quand il a un rôle précis et permanent, donne lieu à bien des discussions, et souvent, hélas, à une forme de vanité, qui n'est pas moins ridicule ni dangereuse que la « vanité des nations <sup>1</sup> » dont parle Vico. On peut dire, il est vrai, qu'un parti n'est jamais achevé ni formé en ce sens que tout développement crée de nouveaux engagements et de nouvelles charges et en ce sens que pour certains partis se vérifie le paradoxe qu'ils sont achevés et formés quand ils n'existent plus, c'est-à-dire quand leur existence est devenue historiquement inutile. Ainsi, puisque tout parti n'est qu'une nomenclature de classe, il est évident que pour le parti qui se propose d'annuler la division en classes, sa perfection et son achèvement consistent à ne plus exister par suite de la suppression des classes et donc de leurs expressions. Mais on veut ici faire allusion à un moment particulier de ce processus de développement, au moment qui suit celui où un fait peut exister et ne pas exister, en ce sens que la nécessité de son existence n'est pas encore devenue « péremptoire », mais qu'elle dépend en « grande partie » de l'existence de personnes possédant un extraordinaire pouvoir de volition et une extraordinaire volonté.

Quand un parti devient-il « nécessaire » historiquement ? Quand les conditions de son « triomphe », de son inéluctable transformation en État sont au moins en voie de formation et laissent prévoir normalement leurs développements ultérieurs. Mais quand peut-on dire, dans de telles conditions, qu'un parti ne peut être détruit avec des moyens normaux ? <sup>2</sup> Pour répondre à cette question, il faut développer un raisonnement : pour qu'un parti existe, il est nécessaire que confluent trois éléments fondamentaux (c'est-à-dire trois groupes d'éléments) :

1. Un élément diffus d'hommes communs, moyens, qui offrent comme participation leur discipline, leur fidélité, mais non l'esprit de création et de haute organisation. Sans eux, le parti n'existerait pas, c'est vrai, mais il est vrai aussi que le parti n'existerait pas plus « uniquement » avec eux. Ils constituent une force dans la mesure où se trouvent les hommes qui les centralisent, les organisent, les disciplinent, mais en l'absence de cette force de cohésion, ils s'éparpilleraient et s'anéantiraient en une poussière impuissante. Il n'est pas question de nier que chacun de ces éléments puisse devenir une des forces de cohésion, mais on les envisage précisément au moment où ils ne le sont pas et où ils ne sont pas dans les conditions de l'être, ou s'ils le sont, ils ne le sont que dans un cercle restreint, politiquement sans effet et sans conséquence.

2. L'élément principal de cohésion qui centralise sur le plan national, qui rend efficace et puissant un ensemble de forces qui, abandonnées à elles-mêmes, seraient

---

<sup>1</sup> Cette « vanité », [Boria] est, chez Vico, l'attitude des nations qui « ont toujours la prétention de se considérer comme les premières à avoir trouvé les commodités de la vie et à avoir conservé leurs traditions depuis les origines du monde ». (*La Science nouvelle*, 124, 125, 127, *op. cit.*, pp. 62-63).

<sup>2</sup> Allusion aux tentatives de destruction du parti de la classe ouvrière par le fascisme (par des moyens qui ne sont pas « normaux ») : le problème posé est celui de la survivance du parti dans ses masses et dans ses cadres.

zéro ou guère plus ; cet élément est doué d'une puissante force de cohésion, qui centralise et discipline et également, - sans doute même à cause de cela, - invente (si on entend « inventer » dans une certaine direction, en suivant certaines lignes de force, certaines perspectives, voire certaines prémisses) : il est vrai aussi que tout seul, cet élément ne formerait pas le parti, toutefois, il le formerait davantage que le premier élément considéré. On parle de capitaines sans armée, mais en réalité, il est plus facile de former une armée que de former des capitaines. Tant il est vrai qu'une armée constituée est détruite si les capitaines viennent à manquer, alors que l'existence d'un groupe de capitaines, qui se sont concertés, d'accord entre eux, réunis par des buts communs, ne tarde pas à former une armée même là où rien n'existe.

3. Un élément moyen, qui doit articuler le premier au second élément, les mettre en rapport par un contact non seulement « physique » mais moral et intellectuel. Dans la réalité, pour chaque parti existent « des proportions définies <sup>1</sup> » entre ces trois éléments et on atteint le maximum d'efficacité quand ces « proportions définies » sont réalisées.

Après ces considérations, on peut dire qu'un parti ne peut être détruit avec des moyens normaux, quand existe nécessairement le second élément, - dont la naissance est liée à certaines conditions matérielles objectives (et si ce second élément n'existe pas, tout raisonnement est vide de sens), - serait-il même dispersé et errant - car il est alors impossible que ne se forment pas les deux autres, c'est-à-dire le premier, qui nécessairement forme le troisième comme sa continuation et son moyen d'expression. Il faut, pour que cela se fasse, que se soit formée la conviction inébranlable qu'une solution déterminée des problèmes vitaux soit nécessaire. Sans cette conviction, il ne se formera que le second élément, dont la destruction est la plus facile à cause de son petit nombre, mais il est nécessaire que ce second élément, s'il vient à être détruit, ait laissé comme héritage un ferment qui lui permette de se reformer. Et où ce ferment subsistera-t-il mieux et pourra-t-il mieux se former que dans le premier et le troisième élément, qui, évidemment, ont le plus d'homogénéité avec le second ? L'activité que le second élément consacrerait à la constitution de ce ferment est donc fondamentale : le critère de jugement de ce second élément devra être recherché : 1. dans ce qu'il fait réellement ; 2. dans ce qu'il prépare pour le cas où il viendrait à être détruit. Il est difficile de dire laquelle de ces deux activités est la plus importante. Car dans la lutte, on doit toujours prévoir la défaite et la préparation de ses propres successeurs est une activité aussi importante que celle qu'on déploie pour atteindre la victoire.

A propos de la « vanité » du parti, on peut dire qu'elle est pire que la « vanité des nations » dont parle Vico. Pourquoi ? Parce qu'une nation ne peut pas ne pas exister et, dans le fait qu'elle existe, il est toujours possible, si besoin est avec un peu de bonne volonté et en sollicitant les textes, de trouver que son existence est riche de destin et de signification. Au contraire, un parti peut ne pas exister en vertu d'une nécessité interne. Il ne faut *jamais* oublier que dans la lutte entre nations, chacune

---

<sup>1</sup> Voir le théorème des proportions définies pp. 553-555.



d'elles a intérêt à ce que l'autre soit affaiblie par les luttes intérieures et que les partis sont précisément les éléments de ces luttes intérieures. Pour les partis donc, on peut toujours se demander s'ils existent par leur propre force, en vertu d'une nécessité interne ou si au contraire leur existence ne dépend que d'intérêts extérieurs (et en fait dans les polémiques, ce point n'est jamais oublié, c'est même un thème sur lequel on insiste, ce qui signifie, - et tout particulièrement quand la réponse est évidente, - que l'attaque a porté et laisse des doutes). Naturellement, se laisser déchirer par ces doutes, est pure sottise. Politiquement, la question n'a qu'une importance momentanée. Dans l'histoire de ce qu'on nomme le principe des nationalités, les interventions étrangères en faveur des partis nationaux qui troublaient l'ordre intérieur des États antagonistes sont innombrables, au point que lorsqu'on parle, par exemple, de la politique « orientale » de Cavour <sup>1</sup>, la question se pose de savoir s'il s'agissait d'une « politique », c'est-à-dire d'une ligne d'action permanente, ou d'un stratagème du moment pour affaiblir l'Autriche en vue de 1859 et de 1868. Ainsi, dans les mouvements mazziniens du début de 1870 (exemple l'affaire Barsanti <sup>2</sup>), on voit l'intervention de Bismarck, qui, prévoyant la guerre avec la France et le danger d'une alliance italo-française, pensait, au moyen de conflits intérieurs, à affaiblir l'Italie. Ainsi dans les événements de juin 1914, certains voient l'intervention de l'état-major autrichien préparant la guerre qui allait suivre. Comme on le voit, la casuistique a mille aspects, et il faut avoir à ce sujet les idées claires. Si l'on admet que, quoi qu'on fasse, ou fait toujours le jeu de quelqu'un, l'important est de chercher par tous les moyens à bien faire son propre jeu, c'est-à-dire à vaincre nettement. De toutes façons, il faut mépriser la « vanité ». du parti et à cette vanité substituer les faits concrets. Quand à ceux qui aux faits concrets substituent la vanité, ou font la politique de la vanité, on doit les soupçonner de manquer tout simplement de sérieux. Il n'est pas besoin d'ajouter que, pour les partis, il faut éviter même l'apparence « justifiée », qu'on fait le jeu de quelqu'un, surtout si ce quelqu'un est un État étranger ; qu'ensuite on spéculé là-dessus, personne ne peut l'éviter. (*Mach.*, pp. 20-26.) [1932-33]

---

<sup>1</sup> Cette allusion vise l'attitude de Cavour et du gouvernement piémontais dans le conflit entre la France et l'Angleterre d'une part, la Russie de l'autre sur les affaires orientales, qui devait mener à la guerre de Crimée. Pour éviter que l'entente contre la Russie ne fût limitée à la France, l'Angleterre et l'Autriche - ce qui eût été rapprocher les puissances occidentales (France et Angleterre) de l'ennemi du Piémont - la politique de Cavour dans les années 1854-1855 a été axée sur l'entrée du Piémont dans l'alliance (accord du 10 janvier 1855). La participation piémontaise à la guerre apparaît donc dictée plus que par l'intérêt immédiat des pays (Gênes commerçait avec Odessa), par des considérations de politique internationale, surtout anti-autrichiennes.

<sup>2</sup> Le 24 mai 1870, le caporal Pietro Barsanti tenta à Pavie l'assaut d'une caserne, à la tête d'une quarantaine de républicains, aux cris de « Vive Rome ! Vive la République ! A bas la monarchie ! » Barsanti fut arrêté et fusillé le 27 août 1870.

## Fonction progressive ou régressive d'un parti.

[Retour à la table des matières](#)

Il est difficile d'exclure qu'un parti politique quelconque (des groupes dominants, mais aussi des groupes subalternes) ne remplisse pas également une fonction de police, c'est-à-dire de tutelle d'un certain ordre politique et légal. Si le fait était démontré d'une manière définitive, le problème devrait être posé en d'autres termes : à savoir la manière dont s'exerce une telle fonction et son orientation. Se fait-elle dans le sens d'une répression ou d'une diffusion, c'est-à-dire est-elle de caractère réactionnaire ou progressif ? Le parti considéré exerce-t-il sa fonction de police pour conserver un ordre extérieur, extrinsèque, entrave des forces vives de l'histoire, ou l'exerce-t-il dans un sens qui tend à porter le peuple à un nouveau niveau de civilisation dont l'ordre politique et légal n'est qu'une des expressions d'un programme ? En fait, il y a toujours des gens pour enfreindre une loi : 1. parmi les éléments sociaux réactionnaires que la loi a dépossédés ; 2. parmi les éléments progressifs que la loi comprime ; 3. parmi les éléments qui n'ont pas atteint le niveau de civilisation que la loi peut représenter. La fonction de police d'un parti peut donc être progressive ou régressive : elle est progressive quand elle tend à contenir dans l'orbite de la légalité les forces réactionnaires dépossédées et à élever au niveau de la nouvelle légalité les masses arriérées. Elle est régressive quand elle tend à comprimer les forces vives de l'histoire et à maintenir une légalité dépassée, anti-historique, devenue extrinsèque. Du reste, le fonctionnement du parti considéré fournit des critères de discrimination : quand le parti est progressif, il fonctionne « démocratiquement » (au sens d'un centralisme démocratique), quand le parti est régressif, il fonctionne « bureaucratiquement » (au sens d'un centralisme bureaucratique). Le parti, dans ce dernier cas, n'est qu'un simple exécutant, qui ne décide pas : il est alors techniquement un organe de police et son nom de « parti politique » est une pure métaphore de caractère mythologique. (*Mach.*, p. 16.) [1932-33]

## Industriels et agrariens

[Retour à la table des matières](#)

Un problème se pose : est-ce que les grands industriels ont un parti politique permanent qui leur est propre ? La réponse, à mon avis, doit être négative. Les grands

industriels se servent tour à tour de tous les partis existants, mais ils n'ont pas de parti propre. Ils ne sont pas pour autant « agnostiques » ni « apolitiques » en aucune façon : leur intérêt correspond à un équilibre déterminé, qu'ils obtiennent justement en renforçant tour à tour avec les moyens dont ils disposent, l'un ou l'autre des différents partis qui composent l'échiquier politique (exception faite, s'entend, du seul parti antagoniste dont le renforcement ne peut être favorisé, même à des fins tactiques). Il est certain pourtant que si les choses se passent ainsi dans la vie « normale », dans les cas extrêmes, qui somme toute sont ceux qui comptent (comme la guerre dans la vie nationale), le parti des grands industriels est celui des grands agrariens, qui eux ont, au contraire, leur parti permanent. On peut voir une illustration de cette remarque en Angleterre, où le parti conservateur a mangé le parti libéral, qui apparaissait pourtant traditionnellement comme le parti des industriels.

C'est la situation anglaise, avec ses grandes Trade-Unions <sup>1</sup> qui explique ce fait. En Angleterre, il n'existe pas sous la forme d'un parti, une organisation qui se pose comme le grand antagoniste des industriels, c'est vrai ; mais il existe des organisations ouvrières de masse, et on a observé comment à certains moments, les moments décisifs, elles se transforment dans leur constitution même de bas en haut, en brisant les barrières bureaucratiques (par exemple, en 1919 et en 1926 <sup>2</sup>). D'autre part, il existe des intérêts permanents liant étroitement agrariens et industriels (surtout maintenant que le protectionnisme est devenu général, agraire et industriel) ; et il est indéniable que les agrariens sont « politiquement » beaucoup mieux organisés que les industriels, qu'ils attirent davantage les intellectuels, qu'ils sont plus « permanents » dans leurs directives, etc. Le sort des partis « industriels » traditionnels, comme le parti « libéral-radical » anglais et le parti radical français (qui pourtant s'est toujours fortement différencié du premier), est intéressant (ainsi que le parti « radical italien » dont on se souvient) : que représentaient ces partis ? Un groupe de classes, plus ou moins grandes, mais pas une seule grande classe : d'où leurs différentes apparitions et disparitions ; la troupe de « manœuvre » était fournie par la petite classe, qui se trouva dans des conditions toujours différentes à l'intérieur du groupe jusqu'à se transformer complètement. Aujourd'hui, elle fournit la troupe des « partis démagogiques » et cela se comprend.

En général, on peut dire que, dans cette histoire des partis, la comparaison entre les différents pays est des plus instructives et des plus décisives pour trouver les causes de transformation. Et cela même dans les polémiques entre les Partis des pays

---

<sup>1</sup> Unions de métiers qui sont les syndicats ouvriers anglais.

<sup>2</sup> Allusion à deux des poussées les plus marquées du mouvement syndical anglais, après la Première Guerre mondiale, qui ont provoqué, pour une part, la remise en cause de la structure même des Trade Unions. En 1919, un violent mouvement de grèves dans les charbonnages et les chemins de fer amène une agitation sur des mots d'ordre revendicatifs et en tout premier lieu la nationalisation des mines. Mineurs, cheminots et ouvriers des transports se groupent en une « triple alliance » industrielle. En 1926, la « grande grève » qui, des charbonnages, gagne toutes les branches de l'activité du pays, fait notamment surgir un conflit entre les Trade Unions et le Labour Party.

« traditionalistes », où sont représentés les « échantillons » de tout le « catalogue » historique. (*Mach.*, pp. 27-28.) [1933]

## Réformisme et monolithisme.

[Retour à la table des matières](#)

Un critère primordial de jugement, soit pour les conceptions du monde, soit surtout pour les attitudes pratiques est le suivant : la conception du monde ou l'acte pratique peuvent-ils être conçus « isolés », « indépendants », portant à eux seuls la responsabilité de la vie collective ; ou bien, cela étant impossible, la conception du monde ou l'acte pratique peuvent-ils être conçus comme complément, perfectionnement, Contrepoids, etc., d'une autre conception du monde ou attitude pratique. Si on y réfléchit, on voit que ce critère est décisif pour un jugement idéal sur les mouvements d'idées et les mouvements d'action, et on voit aussi qu'il a une portée pratique qui n'est pas négligeable.

Un des préjugés les plus communs consiste à croire que si les choses existent, c'est qu'il est « naturel » qu'elles existent, qu'elles ne peuvent faire autrement qu'exister, et que nos propres tentatives de réforme, même si elles tournent court, n'interrompent pas la vie, parce que les forces traditionnelles continueront à opérer, et précisément continueront la vie. Dans cette façon de penser, il y a du juste, certainement ; et pauvres de nous, s'il n'en était ainsi. Toutefois, au-delà de certaines limites, cette façon de penser devient dangereuse (certains cas de la politique du pire) et de toute façon, comme on l'a dit, subsiste le critère de jugement philosophique, politique et historique. Il est certain que, si l'on va au fond des choses, certains mouvements se conçoivent eux-mêmes comme marginaux ; c'est-à-dire qu'ils supposent un mouvement principal sur lequel ils puissent se greffer pour en réformer certains maux présumés ou vrais, ce qui veut dire que certains mouvements sont purement réformistes.

Ce principe a une importance politique parce que la vérité théorique selon laquelle chaque classe a un seul parti, est démontrée, dans les tournants décisifs, par le fait que les regroupements divers qui tous se présentent comme parti « indépendant », se réunissent et forment un bloc unique. La multiplicité qui existait auparavant était uniquement de caractère «réformiste», c'est-à-dire qu'elle concernait des questions partielles ; en un certain sens, c'était une division du travail politique (utile, dans ses limites) ; mais chacune des parties présupposait l'autre, au point que dans les moments décisifs, c'est-à-dire précisément quand les questions principales ont été mises

en jeu, l'unité s'est formée, le bloc s'est réalisé. D'où la conclusion que dans la construction des partis, il faut se fonder sur un caractère « monolithique » et non sur des questions secondaires ; par suite veiller attentivement à ce qu'il y ait homogénéité entre dirigeants et dirigés, entre chefs et masse. Si, dans les moments décisifs, les chefs passent à leur « vrai parti », les masses restent coupées dans leur élan, inertes et sans efficacité aucune. On peut dire qu'aucun mouvement réel n'acquiert conscience d'un coup de son caractère de totalité, mais seulement par une suite d'expériences, c'est-à-dire quand il s'aperçoit, grâce aux faits, que rien de ce qui est, n'est naturel (au sens extravagant du mot) mais que tout existe en raison de certaines conditions, dont la disparition ne reste pas sans conséquences. C'est ainsi que le mouvement se perfectionne, qu'il perd son caractère arbitraire, son caractère de « symbiose », qu'il devient vraiment indépendant, en ce sens que pour avoir certaines conséquences, il crée les prémisses nécessaires et en vient même, dans la création de ces prémisses, à engager toutes ses forces. (*Mach.*, pp. 28-29.) [1933]

## Quelques aspects théoriques et pratiques de l' « économisme »

[Retour à la table des matières](#)

**Économisme** : mouvement théorique pour le libre échange, syndicalisme théorique <sup>1</sup>. Il faut voir dans quelle mesure le syndicalisme théorique a tiré son origine de la philosophie de la praxis, dans quelle mesure il l'a tirée des doctrines économiques du libre-échange c'est-à-dire, en dernière analyse, du libéralisme. Aussi faut-il voir si l'économisme, dans sa forme la plus achevée, n'est pas une filiation directe du libéralisme et s'il n'a pas eu, même à ses origines, bien peu de rapports avec la philosophie de la praxis, rapports qui seraient de toute façon extrinsèques et purement verbaux.

C'est de ce point de vue qu'il faut voir la polémique Einaudi-Croce <sup>2</sup> engendrée par la nouvelle préface (de 1917) au volume sur le *Materialismo storico* <sup>3</sup> : l'exigence mise en avant par Einaudi, de tenir compte des écrits d'histoire économique suscités

---

<sup>1</sup> Il faut entendre le courant anarchiste qui fait du syndicalisme la seule théorie du mouvement ouvrier.

<sup>2</sup> Cf. *La Riforma sociale*, juillet-août 1918, p. 415.

<sup>3</sup> *Materialismo storico ed economia marxistica*, op. cit. La préface de 1917 est un hommage à Marx et au marxisme qui eut une « grande et bénéfique influence » sur les intellectuels italiens de la fin du XIXe siècle.

par l'économie classique anglaise, peut être satisfaite en ce sens ; à savoir qu'une telle littérature, par une contamination superficielle avec la philosophie de la praxis, a engendré l'économisme. C'est pourquoi, lorsque Einaudi critique (d'une façon à dire vrai imprécise) certaines dégénérescences économistes, il ne fait rien d'autre que de tirer sur ses propres troupes. Le lien entre idéologies libre-échangistes et syndicalisme théorique est surtout évident en Italie, où l'on sait l'admiration professée à l'égard de Pareto par des syndicalistes comme Lanzillo <sup>1</sup> et C. Ces deux tendances ont toutefois un sens très différent : la première appartient en propre à un groupe social dominant et dirigeant ; la seconde, à un groupe social encore subalterne, qui n'a pas encore acquis la conscience de sa force, de ses possibilités et moyens de développement et ne sait donc pas sortir de la phase du primitivisme.

Les positions du mouvement du libre-échange se fondent sur une erreur théorique dont il n'est pas difficile d'identifier l'origine pratique : sur la distinction entre société politique et société civile <sup>2</sup>, qui, de distinction méthodique, se trouve transformée en distinction organique et présentée comme telle. C'est ainsi qu'on affirme que l'activité économique est le propre de la société civile et que l'État ne doit pas intervenir dans sa réglementation. Mais, comme dans la réalité effective, société civile et État s'identifient il faut bien convenir que le système du libre-échange est lui aussi une

---

<sup>1</sup> Vilfredo Pareto est, avec Luigi Einaudi, le représentant le plus connu du courant libre-échangiste (liberismo). A l'admiration de Lanzillo pour Pareto, il faut ajouter celle qu'il professe pour son maître Georges Sorel, à qui il a consacré un livre : A. LANZILLO : G. Sorel, Roma, 1910. Sur le ralliement des « syndicalistes » au nationalisme, puis au fascisme, voir : *Alcuni terni della questione meridionale, Antologia popolare...* (Roma, Editori Riuniti, 1957, pp. 203-233) où Gramsci, analysant les rapports du syndicalisme avec le méridionalisme et le libéralisme montre qu'il est né dans une période (1900-1910) où Giolitti incarne la domination bourgeoise, et où le parti socialiste devient « l'instrument de la politique giolittienne ». C'est l'époque où se manifestent « les crises les plus radicales dans le mouvement socialiste et ouvrier. C'est alors que naît le syndicalisme, qui est l'expression instinctive, élémentaire, primitive, mais saine, de la réaction (les ouvriers qui s'opposent à l'alliance avec la bourgeoisie et se prononcent en faveur d'un bloc avec les paysans et *en premier lieu avec les paysans du Sud...* Le noyau dirigeant du syndicalisme est constitué presque exclusivement par des méridionaux : Labriola [Arturo], Leone, Longobardi, Orano. L'essence idéologique du syndicalisme est un nouveau libéralisme plus énergique, plus agressif, plus combatif, que le libéralisme traditionnel. Si l'on veut considérer les choses de près, on verra qu'il y a deux motifs fondamentaux qui sont à l'origine des crises successives du syndicalisme et du passage progressif des dirigeants syndicalistes dans le camp bourgeois : l'émigration et le libre-échange, deux motifs étroitement liés au méridionalisme. Le fait de l'émigration fait naître la conception de la « nation prolétaire » d'Enrico Corradini ; la guerre de Libye apparaît à toute une couche d'intellectuels comme le début de l'offensive de la « grande prolétaire » contre le monde capitaliste et ploutocratique. Tout un groupe de syndicalistes passe au nationalisme, bien mieux, le parti nationaliste se trouve être constitué à l'origine par des intellectuels ex-syndicalistes (Monicelli, Forges-Davanzati, Maraviglia). Le livre de Labriola (Arturo) est l'expression la plus typique et la plus caractéristique de ce néo-libéralisme anti-giolittien et méridionaliste ». - Plus tard, *l'Avanti*, journal socialiste dirigé par Mussolini (de 1912 à 1914) « se transforme lentement, mais sûrement en une plate-forme pour les écrivains syndicalistes et méridionalistes. Les Fancello, les Lanzillo, les Panunzio, les Cicotti en deviennent les collaborateurs assidus : c'est ce qui arrive aussi à Salvemini [libéral et méridionaliste] qui ne cache pas ses sympathies pour Mussolini, qui devient également un benjamin de *La Voce* de Prezzolini [libéral] »...

<sup>2</sup> Cf. p. 576 (note 154).

« réglementation » qui porte l'empreinte de l'État, introduite et maintenue par les lois et la contrainte : c'est le fait d'une volonté consciente de ses propres fins et non l'expression spontanée, automatique du fait économique. Aussi le système du libre-échange est-il un programme politique, destiné à changer, dans la mesure où il triomphe, le personnel dirigeant d'un État et le programme économique de l'État lui-même, c'est-à-dire à changer la distribution du revenu national.

Le cas du syndicalisme théorique est différent, dans la mesure où il se réfère à un groupe subalterne, auquel on interdit, avec cette théorie, de devenir dominant, de se développer au-delà de la phase économique-corporative pour s'élever à la phase d'hégémonie éthique-politique dans la société civile, et dominante dans l'État. En ce qui concerne la politique du libre-échange, on se trouve en face d'une fraction du groupe dirigeant qui veut modifier non pas la structure de l'État, mais seulement l'orientation du gouvernement, qui veut réformer la législation commerciale et seulement indirectement la législation industrielle (car il est indéniable que le protectionnisme, surtout dans les pays à marché pauvre et restreint, limite la liberté d'initiative industrielle et favorise maladivement la naissance des monopoles) : il s'agit d'une rotation des partis dirigeants au gouvernement, non de la fondation et de l'organisation d'une nouvelle société politique et encore moins d'un nouveau type de société civile. Dans le mouvement du syndicalisme théorique, le problème apparaît plus complexe ; il est indéniable que chez lui l'indépendance et l'autonomie du groupe subalterne qu'on prétend exprimer, sont sacrifiées à l'hégémonie intellectuelle du groupe dominant, parce que le syndicalisme théorique n'est justement qu'un aspect du système libre-échangiste, justifié au moyen de quelques affirmations tronquées, donc banalisées, de la philosophie de la praxis. Pourquoi ce « sacrifice » et comment s'est-il opéré ? On exclut la transformation du groupe subalterne en groupe dominant, soit parce que le problème n'est même pas envisagé (socialisme fabien<sup>1</sup>, De Man, une partie importante du travaillisme) soit parce qu'il est présenté dans des formes incongrues et inefficaces (tendances social-démocrates en général) soit parce qu'on affirme le saut immédiat du régime des groupes à celui de la parfaite égalité et de l'économie syndicale.

C'est une attitude pour le moins étrange que celle de l'économisme à l'égard des expressions de la volonté, de l'action et de l'initiative politiques et intellectuelles, qu'il considère comme si elles n'étaient pas une émanation organique de nécessités économiques et même la seule expression efficace de l'économie ; autre aspect incongru : poser concrètement la question de l'hégémonie est interprété comme un fait qui subordonne le groupe hégémonique. Le fait de l'hégémonie suppose indubitablement qu'on tienne compte des intérêts et des tendances des groupes sur lesquels l'hégé-

---

<sup>1</sup> Le courant fabien remonte à 1884, année où fut fondée la *Fabian Society*, qui se proposait d'instaurer graduellement le socialisme par des méthodes pacifiques. Sydney Webb et sa femme furent les membres les plus actifs de cette « société » dont fit également partie Bernard Shaw, et qui publiait des études sous le titre de *Fabian Essays on Socialism (Essais fabiens sur le socialisme)*. Le courant fabien est toujours vivant en Angleterre, où l'on vient de publier de *Nouveaux essais fabiens*.

monie sera exercée, qu'il se forme un certain équilibre de compromis, c'est-à-dire que le groupe dirigeant fasse des sacrifices d'ordre économique-corporatif, mais il est également indubitable que de tels sacrifices et qu'un tel compromis ne peuvent concerner l'essentiel, car si l'hégémonie est éthique-politique, elle ne peut pas ne pas être également économique, elle ne peut pas ne pas avoir son fondement dans la fonction décisive que le groupe dirigeant exerce dans les secteurs décisifs de l'activité économique.

En dehors du libre-échange et du syndicalisme théorique, l'économisme se présente sous bien d'autres formes. C'est à lui qu'appartiennent toutes les formes d'abstentionnisme électoral (exemple typique, l'abstentionnisme<sup>1</sup> des cléricaux italiens après 1870, qui s'atténue toujours davantage après 1900, jusqu'en 1919 et à la formation du Partito popolare<sup>2</sup>). La distinction organique que les cléricaux faisaient entre l'Italie réelle et l'Italie légale était une reproduction de la distinction entre monde économique et monde politique-légal) ; ces formes sont nombreuses en ce sens qu'il peut y avoir un demi-abstentionnisme, un quart, etc. A l'abstentionnisme est liée la formule du « plus ça va mal, mieux ça va », ainsi que la formule dite d' « intransigeance » parlementaire de quelques fractions de députés. L'économisme n'est pas toujours contraire à l'action politique et au parti politique, qui est toutefois considéré comme un simple organisme éducatif de type syndical. Un point de référence pour l'étude de l'économisme et pour comprendre les rapports entre structure et superstructures est constitué par ce passage de *Misère de la philosophie*, où il est dit qu'il existe une phase importante dans le développement d'un groupe social : celle où les membres d'un syndicat ne luttent plus seulement pour les intérêts économiques, mais pour la défense et le développement de l'organisation elle-même<sup>3</sup>. Il faut rappeler en

---

<sup>1</sup> Refus de participer à la vie politique : l'Église ne reconnaissait pas officiellement un État qui s'était emparé des territoires sur lesquels régnait le pape et qui avait fait de Rome (en 1870) sa capitale. L'accord officiel, déjà préparé par des mesures de faveur (réforme Gentile de l'enseignement) se fera en 1929 (accords du Latran).

<sup>2</sup> Cf. p. 519 (note).

<sup>3</sup> Voir la formule exacte \* ; *Misère de la philosophie* est un moment essentiel de la formation de la philosophie de la praxis ; elle peut être considérée comme le développement des *Thèses sur Feuerbach*, alors que *La Sainte Famille* est une phase intermédiaire indistincte, et qui a une origine occasionnelle, comme on le voit par les passages consacrés à Proudhon et surtout au matérialisme français. Le passage sur le matérialisme français est avant tout un chapitre d'histoire de la culture et non pas une page théorique, comme on l'interprète souvent, et comme histoire de la culture, il est admirable. Rappeler l'observation que la critique contenue dans *Misère de la philosophie contre Proudhon et son interprétation* \*\* de la dialectique hégélienne peut être étendue à Gioberti et à l'hégélianisme des libéraux modérés italiens en général. Le parallèle Proudhon-Gioberti, encore que les deux hommes représentent des phases historiques-politiques non homogènes, bien mieux, à cause de cela justement, peut être intéressant et fécond. (*Note de Gramsci*).

\* Voir : K. MARX : *Misère de la philosophie*, réponse à la *Philosophie de la misère* de M. Proudhon. Préface de Friedrich Engels (texte intégral), Ed. soc., 1972, 11, 5 : *Les grèves et les coalitions des ouvriers*. - Malgré les économistes et les socialistes utopistes, avec le développement de la grande industrie, se sont développées les « coalitions » ouvrières : « Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et, en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que



même temps l'affirmation de Engels que l'économie n'est qu'en dernière analyse le ressort de l'histoire (dans les deux lettres sur la philosophie de la praxis publiées également en italien), affirmation qu'il faut relier directement au passage de la préface à la *Critique de l'économie politique* où il est dit que c'est sur le terrain des idéologies que les hommes deviennent conscients des conflits qui se manifestent dans le monde économique.

En mainte occasion, il est affirmé dans ces notes que la philosophie de la praxis est beaucoup plus répandue qu'on veut bien le dire. L'affirmation est exacte si l'on veut exprimer la diffusion de l'économisme historique, comme le professeur Loria appelle maintenant ses conceptions qui tiennent plus ou moins debout, et que par conséquent le milieu culturel a complètement changé à partir du moment où la philosophie de la praxis a commencé ses luttes ; on pourrait dire, en usant d'une terminologie propre à Croce, que la plus grande hérésie née dans le sein de la « religion de la liberté » a, elle aussi, comme la religion orthodoxe, subi une dégénérescence, qu'elle s'est répandue comme une « superstition », c'est-à-dire qu'elle est entrée en combinaison avec la doctrine du libre-échange et qu'elle a produit l'économisme. Il faut voir pourtant si, alors que la religion orthodoxe est désormais étioyée, la superstition hérétique n'a pas toujours conservé un ferment qui la fera renaître comme religion supérieure, en d'autres termes, si les scories de superstition ne sont pas facilement liquidables.

Quelques points caractéristiques de l'économisme historique : 1. Dans la recherche des groupes historiques, on ne distingue pas ce qui est « relativement permanent » de ce qui est fluctuation occasionnelle et on entend par fait économique l'intérêt personnel ou d'un petit groupe, au sens immédiat et « sordidement judaïque <sup>1</sup> ». On ne

---

celui du salaire... Dans cette lutte - véritable guerre civile - se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. À ce point-là, l'association prend un caractère politique ». Dans la lutte, la masse « se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique » (pp. 177-178).

\*\* Marx rappelle qu'il entra en relation avec Proudhon en 1844, et qu'il est jusqu'à un certain point « responsable » de sa « sophistication ». « Dans de longues discussions, souvent prolongées toute la nuit, je l'injectais d'hégélianisme - à son grand préjudice, car ne sachant pas l'allemand, il ne pouvait pas étudier la chose à fond. Ce que j'avais commencé, M. Kart Grün le continua, après mon expulsion de France. Et encore, ce professeur de philosophie allemande avait sur moi cet avantage de ne rien entendre à ce qu'il enseignait. » (*Proudhon jugé par K. Marx*, Annexe 1 à *Philosophie de la misère*, pp. 185-186.)

<sup>1</sup> L'expression est employée par Marx dans la 1<sup>re</sup> des *Thèses sur Feuerbach* : « C'est pourquoi, dans l'essence du christianisme, il [Feuerbach] ne considère comme vraiment humaine que l'activité théorique, tandis que la pratique n'est saisie et fixée par lui que dans sa manifestation juive sordide. C'est pourquoi il ne comprend pas l'importance de l'activité « révolutionnaire », pratique-critique. » C'est à l'analyse que fait Feuerbach de la religion juive que se réfère Marx : « ... leur Dieu est le principe le plus pratique du monde, l'égoïsme... » (*Essence du christianisme*, op. cit., p. 145) ; et cet égoïsme est entendu par Feuerbach dans son sens le plus immédiat : « manger est l'acte le plus pompeux, l'initiation à la religion juive ». Sur cette conception étroite de la pratique chez Feuerbach, voir K. MARX et F. ENGELS : *L'Idéologie allemande*, Ed. soc., 1971. Pour ce qui concerne Y « égoïsme » judaïque, voir K. MARX : *La Question juive*.

tient pas compte de la formation d'une classe économique, avec tous les rapports inhérents, mais on prend à son compte l'intérêt mesquin et usuraire, surtout quand il coïncide avec des formes de délit visées par les codes criminels ; 2. La doctrine qui réduit le développement économique à la succession des changements techniques dans le domaine des instruments de travail. Le professeur Loria a fait un exposé très brillant de cette doctrine appliquée dans son article sur l'influence sociale de l'aéroplane, publié dans la *Rassegna contemporanea* [Revue contemporaine] de 1912 ; 3. La doctrine qui rend le développement économique et historique, fonction immédiate des changements de tel élément important de la production, comme la découverte d'une nouvelle matière première, d'un nouveau combustible, etc., changements qui entraînent l'application de nouvelles méthodes dans la construction et dans l'actionnement des machines. Ces derniers temps, on publie toute une littérature sur le pétrole : on peut voir comme typique à cet égard, un article d'Antonino Laviosa dans *La Nuova Antologia* [La nouvelle Anthologie] du 16 mai 1929. La découverte de nouveaux combustibles et de nouvelles énergies motrices, comme de nouvelles matières premières à transformer, a certes une grande importance, parce qu'elle peut changer la position des différents États, mais elle ne détermine pas le mouvement historique, etc.

Il arrive souvent qu'on combatte l'économisme historique, en croyant combattre le matérialisme historique. C'est le cas par exemple d'un article de *L'Avenir* de Paris du 10 octobre 1930 (cité dans la *Rassegna settimanale della stampa estera* [Revue hebdomadaire de la presse étrangère] du 21 octobre 1930, pp. 2303-2304) et que nous citons ici comme exemple typique :

« On nous dit depuis fort longtemps, mais surtout depuis la guerre, que les questions d'intérêt dominent les peuples et mènent le monde. Ce sont les marxistes qui ont inventé cette thèse-là, sous l'appellation un peu doctrinaire de « matérialisme historique ». En marxisme pur, les hommes, pris en masse, n'obéissent pas à des passions, mais à des nécessités économiques. La politique est une passion ; la patrie est une passion : ces deux déesses exigeantes ne jouent dans l'histoire qu'un rôle d'apparat. En réalité, la vie des peuples, au cours des siècles, s'explique par un jeu changeant et toujours renouvelé de causes d'ordre matériel. L'économique est tout.

Beaucoup de philosophes et d'économistes « bourgeois » ont repris ce refrain. Ils prennent un air entendu pour nous expliquer par le cours du blé, les avatars du pétrole ou les sursauts des caoutchoucs, la grande politique internationale. Ils s'ingénient à nous montrer que toute la diplomatie est commandée par des questions de tarifs douaniers et de prix de revient. Ces explications sont très en faveur. Elles ont un petit air « scientifique » qui fait très bien dans le paysage. Elles procèdent d'une sorte de scepticisme supérieur qui voudrait bien passer pour une élégance suprême. La passion en politique extérieure. Le sentiment en matière nationale ! Allons donc ! Cela est bon pour les gens du commun. Les grands esprits, les initiés savent que tout est dominé par le doit et l'avoir.

Or c'est là une pure calembredaine. C'est une contre-vérité absolue. Il est complètement faux (lue les peuples ne se laissent guider que par des considérations d'intérêt, et il est

complètement vrai qu'ils obéissent plus que jamais au sentiment. Le matérialisme historique est une bonne blague. Les nations obéissent surtout à des réflexes qui leur sont dictés par un désir éperdu, une soif extraordinaire de panache et de prestige. Qui ne comprend pas cela, ne comprend rien à rien <sup>1</sup>. »

La suite de l'article (intitulé « La manie du prestige ») prend comme exemple la politique allemande et italienne, qui seraient des politiques de « prestige » et non dictées par des intérêts matériels. L'article est un condensé de bon nombre des pointes les plus banales de polémique contre la philosophie de la praxis, mais en réalité la polémique est dirigée contre l'économisme boiteux du type lorien. D'autre part l'auteur n'est pas très ferré sur le sujet, même à d'autres égards : il ne comprend pas que les « passions » peuvent n'être rien d'autre qu'un synonyme des intérêts économiques et qu'il est difficile de soutenir que l'activité politique est un état permanent de passion exaspérée et de spasme ; alors que justement la politique française est présentée comme une « rationalité » systématique et cohérente, c'est-à-dire purifiée de tout élément passionnel, etc.

Dans sa forme la plus répandue de superstition économiste, la philosophie de la praxis perd une grande partie de son expansivité culturelle dans la sphère supérieure du groupe intellectuel, alors qu'elle en gagne parmi les masses populaires et parmi les intellectuels de la bonne moyenne qui n'entendent pas se fatiguer le cerveau mais qui veulent avoir l'air très malin, etc. Comme l'écrivait Engels, il est très commode pour beaucoup de gens de croire qu'ils peuvent se procurer, à bon marché et sans fatigue aucune, et tenir dans leur poche toute l'histoire et toute la science politique et philosophique concentrées en deux ou trois formules. Comme on a oublié que la thèse selon laquelle les hommes acquièrent la conscience des conflits fondamentaux sur le terrain des idéologies, n'a pas un caractère psychologique ou moraliste, mais un caractère organique gnoséologique, il s'est créé une *forma mentis* <sup>2</sup> sous laquelle on considère la politique et par suite l'histoire comme un continuel *marche de dupes* <sup>3</sup>, un tour d'illusionnisme et de prestidigitation. L'activité « critique » s'est réduite à dévoiler les trucs, à susciter des scandales, à fouiller mesquinement dans la vie personnelle des hommes représentatifs.

On a ainsi oublié que l'« économisme » étant, ou se présumant tel, un canon objectif d'interprétation (objectif-scientifique), la recherche dans le sens des intérêts immédiats devrait être valable pour tous les aspects de l'histoire, pour les hommes qui représentent la « thèse » comme pour les hommes qui représentent l'« antithèse ». On a oublié en outre une autre proposition de la philosophie de la praxis : à savoir que les croyances populaires, ou les croyances du type croyances populaires, ont la validité des forces matérielles. Les erreurs d'interprétation dans le sens de la recherche des

---

<sup>1</sup> Nous citons le texte original.

<sup>2</sup> Forme d'esprit au sens d'un pli définitif.

<sup>3</sup> En français dans le texte.

intérêts « sordidement judaïques » ont été parfois grossiers et comiques et ont ainsi réagi négativement sur le prestige de la doctrine originale. C'est pourquoi il faut combattre l'économisme non seulement dans la théorie de l'historiographie, mais aussi et surtout dans la théorie et dans la pratique politique. Dans ce domaine, la lutte peut et doit être menée en développant le concept d'hégémonie, de la même façon qu'elle a été menée pratiquement dans le développement de la théorie du parti politique <sup>1</sup> et dans le développement pratique de la vie de partis politiques déterminés (la lutte contre la théorie de la révolution dite permanente, à laquelle on opposait le concept de dictature démocratique-révolutionnaire, l'importance du soutien accordé aux idéologies constitutionnelles <sup>2</sup>, etc.)

On pourrait faire une recherche sur les jugements émis au fur et à mesure que se développaient certains mouvements politiques, en prenant comme type le mouvement boulangiste (de 1886 à 1890 environ) ou le procès Dreyfus <sup>3</sup> ou franchement le coup d'État du 2 décembre (une analyse du livre classique sur le 2 décembre <sup>4</sup> pour étudier quelle importance relative on y donne au facteur économique immédiat et quelle place en revanche y a l'étude concrète des « idéologies »). Devant ces événements, l'économisme se demande : à qui sert immédiatement l'initiative que nous considérons ? Et il répond par un raisonnement qui est tout autant un simplisme qu'un paralogisme. Elle sert immédiatement à une certaine fraction du groupe dominant et, pour ne pas faire erreur, ce choix tombe sur la fraction qui évidemment a une fonction progressive et une fonction de contrôle sur l'ensemble des forces économiques. On peut être sûr de ne pas se tromper, parce que nécessairement, si le mouvement qu'on examine doit aller au pouvoir, tôt ou tard la fraction progressive du groupe dominant

---

<sup>1</sup> Allusion à la lutte menée par Lénine contre l'économisme défini dans *Que faire ?* comme étant « la conception étroite du rôle de la social-démocratie et de ses tâches politiques ». « La lutte économique est une lutte professionnelle », et celle que Lénine mène pour la formation d'un parti organisé s'affirme contre les tendances (opportuniste et « révolutionniste ») du parti social-démocrate (spontanéité des masses et terrorisme excitatif). Elle s'affirme contre une forme « primitive de la démocratie » répandue, écrit Lénine, « parmi la jeunesse studieuse et les ouvriers » (nécessité du centralisme démocratique), contre ceux qui « s'inclinent devant le primitivisme dominant, ne croient pas à la possibilité de s'en délivrer, ne voient pas notre tâche pratique, la première et la plus urgente : créer une organisation de révolutionnaires capable d'assurer à la lutte politique l'énergie, la fermeté et la continuité ». (« Primitivisme et économisme », dans LÉNINE : *Que faire ? Éditions sociales, 1973.*

<sup>2</sup> « En réalité, écrit Lénine, le trait fondamental de toute la situation politique actuelle en Russie est que de très larges masses de la population sont imbuës d'illusions constitutionnelles. » (LÉNINE : « illusions constitutionnelles ». *Oeuvres*, tome XXV, p. 211.) Après la Révolution de février 1917, Lénine fait triompher le mot d'ordre de lutte politique : « tout le pouvoir aux soviets », alors que les courants hostiles aux bolchéviks subordonnent tout à la Constitution promise par le gouvernement provisoire. Or, affirme Lénine, « il y a 99 chances sur 100 pour que l'Assemblée constituante ne se réunisse pas à la date prévue » (p. 212).

<sup>3</sup> Le mouvement dreyfusard finit par obtenir la révision du procès intenté au capitaine Dreyfus, injustement condamné (1894), et sa réhabilitation à laquelle contribua Zola par son célèbre *J'accuse*. La réhabilitation de Dreyfus (1906) était une victoire démocratique sur la faction militaire qui peu de temps avant avait tenté de s'imposer avec le général Boulanger (1889).

<sup>4</sup> Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, op. cit.

finira par contrôler le nouveau gouvernement et par s'en faire un instrument pour tourner à son propre avantage l'appareil de l'État.

Il s'agit donc d'une infaillibilité vraiment à bon marché et qui non seulement est dépourvue de signification théorique, mais a une bien pauvre portée politique, une bien maigre efficacité pratique : en général, elle ne produit guère que des prédications et des querelles personnelles interminables. Quand un mouvement du type boulangiste se produit, l'analyse devrait, dans une optique réaliste, être conduite selon cette ligne : 1. contenu social de la masse qui adhère au mouvement ; 2. cette masse, quelle fonction avait-elle dans l'équilibre des forces, qui est en train de se transformer, comme le démontre le nouveau mouvement par sa naissance même ? 3. les revendications que les dirigeants présentent et qui rencontrent une approbation, quelle signification ont-elles politiquement et socialement ? A quelles exigences effectives correspondent-elles ? 4. examiner si les moyens sont conformes au but qu'on se propose ; 5. en dernière analyse seulement, et présentée sous une forme politique et non moraliste, on met en avant l'hypothèse qu'un tel mouvement sera nécessairement dénaturé et servira à des fins tout autres que celles que les foules qui suivent en attendent. Au contraire, c'est d'une façon préventive qu'on affirme cette hypothèse, quand aucun élément concret (c'est-à-dire qui apparaisse tel avec l'évidence du sens commun, et non par le moyen d'une analyse scientifique ésotérique) n'existe encore pour l'étayer, de sorte qu'elle apparaît comme une accusation moraliste de duplicité et de mauvaise foi ou encore d'indigence mentale, de stupidité (pour ceux qui marchent). La lutte politique devient ainsi une série de faits personnels entre ceux qui en savent long, grâce au diable qu'ils ont enfermé dans une boîte, et les gens qui se laissent mystifier par leurs propres dirigeants et refusent de se rendre à l'évidence, victimes d'une incurable balourdise. D'ailleurs, tant que ces mouvements n'ont pas atteint le pouvoir, on peut toujours penser qu'ils échoueront, et certains ont en effet échoué (le boulangisme même, qui a échoué comme tel, et qui a été ensuite écrasé définitivement avec le mouvement dreyfusard ; le mouvement de Georges Valois ; celui du général Gaidar) ; on doit donc orienter la recherche vers l'identification des éléments de force, mais aussi des éléments de faiblesse qu'ils contiennent en profondeur : l'hypothèse « économiste » affirme un élément immédiat de force, c'est-à-dire la disponibilité d'un certain apport financier direct ou indirect (un grand journal qui appuierait le mouvement est aussi un apport financier indirect) et c'est tout. C'est trop peu. Même dans ce cas l'analyse des différents degrés de rapport de forces ne peut culminer que dans la sphère de l'hégémonie et des rapports éthiques-politiques. [1932-33]

Un élément à ajouter à titre d'illustration des théories dites de l'intransigeance : celui de la rigide aversion de principe à ce qu'on nomme les compromis<sup>1</sup>, qui a comme manifestation subordonnée ce qu'on peut appeler la « peur des dangers ». Que l'aversion de principe aux compromis soit étroitement liée à l'économisme, cela est

---

<sup>1</sup> Cf. LÉNINE : La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »), chap. VIII : « Jamais de compromis ? »

clair, dans la mesure où la conception sur laquelle se fonde cette aversion ne peut être que la conviction inébranlable qu'il existe pour le développement historique des lois objectives qui ont le même caractère que les lois naturelles, à quoi s'ajoute une croyance en un finalisme fataliste dont le caractère est analogue au finalisme religieux : puisque des conditions favorables devront fatalement se réaliser et que par elles seront déterminés, d'une façon plutôt mystérieuse, des événements palingénésiques<sup>1</sup>, on en conclut à l'inutilité, bien mieux au danger de toute initiative volontaire tendant à disposer à l'avance ces situations conformément à un plan. A côté de ces convictions fatalistes, existe toutefois la tendance à s'en remettre « pour la suite », aveuglément et en l'absence de tout critère, à la vertu régulatrice des armes, ce qui, à vrai dire, n'est pas complètement dépourvu d'une certaine logique ni d'une certaine cohérence, puisqu'on pense que l'intervention de la volonté est utile pour la destruction, non pour la reconstruction (déjà en acte dans le moment même de la destruction). La destruction est conçue mécaniquement, non comme une destruction-reconstruction. Dans de telles façons de penser, on ne tient pas compte du facteur « temps » et on ne tient pas compte, en dernière analyse, de l'« économie » elle-même en ce sens qu'on ne comprend pas comment les faits idéologiques de masse sont toujours en retard sur les phénomènes économiques de masse, et comment, en conséquence, la poussée automatique due au facteur économique est, à certains moments, ralentie, entravée ou même momentanément brisée par des éléments idéologiques traditionnels ; que par conséquent il doit y avoir une lutte consciente et préparée à l'avance pour faire « comprendre » les exigences de la position économique de masse qui peuvent être opposées aux directives des chefs traditionnels. Une initiative politique appropriée est toujours nécessaire pour libérer la poussée économique des entraves de la politique traditionnelle, pour changer la direction politique de certaines forces qu'il est nécessaire d'absorber pour réaliser un bloc historique économique-politique nouveau, homogène, sans contradictions internes, et puisque deux forces « semblables » ne peuvent se fondre en un organisme nouveau que de deux manières : par une série de compromis ou par la force des armes, par l'union sur le terrain d'une alliance ou par la subordination violente de l'une à l'autre, la question est de savoir si on possède la force nécessaire et s'il est « productif » de l'employer. Si l'union de deux forces est nécessaire pour en vaincre une troisième, le recours aux armes et à la violence (en admettant qu'on puisse en disposer) est une pure hypothèse méthodique et l'unique possibilité concrète est le compromis, car on peut user de la force contre ses ennemis, mais non contre une partie de soi-même qu'on souhaite assimiler rapidement et dont il faut obtenir la « bonne volonté » et l'enthousiasme. (*Mach.*, 29-37.) [1932-33]

## Prévision et perspective

---

<sup>1</sup> Événements qui apporteraient une palingénésie (nouvelle naissance) portant l'humanité vers la perfection.

[Retour à la table des matières](#)

Autre point à définir et à développer : celui de la « double perspective » dans l'action politique et la vie de l'État <sup>1</sup>. Différents niveaux où peut se présenter la double perspective, des plus élémentaires aux plus complexes, mais qui peuvent se réduire

---

<sup>1</sup> Comme l'explique le passage suivant, cette notion signifie pour Gramsci l'unité dialectique des moments de la force et du consentement dans l'action politique. Le terme « double perspective » date du VI Congrès de l'Internationale. Le Congrès fit suite à une longue série de défaites pour la révolution mondiale, culminant dans l'Octobre allemand en 1923. Zinoviev, qui avait réussi à placer ses protégés Fischer et Maslov à la tête du Parti allemand et à rejeter la responsabilité de la défaite sur Brandler (voir la lettre à Togliatti, Terracini et aux autres du 9 février 1924, in 2 000 pagine di Gramsci. Il saggiatore, tome I, pp. 665-677, notamment pp. 666-668), était soucieux de montrer que la défaite n'avait pas une importance critique et que la révolution allemande était toujours à l'ordre du jour pour un futur proche. Trotski et Radek affirmaient que la bourgeoisie européenne s'orientait vers une résolution de type « travailliste », « social-démocrate » de sa crise politique d'après-guerre, comme en témoignaient les événements de France et d'Angleterre. Sous la direction de Zinoviev, le Congrès adopta une résolution de compromis, admettant à la fois l'imminence de la révolution et la thèse de la généralisation de la solution « travailliste ». La section XIII des thèses sur la tactique était intitulée : « Deux perspectives » :

« L'époque de la révolution internationale a commencé. Le rythme de son développement, dans sa totalité ou dans ses parties, le rythme du développement des événements révolutionnaires dans chaque continent ou dans chaque pays en particulier, ne peut pas être prédit avec précision. La situation dans son ensemble est telle que deux perspectives sont ouvertes : a) possibilité d'un ralentissement et d'une prolongation du développement de la révolution prolétarienne et b) d'autre part, le terrain a été miné dans de telles proportions sous le capitalisme et ses contradictions se sont développées dans leur ensemble avec une telle rapidité, que la solution peut intervenir dans un pays ou dans un autre dans un futur rapproché.

Le Komintern doit fonder sa tactique sur la possibilité de ces deux perspectives. Les manœuvres du Komintern doivent être organisées de manière à pouvoir s'adapter rapidement aux variations du rythme de développement, et, y compris dans le cas d'un rythme de développement de longue durée, à maintenir l'irréductibilité du Parti communiste de masse de la révolution prolétarienne qui attire les masses et les entraîne pour le combat révolutionnaire. »

Cette double perspective continua à caractériser la stratégie de l'Internationale les années suivantes. Zinoviev la réaffirme, par exemple, lors du VIe Plénum début 1926. Bien que la formule originale de Zinoviev ait été due surtout à des considérations d'ordre tactique, Gramsci semble l'avoir toujours estimée préférable à la ligne de « droite » de 1926-28 et à la ligne de « gauche » de la troisième période (mot d'ordre de « lutte classe contre classe »). Il pensait que ses directives pouvaient être généralisées à toutes les périodes où l'« attaque frontale » n'était pas immédiatement possible. Selon Athos Lisa (« Discussions politiques avec Gramsci en prison », rapport envoyé en 1933 au C.C. du P.C.I., *Rinascita*, anno XXI, n° 49, 12 décembre 1964, pp. 17-21), Gramsci évoqua les « deux perspectives » au cours des discussions qui se déroulaient entre les détenus à Turi. Il disait qu'entre les deux perspectives, la plus probable était celle d'une forme de période de transition (démocratique) intervenant entre la chute du fascisme et la dictature du prolétariat, et que la tactique du parti devait en tenir compte. D'un autre côté, ses critiques contre ceux qui « ont réduit la théorie de la « double perspective » à ... rien d'autre qu'à deux formes de politique immédiate », sont dirigées contre toute stratégie qui sépare le moment de la force de celui du consensus.

théoriquement à deux stades fondamentaux correspondant à la double nature du Centaure de Machiavel, la bête sauvage et l'homme, la force et le consentement, l'autorité et l'hégémonie, la violence et la civilisation, le moment individuel et le moment universel (l'« Église » et l'« État ») l'agitation et la propagande, la tactique et la stratégie, etc. Certains ont réduit la théorie de la « double perspective » à quelque chose de mesquin et de banal, c'est-à-dire à rien d'autre qu'à deux formes d'« immédiateté » qui se succèdent mécaniquement dans le temps avec une « proximité » plus ou moins grande. Il peut au contraire arriver que plus la première « perspective » est « vraiment immédiate » vraiment élémentaire, plus la seconde doit être « éloignée » (non pas dans le temps, mais comme rapport dialectique), complexe, élevée, c'est-à-dire qu'il peut arriver ce qui arrive dans la vie humaine, à savoir que plus un individu est contraint à défendre sa propre existence physique immédiate, plus il soutient toutes les valeurs complexes et les valeurs les plus élevées de la civilisation et de l'humanité, plus il se place de leur point de vue. [1932-33]

Il est certain que prévoir signifie seulement bien voir le présent et le passé en tant que mouvement : bien voir, c'est-à-dire identifier avec exactitude les éléments fondamentaux et permanents du processus. Mais il est absurde de penser à une prévision purement « objective ». Ceux qui prévoient ont un programme à faire triompher et la prévision est justement un élément de ce triomphe. Ce qui ne signifie pas que la prévision doit toujours être arbitraire et gratuite ou simplement tendancieuse. On peut même dire que ce n'est que dans la mesure où l'aspect objectif de la prévision est lié à un programme, que cet aspect acquiert l'objectivité : 1. parce que seule la passion aiguise l'intelligence et contribue à rendre plus claire l'intuition ; 2. parce que la réalité étant le résultat d'une application de la volonté humaine à la société des choses (du machiniste à la machine), faire abstraction de tout élément volontaire ou ne calculer que l'intervention de la volonté des autres comme élément objectif du jeu général, mutile la réalité elle-même. Ce n'est que lorsqu'on veut fortement qu'on identifie les éléments nécessaires à la réalisation de sa volonté.

C'est pourquoi considérer qu'une certaine conception du monde et de la vie contient en elle un pouvoir supérieur de prévision est une erreur qui vient d'une grossière fatuité et d'un caractère superficiel. Il est certain qu'une conception du monde est contenue implicitement dans toute prévision et partant, que celle-ci soit une suite décousue d'actes arbitraires de la pensée, ou une vision rigoureuse et cohérente, n'est pas sans importance, mais l'importance, la prévision l'acquiert précisément dans le cerveau vivant de l'homme qui fait la prévision et la vivifie par sa forte volonté. C'est ce qu'on voit quand on considère les prévisions faites par les prétendus « sans passion » : elles abondent en digressions gratuites, en minuties subtiles, en conjectures élégantes. Seule l'existence chez le « prévoyant » d'un programme à réaliser permet qu'il s'en tienne à l'essentiel, à ces éléments qui, parce qu'ils sont « organisables », susceptibles d'être dirigés ou déviés, sont en réalité les seuls prévisibles. Cela va à l'encontre de la façon commune de considérer la question. On pense généralement que tout acte de prévision suppose la détermination de lois de régularité du type de celles des sciences naturelles. Mais comme ces lois n'existent pas au sens absolu ou



mécanique qu'on suppose, on ne tient pas compte des volontés des autres et on ne « prévoit » pas leur application. Aussi construit-on sur une hypothèse arbitraire et non sur la réalité. [1933]

Le réalisme politique « excessif » (et par suite superficiel et mécanique) porte souvent à affirmer que l'homme d'État ne doit opérer que dans le cercle de la « réalité effective », ne pas s'intéresser au « devoir être », mais seulement à l'« être ». Ce qui signifierait que l'homme d'État ne doit pas avoir de perspectives qui dépassent la longueur de son nez. C'est cette erreur qui a conduit Paolo Treves à découvrir chez Guichardin<sup>1</sup>, et non chez Machiavel, le « véritable politique ». Il faut distinguer non seulement entre « diplomate » et « politique », mais aussi entre savant de la politique et politique en acte. Le diplomate ne peut pas ne pas se mouvoir exclusivement dans la réalité effective, parce que son activité spécifique n'est pas de créer de nouveaux équilibres, mais de conserver à l'intérieur de certains cadres juridiques, un équilibre existant. C'est ainsi que le savant ne doit lui aussi se mouvoir que dans la réalité effective, en tant que pur savant. Mais Machiavel n'est pas un pur homme de science ; c'est un homme de parti, un homme aux passions puissantes, un politique en acte, qui veut créer de nouveaux rapports de forces et qui par conséquent ne peut pas ne pas s'occuper du « devoir être », certes non entendu dans un sens moraliste. Le problème n'est donc pas à poser dans ces termes, il est plus complexe : il s'agit de voir si le « devoir être » est un acte arbitraire ou nécessaire, s'il est volonté concrète ou velléité, désir, rêve dans les nuages. Le politique en acte est un homme qui crée, qui suscite ; mais il ne crée pas à partir de rien, et ne se meut pas dans le vide trouble de ses désirs et de ses rêves. Il se fonde sur la réalité effective, mais qu'est-ce que cette réalité effective ? Serait-ce par hasard quelque chose de statique et d'immobile et non plutôt un rapport de forces en continuel mouvement, en continuel changement d'équilibre ? Appliquer la volonté à la création d'un nouvel équilibre des forces réellement existantes et opérantes, en se fondant sur cette force déterminée qu'on considère comme progressive, et en renforçant sa puissance pour la faire triompher, c'est toujours se mouvoir sur le terrain de la réalité effective, mais pour la dominer et la dépasser (ou contribuer à le faire). Le « devoir être » est donc le concret, bien mieux c'est la seule

---

<sup>1</sup> Dans *Considerazioni sui discorsi del Machiavelli*, Guichardin refuse le « système » de Machiavel ; il nie la possibilité de découvrir des lois fondées sur l'observation des faits passés ; il affirme que les situations sont toujours différentes, et que pour chaque situation politique, il faut trouver une solution particulière de caractère empirique. Il insiste sur cette façon de concevoir la politique dans ses *Ricordi politici e civili*. Ouvrages de Paolo Treves sur Guichardin : *Il realismo politico di Francesco Guicciardini*, Firenze, 1931 et Francesco Guicciardini, Roma 1932. - Sur Machiavel et Guichardin, voir *Note sul Machiavelli...* pp. 85-87, où Gramsci écrit que « Guichardin marque un recul dans la science politique par rapport à Machiavel » et que ses oeuvres sont davantage « signe des temps » que science politique. Si Machiavel est « pessimiste », c'est qu'il est réaliste alors que Guichardin est « sceptique », parce que conformiste ; Guichardin revient à une pensée purement italienne, alors que Machiavel s'élève à une pensée européenne qui a dépassé la phase féodale et s'inspire des États modernes réels comme la France et l'Espagne de l'époque. Son « utopie » est « volonté révolutionnaire », alors que Guichardin est conservateur.

interprétation de la réalité qui soit réaliste et conforme à l'histoire, c'est la seule histoire en acte, la seule philosophie en acte, la seule politique.

L'opposition Savonarole-Machiavel <sup>1</sup> n'est pas l'opposition entre être et devoir être (tout le paragraphe de Russo sur ce point est pure littérature) mais entre deux devoir être, l'un abstrait et fumeux, celui de Savonarole, et l'autre réaliste, celui de Machiavel, réaliste même s'il n'est pas devenu réalité immédiate, car on peut attendre d'un individu ou d'un livre, non pas qu'ils changent la réalité, mais seulement qu'ils l'interprètent et qu'ils indiquent la ligne possible de l'action. La limite et l'étroitesse de Machiavel consistent seulement dans le fait qu'il a été un « particulier », un écrivain, et non le chef d'un État ou d'une armée, qui eux aussi sont des hommes particuliers, mais qui disposent des forces d'un État ou d'une armée et pas seulement d'une armée de mots. Ce n'est pas pour autant qu'on peut dire que Machiavel a été lui aussi un « prophète désarmé » : ce serait faire de l'esprit à bon marché. Machiavel ne dit jamais qu'il ait l'idée ou qu'il se propose lui-même de changer la réalité, mais seulement et concrètement de montrer comment auraient dû opérer les forces historiques pour être efficaces. (*Mach.*, pp. 37-40.) [1932-33]

## Analyses des situations. Rapports de forces

[Retour à la table des matières](#)

Une étude sur la façon dont il faut analyser les « situations », c'est-à-dire la façon dont il faut établir les différents degrés des rapports de forces <sup>2</sup>, peut se prêter à un exposé élémentaire de science et d'art politiques, entendus comme un ensemble de règles pratiques de recherches et d'observations particulières pouvant servir à réveiller l'intérêt pour la réalité effective et à susciter des intuitions politiques plus rigoureuses et plus vigoureuses. Il faut y joindre l'exposé de ce qu'il faut entendre en politique par stratégie et tactique, par « plan » stratégique, par propagande et agitation, par organique, ou science de l'organisation et de l'administration en politique.

---

<sup>1</sup> Luigi Russo, dans les *Prolegomeni a Machiavelli*, s'oppose à l'antithèse Savonarole-Machiavel comme antithèse Moyen Age - Renaissance, qui avait été la thèse historique de De Sanctis. Et, recourant aux « distinctions » de Croce entre moment éthique et moment utilitaire ou économique qui sont les deux formes pratiques de l'esprit, il voit en Savonarole et Machiavel « deux expressions éternelles de l'esprit humain » ; et il précise : « Savonarole est la religion pure, et Machiavel, la science, la technique, la politique pure. » Le premier représente, pour L. Russo, le « devoir être », le deuxième, l'« être », c'est-à-dire les deux termes nécessaires du développement historique.

<sup>2</sup> Voir plus loin la définition des trois degrés ou moments (les rapports de forces).

Les éléments d'observation empirique que généralement les traités de science politique exposent dans le plus grand désordre (on peut prendre comme exemple l'œuvre de G. Mosca : *Éléments de science politique*)<sup>1</sup> devraient, dans la mesure où ce ne sont pas des problèmes abstraits ou des constructions sans fondement, trouver place dans les divers degrés des rapports de forces, à commencer par les rapports de forces internationaux (où trouveraient place les notes écrites sur la nature d'une grande puissance, sur les regroupements d'États en systèmes hégémoniques et par suite sur le concept d'indépendance et de souveraineté en ce qui concerne les petites puissances et les puissances moyennes), on passerait ensuite aux rapports objectifs sociaux, c'est-à-dire au degré de développement des forces productives, aux rapports de forces politiques et de parti (systèmes hégémoniques à l'intérieur de l'État) et aux rapports politiques immédiats (ou encore potentiellement militaires).

Les rapports internationaux précèdent-ils ou suivent-ils (logiquement) les rapports sociaux fondamentaux ? Ils les suivent, cela ne fait aucun doute. Toute innovation organique dans la structure modifie organiquement les rapports *absolus* et *relatifs* dans le domaine international, par l'intermédiaire de ses expressions techniques-militaires. Même la position géographique d'un État national ne précède pas mais suit (logiquement) les innovations structurales, tout en réagissant sur celles-ci dans une certaine mesure (dans la mesure précisément où les superstructures réagissent sur la structure, la politique sur l'économie, etc.). D'ailleurs les rapports internationaux réagissent passivement et activement sur les rapports politiques (d'hégémonie des partis). Plus la vie économique immédiate d'une nation est subordonnée aux rapports internationaux, plus un parti déterminé représente cette situation et l'exploite pour interdire aux partis adverses de prendre le dessus (rappeler le fameux discours de Nitti sur la révolution italienne techniquement impossible !) De cette série de faits, on peut tirer la conclusion que le parti qu'on appelle « parti de l'étranger<sup>2</sup> » n'est vraiment pas celui qu'on désigne par cette étiquette vulgaire, mais est bien le parti le plus nationaliste, qui, en réalité, au lieu de représenter les forces vitales de son propre pays, en représente la subordination et l'asservissement économiques aux nations ou à un groupe de nations hégémoniques<sup>3</sup>. [1932-33]

C'est le problème des rapports entre structure et superstructure<sup>4</sup> qu'il faut poser exactement et résoudre pour parvenir à une juste analyse des forces qui opèrent dans l'histoire d'une période déterminée et définir leur rapport. Il faut évoluer dans les

---

<sup>1</sup> Elementi di scienza politica, Rome, Bocca, 1896.

<sup>2</sup> Voir la subordination du fascisme italien à l'Allemagne hitlérienne, malgré sa phraséologie nationaliste et la politique de démission nationale des partis français dits « nationaux ».

<sup>3</sup> Une allusion à cet élément international de « répression » des énergies internes, se trouve dans les articles publiés par G. Volpe dans le *Corriere della sera* des 22 et 23 mars 1932. (*Note de Gramsci.*)

<sup>4</sup> Ces mots sont définis par Marx dans la préface à la Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit., p. 4.

limites de deux principes : 1. celui qu'une société ne se propose aucune tâche pour laquelle n'existent pas déjà les conditions nécessaires et suffisantes ou des conditions qui seraient au moins en voie d'apparition et de développement ; 2. celui qu'aucune société ne se dissout et ne peut être remplacée tant qu'elle n'a pas développé toutes les formes de vie qui sont contenues implicitement dans ses rapports<sup>1</sup>. A partir de la réflexion sur ces deux règles fondamentales on peut arriver à développer toute une série d'autres principes de méthodologie historique. Cependant, dans l'étude d'une structure, il faut distinguer les mouvements organiques (relativement permanents) des mouvements qu'on peut appeler « de conjoncture »<sup>2</sup> (et qui se présentent comme occasionnels, immédiats, presque accidentels). Les phénomènes de conjoncture dépendent certes eux aussi de mouvements organiques, mais leur signification n'a pas une large portée historique : ils donnent lieu à une critique politique mesquine, jour par jour, et qui s'attaque aux petits groupes dirigeants, et aux personnalités qui ont la responsabilité immédiate du pouvoir. Les phénomènes organiques donnent lieu à la critique historique-sociale, qui, elle, s'adresse aux vastes groupements, par-delà les personnes immédiatement responsables, par-delà le personnel dirigeant. Au cours de l'étude d'une période historique, on découvre la grande importance de cette distinction. Il se produit une crise, qui parfois se prolonge pendant des dizaines d'années. Cette durée exceptionnelle signifie que se sont révélées (ont mûri) dans la structure des contradictions incurables et que les forces politiques qui oeuvrent positivement à la conservation et à la défense de la structure même, tentent toutefois de guérir, à l'intérieur de certaines limites, et de surmonter. Ces efforts incessants et persévérants (car aucune forme sociale ne voudra jamais avouer qu'elle est dépassée) forment le terrain de l'« occasionnel » sur lequel s'organisent les forces antagonistes qui tendent à démontrer (démonstration qui, en dernière analyse, ne réussit et n'est « vraie » que si elle devient réalité nouvelle, que si les forces antagonistes triomphent ; mais immédiatement se développe une série de polémiques idéologiques, religieuses, philosophiques, politiques, juridiques, etc. dont le caractère concret peut être évalué à la

---

<sup>1</sup> « Une formation sociale ne disparaît jamais avant que n'aient été développées toutes les forces productives qu'elle est capable de contenir ; et des conditions de production supérieure ne s'installent jamais avant que leurs possibilités matérielles d'existence ne soient écloses au sein de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que des tâches qu'elle peut réaliser. En effet, si nous y regardons de plus près, nous découvrirons toujours que la tâche ne se présente que là où les conditions matérielles nécessaires à sa réalisation existent déjà ou sont du moins en voie de formation.> [MARX, Préface à *Contribution à la critique de - l'économie politique*, Ed. soc., 1957.] (*Note de Gramsci.*)

<sup>2</sup> Dans P.P., pp. 148-149, Gramsci écrit : « On peut définir la conjoncture comme l'ensemble des circonstances qui déterminent le marché dans une phase donnée, à condition cependant que ces circonstances soient conçues dans leur mouvement, c'est-à-dire comme un ensemble donnant lieu à un processus de combinaisons en constant renouvellement, processus qui est le cycle économique (...). En italien le sens d'« occasion économique favorable ou défavorable » reste attaché au terme « conjoncture ». Différence entre « situation » et « conjoncture » : la conjoncture serait l'ensemble des caractères immédiats et transitoires de la situation économique, et il faudrait alors entendre par ce concept les caractères les plus fondamentaux et les plus permanents de la situation elle-même. L'étude de la conjoncture est donc plus étroitement liée à la politique immédiate, à la « tactique » et à l'agitation, tandis que la « situation » est liée à la « stratégie » et à la propagande, etc. ».

façon dont elles réussissent à convaincre et la façon dont elles déplacent l'ancien dispositif des forces sociales) qu'existent déjà les conditions nécessaires et suffisantes pour que des tâches déterminées puissent et soient donc en devoir d'être résolues historiquement (en devoir, parce que toute dérobade au mouvement historique augmente le désordre nécessaire et prépare de plus graves catastrophes).

L'erreur où l'on tombe fréquemment, dans les analyses historiques-politiques, consiste à ne pas savoir trouver le juste rapport entre ce qui est organique et ce qui est occasionnel : on en vient ainsi soit à présenter comme immédiatement opérantes des causes qui sont au contraire opérantes d'une manière médiate, soit à affirmer que les causes immédiates sont les seules causes efficientes ; dans un cas, on a l'excès de l'« économisme » ou du doctrinarisme pédant ; et dans l'autre, l'excès de l'« idéologisme » ; dans un cas, on surestime les causes mécaniques, dans l'autre, on exalte l'élément volontariste et individuel. La distinction entre « mouvements » et faits organiques et mouvements et faits de « conjoncture » ou occasionnels doit être appliquée à tous les types de situation, non seulement à ceux qui manifestent un développement régressif ou une crise aiguë mais à ceux qui manifestent un développement progressif ou de prospérité, et à ceux qui manifestent une stagnation des forces productives. Le lien dialectique entre les deux ordres de mouvement et, par conséquent de recherche, est difficilement établi avec exactitude ; et, si l'erreur est grave dans l'historiographie, elle devient encore plus grave dans l'art politique, quand il s'agit non pas de reconstruire l'histoire du passé mais de construire celle du présent et de l'avenir <sup>1</sup> : ce sont les désirs mêmes des hommes et leurs passions les moins nobles et les plus mauvaises, immédiates, qui sont la cause de l'erreur, dans la mesure où ils se substituent à l'analyse objective et impartiale, ce qui se fait non comme « moyen » conscient pour stimuler l'action, mais comme une erreur qui les abuse eux-mêmes [auto-inganno]. Le serpent, dans ce cas aussi, mord le charlatan ou disons que le démagogue est la première victime de sa démagogie.

Ces critères méthodologiques peuvent acquérir de façon évidente et didactique toute leur signification si on les applique à l'examen des faits historiques concrets. On pourrait le faire utilement pour les événements qui se déroulèrent en France de 1789 à 1870. Il me semble que pour une plus grande clarté de l'exposé, il soit vraiment nécessaire d'embrasser toute cette période. En effet, c'est seulement en 1870-1871,

---

<sup>1</sup> Le fait de ne pas avoir considéré le moment immédiat des « rapports de force » est lié à des résidus de la conception libérale vulgaire, dont le syndicalisme est une manifestation qui se posait comme d'autant plus avancée qu'elle marquait en réalité un pas en arrière. En effet, la conception libérale vulgaire, en donnant de l'importance au rapport des forces politiques organisées dans les diverses formes de parti (lecteurs de journaux, élections parlementaires et locales, organisation de masse des partis et des syndicats au sens étroit) était plus avancée que le syndicalisme qui donnait une importance primordiale au rapport fondamental économique-social et à lui exclusivement. La conception libérale vulgaire tenait également compte implicitement d'un tel rapport (comme tant de signes le montrent) mais insistait davantage sur le rapport des forces politiques qui était une expression de l'autre, et en réalité le contenait. On peut retrouver ces résidus de la conception libérale vulgaire, dans toute une série d'exposés qu'on dit liés à la philosophie de la praxis et qui ont donné lieu à des formes infantiles d'optimisme et de niaiserie. (Note de Gramsci.)

avec la tentative de la Commune que s'épuisent historiquement tous les germes qui étaient nés en 1789, c'est-à-dire que non seulement la nouvelle classe qui lutte pour le pouvoir écrase les représentants de la vieille société qui ne veut pas s'avouer qu'elle est décidément dépassée, mais écrase aussi les groupes tout nouveaux qui prétendent qu'est déjà dépassée la nouvelle structure issue du bouleversement qui a commencé en 1789 et démontre ainsi sa vitalité en face de l'ancien et en face du tout nouveau. En outre, les années 1870-1871 font perdre leur efficacité à l'ensemble des principes de stratégie et de tactique politiques qui sont nés pratiquement en 1789 et qui se sont développés idéologiquement aux alentours de 1848 (ceux qui se résument dans la formule de la « révolution permanente »<sup>1</sup> ; il serait intéressant d'étudier la part de cette formule qui est passée dans la stratégie mazzinienne - par exemple pour l'insurrection de Milan de 1853<sup>2</sup> - et si cela s'est produit consciemment ou non.) Un élément qui montre la justesse de ce point de vue est le fait que les historiens ne sont absolument pas d'accord (et il est impossible qu'ils le soient) quand il s'agit de fixer des limites à cet ensemble d'événements qui constituent la Révolution française. Pour certains (pour Salvemini par exemple) la Révolution est achevée à Valmy : la France a créé le nouvel État et a su organiser la force politique militaire qui en affirme et en défend la souveraineté territoriale. Pour d'autres, la Révolution continue jusqu'à Thermidor, bien mieux, ils parlent de plusieurs révolutions (le 10 août serait une révolution à lui tout seul, etc.<sup>3</sup>). La façon d'interpréter Thermidor et l'œuvre de Napoléon offre les plus âpres contradictions : s'agit-il de révolution ou de contre-révolution ? Pour d'autres, l'histoire de la Révolution continue jusqu'en 1830, 1848, 1870 et va même jusqu'à la guerre mondiale de 1914. Dans toutes ces façons de voir,

---

<sup>1</sup> L'expression « révolution permanente » se trouve notamment dans l'Adresse du Conseil Central à la Ligue [des communistes] (Londres, mars 1850). Voir : K. MARX : [...], Révélation sur le procès des communistes, préface de F. Engels, Annexe I, Paris, Costes, 1939 (Œuvres complètes de K. MARX) : ... « notre devoir est de rendre la révolution permanente »... (p. 238) ... « Leur cri de guerre doit être : " la révolution en permanence " » (p. 249). De ce mot d'ordre des révolutions de 1848, Trotski a fait sa théorie fondamentale (La Révolution permanente, 1930). Voir la critique qu'en fait Gramsci, p. 267. En face de la thèse de Lénine sur l'alliance du prolétariat avec les paysans Pauvres, celle de Trotski, qui se méfie de la masse paysanne, revient à faire peser sur les paysans la coercition d'une minorité prolétarienne, et sur le prolétariat lui-même une coercition de caractère militaire qui conduit à des échecs. Dans une note de Passato e Presente, p. 71, intitulée : Passage de la guerre de mouvement (et de l'attaque frontale) à la guerre de position, même dans le domaine politique, Gramsci considère Trotski comme « le théoricien politique de l'attaque frontale à une période où ce genre d'attaque n'amène que des défaites ». Hostile aux révolutions démocratiques (larges alliances comme en Chine), Trotski proclame la nécessité de la révolution socialiste à l'échelle mondiale et combat la thèse du « socialisme dans un seul pays » : « la théorie du socialisme dans un seul pays, écrit-il, qui a germé sur le fumier de la réaction contre Octobre [1917], est la seule théorie qui s'oppose d'une manière profonde et conséquente à la théorie de la révolution permanente ». (Thèse 12 sur la révolution permanente.) Sur l'internationalisme et la politique nationale, voir pp. 568-570.

<sup>2</sup> Un soulèvement éclata à Milan le 6 février 1853 contre le régime autrichien rétabli après l'échec des révolutions de 1848. Animé par des membres de sociétés secrètes, notamment mazziniens, il fut durement réprimé (24 condamnations à mort). Le séquestre par l'Autriche des biens des Milanais émigrés à la suite de ces événements, donna lieu à une crise diplomatique entre l'Autriche et le gouvernement sarde dirigé par Cavour.

<sup>3</sup> Cf. *La Révolution française* de A. MATHIEZ dans la collection A. Colin (*Note de Gramsci.*)

il y a une part de vérité. En réalité, les contradictions internes de la structure sociale française qui se développent après 1789 ne parviennent à un équilibre relatif qu'avec la Troisième République, et la France connaît soixante ans de vie politique équilibrée après quatre-vingts ans de bouleversements déferlant par vagues toujours plus longues : 1789, 1794, 1799, 1804, 1815, 1830, 1848, 1870. C'est justement l'étude de ces « vagues » dont l'amplitude diffère, qui permet de reconstruire les rapports entre structure et superstructure d'une part, et de l'autre, entre le développement du mouvement organique et celui du mouvement de conjoncture de la structure. On peut dire en tout cas que la médiation dialectique entre les deux principes méthodologiques énoncés au début de cette note peut être trouvée dans la formule politique-historique de révolution permanente.

Un aspect du même problème est la question dite des rapports de forces. On lit souvent dans les narrations historiques l'expression générique ; « rapports de forces favorables, défavorables à telle ou telle tendance ». Posée ainsi, dans l'abstrait, cette formulation n'explique rien ou presque rien, parce qu'on ne fait que répéter le fait qu'on doit expliquer, en le présentant une fois comme un fait et une fois comme loi abstraite et comme explication. L'erreur théorique consiste donc à donner une règle de recherche et d'interprétation comme « cause historique ».

Tout d'abord dans le « rapport de forces », il faut distinguer divers moments ou degrés, qui sont fondamentalement les suivants :

1. Un rapport de forces sociales étroitement lié à la structure, objectif, indépendant de la volonté des hommes, qui peut être mesuré avec les systèmes des sciences exactes ou physiques. C'est sur la base du degré de développement des forces matérielles de production que se font les regroupements sociaux, dont chacun représente une fonction et a une position donnée dans la production elle-même. Ce rapport est ce qu'il est, c'est une réalité rebelle : personne ne peut modifier le nombre des entreprises et de leurs employés, le nombre des villes et de la population urbaine, etc. C'est à partir de cette fondamentale disposition des forces qu'on peut étudier si dans la société existent les conditions nécessaires et suffisantes pour transformer cette société. C'est à partir d'elle qu'on peut contrôler le degré de réalisme et de possibilités de réalisation des diverses idéologies qui sont nées sur son terrain même, sur le terrain des contradictions qu'elle a engendrées pendant son développement.

2. Le moment qui suit est le rapport des forces politiques ; c'est-à-dire l'évaluation du degré d'homogénéité, d'auto-conscience et d'organisation atteint par les différents groupes sociaux. Ce moment peut être à son tour analysé et distingué en différents degrés, qui correspondent aux différents moments de la conscience politique collective, tels qu'ils se sont manifestés jusqu'ici dans l'histoire. Le premier et le plus élémentaire est le moment économique-corporatif : un commerçant a le sentiment de *devoir* être solidaire d'un autre commerçant, un fabricant d'un autre fabricant, etc.,

mais le commerçant ne se sent pas encore solidaire du fabricant; ce qui est senti en somme, c'est l'unité homogène du groupe professionnel, et le devoir de l'organiser, mais pas encore l'unité d'un groupe social plus vaste. Un second moment est celui où on atteint la conscience de la solidarité d'intérêts entre tous les membres du groupe social, toutefois encore sur le seul plan économique. Dans ce moment, déjà se pose le problème de l'État, mais sur un seul plan : parvenir à l'égalité politique-juridique avec les groupes dominants, car on revendique le droit de participer à la législation et à l'administration et à 15 occasion de les modifier, de les réformer, mais dans les cadres fondamentaux existants. Un troisième moment est celui où on atteint la conscience que ses propres intérêts corporatifs, dans leur développement actuel et futur, dépassent les limites de la corporation, d'un groupe purement économique, et peuvent et doivent devenir les intérêts d'autres groupes subordonnés. C'est la phase plus franchement politique, qui marque le net passage de la structure à la sphère des superstructures complexes, c'est la phase où les idéologies qui ont germé auparavant deviennent « parti », se mesurent et entrent en lutte jusqu'au moment où une seule d'entre elles ou une combinaison tend à l'emporter, à s'imposer, à se répandre sur toute l'aire sociale, déterminant ainsi non seulement l'unicité des fins économiques et politiques, mais aussi l'unité intellectuelle et morale, en posant tous les problèmes autour desquels s'intensifie la lutte, non pas sur le plan corporatif mais sur un plan « universel », et en créant ainsi l'hégémonie d'un groupe social fondamental sur une série de groupes subordonnés. L'État est conçu, certes, comme l'organisme propre d'un groupe, destiné à créer des conditions favorables à la plus grande expansion du groupe lui-même ; mais ce développement et cette expansion sont conçus et présentés comme la force motrice d'une expansion universelle, d'un développement de toutes les énergies « nationales », c'est-à-dire que le groupe dominant est coordonné concrètement avec les intérêts généraux des groupes subordonnés et que la vie de l'État est conçue comme une formation continue et un continuel dépassement d'équilibres instables (dans les limites de la loi) entre les intérêts du groupe fondamental et ceux des groupes subordonnés, équilibres où les intérêts du groupe dominant l'emportent mais jusqu'à un certain point, c'est-à-dire non jusqu'au mesquin intérêt économique-corporatif.

Dans l'histoire réelle, ces moments trouvent une implication réciproque, horizontalement et verticalement pour ainsi dire, c'est-à-dire selon les activités économiques sociales (horizontales) et selon les territoires (verticalement), en se combinant et en se scindant de diverses manières : chacune de ces combinaisons peut être représentée par sa propre expression organisée, économique et politique. Encore faut-il tenir compte du fait qu'à ces rapports internes d'un État-nation se mêlent les rapports internationaux, ce qui crée de nouvelles combinaisons originales et historiquement concrètes. Une idéologie née dans un pays plus développé, se répand dans les pays moins développés, non sans incidences sur le jeu local des combinaisons <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> La religion, par exemple, a toujours été une source de combinaisons idéologiques-politiques semblables, nationales et internationales, et avec la religion, les autres formations internationales, la franc-maçonnerie, le Rotary Club, les Juifs, la diplomatie de carrière, qui suggèrent des expédients politiques d'origine historique diverse, et les font triompher dans certains pays, en fonctionnant comme parti politique international qui opère dans chaque nation avec toutes ses forces



Ce rapport entre forces internationales et forces nationales est encore compliqué par l'existence, à l'intérieur de tout État, de plusieurs sections territoriales dont la structure est différente, différents les rapports de forces à tous les degrés (ainsi la Vendée était alliée avec les forces réactionnaires internationales et les représentait dans le sein de l'unité territoriale française ; ainsi, Lyon dans la Révolution française présentait un nœud particulier de rapports, etc).

3. Le troisième moment est celui du rapport des forces militaires, immédiatement décisif suivant le moment. (Le développement historique oscille continuellement entre le premier et le troisième moment, avec la médiation du second.) Mais dans ce troisième moment, ne sont pas non plus exclues les distinctions, et il n'est pas identifiable immédiatement sous une forme schématique, on peut, en lui aussi, distinguer deux degrés : un degré militaire au sens étroit du mot ou technique-militaire et un degré qu'on peut appeler politique-militaire.

Au cours du développement de l'histoire, ces deux degrés se sont présentés dans une grande variété de combinaisons. On a un exemple typique qui peut servir comme démonstration-limite, c'est celui du rapport d'oppression militaire d'un État sur une nation qui chercherait à atteindre son indépendance d'État. Le rapport n'est pas purement militaire, mais politique-militaire ; et, en effet, un tel type d'oppression serait inexplicable sans l'état de désagrégation sociale du peuple opprimé et la passivité de sa majorité ; partant, l'indépendance ne pourra pas être atteinte avec des forces purement militaires, mais militaires et politiques-militaires. Si la nation opprimée, en effet, devait pour entreprendre la lutte pour l'indépendance, attendre que l'État hégémonique lui permette d'organiser une véritable armée au sens précis et technique du mot, il lui faudrait attendre un certain temps (il peut se faire que la nation hégémonique satisfasse la revendication d'une armée propre, mais cela signifie que déjà une grande partie de la lutte a été menée et gagnée sur le terrain politique-militaire). La nation opprimée opposera donc initialement à la force militaire hégémonique une force qui n'est que « politique-militaire », c'est-à-dire qu'elle opposera une forme d'action politique propre à déterminer des réflexes de caractère militaire en ce sens : 1. qu'elle puisse désagréger en profondeur l'efficacité guerrière de la nation hégémonique ; 2. qu'elle contraigne la force militaire hégémonique à se diluer et à se disperser dans un grand territoire, en annulant une grande part de son efficacité guerrière. Au cours du Risorgimento italien, on peut noter l'absence désastreuse d'une direction politique-militaire, surtout dans le Parti d'Action (par incapacité congénitale), mais aussi dans le Parti piémontais-moderé, autant avant qu'après 1848, non par incapacité certes, mais par « malthusianisme économique-politique », c'est-à-dire

---

internationales concentrées ; telle religion, la franc-maçonnerie, le Rotary, les Juifs, etc., peuvent rentrer dans la catégorie sociale des « intellectuels », dont la fonction, à l'échelle internationale, est d'assurer la médiation entre les extrêmes, de « socialiser » les expédients techniques par lesquels fonctionne toute activité de direction, de trouver des compromis et les moyens d'échapper aux solutions extrêmes. (*Note de Gramsci.*)

parce qu'on ne voulut même pas faire allusion à la possibilité d'une réforme agraire et parce qu'on ne voulait pas convoquer une assemblée nationale constituante ; on tendait en fait uniquement à faire que la monarchie piémontaise, sans conditions ou limitations d'origine populaire, s'étendît à toute l'Italie, avec la simple sanction de plébiscistes régionaux.

Une autre question liée aux précédentes est de voir si les crises historiques fondamentales sont déterminées immédiatement par les crises économiques. La réponse à la question est contenue implicitement dans les paragraphes précédents, où sont traitées des questions qui sont une autre façon de présenter celle dont il s'agit maintenant ; il est toutefois toujours nécessaire, pour des raisons didactiques, étant donné le public auquel on s'adresse, d'examiner chaque manière de poser un même problème comme s'il s'agissait d'un problème indépendant et nouveau. On peut exclure que, par elles-mêmes, les crises économiques immédiates produisent des événements fondamentaux ; elles ne peuvent que créer un terrain plus favorable à la diffusion de certains modes de penser, de poser et de résoudre les questions qui embrassent tout le développement ultérieur de la vie de l'État. Du reste, toutes les affirmations qui concernent les périodes de crise ou de prospérité peuvent donner lieu à des jugements unilatéraux. Dans son abrégé d'histoire de la Révolution française, Mathiez, s'opposant à l'histoire vulgaire traditionnelle, qui a priori « trouve » une crise coïncidant avec les grandes ruptures de l'équilibre social, affirme que vers 1789 la situation économique était plutôt bonne dans l'immédiat, ce qui fait qu'on ne peut pas dire que la catastrophe de l'État absolu soit due à une crise d'appauvrissement. Il faut observer que l'État était en proie à une crise financière mortelle et qu'il se demandait sur lequel des trois ordres sociaux privilégiés devaient tomber les sacrifices et les charges pour remettre en ordre les finances de l'État et du roi. En outre, si la position de la bourgeoisie était florissante, il est certain que la situation des classes populaires des villes et des campagnes n'était pas bonne, surtout celle de ces dernières, tourmentées par une misère endémique.

En tout cas, la rupture de l'équilibre des forces ne se fit pas sous l'effet de causes mécaniques immédiates d'appauvrissement du groupe social qui avait intérêt à rompre l'équilibre et le rompit en effet, mais elle se fit dans le cadre des conflits supérieurs au monde économique immédiat, qui se rattachent au « prestige » de classe (intérêts économiques à venir), à une exaspération du sentiment d'indépendance, d'autonomie et d'un désir du pouvoir. La question particulière du malaise ou du bien-être économique considérés comme causes de réalités historiques nouvelles est un aspect partiel de la question des rapports de forces dans leurs divers degrés. Des nouveautés peuvent se produire, soit parce qu'une situation de bien-être est menacée par l'égoïsme mesquin d'un groupe adverse, soit parce que la misère est devenue intolérable et qu'on ne voit dans la vieille société aucune force capable de l'adoucir et de rétablir une situation normale avec des moyens légaux. On peut donc dire que tous ces éléments sont la manifestation concrète des fluctuations de conjoncture de l'ensemble des rapports sociaux de force, et que c'est sur la base de ces fluctuations de conjoncture

que se fait le passage des rapports sociaux aux rapports politiques de forces qui trouvent leur point culminant dans le rapport militaire décisif.

Si ce processus de développement qui permet de passer d'un moment à l'autre, manque, et c'est essentiellement un processus qui a pour acteurs les hommes et la volonté et la capacité des hommes, la situation reste inopérante, et il peut en résulter des conclusions contradictoires : la vieille société résiste et se donne le temps de « respirer » en exterminant physiquement l'élite adverse et en terrorisant les masses de réserve ; ou bien c'est la destruction réciproque des forces en conflit avec l'instauration de la paix des cimetières, et, le cas échéant, sous la garde d'une sentinelle étrangère.

Mais l'observation la plus importante à faire à propos de toute analyse concrète des rapports de forces est la suivante : de telles analyses ne peuvent et ne doivent être des fins en soi (à moins qu'on n'écrive un chapitre d'histoire du passé) ; elles acquièrent au contraire une signification à la seule condition qu'elles servent à justifier une activité pratique, une initiative de la volonté. Elles montrent quels sont les points de moindre résistance où la force de la volonté peut être appliquée avec le plus de fruit, elles suggèrent les opérations tactiques immédiates, elles indiquent les meilleures bases pour lancer une campagne d'agitation politique, le langage qui sera le mieux compris des foules, etc. L'élément décisif de toute situation est la force organisée en permanence et préparée depuis longtemps, et qu'on peut faire avancer quand on juge qu'une situation est favorable (et elle est favorable dans la seule mesure où une telle force existe et où elle est pleine d'une ardeur combative) ; aussi la tâche essentielle est-elle de veiller systématiquement et patiemment à former, à développer, à rendre toujours plus homogène, compacte, consciente d'elle-même cette force. C'est ce qu'on voit dans l'histoire militaire et dans le soin qu'on a apporté de tous temps à faire des armées prêtes à entrer en guerre à n'importe quel moment. Les grands États ont été de grands États précisément parce qu'ils avaient à tout moment la préparation nécessaire pour s'insérer avec efficacité dans les conjonctures internationales favorables, ces dernières étant favorables parce qu'existait la possibilité concrète de s'y insérer efficacement. (*Mach.*, pp. 40-50.) [1932-33]

## **Observations sur quelques aspects de la structure des partis politiques dans les périodes de crise organique**

[Retour à la table des matières](#)

A un certain point de leur vie historique, les groupes sociaux se détachent de leurs partis traditionnels, c'est-à-dire que les partis traditionnels, dans la forme d'organisation qu'ils présentent, avec les hommes bien déterminés qui les constituent, les représentent, et les dirigent, ne sont plus reconnus comme expression propre de leur classe ou fraction de classe. Quand ces crises se manifestent, la situation immédiate devient délicate et dangereuse, parce que le champ est ouvert aux solutions de force, à l'activité des puissances obscures, représentées par les hommes providentiels.

Comment se forment ces situations d'opposition entre « représentés et représentants » qui, du terrain des partis (organisations de parti au sens étroit de l'expression, domaine électoral-parlementaire, organisation de la presse) se reflètent dans tout l'organisme d'État, en renforçant la position correspondante du pouvoir bureaucratique (civil et militaire), de la haute finance, de l'Église et en général de tous les organismes relativement indépendants des fluctuations de l'opinion publique ? Dans chaque pays, le processus est différent, bien que le contenu soit le même. Et le contenu est la crise d'hégémonie de la classe dirigeante, qui se produit, ou bien parce que la classe dirigeante a échoué dans une de ses grandes entreprises politiques pour laquelle elle a demandé ou exigé par la force le consentement des grandes masses (la guerre par exemple) ou bien parce que de larges masses (surtout de paysans et d'intellectuels petit-bourgeois) sont soudain passées de la passivité politique à une certaine activité et qu'elles posent des revendications qui, dans leur ensemble inorganique, constituent une révolution. On parle de « crise d'autorité » et c'est précisément cela la crise d'hégémonie, ou crise de l'État dans son ensemble.

La crise crée des situations immédiates dangereuses, parce que les différentes couches de la population ne possèdent pas la même capacité de s'orienter rapidement et de se réorganiser avec le même rythme. La classe dirigeante traditionnelle, qui a un personnel nombreux et entraîné, change d'hommes et de programmes et récupère le contrôle qui était en train de lui échapper avec plus de célérité que ne peuvent le faire les classes subalternes ; elle fera s'il le faut des sacrifices, elle s'exposera à un avenir obscur chargé de promesses démagogiques, mais elle maintient le pouvoir, le renforce pour le moment et s'en sert pour écraser l'adversaire et disperser sa direction qui ne peut être ni très nombreuse ni très experte. Le passage des troupes d'un grand nombre de partis sous le drapeau d'un parti unique, qui représente mieux et résume les besoins de la classe tout entière, est un phénomène organique et normal, même si son rythme est très rapide et quasi foudroyant en comparaison avec des périodes de calme : il représente la fusion de tout un groupe social sous une direction unique, considérée comme la seule capable de résoudre un problème majeur de l'existence et d'éloigner un danger mortel. Quand la crise ne trouve pas cette solution organique, mais celle du chef providentiel, cela signifie qu'il existe un équilibre statique (dont les facteurs peuvent être disparates, mais où dominent l'immaturité des forces progressives) ;

qu'aucun groupe, ni le groupe conservateur ni le groupe progressif, n'a la force de vaincre et que le groupe conservateur lui aussi a besoin d'un maître <sup>1</sup>.

Cet ordre de phénomènes est à rattacher à une des questions les plus importantes qui concernent le parti politique ; à la capacité du parti de réagir contre l'esprit d'habitude, contre les tendances à se momifier et à devenir anachronique. Les partis naissent et se constituent en organisation pour diriger la situation à des moments vitaux pour leurs classes ; mais ce n'est pas toujours qu'ils savent s'adapter aux nouvelles tâches et aux époques nouvelles, pas toujours qu'ils savent se développer au rythme où se développent l'ensemble des rapports de forces (et par suite position correspondante de leurs classes) dans un pays déterminé ou sur le plan international. Quand on analyse ces développements des partis, il faut distinguer : le groupe social ; la masse de parti ; la bureaucratie et l'état-major du parti. La bureaucratie est la force routinière et conservatrice la plus dangereuse ; si elle finit par constituer un corps solidaire et à part, et qui se sent indépendant de la masse, le parti finit par devenir anachronique, et dans les moments de crise aiguë il arrive à être vidé de son contenu social et reste comme construit dans le vide. On peut voir ce qui arrive à une série de partis allemands avec l'expansion de l'hitlérisme. Les partis français constituent un riche terrain pour de telles recherches : ils sont tous momifiés et anachroniques, documents historiques-politiques des diverses phases de l'histoire passée de la France, dont ils ont gardé la terminologie vieillie ; leur crise peut devenir encore plus catastrophique que celle des partis allemands.

Quand on examine cet ordre d'événements, on néglige généralement de faire une juste place à l'élément bureaucratique, civil et militaire, et on ne pense pas en outre que dans une telle analyse ne doivent pas seulement entrer les éléments militaires et bureaucratiques en action, mais les couches sociales où, dans le contexte des États considérés, se recrute traditionnellement la bureaucratie. Un mouvement politique peut être de caractère militaire même si l'armée en tant que telle n'y participe pas ouvertement ; un gouvernement peut être de caractère militaire même si l'armée en tant que telle ne participe pas au gouvernement. Dans certaines situations, il peut arriver qu'il faille ne pas « découvrir » l'armée, ne pas la faire sortir de la constitutionnalité, ne pas porter la politique parmi les soldats, comme on dit, pour maintenir l'homogénéité entre officiers et soldats sur un terrain d'apparente neutralité, au-dessus des factions ; et pourtant c'est l'armée, c'est-à-dire l'état-major et le corps des officiers, qui détermine la nouvelle situation et la domine. D'ailleurs, il n'est pas vrai que l'armée, selon les constitutions, ne doit jamais faire de politique ; l'armée devrait justement défendre la constitution, c'est-à-dire la forme légale de l'État, et les institutions qui vont de pair ; aussi la prétendue neutralité signifie-t-elle uniquement appui au clan réactionnaire, mais il faut bien dans de telles situations, poser ainsi la question si l'on veut empêcher que dans l'armée se reproduisent les divergences du pays et que disparaisse le pouvoir déterminant de l'état-major par suite de la désagrégation de

---

<sup>1</sup> Cf. Le 18 brumaire, de Louis Bonaparte. (Note de Gramsci.)

l'instrument militaire. Tous ces éléments d'observation ne sont certes pas absolus ; suivant les moments historiques et suivant les pays, ils ont un poids bien différent.

La première recherche à faire est la suivante : existe-t-il dans un pays déterminé une couche sociale nombreuse pour laquelle la carrière bureaucratique, civile et militaire, soit un élément très important de vie économique et d'affirmation politique (participation effective au pouvoir, même indirectement, en usant du « chantage ») ? Dans l'Europe moderne, on peut reconnaître cette couche dans la moyenne et petite bourgeoisie rurale, qui est plus ou moins nombreuse dans les différents pays suivant le développement des forces industrielles, d'une part, et de la réforme agraire, d'autre part. Certes, la carrière bureaucratique (civile et militaire) n'est pas un monopole de cette couche sociale ; toutefois, elle lui convient particulièrement à cause de la fonction sociale que cette couche détient et des tendances psychologiques que cette fonction détermine ou favorise ; ces deux éléments donnent à l'ensemble du groupe social une certaine homogénéité, une certaine énergie dans la direction, et par suite une valeur politique et une fonction souvent décisive à l'ensemble de l'organisme social. Les éléments de ce groupe sont habitués à commander directement à des équipes parfois même très réduites, mais à commander « politiquement », non pas « économiquement » ; c'est-à-dire que dans leur art du commandement n'entre pas l'aptitude à ordonner les « choses », à ordonner « les hommes et les choses » en un tout organique, comme le veut la production industrielle, car ce groupe n'a pas de fonctions économiques au sens moderne du mot. Il a un revenu parce que juridiquement il est propriétaire d'une partie du sol national, et sa fonction est essentiellement d'interdire au cultivateur, par des moyens politiques, d'améliorer son existence, car toute amélioration relative de la situation du paysan serait catastrophique pour sa position sociale. La misère chronique et le travail prolongé du paysan, avec l'abrutissement qui s'ensuit, sont pour lui une nécessité primordiale. C'est pourquoi il déploie la plus grande énergie dans la résistance et la contre-attaque répondant à la plus petite tentative d'organisation autonome du travail paysan et à tout mouvement culturel paysan qui risque de sortir des limites de la religion officielle. Ce groupe social trouve ses limites et les raisons de sa faiblesse profonde dans sa dispersion territoriale et dans son « inhomogénéité » qui est intimement liée à cette dispersion ; c'est ce qui explique aussi d'autres caractéristiques : la volubilité, la multiplicité des systèmes idéologiques suivis et l'étrangeté même des idéologies parfois suivies. La volonté est orientée fermement vers un but, mais elle est lente et elle a besoin, en général, d'un long processus pour se centraliser sur le plan de l'organisation et sur le plan politique. Le processus s'accélère quand la « volonté » spécifique de ce groupe coïncide avec la volonté et les intérêts immédiats de la classe qui est au sommet ; non seulement le processus s'accélère mais aussitôt se manifeste la « force militaire » de cette couche sociale, qui parfois, s'étant organisée, dicte sa loi à la haute classe, au moins pour ce qui concerne la « forme » de la solution, sinon pour le contenu. On voit jouer ici les mêmes lois qu'on a notées pour les rapports ville-campagne pour ce qui est des classes subalternes : la force de la ville, automatiquement devient force de la campagne, mais, comme à la campagne les conflits prennent tout de suite une forme aiguë et « personnelle », à cause de l'absence de marges économiques et de la pression norma-

lement plus lourde qui s'exerce du haut vers le bas, à la campagne les contre-attaques doivent être plus rapides et décidées. Le groupe en question comprend et voit que l'origine de ses maux est dans les villes, dans la force des villes, et c'est pourquoi il comprend qu'il « doit » dicter la solution aux hautes classes urbaines, afin que le foyer principal soit éteint, même si la chose ne convient pas immédiatement aux-dites classes soit parce que trop dispendieuse soit parce que dangereuse à la longue (ces classes envisagent des cycles plus amples de développement, où il est possible de manœuvrer et pas seulement leur intérêt « physique » immédiat). C'est en ce sens que doit se comprendre la fonction de direction de cette couche et non au sens absolu ; ce n'est toutefois pas peu de chose <sup>1</sup>. Il faut noter comment ce caractère « militaire » dudit groupe social, qui était traditionnellement un reflet spontané de certaines conditions d'existence est maintenant consciemment éduqué et préparé organiquement. Dans ce mouvement conscient rentrent les efforts systématiques qui visent à faire surgir et à maintenir d'une façon stable des associations variées de militaires en congé et d'anciens combattants des divers corps et des différentes armes, surtout des officiers, qui sont liées aux états-majors et peuvent être à l'occasion mobilisées, sans qu'il soit besoin de faire appel à l'armée qui conserverait ainsi son caractère de réserve d'alarme, renforcée et mise à l'abri de la décomposition politique, par ces forces « privées » qui ne pourront pas ne pas influencer sur son « moral », en le soutenant et en le fortifiant. On peut dire que se manifeste un mouvement du type « cosaque », non pas en formations échelonnées le long des frontières marquant les limites nationales, comme cela arrivait aux cosaques du tsar, mais le long des « frontières » du groupe social.

Par conséquent, dans toute une série de pays, influence de l'élément militaire dans la vie de l'État ne signifie pas seulement influence et poids de l'élément technique-militaire, mais influence et poids de la couche sociale d'où l'élément technique-militaire (surtout les officiers subalternes) tire particulièrement son origine. Cette série d'observations est indispensable pour analyser l'aspect le plus intime de cette forme politique déterminée qu'on appelle généralement césarisme ou bonapartisme, pour la distinguer des autres formes où l'élément technique-militaire, en tant que tel, prédomine, sous des formes peut-être encore plus voyantes et exclusives.

L'Espagne et la Grèce offrent deux exemples typiques, avec des traits semblables et dissemblables. Pour l'Espagne, il faut tenir compte de certains détails : grandeur du

---

<sup>1</sup> On voit un reflet de ce groupe dans l'activité idéologique des intellectuels conservateurs, de droite. Le livre de Gaetano MOSCA : *Teoria de! governi e governo parlamentare* \* (seconde édition de 1925, la première est de 1883) peut servir d'exemple à cet égard ; dès 1883, Mosca était terrorisé par un contact possible entre ville et campagne. Mosca, de par sa position défensive (de contre-attaque), comprenait mieux en 1883 la technique de la politique des classes subalternes que ne la comprenaient, même plusieurs dizaines d'années après, les représentants de ces forces subalternes, celles des villes y compris. (*Note de Gramsci.*)

\* *Sulla teoria dei governi e sul governo parlamentare*, Studi Storici e sociali, Palermo, Tipografia dello Statuto, 1884.

territoire et faible densité de la population paysanne. Entre le noble des latifundia <sup>1</sup> et le paysan, n'existe pas une bourgeoisie rurale nombreuse ; d'où faible importance des officiers subalternes comme force en soi (ceux qui avaient au contraire une certaine importance antagoniste, c'étaient les officiers des armes savantes, l'artillerie et le génie, officiers issus de la bourgeoisie des villes, qui s'opposaient aux généraux et tentaient de mener leur politique propre). Les gouvernements militaires y sont donc des gouvernements de « grands » généraux. Passivité des masses paysannes comme citoyens et comme troupe. Si dans l'armée se manifeste une désagrégation politique, c'est dans un sens vertical et non horizontal, par suite de la concurrence des cliques dirigeantes : la troupe se scinde pour suivre les chefs qui luttent entre eux. Le gouvernement militaire est une parenthèse entre deux gouvernements constitutionnels ; l'élément militaire est la réserve permanente de l'ordre et de la conservation, c'est une force politique opérant « publiquement » quand la « légalité » est en danger. Il arrive la même chose en Grèce, avec la différence que le territoire grec est disséminé en un système d'îles et qu'une partie de la population, la plus énergique et la plus active, est toujours sur la mer, ce qui facilite les intrigues et les complots militaires. Le paysan grec est passif comme le paysan espagnol, mais dans un tableau d'ensemble de la population, le Grec plus énergique et plus actif, étant marin et presque toujours loin de son centre de vie politique, la passivité générale doit être analysée différemment et la solution du problème ne peut être la même (les exécutions survenues en Grèce <sup>2</sup>, il y a de cela un certain nombre d'années, des membres d'un gouvernement renversé, doivent probablement s'expliquer comme nu mouvement de colère de cet élément énergique et actif qui voulait donner une sanglante leçon). Ce qu'il faut particulièrement observer, c'est qu'en Grèce comme en Espagne, l'expérience du gouvernement militaire n'a pas créé une idéologie politique et sociale permanente et formellement organique, comme il arrive au contraire dans les pays bonapartistes en puissance pour ainsi dire. Mais les conditions historiques générales des deux types sont les mêmes : équilibre des groupes urbains en lutte, qui empêche le jeu de la démocratie « normale », le parlementarisme ; toutefois, l'influence de la campagne dans cet équilibre est différent. Dans des pays comme l'Espagne, la campagne, complètement passive, permet aux généraux de la noblesse terrienne de se servir politiquement de l'armée pour rétablir l'équilibre branlant, c'est-à-dire la domination des groupes de la haute société. Dans d'autres pays, la campagne n'est pas passive, mais son mouvement n'est pas politiquement coordonné à celui des villes : l'armée doit rester neutre, sans quoi, il est possible qu'elle se désagrège horizontalement (elle restera neutre jusqu'à un certain point, s'entend), et c'est au contraire la classe militaire bureaucratique -qui entre en action, et qui, avec des moyens militaires, étouffe le mouvement dans les campagnes

---

<sup>1</sup> Par latifundia, on désigne la grande propriété foncière qui s'est établie, dans l'Italie méridionale, depuis l'époque romaine.

<sup>2</sup> Allusion aux troubles qui ont déchiré la Grèce en 1920. Ils opposaient les partisans du roi détrôné Constantin, germanophile, et les partisans du premier ministre Venizelos, chef des « libéraux » partisan des Anglais. Dans l'instabilité politique qui a vu Venizelos perdre puis reprendre le pouvoir à plusieurs reprises, un attentat contre Venizelos, alors ministre, en août 1920, a été vengé par ses partisans en des représailles sanglantes, au cours desquelles a été massacré le royaliste Dragoumis.



(c'est là qu'il est le plus immédiatement dangereux) ; dans cette lutte, elle trouve une certaine unification politique et idéologique, elle trouve des alliés dans les classes moyennes<sup>1</sup> des villes renforcées par les étudiants d'origine rurale qui s'y trouvent, elle impose ses méthodes politiques aux classes de la haute société, qui doivent lui faire une foule de concessions et permettre telle législation favorable ; elle réussit en somme à faire pénétrer dans l'État ses intérêts jusqu'à un certain point et à remplacer une partie du personnel dirigeant, continuant à rester armée au milieu du désarmement général et dénonçant le danger d'une guerre civile entre ses propres forces armées et l'armée, si la haute classe montre trop de velléités de résistance. Ces observations ne doivent pas être conçues comme des schèmes rigides, mais seulement comme des critères pratiques d'interprétation historique et politique. Dans les analyses concrètes d'événements réels, les formes historiques sont bien caractérisées et à peu près « uniques ». César représente une combinaison de circonstances réelles bien différente de celle que représente Napoléon 1er comme celle de Primo de Rivera<sup>2</sup> diffère de celle de Zivkovitch<sup>3</sup>, etc.

Dans l'analyse du troisième degré ou moment du système des rapports de forces existant dans une situation déterminée, on peut recourir utilement au concept qui, dans la science militaire, est appelé de la « conjoncture stratégique », ou bien, avec plus de précision, du degré de préparation stratégique du théâtre de la lutte, dont un des principaux éléments est donné par les conditions qualitatives du personnel dirigeant et des forces actives qu'on peut appeler de première ligne (forces d'assaut comprises). Le degré de préparation stratégique peut donner la victoire à des forces « apparemment » (c'est-à-dire quantitativement) inférieures à celles de l'adversaire. On peut dire que la préparation stratégique tend à réduire à zéro ce qu'on appelle « facteurs impondérables », c'est-à-dire les réactions immédiates de surprise, venant, à un moment donné, des forces traditionnellement inertes et passives. Parmi les éléments de la préparation d'une conjoncture stratégique favorable, il faut justement placer ceux qu'on a considérés dans les observations sur l'existence et l'organisation d'une couche militaire à côté de l'organisme technique de l'armée nationale<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Sur les *classes moyennes*, voir *Mach*. « Classe media », pp. 148-149 : « La signification de « classe moyenne » change d'un pays à l'autre (...) le terme est issu de la littérature politique anglaise (*middle class*) et exprime la forme particulière du développement social anglais ».

<sup>2</sup> Général espagnol, qui, par un coup d'État, renversa en septembre 1923 le gouvernement parlementaire, et, jouissant de l'appui du roi établit un gouvernement dictatorial abolissant les libertés démocratiques (pouvoir remis à un conseil militaire, censure, mesures répressives contre les associations, etc.). Malgré un essai d'assouplissement de ce régime en 1925 par une caricature de gouvernement parlementaire, la crise de l'économie espagnole et la reprise de l'agitation démocratique amènent la disgrâce de Primo de Rivera en 1930. La monarchie s'écroulera l'année suivante.

<sup>3</sup> Général yougoslave qui a aidé le roi Alexandre 1er dans son coup d'État anti-parlementaire, et qui sera premier ministre en 1929.

<sup>4</sup> A propos de la « couche militaire », ce qu'écrivit T. Tittoni dans ses *Souvenirs personnels de politique intérieure*, est intéressant (*Nuova Antologia*, 1-16 avril 1929). Tittoni raconte qu'il a médité sur le fait que, pour réunir la force publique nécessaire pour faire face aux tumultes qui éclataient dans une localité, il fallait dégarnir d'autres régions : pendant la semaine rouge de juin 1914, on

On peut élaborer d'autres éléments d'après cet extrait du discours fait au Sénat le 19 mai 1932 par le général Gazzera ministre de la Guerre (cf. *Corriere della Sera*, 20 mai) :

« Le régime de discipline de notre armée apparaît aujourd'hui, grâce au fascisme, comme une norme directive qui vaut pour toute la nation. D'autres armées ont eu et conservent encore aujourd'hui une discipline formelle et rigide. Nous gardons présent à l'esprit le principe que l'armée est faite pour la guerre, et que c'est à la guerre qu'elle doit se préparer ; la discipline du temps de paix doit donc être la même que celle du temps de guerre, laquelle doit dans le temps de paix trouver son fondement spirituel. Notre discipline se fonde sur un esprit de cohésion entre les chefs et les simples soldats, qui est le résultat spontané du système suivi. Ce système a résisté magnifiquement pendant une longue guerre très dure, jusqu'à la victoire ; c'est le mérite du régime fasciste d'avoir étendu à tout le peuple italien une tradition de discipline si remarquable. De la discipline de chacun dépend l'issue de la conception stratégique et des opérations tactiques. La guerre a enseigné bien des choses et elle nous a aussi appris qu'il y a un fossé profond entre la préparation du temps de paix et la réalité de la guerre. Il est certain que, quelle que soit la préparation, les opérations mettent au début les belligérants en face de problèmes nouveaux qui donnent lieu à des surprises de part et d'autre. Il ne faut pas en conclure pour autant qu'il n'est pas utile d'avoir une conception *a priori* et qu'on ne peut tirer aucun enseignement de la dernière guerre. On peut en tirer une doctrine de guerre, qui doit être comprise comme une discipline intellectuelle, et comme un moyen pour promouvoir des modes de raisonnement sans discordance et une uniformité de langage telle qu'elle permette à tous de comprendre et de se faire comprendre. Si, parfois, l'unité de doctrine a menacé de dégénérer en schématisme, on a réagi aussitôt et promptement, en imprimant à la tactique, parfois aussi grâce aux progrès de la technique, une rapide rénovation. Une telle réglementation n'est donc pas statique, n'est pas traditionnelle comme d'aucuns le croient. La tradition n'est considérée qu'en tant que force et les règlements sont toujours en cours de révision non pas en vertu d'un désir de changement, mais pour pouvoir les adapter à la réalité. »

On peut trouver, dans les *Mémoires* de Churchill <sup>1</sup>, un exemple de « préparation de la conjoncture stratégique », là où il parle de la bataille du Jutland. (*Mach.*, pp. 50-58.) [1932-33]

---

avait, pour réprimer les troubles d'Ancone, dégarni Ravenne, où le préfet, privé de la force publique, dut s'enfermer dans la préfecture, en abandonnant la ville aux insurgés. « A plusieurs reprises, je me demandais ce qu'aurait pu faire le gouvernement si un mouvement de révolte avait éclaté simultanément dans toute la péninsule. » Tittoni proposa au gouvernement l'enrôlement des « volontaires de l'ordre », anciens combattants encadrés par des officiers en congé. Le projet Tittoni fut jugé digne de considération, mais aucune suite n'y fut donnée. (*Note de Gramsci.*)

<sup>1</sup> Winston CHURCHILL : *La Guerre mondiale (1911-1915)*, trad. Edmond Delage, Paris, Payot, 1925 (coll. de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale). Churchill montre comment fut gagnée la bataille pour la construction d'une puissante flotte anglaise, marchant au pétrole et dotée d'armement lourd à longue portée. Ces nouvelles unités firent leurs premiers effets dans la bataille du Jutland (pp. 132-135).

## Le césarisme

[Retour à la table des matières](#)

César, Napoléon 1er, Napoléon III, Cromwell, etc. Dresser un catalogue des événements historiques qui ont eu leur point culminant dans une grande personnalité historique « héroïque ».

On peut dire que le césarisme exprime une situation où les forces qui s'opposent s'équilibrent d'une manière catastrophique, c'est-à-dire qu'elles s'équilibrent de telle sorte que la poursuite de la lutte ne peut avoir une conclusion que dans la destruction réciproque. Quand la force progressive A lutte contre la force régressive B, il peut arriver que A ne soit pas nécessairement vainqueur de B ou B de A, il peut se faire que ni A ni B ne l'emportent, mais qu'elles se saignent réciproquement et qu'une troisième force C intervienne de l'extérieur, assujettissant ce qui reste de A et de B. En Italie, après la mort de Laurent le Magnifique <sup>1</sup>, c'est précisément ce qui est arrivé.

Mais si le césarisme exprime toujours la solution d' « arbitrage », confiée à une grande personnalité, d'une situation historique-politique caractérisée par un équilibre de forces qui offre la perspective d'une catastrophe, il n'a pas toujours la même signification historique. Il peut y avoir un césarisme progressif et un césarisme régressif ; et la signification exacte de toute forme de césarisme peut, en dernière analyse, être retrouvée à partir de l'histoire concrète, et non d'un schème sociologique. Le césarisme est progressif quand son intervention aide la force progressive à triompher, à la rigueur avec certains compromis et adoucissements limitatifs de la victoire ; il est régressif quand son intervention aide le triomphe de la force régressive, dans ce cas également avec des compromis et des limitations, qui toutefois ont une valeur, une portée et une signification différentes de celles du cas précédent. César et Napoléon 1er sont des exemples de césarisme progressif. Napoléon III et Bismarck, de césarisme régressif.

---

<sup>1</sup> La mort de Laurent le Magnifique (1492) marque la rupture d'un équilibre qui s'était établi entre les différents États italiens, solidaire d'un certain équilibre européen : Charles VIII « descend » en Italie pour faire valoir les droits de la couronne de France sur le royaume de Naples, l'Espagne intervient : c'est le début des guerres d'Italie et la fin de la « liberté italienne ».

Il s'agit de voir si, dans la dialectique « révolution-restauration », c'est l'élément révolution ou l'élément restauration qui l'emporte, car il est certain que dans le mouvement historique on ne revient jamais en arrière et qu'il n'existe pas de restaurations intégrales. Du reste, le césarisme est une formule polémique idéologique, et non une règle d'interprétation historique. On peut avoir une solution césariste même sans un César, sans une grande personnalité « héroïque » et représentative. Le système parlementaire a fourni lui aussi un mécanisme pour de telles solutions de compromis. Les gouvernements travaillistes de Mac Donald <sup>1</sup> étaient, pour une part, des solutions de ce genre ; le degré de césarisme s'intensifia quand fut formé un gouvernement avec Mac Donald comme président et une majorité conservatrice. Ainsi en Italie en octobre 1922, jusqu'au décrochage des « populaires » <sup>2</sup>, puis progressivement jusqu'au 3 janvier 1925, et encore jusqu'au 8 novembre 1926, on eut un mouvement politique-historique où diverses gradations de césarisme se succédèrent pour atteindre enfin une forme plus pure et permanente, elle non plus toutefois ni immobile ni statique. Tout gouvernement de coalition est un premier degré de césarisme, qui peut ou non se développer jusqu'aux degrés les plus significatifs (naturellement l'opinion vulgaire veut au contraire que les gouvernements de coalition soient le plus « solide rempart » contre le césarisme). Dans le monde moderne, où règnent les grandes coalitions de caractère économique-syndical et politique de parti, le mécanisme du phénomène césariste est bien différent de ce qu'il fut jusqu'à Napoléon III. Dans la période qui va jusqu'à Napoléon III, les forces militaires régulières ou « de ligne » étaient un élément décisif pour l'avènement du césarisme, qui se manifeste par des coups d'État bien précis, par des actions militaires, etc. Dans le monde moderne, les forces syndicales et politiques, jointes aux moyens financiers incalculables dont peuvent disposer de petits groupes de citoyens, compliquent le problème. Les fonctionnaires des partis et des syndicats économiques peuvent être corrompus ou terrorisés, sans

---

<sup>1</sup> La politique de MacDonald au gouvernement, amèrement critiquée par les membres de son parti (« socialisme de poule mouillée ») est axée sur la défense des intérêts économiques et impériaux ; elle l'a amené, à plusieurs reprises à se heurter à des mouvements de grèves. Cette politique réactionnaire d'un des leaders du Labour Party peut d'autant mieux se ranger dans la catégorie de « césarisme » que MacDonald n'a pas été sans ressentir l'attraction des nouveaux régimes fascistes : « Nous pouvons, écrivait-il en novembre 1933, être choqués de ce que font les dictatures, mais elles ont éveillé dans le cœur de leurs peuples quelque chose qui a donné une nouvelle conception de la vie et une énergie nouvelle. » Mais s'il incarne bien un certain « césarisme », MacDonald, politicien réaliste sans envergure, n'a rien de la personnalité « héroïque ».

<sup>2</sup> Après la marche sur Rome qui porte Mussolini au pouvoir, les « populaires » joignent leurs votes à ceux des fascistes (17 nov. 1922) et participent au gouvernement. Cette attitude est confirmée dans un ordre du jour proposé au groupe par la direction (70 pour, 10 contre) le 20 avril 1923. Le 10 juillet, Don Sturzo désavoué par la haute hiérarchie de l'Église, favorable au fascisme, donne sa démission de secrétaire général du Parti. Le Parti se divise et à la fin de l'année, le conseil national décide de se présenter aux élections du 26 janvier 1924 sans participer à aucune coalition, ni de droite, ni de gauche. Après les élections, les populaires refusent un front unique de l'opposition. La date du 3 janvier 1925 marque l'étape décisive de la fascisation du régime par la suppression de la liberté de la presse (jusqu'alors encore réelle). Le 16 janvier 1926, les vingt-deux populaires restants sont expulsés de la Chambre des députés. Le 9 novembre 1926, la Chambre déclare les « Aventins » (députés de l'opposition qui s'étaient retirés sur l'Aventin) déchus de leur mandat et leurs partis dissous.

qu'il faille recourir à une action militaire de grand style, type César ou 18 brumaire. Dans ce domaine, se reproduit la même situation que celle examinée à propos de la formule jacobine-quarante-huitarde de la « révolution permanente ». La technique politique moderne a complètement changé après 1848, après l'expansion du parlementarisme, du régime d'association syndical et de parti, après la formation de grandes bureaucraties au service de l'État ou « privées » (politiques-privées, bureaucratie des partis et des syndicats) et les transformations survenues dans la police au sens large, c'est-à-dire pas seulement celle du service de l'État destinée à la répression de la délinquance, mais de l'ensemble des forces organisées par l'État et par des particuliers pour protéger la domination politique et économique des classes dirigeantes. C'est en ce sens que certains partis « politiques » comme certaines organisations économiques ou d'un autre genre, doivent être tout entiers considérés comme des organismes de police politique ayant un caractère d'investigation et de prévention. Le schéma générique des forces A et B qui luttent dans une perspective de catastrophe, c'est-à-dire dans une perspective où ni A ni B ne peuvent espérer l'emporter dans la lutte que ces forces se livrent pour constituer (ou reconstituer) un équilibre organique, ce qui fait naître (peut faire naître) le césarisme, - est justement une hypothèse générique, un schéma sociologique (commode pour l'art politique). On peut rendre l'hypothèse toujours plus concrète, la faire s'approcher toujours davantage de la réalité historique concrète : il faut pour cela préciser quelques éléments fondamentaux.

Ainsi, en parlant de A et B, on a dit seulement qu'il s'agissait de deux forces : l'une génériquement progressive, l'autre génériquement régressive : on peut préciser de quel type de forces progressives et régressives il s'agit et obtenir ainsi de plus grandes approximations. Dans le cas de César et de Napoléon 1er, on peut dire que A et B, bien qu'étant distinctes et opposées, n'étaient cependant pas telles qu'elles ne pussent « absolument » pas en venir à une fusion, à une assimilation après un processus moléculaire ; c'est ce qui arriva en fait, au moins dans une certaine mesure (qui suffisait toutefois aux fins historiques-politiques qu'on visait en abandonnant la lutte organique fondamentale et par conséquent en surmontant la phase catastrophique) ; voilà un élément qui permet une plus grande approximation. En voici un autre : la phase catastrophique peut se présenter par suite d'une déficience politique « momentanée » de la force dominante traditionnelle, et non pas à cause d'une déficience organique nécessairement insurmontable. C'est ce qui s'est passé dans le cas de Napoléon III. La force dominante en France de 1815 à 1848 s'était scindée politiquement (factieusement) en quatre fractions : légitimiste, orléaniste, bonapartiste, jacobine-républicaine. Les luttes intérieures de faction étaient telles qu'elles rendaient possible une avancée de la force antagoniste B (progressive) sous une forme « précoce » ; toutefois, la forme sociale existante n'avait pas encore épuisé ses possibilités de développement, comme la suite des événements le démontra amplement. Napoléon III représenta (à sa façon, et avec une stature bien modeste) ces possibilités latentes et immanentes : son césarisme a donc une couleur particulière. Le césarisme de César et de Napoléon 1er a été, pour ainsi dire, de caractère quantitatif-qualitatif, il a représenté la phase historique de passage d'un type d'État à un autre type d'État, un passage où les innovations furent si nombreuses et d'une telle importance qu'elles représentent

une véritable révolution. Le césarisme de Napoléon III ne fut que quantitatif, et encore d'une façon limitée, il n'y eut pas de passage d'un type d'État à un autre type, mais seulement « évolution » du même type, suivant une ligne ininterrompue.

Dans le monde moderne, les phénomènes de césarisme sont tout à fait différents, aussi bien de ceux du type progressif César-Napoléon 1er, que de ceux du type Napoléon III, encore qu'ils s'approchent de ce dernier. Dans le monde moderne, l'équilibre aux perspectives catastrophiques ne se manifeste pas entre des forces qui pourraient, en dernière analyse, se fondre et s'unifier, fût-ce après un processus pénible et sanglant, mais entre des forces dont l'opposition est historiquement incurable, et, qui plus est, s'approfondit particulièrement avec l'avènement de formes césariennes. Toutefois, le césarisme a, même dans le monde moderne, une certaine marge, plus ou moins grande, suivant les pays et leur poids relatif dans la structure mondiale parce qu'une forme sociale a « toujours » des possibilités marginales de se développer dans le futur, d'implanter son organisation, et elle peut en particulier compter sur la faiblesse relative de la force progressive antagoniste, provoquée par la nature et le mode de vie particulier de celle-ci, faiblesse qu'il faut maintenir : c'est pourquoi on a dit que le césarisme moderne, plus que militaire, est policier.

Ce serait une erreur de méthode (un aspect du mécanisme sociologique) de considérer que, dans les phénomènes de césarisme, soit progressif, soit régressif, soit de caractère intermédiaire épisodique, le phénomène historique nouveau est tout entier dû à l'équilibre des forces «fondamentales» ; il faut également voir les rapports qui interviennent entre les groupes principaux (de diverses sortes, social-économique et technique économique) des classes fondamentales et les forces auxiliaires que dirige la force hégémonique, ou soumises à son influence. C'est ainsi qu'on ne comprendrait pas le coup d'État du 2 décembre si l'on n'étudiait pas la fonction des groupes militaires et des paysans français.

Un épisode historique très important de ce point de vue est, en France, l'affaire Dreyfus ; ce mouvement rentre lui aussi dans cette série d'observations, non pas parce qu'il a conduit au « césarisme », mais justement pour la raison inverse : parce qu'il a empêché l'avènement d'un césarisme qu'on était en train de préparer, de caractère nettement réactionnaire. Tout le mouvement Dreyfus est caractéristique parce que ce sont des éléments du même bloc social dominant qui éventent le césarisme de la partie la plus réactionnaire du bloc lui-même en s'appuyant non pas sur les paysans, sur la campagne, mais sur les éléments subordonnés de la ville, guidés par le réformisme socialiste (toutefois, en s'appuyant aussi sur la partie la plus avancée de la paysannerie). Du type Dreyfus, nous trouvons d'autres mouvements historiques-politiques modernes qui ne sont certes pas des révolutions mais ne sont pas pure réaction, en ce sens, tout au moins, que même dans le camp dominant, ils brisent des cristallisations étouffantes de l'État, et qu'ils introduisent dans la vie de l'État et dans les activités sociales, un personnel différent et plus nombreux que le précédent - ces mouvements peuvent eux aussi avoir un contenu relativement « progressif, » dans la

mesure où ils indiquent que la vieille société contenait à l'état latent des forces agissantes que n'avaient pas su exploiter les vieux dirigeants ; « forces marginales » peut-être, mais pas absolument progressives, dans la mesure où elles ne peuvent pas « faire époque ». Ce qui les rend historiquement efficaces, c'est la faiblesse constructive de la force antagoniste, et non pas une force profonde qui leur serait propre, et elles sont par conséquent liées à une situation déterminée où s'équilibrent les forces en lutte, toutes deux incapables d'exprimer dans leur propre domaine une volonté propre de reconstruction (*Mach.*, pp. 58-62). [1932-1933]

## Lutte politique et guerre militaire

[Retour à la table des matières](#)

Dans la guerre militaire, une fois le but stratégique atteint, destruction de l'armée ennemie et occupation du territoire, on a la paix. Il faut en outre observer que, pour que la guerre finisse, il suffit que le but stratégique soit atteint seulement potentiellement : c'est-à-dire qu'aucun doute ne subsiste sur l'impossibilité pour une armée de combattre et la « possibilité » pour l'armée victorieuse d'occuper le territoire ennemi. La lutte politique est énormément plus complexe : en un certain sens, elle peut être comparée aux guerres coloniales ou aux vieilles guerres de conquête, où l'armée victorieuse occupe ou se propose d'occuper d'une façon stable tout ou partie du territoire conquis. L'armée vaincue est alors désarmée et dispersée, mais la lutte continue sur le terrain politique et celui de la « préparation » militaire.

C'est ainsi que la lutte politique de l'Inde contre les Anglais (et dans une certaine mesure de l'Allemagne contre la France ou de la Hongrie contre la Petite Entente <sup>1</sup> connaît trois formes de guerre : de mouvement, de position et de guerre souterraine. La résistance passive de Gandhi est une guerre de position, qui devient guerre de mouvement à certains moments et à d'autres, guerre souterraine : le boycottage est une guerre de position, les grèves sont une guerre de mouvement, la préparation clandestine d'armes et d'éléments de combat destinés aux attaques, est une guerre souterraine. Il y a une forme d' « arditisme » <sup>2</sup>, mais qui est employée avec beaucoup de

---

<sup>1</sup> La Petite Entente est l'alliance défensive qui a lié le 14 août 1920 la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, auxquelles se joint très vite la Roumanie, et qui était destinée à empêcher toute tentative de la Hongrie de reconquérir tout ou partie de ce qu'avait perdu la monarchie austro-hongroise au traité de paix. Les contractants déclarent s'opposer à toute reconstruction de l'ancienne monarchie et à toute fédération nouvelle, et se promettent un appui réciproque en cas d'attaque hongroise. Contre la Petite Entente, patronnée par la France, la Hongrie est amenée à se tourner de plus en plus, après la naissance des régimes fascistes, vers l'Allemagne et l'Italie.

<sup>2</sup> *Arditisme* : les « arditis » étaient, pendant la Première Guerre mondiale, des escouades de volontaires intégrées à l'armée italienne. Le terme fut repris par d'Annunzio pour ses « légions nationalistes de volontaires », ainsi que par les « arditis del popolo » créés pour combattre les bandes fascistes en été 1921. Cette dernière organisation est née en dehors des partis de gauche mais la masse de ses leaders locaux et de ses membres étaient des communistes ou des socialistes. Le P.S.I. (qui à cette époque signait un « pacte de pacification » avec les fascistes) condamna cette organisation en préconisant une politique de non résistance. Le P.C.I., alors dirigé par la tendance Bordiga, condamna lui aussi l'organisation pour des motifs sectaires préférant s'organiser dans ses propres groupes de défense, strictement communistes. Gramsci accueillit favorablement les « arditis del popolo », et leur consacra plusieurs articles avant la condamnation officielle du P.C.I. (bordighiste) (cf. article « Coli arditis del popolo », *2 000 pagine die Gramsci, Saggiatore*, tome I, pp. 596-598) ; toutefois il n'a jamais pensé que les « arditis » de la classe ouvrière pouvaient en fait



pondération. Si les Anglais avaient la conviction qu'il se prépare un grand mouvement insurrectionnel destiné à anéantir leur actuelle supériorité stratégique (qui consiste, en un certain sens, dans la possibilité de manœuvrer par des lignes intérieures et de concentrer leurs forces sur le point « sporadiquement » le plus dangereux) par l'étouffement de masse c'est-à-dire en les contraignant à diluer leurs forces sur un théâtre de guerre devenu simultanément généralisé, - il leur faudrait *provoquer* la sortie prématurée des forces combattantes indiennes pour les identifier et décapiter le mouvement général. De même qu'il serait bon pour la France que la droite nationaliste allemande fût entraînée dans un coup d'État aventureux qui contraindrait l'organisation militaire illégale suspectée à se manifester prématurément, ce qui permettrait une intervention, opportune du point de vue français. Ainsi donc dans ces formes mixtes de lutte, dont le caractère militaire est fondamental et le caractère politique prépondérant (mais toute lutte politique a toujours un substrat militaire), l'emploi des « arditis » demande un développement tactique original, à la conception duquel l'expérience de guerre ne peut apporter qu'un stimulant, et non un modèle.

La question des *comitadjis*<sup>1</sup> *balkaniques* doit faire l'objet d'un développement à part ; ils sont liés à des conditions particulières du milieu physique-géographique régional, à la formation des classes rurales et également à l'efficacité réelle des gouvernements. Il en est de même des bandes irlandaises, dont la forme de guerre et d'organisation était liée à la structure sociale irlandaise. Les formes de lutte des comitadjis, des Irlandais et les autres formes de guerre du genre partisan, doivent être séparées de la question de l'arditisme, bien qu'elles semblent avoir avec ce dernier des points de contact. Ces formes de lutte sont le propre de minorités faibles, mais exaspérées, contre des majorités bien organisées : alors que l'arditisme moderne suppose une grande réserve, immobilisée pour des raisons diverses, mais gardant en puissance son efficacité, réserve qui le soutient et l'alimente par des apports individuels. [1929-1930]

Le rapport qui exista en 1917-1918 entre les formations d' « arditis » et l'armée dans son ensemble peut conduire et a déjà conduit les dirigeants politiques à établir d'une façon erronée des plans de lutte. On oublie : 1. que les « arditis » sont de simples formations tactiques et qu'ils supposent certes une armée peu efficace, mais pas complètement inerte : car si la discipline et l'esprit militaire se sont relâchés au point de suggérer une nouvelle disposition tactique, ils existent toutefois encore, dans une certaine mesure, à laquelle correspond précisément la nouvelle formation tactique ; autrement ç'eût été inévitablement la défaite et la fuite ; 2. qu'il ne faut pas considérer l' « arditisme » comme un signe de la combativité générale de la masse militaire, mais au contraire comme un signe de sa passivité et de sa relative démoralisation. Cela étant dit en considérant comme implicitement acquis le critère général que les com-

---

espérer s'opposer efficacement aux bandes fascistes qui jouissaient de l'appui de l'État (cf. article cité) la seule réponse viable était la substitution de la *lutte de masse* à l'action *volontaire*.

<sup>1</sup> C'est le nom donné aux bandes de combattants irréguliers qui opéraient dans la Péninsule balkanique et préparaient la lutte contre les Turcs.

paraisons entre l'art militaire et la politique sont toujours à établir cum grano salis <sup>1</sup>, c'est-à-dire uniquement comme des stimulants pour la pensée et comme termes simplificateurs ad *absurdum* <sup>2</sup> : en effet, dans la milice politique, il manque la sanction pénale implacable pour quiconque fait une erreur ou n'obéit pas exactement, il manque la cour martiale, sans compter que la disposition des forces politiques n'est pas, même de loin, comparable à la disposition des forces militaires.

Dans la lutte politique, en plus de la guerre de mouvement et de la guerre de siège ou de position, existent d'autres formes. Le véritable « arditisme », c'est-à-dire l'« arditisme » moderne, appartient en propre à la guerre de position, comme l'a révélé la guerre de 1914-1918. Même la guerre de mouvement et la guerre de siège des périodes précédentes avaient en un sens, leurs « arditi », la cavalerie légère et la cavalerie lourde, les bersaglieri <sup>3</sup>, etc. Les troupes rapides en général avaient en partie une fonction d'arditi, de même, dans l'art d'organiser les patrouilles était contenu le germe de l'arditisme moderne. C'est dans la guerre de siège plus que dans la guerre de mouvement qu'était contenu ce germe : service de patrouilles plus étendu et surtout art d'organiser des sorties soudaines et des assauts inattendus avec des éléments choisis.

Voici un autre élément dont il faut se souvenir : dans la lutte politique, il ne faut pas singer les méthodes de lutte des classes dominantes, sinon on tombe dans de faciles embuscades. Au cours des luttes actuelles, ce phénomène se manifeste souvent : l'organisation d'un État, quand elle est affaiblie est pareille à une armée qui a perdu toute vigueur ; arrivent les « arditi », c'est-à-dire les organisations armées privées, qui ont deux tâches : employer l'illégalité, tandis que l'État semble rester dans la légalité, comme moyen de réorganiser l'État lui-même. Croire qu'à l'activité privée illégale, on puisse opposer une autre activité semblable, c'est-à-dire combattre l'arditisme par l'arditisme est pure sottise ; cela veut dire qu'on croit que l'État restera éternellement inerte, ce qui n'arrive jamais, mises à part les autres conditions qui sont différentes. Le caractère de classe imprime une différence fondamentale : une classe qui doit travailler tous les jours à horaires fixes ne peut s'offrir des organisations d'assaut permanentes et spécialisées, comme une classe qui a de larges disponibilités financières et qui n'est pas liée, par chacun de ses membres, à un travail fixe. A n'importe quelle heure du jour et de la nuit, ces organisations qui deviennent professionnelles peuvent porter des coups décisifs et frapper à l'improviste. La tactique des « arditi » ne peut donc avoir pour certaines classes la même importance que pour d'autres ; à certaines classes, est nécessaire, parce que leur appartenant en propre, la guerre de mouvement et de manœuvre, qui, dans le cas de la lutte politique, peut prévoir un usage utile et peut-être nécessaire de la tactique du genre « arditi ». Mais il faut être un peu simple pour s'hypnotiser sur le modèle militaire : la politique doit, ici également, être supérieure à la partie militaire, et seule la politique crée la possibilité de la manœuvre et du mouvement.

---

<sup>1</sup> Avec un grain de sel.

<sup>2</sup> Par l'absurde.

<sup>3</sup> Corps d'élite fondé en 1836 par le capitaine La Marmora qui devint général.

De tout ce qui a été dit, il résulte que dans le phénomène de l'arditisme militaire, il faut distinguer entre fonction technique d'une arme spéciale liée à la guerre moderne de position et fonction politique-militaire : dans sa fonction d'arme spéciale, l'arditisme a été un phénomène commun à toutes les armées de la guerre mondiale ; dans sa fonction politique-militaire, il a existé dans les pays politiquement non homogènes et affaiblis, ayant par conséquent comme expression une armée nationale peu combative et un État-Major bureaucraté et fossilisé dans la carrière. [1929-1930]

A propos des rapprochements qu'on fait entre concepts de guerre de mouvement et guerre de position dans l'art militaire et les concepts correspondants dans l'art politique, il faut rappeler le petit livre de Rosa [Luxemburg] <sup>1</sup> traduit en italien en 1919 par C. Alessandri (traduit du français).

Dans ce livre, on théorise un peu rapidement et superficiellement les expériences historiques de 1905 : Rosa en effet négligea les éléments « volontaires » et d'organisation qui, dans ces événements, furent beaucoup plus répandus et efficaces que n'est portée à le croire Rosa, victime d'un certain préjugé « économiste » et spontanéiste. Ce petit livre toutefois (comme d'autres livres du même auteur) est un des documents les plus significatifs de la théorisation de la guerre de mouvement appliquée à l'art politique. L'élément économique immédiat (crises, etc.) est considéré comme l'artillerie de campagne qui, dans la guerre, ouvre un passage dans la défense ennemie, passage suffisant pour rendre possible une irruption des troupes et remporter un succès définitif (stratégique), ou au moins un succès important dans la directive de la ligne stratégique. Naturellement, dans la science historique, l'efficacité de l'élément économique immédiat est considéré comme beaucoup plus complexe que celle de l'artillerie lourde dans la guerre de mouvement, car cet élément était conçu comme ayant un triple effet : 1. d'ouvrir un passage dans la défense ennemie, après avoir jeté la confusion dans les rangs mêmes de l'ennemi, abattu sa confiance en lui-même, dans ses forces et dans son avenir ; 2. de permettre d'organiser les troupes avec une rapidité foudroyante, de créer les cadres existants (élaborés jusque-là par le processus historique général) à leur poste d'encadrement des troupes disséminées ; 3. de créer avec une rapidité foudroyante, l'idéologie centrée sur l'identité du but à atteindre. C'était une forme de déterminisme économique implacable, avec cette circonstance aggravante que les effets étaient conçus comme très rapides dans le temps et dans l'espace ; aussi s'agissait-il d'un véritable mysticisme historique, de l'attente d'une sorte de fulguration mystérieuse.

---

<sup>1</sup> Rosa LUXEMBURG : *La Grève en masse, le parti et les syndicats*, Maspero.

\* ... « La grève en masse, telle que nous la montre la Révolution russe [de 1905], n'est pas un moyen ingénieux inventé pour donner plus de force à la lutte prolétarienne ; elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte prolétarienne de la Révolution. » (p. 42.)

L'observation du général Krasnov (dans son roman) <sup>1</sup> est une pure niaiserie : selon lui, l'Entente (qui ne voulait pas une victoire de la Russie impériale afin que ne fût pas résolue définitivement en faveur du tsarisme la question orientale) imposa à l'état-major russe la guerre de tranchée (idée absurde, étant donné l'énorme développement du front, de la Baltique à la mer Noire, qui comprenait de grandes zones marécageuses et boisées) alors que la seule possibilité offerte était la guerre de mouvement. En réalité, l'armée russe tenta la guerre de mouvement et d'enfoncement, surtout dans le secteur autrichien (mais aussi en Prusse orientale) et connut des succès très brillants bien qu'éphémères. La vérité est qu'on ne peut pas choisir la forme de guerre qu'on veut, à moins d'avoir d'emblée une supériorité écrasante sur l'ennemi, et on sait ce qu'a coûté en pertes humaines l'obstination des États-Majors à ne pas vouloir reconnaître que la guerre de position était « imposée » par les rapports généraux des forces qui s'affrontaient. La guerre de position n'est pas en effet constituée exclusivement par les tranchées proprement dites, mais par tout le système d'organisation et d'industrie du territoire qui se trouve derrière l'armée en position ; et elle est imposée surtout par le tir rapide des canons, des mitrailleuses, des mousquetons, par la concentration des armes en un point déterminé, et aussi par l'abondance du ravitaillement qui permet de remplacer rapidement le matériel perdu après un enfoncement et un repli. Un autre élément est la grande masse d'hommes, qui constituent les forces déployées, dont la valeur est très inégale, et qui justement ne peuvent opérer qu'en tant que masse. On voit comment, sur le front oriental, autre chose était de faire irruption dans le secteur allemand et autre chose dans le secteur autrichien, et comment même dans le secteur autrichien renforcé par des troupes allemandes choisies et commandées par des Allemands, l'attaque de choc comme tactique finit par un désastre <sup>2</sup>. On vit quelque chose d'analogue au cours de la guerre polonaise <sup>3</sup> de 1920, quand l'avance russe, qui semblait irrésistible fut arrêtée devant Varsovie par le général Weygand sur la ligne commandée par des officiers français. Les techniciens militaires eux-mêmes qui s'en tiennent désormais fixement à la guerre de position comme ils faisaient auparavant pour la guerre de mouvement, ne soutiennent certes pas que le type précédent doive être banni de la science ; mais que, dans les guerres entre les États les plus avancés du point de vue industriel et civilisation, on doit considérer ce type comme réduit à une fonction tactique plus que stratégique, on

---

<sup>1</sup> P. N. KRASNOV : *Ot dvouglavago orla do krasnomou znameni. (De l'aigle à deux têtes au drapeau rouge)*, roman. Berlin, Diakov, 1921.

<sup>2</sup> Allusion aux offensives russes des années 1914-1915 ; alors que dans la partie nord du front oriental, tenue par les Allemands, les Russes ont, dès le début de la campagne, subi des revers, leur supériorité numérique exploitée notamment dans l'attaque brusquée de l'été 1914 leur a permis d'écraser initialement les troupes austro-hongroises et d'occuper la Galicie. L'été 1915, ces résultats ont été annulés devant une contre-attaque des troupes austro-hongroises encadrées et renforcées par les corps allemands du général Mackensen.

<sup>3</sup> Pilsudski avait lancé en avril 1920 la Pologne dans une offensive contre la Russie des Soviets, en comptant profiter de sa faiblesse et des luttes contre-révolutionnaires. Mais son offensive en Ukraine est stoppée dès le mois de mai (contre-offensive de Toukatchevski). L'offensive russe amène Boudienny aux abords de Varsovie. Pilsudski est sauvé par l'appui de la France qui lui envoie des munitions et des officiers, dont le général Weygand.

doit le considérer dans la situation même où se trouvait à une époque antérieure, la guerre de siège par rapport à la guerre de mouvement.

La même réduction doit être faite dans l'art et la science politiques au moins en ce qui concerne les États les plus avancés, où la « société civile » est devenue une structure très complexe et résistante aux « irruptions » catastrophiques de l'élément économique immédiat (crises, dépressions, etc.) : les superstructures de la société civile sont comme le système des tranchées dans la guerre moderne. De même qu'il arrivait, au cours de cette dernière guerre, qu'une attaque acharnée d'artillerie donnât l'impression d'avoir détruit tout le système défensif adverse, mais n'en avait détruit en fait que la surface extérieure et que, lorsque venait le moment d'attaquer et d'avancer, les assaillants se trouvaient en face d'une ligne défensive encore efficace, ainsi en est-il dans la politique pendant les grandes crises économiques ; et ce n'est pas parce qu'il y a crise que les troupes d'assaut s'organisent avec une rapidité foudroyante dans le temps et dans l'espace, encore moins acquièrent-elles un esprit agressif ; réciproquement, ceux qui subissent l'assaut ne se démoralisent pas, n'abandonnent pas leurs défenses, poursuivent la lutte dans les décombres et ne perdent pas confiance dans leur propre force ni dans leur avenir. Les choses certes ne restent pas telles quelles, mais il est certain qu'on ne trouve pas tous ces éléments de rapidité, de rythme accéléré, de marche progressive définitive que s'attendraient à y trouver les stratèges du « cadornisme » politique.

Le dernier fait du genre dans l'histoire de la politique se trouve dans les éléments de 1917. Ils ont marqué un tournant décisif dans l'histoire de l'art et de la science politiques. Il s'agit donc d'étudier « en profondeur » quels sont les éléments de la société civile qui correspondent aux systèmes de défense dans la guerre de position. On dit « en profondeur » à dessein, parce qu'ils ont été étudiés, mais de points de vue superficiels et banals, comme certains historiens du costume étudient les étrangetés de la mode féminine, ou d'un point de vue « rationaliste », c'est-à-dire avec la conviction que certains phénomènes sont détruits dès qu'ils sont expliqués d'une manière « réaliste », comme si c'étaient des superstitions populaires (qui du reste elles aussi ne sont pas détruites par une simple explication).

Il faut voir si la fameuse théorie de Bronstein <sup>1</sup> sur la « permanence » du mouvement n'est pas le reflet politique de la théorie de la guerre de mouvement (rappeler l'observation du général de cosaques Krasnov), et en dernière analyse, le reflet des conditions générales-économiques-culturelles-sociales d'un pays où les cadres de la vie nationale sont embryonnaires et relâchés et ne peuvent devenir « tranchée ou forteresse ». En ce cas, on pourrait dire que Bronstein, qui apparaît comme un « occidentaliste », était au contraire un cosmopolite, c'est-à-dire superficiellement national et superficiellement occidentaliste ou européen. Ilitch <sup>2</sup>, au contraire, était profondément national et profondément européen.

---

<sup>1</sup> La théorie de Trotski sur la « révolution permanente ». *cf. p. 495.*

<sup>2</sup> Lénine.

Bronstein, dans ses souvenirs, rappelle qu'il lui fut dit que sa théorie s'était avérée bonne après quinze ans, et il répond à l'épigramme par une autre épigramme <sup>1</sup>. En réalité, sa théorie en tant que telle n'était pas bonne, ni quinze ans avant ni quinze ans après : comme il arrive aux obstinés dont parle Guichardin, il devina en gros, c'est-à-dire qu'il eut raison dans la prévision pratique la plus générale ; cela revient à prédire à une enfant de quatre ans qu'elle deviendra mère, et quand elle le devient à vingt ans, on dit « je l'avais deviné », en ne se souvenant toutefois pas que lorsqu'elle avait quatre ans, on voulait violer l'enfant avec la conviction qu'elle deviendrait mère. Il me semble que Ilitch avait compris qu'il fallait un changement, de la guerre de mouvement, appliquée victorieusement en Orient <sup>2</sup> en 1917, à la guerre de position qui était la seule possible en Occident, où, comme l'observe Krasnov, en peu de temps les armées pouvaient accumuler des quantités infinies de munitions, où les cadres sociaux étaient encore capables de devenir des tranchées imprenables. C'est là, me semble-t-il, le sens de la formule du « front unique », qui correspond à la conception de l'Entente d'un seul front sous le commandement unique de Foch.

Le seul point est qu'Ilitch n'eut pas le temps d'approfondir sa formule, même si on tient compte qu'il ne pouvait l'approfondir que théoriquement, alors que la tâche fondamentale était nationale, et exigeait qu'on reconnût le terrain et qu'on déterminât les éléments de tranchée et de forteresse représentés par les éléments de la société civile, etc. En Orient, l'État étant tout, la société civile était primitive et gélatineuse ; en Occident, entre État et société civile, il y avait un juste rapport et dans un État branlant on découvrait aussitôt une robuste structure de la société civile. L'État n'était qu'une tranchée avancée, derrière laquelle se trouvait une robuste chaîne de forteresses et de casemates ; plus ou moins d'un État à l'autre, s'entend, mais c'est justement ce qui demandait une attentive reconnaissance de caractère national.

La théorie de Bronstein peut être comparée à celle de certains syndicalistes français, à propos de la grève générale et à la théorie de Rosa dans l'opuscule traduit par

---

<sup>1</sup> Voici cette réponse : « Lounatcharski, avec l'inexactitude et la négligence qui lui sont propres, a, plus tard, caractérisé ainsi ma conception révolutionnaire : « le camarade Trotski avait adopté - en 1905 - ce point de vue que les deux révolutions - bourgeoise et socialiste - sans coïncider, sont liées entre elles, de sorte que nous avons devant nous une révolution permanente. Étant entrée dans la période révolutionnaire par un coup d'État de la bourgeoisie, la portion russe de l'humanité, et, avec elle, le monde entier, ne pourront sortir de cette période avant le parachèvement de la révolution sociale. On ne peut nier que le camarade Trotski en formulant de telles idées, ait fait preuve d'une grande perspicacité, bien qu'il se soit trompé pour une quinzaine d'années. » La remarque faite sur mon erreur portant sur une quinzaine d'années n'en est pas devenue plus profonde parce qu'elle a été reproduite par Radek. En 1905, toutes nos prévisions, tous nos mots d'ordres étaient calculés sur une perspective de victoire et non de défaite de la révolution. Nous ne parvîmes alors à ne réaliser ni la république, ni une réforme agraire, ni la journée de huit heures. Cela signifie-t-il que nous nous trompions quand nous formulions de telles revendications ? L'échec de la révolution ferma toutes les perspectives et non pas seulement celle que j'ai indiquée. Il ne s'agissait pas de fixer des délais ; il s'agissait d'analyser les forces intérieures de la révolution et d'en prévoir les progrès d'ensemble. » (L. TROTSKI : *Ma vie*).

<sup>2</sup> En Russie.

Alessandri.: l'opuscule de Rosa et les théories de Rosa ont, du reste, influencé les syndicalistes français, comme le montrent certains articles de Rosmer sur l'Allemagne dans *La Vie ouvrière* (première série en fascicules) : elle dépend également en partie de la théorie de la spontanéité (Mach., pp. 62-68). [1931-1932]

## Le concept de révolution passive

[Retour à la table des matières](#)

Le concept de « révolution passive » doit être déduit rigoureusement des deux principes de science politique fondamentaux : 1. qu'aucune formation sociale ne disparaît tant que les forces productives qui se sont développées en elle trouvent encore place pour un mouvement progressif ultérieur ; 2. que la société ne se propose pas de tâches pour la solution desquelles n'aient pas déjà été couvertes les conditions nécessaires, etc. Il va de soi que ces principes doivent d'abord être développés d'un point de vue critique dans toute leur portée et épurés de tout résidu de mécanisme et de fatalisme. On devra également les ramener à la description des trois moments fondamentaux qui permettent de caractériser une « situation » ou un équilibre de forces, en donnant sa valeur maximum au second moment, ou équilibre des forces politiques et surtout au troisième moment ou équilibre politique-militaire.

On peut observer que Pisacane, dans ses *Essais*, se préoccupe justement de ce troisième moment : il comprend à la différence de Mazzini, toute l'importance qu'a la présence en Italie d'une armée autrichienne aguerrie, toujours prête à intervenir en n'importe quel point de la péninsule, et qui en plus, a derrière elle toute la puissance militaire de l'Empire des Habsbourg, c'est-à-dire une matrice toujours prête à former de nouvelles armées de renfort. Autre élément historique à rappeler : le développement du Christianisme au sein de l'Empire romain, de même que le phénomène actuel du gandhisme <sup>1</sup> aux Indes et la théorie de la non-résistance au mal de Tolstoï qui se

---

<sup>1</sup> Le gandhisme est le mouvement de résistance « non violente » opposé à la domination impérialiste anglaise, et animé par Gandhi. - Cf. *Le Sermon sur la montagne* (« Et moi je vous dis de ne point résister à celui qui vous maltraite » ...) dont Gandhi écrit qu'il fit sur lui une impression profonde (GANDHI : *Expériences de vérité, ou Autobiographie*, trad. G. Belmont, présentation et commentaires Pierre Meile, Paris, P.U.F., 1950, p. 89). Tolstoï découvrit tardivement dans l'Évangile l'amour universel et la non-résistance au mal ; Gandhi consacre « une étude très attentive » aux livres de Tolstoï (p. 200), et il entrera en correspondance avec lui en 1909. - *L'expression* anglaise de « résistance passive » par laquelle on désigne couramment le gandhisme fut jugée trop étroite

rapprochent tant de la première phase du Christianisme (avant l'édit de Milan <sup>1</sup>). Le gandhisme et le tolstoïsme sont des théorisations naïves, teintées de religion, de la « révolution passive ». Il faut rappeler aussi quelques mouvements qu'on a nommés « liquidationnistes » et les réactions qu'ils suscitèrent, en fonction des époques et des formes de situations déterminées (surtout du troisième moment) <sup>2</sup>. Le point de départ de l'étude sera l'exposé de Vincenzo Cuoco <sup>3</sup> ; mais il est évident que l'expression de Cuoco à propos de la révolution napolitaine de 1799 n'est qu'un point de départ, car le concept est complètement modifié et s'est enrichi. [1933]

Le concept de « révolution passive » au sens que Vincenzo Cuoco attribue à la première période du Risorgimento italien peut-il être mis en rapport avec le concept de « guerre de position » comparée à la guerre de mouvement ? En d'autres termes, a-t-on eu ces concepts après la Révolution française et le binôme Proudhon-Gioberti <sup>4</sup> peut-il être justifié par la panique créée par la Terreur de 1793 comme le sorélisme <sup>5</sup> par la panique qui a suivi les massacres parisiens de 1871 ? C'est-à-dire existe-t-il une identité absolue entre guerre de position et révolution passive ? ou tout au moins existe-t-il ou peut-on concevoir toute une période historique où l'on doit identifier les deux concepts, jusqu'au moment où la guerre de position redevient guerre de mouvement ?

C'est un jugement dynamique qu'il faut donner sur les « restaurations » qui seraient une « astuce de la Providence » au sens de Vico. Voici un problème : dans la lutte Cavour-Mazzini où Cavour est le représentant de la révolution passive - guerre de position et Mazzini celui de l'initiative populaire - guerre de mouvement, ne sont-

---

par Gandhi qui lui préféra le mot « *Sadâgrahâ* » (*de sat = vérité et âgrahâ = fermeté*) qui devint, écrit Gandhi, « terme courant... pour désigner notre lutte » (p. 407).

<sup>1</sup> L'édit de Constantin qui autorise l'exercice du culte chrétien et en fait la religion d'État (313).

<sup>2</sup> Voir plus haut l'analyse des « situations ».

<sup>3</sup> *Saggio critico sulla rivoluzione di Napoli*, a cura di Gastone Manacorda, Milano, Ed. Universale economica, 1951, 2 vol. La première édition de cet *Essai critique...* parut en 1801. - La « révolution passive » est pour V. Cuoco celle qu'apportent de l'extérieur les armées conduites par Bonaparte. Cette révolution n'est pas celle du peuple, et accentue la séparation entre les intellectuels et la masse, entre la culture et la nation d'où, la contradiction chez Cuoco entre l'aspiration à l'indépendance d'une « nation » italienne et sa préférence fondamentale pour une révolution sans « révolution ».

<sup>4</sup> Gramsci revient souvent sur ce « parallèle » ou « binôme » Proudhon /Gioberti : « Il existe un phénomène culturel comparable à celui des néoguelfes-modérés, encore que sur une position historique-culturelle plus avancée c'est celui du système d'idéologie de Proudhon. Bien que l'affirmation puisse sembler paradoxale, je crois qu'on peut dire que Proudhon est le Gioberti de la situation française puisque Proudhon a, à l'égard du mouvement ouvrier français, la même position que Gioberti à l'égard du mouvement libéral-national italien. On a, chez Proudhon, la même mutilation de l'hégélianisme et de la dialectique que chez les modérés italiens ; et c'est pourquoi la critique à une telle conception politique-historiographique est cette même critique, toujours vivante et actuelle, contenue dans *Misère de la philosophie*. » (*M. S.*, pp. 184-185). Cf. aussi plus haut, p. 264 (note 28).

<sup>5</sup> L'attitude de Sorel contre les Jacobins est empruntée à Proudhon. (Cf. *Machiavel*, p. 161.)



ils pas tous les deux indispensables exactement dans la même mesure ? Il faut toutefois tenir compte du fait que, alors que Cavour était conscient de sa tâche (au moins dans une certaine mesure) en ce qu'il comprenait la tâche de Mazzini <sup>1</sup>, Mazzini ne semble pas avoir été conscient de la sienne ni de celle de Cavour ; si, au contraire, Mazzini avait eu une telle conscience, c'est-à-dire s'il avait été un politique réaliste et non un apôtre illuminé (en somme s'il n'avait pas été Mazzini) l'équilibre résultant de la confluence des deux activités aurait été différent, plus favorable au mazzinisme : et l'État italien se serait constitué sur des bases moins arriérées et plus modernes. Et puisque dans tout événement historique, se manifestent presque toujours des situations semblables, il faut voir si on ne peut pas tirer de ce fait quelque principe général de science et d'art politiques. On peut appliquer au concept de révolution passive (et on peut en trouver confirmation dans le Risorgimento italien) le critère d'interprétation des modifications moléculaires qui en réalité modifient progressivement la composition précédente des forces et deviennent donc des matrices de nouvelles modifications. Ainsi dans le Risorgimento italien on a vu comment le passage au Cavourisme (après 1848) d'éléments toujours nouveaux du Parti d'Action a modifié progressivement la composition des forces modérées en liquidant le néo-guelfisme, d'une part, et en appauvrissant le mouvement mazzinien d'autre part (c'est à ce processus qu'appartiennent également les oscillations de Garibaldi, etc.). Aussi cet élément est-il la phase originare de ce phénomène qu'on a appelé plus tard « transformisme » et dont l'importance n'a pas été, semble-t-il jusqu'ici, mise dans la lumière qui lui est due comme forme de développement historique.

Insister, en développant ce concept, sur le fait que, tandis que Cavour était conscient de sa tâche dans la mesure où il avait une conscience critique de celle de Mazzini, Mazzini lui, devait en réalité à la conscience faible ou nulle qu'il avait de la

---

<sup>1</sup> Mazzini, qui a scellé en 1832 un pacte d'alliance avec Buonarroti (représentant de la pure tradition jacobine), s'éloigne ensuite de plus en plus d'une dictature révolutionnaire, d'où ses conflits avec Garibaldi qui, jusqu'à la fin de sa vie, reste fidèle à cette conception. Mazzini représente les positions des classes bourgeoises avancées certes, mais qui préconisent en dernière analyse l'union ou la réconciliation de tous les milieux (le noble terrien et le paysan, le bourgeois et l'homme du peuple, etc.). Malgré une abondante propagande d'allure « radicale », cette limite à gauche laisse toutes sortes de possibilités de contacts et de glissements vers les modérés. Que Cavour ait compris cela, comme le dit Gramsci, on le voit par un article de l'homme d'État piémontais de 1846, cité dans un cours de l'Institut Gramsci (*Storia Economica*), Roma, Editori Riuniti, 1955, VIII<sup>e</sup> leçon par Paolo Alatri, « *La limite à gauche du mazzinisme* », pp. 5-6. « *En Italie, une révolution démocratique n'a aucune chance de succès. Pour s'en convaincre, il suffit d'analyser les éléments dont se compose le parti favorable aux nouveautés politiques. Ce parti ne rencontre pas de grandes sympathies dans les masses qui, à part quelques rares populations urbaines, sont en général très attachées aux vieilles institutions du pays. Sa force réside en grande partie dans la classe moyenne, et pour une part, dans la classe supérieure. Or, elles ont toutes les deux de nombreux intérêts à conserver et à défendre... Sur des classes aussi fortement intéressées au maintien de l'ordre social, les doctrines subversives de la *Giovine Italia* n'ont pas prise. Aussi, à part les jeunes... peut-on affirmer qu'il n'existe en Italie qu'un très petit nombre de gens sérieusement disposés à mettre en pratique les principes exaltés d'une secte aigrie dans le malheur. Si l'ordre social était vraiment menacé, si les grands principes sur lesquels il repose couraient un danger réel, on verrait - nous en sommes persuadés - une grande partie des opposants les plus déterminés, des républicains les plus exaltés, être les premiers à se placer dans les rangs du parti conservateur. »*

tâche de Cavour, une conscience également bien faible de sa propre tâche : d'où ses hésitations (à Milan dans la période qui a suivi les Cinq Journées<sup>1</sup> et en d'autres occasions) et ses initiatives hors saison, qui, finalement, ne servaient que la politique piémontaise. C'est là une illustration du problème théorique concernant la façon dont il fallait comprendre la dialectique, problème posé dans *Misère de la Philosophie* : que tout membre de l'opposition dialectique doit chercher à être tout lui-même et jeter dans la lutte toutes ses propres « ressources » politiques et morales et que ce n'est qu'ainsi qu'on peut avoir un dépassement réel, voilà qui n'était pas compris par Proudhon ni par Mazzini. On dira que ce principe n'était pas davantage compris par Gioberti ni par les théoriciens de la révolution passive ou « révolution-restauration »<sup>2</sup>, mais c'est là un autre problème : chez ces derniers « l'incompréhension » théorique était l'expression pratique des nécessités contraignant la « thèse » à développer toutes ses propres possibilités, au point de réussir à incorporer une partie de l'antithèse elle-même, pour ne pas se laisser, en somme, « dépasser » dans l'opposition dialectique ; en réalité, seule la thèse développe toutes ses possibilités de lutte, jusqu'à s'accaparer les soi-disant représentants de l'antithèse : c'est précisément en cela que consiste la révolution passive ou révolution-restauration. Certes il faut considérer à ce point de l'exposé la question du passage de la lutte politique de la « guerre de mouvement » à la « guerre de position », ce qui en Europe se produisit après 1848, et qui ne fut pas compris par Mazzini ni par les mazziniens, alors que quelques autres le comprirent au contraire : le même passage se produisit après 1871, etc. La question était difficile à comprendre à l'époque pour des hommes comme Mazzini, étant donné que les guerres militaires n'avaient pas fourni le modèle, mais qu'au contraire les doctrines militaires se développaient dans le sens de la guerre de mouvement : il faudra voir si chez Pisacane, qui du mouvement fut le théoricien militaire, on rencontre des indications allant dans ce sens.

Il faut voir encore Pisacane parce qu'il fut le seul qui tenta de donner au Parti d'Action un contenu non seulement formel mais substantiel : d'antithèse dépassant les positions traditionnelles. Et qu'on ne dise pas que pour obtenir ces résultats historiques il y avait nécessité péremptoire d'une insurrection populaire armée, comme le pensait Mazzini jusqu'à en être obsédé, c'est-à-dire non en réaliste, mais en missionnaire religieux. L'intervention populaire qui ne fut pas possible dans la forme concentrée et simultanée de l'insurrection, n'eut pas lieu davantage sous la forme « diffuse » et capillaire de la pression indirecte, ce qui au contraire était possible et aurait été la prémisse indispensable de la première forme. La forme concentrée ou simultanée était rendue impossible par la technique militaire du temps, mais en partie seulement, c'est-à-dire que l'impossibilité existe dans la mesure où on ne fit pas précéder la forme concentrée et simultanée par une préparation idéologique de longue haleine, prévue

---

<sup>1</sup> Nom donné traditionnellement au soulèvement révolutionnaire de Milan (18-23 mai 1848) contre les troupes autrichiennes de Radetsky; les Milanais forcèrent Radetsky à la retraite, malgré un bombardement de la ville.

<sup>2</sup> Il faudra voir ce qui a été écrit sur 1848 par des chercheurs marxistes, mais il semble qu'il n'y ait pas grand-chose à attendre de ce côté-là. Les événements italiens, par exemple, ne furent examinés qu'à la lumière des livres de Bolton King, etc. (*Note de Gramsci.*)

organiquement pour réveiller les passions populaires et en rendre possible la concentration et l'éclatement simultanés.

Après 1848 une critique des méthodes qui ont précédé l'échec ne fut faite que par les modérés, et en effet tout le mouvement se rénova, le néoguelfisme fut liquidé, des hommes nouveaux occupèrent les premiers postes de direction. Aucune autocritique, au contraire, de la part du mazzinisme, ou alors autocritique liquidatrice, en ce sens que de nombreux éléments abandonnèrent Mazzini, et formèrent l'aile gauche du parti piémontais ; comme seule tentative « orthodoxe », c'est-à-dire faite de l'intérieur, on eut les essais de Pisacane, qui jamais toutefois ne devinrent la plate-forme d'une nouvelle politique organique, et cela bien que Mazzini lui-même reconnût que Pisacane avait une « conception stratégique » de la révolution nationale italienne. [1933]

Le rapport « révolution passive-guerre de position » dans le Risorgimento italien peut être étudié encore sous d'autres aspects dont deux sont très importants : l'un qu'on peut appeler du « personnel », l'autre du « rassemblement révolutionnaire ». Celui du « personnel » peut être précisément comparé à ce qui se manifesta au cours de la guerre mondiale dans les rapports entre officiers de carrière et officiers de réserve d'une part, et entre soldats mobilisés et volontaires-arditi d'autre part. Dans le Risorgimento, les officiers de carrière eurent leur correspondant dans les partis politiques réguliers, organiques, traditionnels, etc., qui au moment de l'action (1848) se révélèrent inaptés ou presque, et furent en 1848-1849 submergés par la vague populaire mazzinienne-démocratique, vague chaotique, désordonnée, « extemporanée » pour ainsi dire, mais qui toutefois, en suivant des chefs improvisés ou presque (étrangers en tout cas à des formations déjà constituées comme celle du parti modéré) obtinrent des succès indubitablement plus grands que ceux qu'obtinrent les modérés : la République romaine et Venise firent preuve d'une force de résistance <sup>1</sup> vraiment remarquable. Dans la période qui suit 1848 le rapport entre les deux forces, régulière et « providentielle » [carismatica], s'organisa autour de Cavour et de Garibaldi et donna le maximum de résultats, bien que ce résultat fût par la suite confisqué par Cavour.

Cet aspect est en étroit rapport avec l'autre, celui du « rassemblement ». Il faut observer que la difficulté technique contre laquelle allèrent toujours se briser les initiatives mazziniennes fut précisément celle du « rassemblement révolutionnaire ». Il serait intéressant, de ce point de vue, d'étudier les tentatives d'invasion de la Savoie

---

<sup>1</sup> Lors de l'écroulement des révolutions italiennes de 1848 devant la reconquête autrichienne, Rome et Venise se sont montrées les deux points où la résistance a duré le plus longtemps et a été la plus ardente. Venise assiégée par les troupes autrichiennes et dans une situation désespérée après l'écroulement piémontais à Novare, a résisté pendant cinq mois sous la direction de Daniel Manin jusqu'au 22 août 1849 : sa résistance a pris valeur de légende. Aussi héroïque, la résistance de Rome animée par Garibaldi lui-même tient jusqu'au 1er juillet. Dans les deux cas, l'âpreté de la lutte vient de la direction des éléments avancés : Manin à Venise, Garibaldi à Rome, cependant que Mazzini hésite à s'appuyer sur un mouvement populaire et préfère la négociation.

avec Ramorino <sup>1</sup> d'abord, puis les frères Bandiera, Pisacane, etc., comparées avec la situation qui s'offrit à Mazzini à Milan en 1848 et à Rome en 1849 et qu'il fut incapable d'organiser. Ces tentatives d'une poignée d'hommes étaient nécessairement destinées à être écrasées dans l'œuf, car il eût été étonnant de voir les forces réactionnaires, qui étaient concentrées et pouvaient opérer librement (c'est-à-dire qui ne rencontraient aucune opposition sous forme de vaste mouvement de la population) ne pas écraser les initiatives du type Ramorino, Pisacane, Bandiera, même si ces dernières avaient été préparées beaucoup mieux. Dans la seconde période (1859-1860) le « rassemblement révolutionnaire » <sup>2</sup>, comme celui des Mille de Garibaldi, fut rendu possible par le fait que Garibaldi s'insérait dans les forces de l'État piémontais d'une part, ensuite que la flotte anglaise protégea en fait le débarquement de Marsala <sup>3</sup> la prise de Palerme, et neutralisa la flotte des Bourbons. A Milan, après les Cinq Journées, à Rome, devenue république, Mazzini aurait eu la possibilité de constituer des places d'armes pour des rassemblements organiques ; mais il ne l'envisagea pas, d'où le conflit qui l'opposa à Garibaldi à Rome, et son utilisation à Milan en face de Cattaneo et du groupe démocratique milanais.

De toute façon, le développement du processus du Risorgimento, s'il mit en lumière l'importance énorme du mouvement « démagogique » de masse, dirigé par des chefs de fortune, improvisés, etc., fut en réalité repris en main par les forces traditionnelles organiques, c'est-à-dire par les partis formés depuis longtemps, dotés de chefs rationnellement élaborés, etc. Dans tous les événements politiques du même type on est toujours arrivé au même résultat (c'est ce qui se passe en France en 1830, où les orléanistes l'emportent sur les forces populaires, radicales, démocratiques, et aussi, au fond, dans la Révolution française de 1789, où Napoléon représente, en dernière analyse, le triomphe des forces bourgeoises organiques contre les forces petites-bourgeoises jacobines). Ainsi pendant la guerre mondiale le poids des vieux officiers par rapport aux officiers de réserve, etc. En tout cas, l'absence dans les forces radicales populaires d'une conscience de la tâche que se proposait l'autre partie, les empêcha d'avoir une pleine conscience de leur propre tâche et Par suite de peser dans l'équilibre final des forces, dans un rapport conforme au poids effectif de leur intervention et donc de déterminer un résultat plus avancé, sur la base d'un progrès plus considérable et d'exigences plus modernes.

---

<sup>1</sup> Ramorino tente l'invasion de la Savoie en 1834, les frères Bandiera débarquent en Calabre en 1843, Pisacane débarque près de Salerne en juin 1857.

<sup>2</sup> Si dans un premier moment, le mouvement suscité par Garibaldi sert les Plans de Cavour, il pouvait ensuite mettre en péril toute sa conception modérée et monarchique. Aussi Cavour était-il décidé à ne pas reculer devant la guerre civile pour imposer sa conception du nouvel État italien, autrement dit, il voyait clairement que c'était tout un ordre politique et social que l'initiative de Garibaldi risquait de compromettre.

<sup>3</sup> Allusion au débarquement de Garibaldi et des « Mille » à Marsala le 11 mai 1860 pour libérer la Sicile de la monarchie bourbonnienne, et à l'attitude équivoque du gouvernement anglais ; si l'Autriche est indignée, Palmerston et le gouvernement anglais sont plutôt favorables et « protègent » le débarquement ; les Anglais parlementent avec les Bourbons - dont les bâtiments s'approprient à bombarder la ville -, pour protéger leurs « nationaux », et quand les navires napolitains se mettent en devoir d'agir, les Garibaldiens ont déjà débarqué.

Toujours à propos du concept de « révolution passive » ou « révolution-restauration » il faut noter que, dans le Risorgimento italien, il convient de poser en termes exacts le problème qui, dans certaines tendances historiographiques, est appelé le problème des rapports entre conditions objectives et conditions subjectives de l'événement historique. Il semble évident qu'en aucun cas ne peuvent manquer les prétendues conditions subjectives si les conditions objectives existent, dans la mesure où il ne s'agit que d'une simple distinction didascalique : c'est donc sur la mesure des forces subjectives et de leur intensité que peut tourner la discussion, et par conséquent sur le rapport dialectique entre les forces subjectives qui s'opposent.

Il faut éviter que la question soit posée en termes « intellectualistes » et non historiques-politiques. Que la « clarté » intellectuelle des termes de la lutte soit indispensable, c'est entendu. Mais cette clarté est une valeur politique dans la mesure où elle devient passion répandue et où elle est la condition première d'une forte volonté. Ces derniers temps, dans bien des publications sur le Risorgimento, on a « révélé » qu'il existait des personnalités qui voyaient clair, etc. (rappeler la valorisation de Ornato faite par Piero Gobetti <sup>1</sup>), mais ces « révélations » se détruisent d'elles-mêmes, précisément parce que révélations ; elles démontrent qu'il s'agissait d'élucubrations individuelles, qui représentent aujourd'hui une forme d' « esprit de l'escalier ». En effet, jamais elles ne se mesurèrent avec la réalité effective, jamais elles ne devinrent conscience populaire-nationale répandue et opérante. Entre le Parti d'Action et le Parti modéré, lequel représenta les « forces subjectives » effectives du Risorgimento ? C'est certainement le parti modéré, et précisément parce qu'il eut conscience également de la tâche du Parti d'Action : c'est à cause de cette conscience que sa « subjectivité » était d'une qualité supérieure et plus décisive. Dans l'expression de Victor-Emmanuel II, toute digne d'un adjudant qu'elle soit : « Le Parti d'Action, nous l'avons dans la poche », il y a plus de sens historique-politique que dans tout Mazzini (Mach., pp. 69-74). [1933]

## Sur la bureaucratie

1. Le fait que dans le développement historique des formes politiques et économiques se soit progressivement formé le type du fonctionnaire « de carrière », techniquement rompu au travail bureaucratique (civil et militaire), a une signification primordiale dans la science politique et dans l'histoire des formes d'État. S'est-il agi

---

<sup>1</sup> Sur Piero Gobetti, voir « Alcuni temi della questione meridionale », *Antologia gramsciana*, pp. 230-233. Cf. supra 120-123.

d'une nécessité ou d'une dégénérescence, par rapport au self-gouvernement <sup>1</sup>, comme prétendent les libre échangistes « purs » ? Il est certain que toute forme de société ou d'État a eu son problème des fonctionnaires, une façon propre de l'envisager et de le résoudre, son système de sélection, son type de fonctionnaire à former... Reconstruire le développement de tous ces éléments est d'importance capitale. Le problème des fonctionnaires coïncide en partie avec le problème des intellectuels. Mais s'il est vrai que toute nouvelle forme de société et d'État a eu besoin d'un nouveau type de fonctionnaire, il est vrai aussi que les nouveaux groupes dirigeants n'ont jamais pu rompre, ne fût-ce que pour un certain, temps, avec la tradition et les intérêts constitués, c'est-à-dire avec les formations de fonctionnaires déjà existantes et déjà constituées avant leur avènement (cela surtout dans le monde ecclésiastique et le monde militaire). L'unité du travail manuel et intellectuel et un lien plus étroit entre pouvoirs législatif et exécutif (qui donnerait aux fonctionnaires élus la possibilité de s'intéresser non seulement au contrôle mais à l'exécution des affaires de l'État) peuvent fournir des motifs d'inspiration pour une nouvelle orientation dans la solution des problèmes concernant tant les intellectuels que les fonctionnaires.

2. A la question de la bureaucratie et de son organisation « optimum » est liée la discussion sur ce qu'on appelle le « centralisme organique » et le « centralisme démocratique » (qui, d'ailleurs, n'a rien à voir avec la démocratie abstraite, à telle enseigne que la Révolution française et la Troisième République ont développé des formes de centralisme organique <sup>2</sup> que n'avaient connu respectivement ni la monarchie absolue

---

<sup>1</sup> Gramsci donne le terme en anglais. Il semble vouloir signifier le phénomène par lequel, notamment en Angleterre, certaines fonctions assumées en d'autres lieux par l'État sont dévolues à des institutions ou à des corps locaux en théorie autonomes. Voir P.P. la note *Self government et bureaucratie*, pp. 163-164 : « L'auto-gouvernement est une institution ou une coutume politique, administrative, qui présuppose des conditions bien déterminées, l'existence d'une couche sociale qui vit de ses rentes, qui a une pratique traditionnelle des affaires et qui jouit d'un certain prestige dans les grandes masses Populaires en raison de sa rectitude et de son désintéressement (et aussi de certains caractères psychologiques, par exemple l'aptitude à exercer l'autorité avec une ferme dignité, mais sans hauteur ni distance vaniteuse). On comprend ainsi que l'auto-gouvernement n'ait été possible qu'en Angleterre où la classe des propriétaires terriens, en plus du fait qu'elle était économiquement indépendante, ne fut jamais en lutte acharnée contre la population (ce qui se produisit en France) et n'avait pas de grandes traditions de corps militaires (comme en Allemagne) avec la coupure et l'attitude autoritaire qui en dérivent. Changement de la signification de l'auto-gouvernement dans les pays non anglo-saxons : lutte contre le centralisme de la haute bureaucratie gouvernementale, institutions confiées à une bureaucratie contrôlée immédiatement par la base. Bureaucratie devenue nécessité : il faut poser le problème de la formation d'une bureaucratie honnête et désintéressée, qui n'abuse pas de sa fonction pour se rendre indépendante du contrôle du système représentatif. On peut dire que chaque forme de société a sa façon de poser ou de résoudre le problème de la bureaucratie et il ne peut y avoir une solution identique pour tous les cas. »

<sup>2</sup> Voici ce que Gramsci écrit du centralisme organique, *Machiavel*, pp. 157-158 « Un organisme collectif est constitué d'individus particuliers qui forment l'organisme dans la mesure où ils se sont donnés et acceptent activement une hiérarchie et une direction déterminées. Si chacun de ses membres pense l'organisme collectif comme une entité qui lui est étrangère, il est évident que cet organisme, de fait, n'existe plus, mais devient un fantasme de l'intellect, un fétiche (...). Il est étonnant et caractéristique qu'un fétichisme de cette espèce se reproduise dans des organisations

ni Napoléon 1er). Il faudra rechercher et examiner les rapports réels économiques et politiques qui trouvent leur forme d'organisation, leur articulation et leur fonctionnalité dans les diverses manifestations de centralisme organique et démocratique, dans tous les domaines : dans la vie de l'État (unitarisme, fédération, union des États fédérés, fédération d'États ou État fédéral, etc.), dans les rapports entre États (alliances, formes variées de « constellation » politique internationale) ; dans la vie des associations politiques et culturelles (*maçonnerie, Rotary-club, Église catholique*) ; *syndicales*, économiques (*cartels, trusts*) ; dans un même pays, dans différents pays, etc.

Polémiques qui ont surgi dans le passé (avant 1914) à propos de la prédominance allemande dans la vie de la haute culture et de certaines formes politiques internationales : cette prédominance était-elle en somme réelle, en quoi consistait-elle réellement ?

On peut dire : a) qu'aucun lien organique et disciplinaire n'établissait une telle suprématie, qui, en conséquence, était un simple phénomène d'influence culturelle abstraite et de prestige tout à fait passager ; b) qu'une telle influence culturelle n'avait aucun retentissement sur l'activité effective, caractérisée au contraire par sa dispersion, son localisme et l'absence d'une orientation d'ensemble. On ne peut donc parler d'aucun centralisme, ni organique ni démocratique ni de tout autre genre ou mixte. L'influence était sentie et subie par de rares groupes d'intellectuels sans lien avec les masses populaires ; et c'est justement cette absence de lien qui caractérisait la situation. Un tel état de choses toutefois est digne d'examen, car il sert à expliquer le processus qui a abouti à formuler les théories du centralisme organique qui ont précisément été une critique unilatérale, une critique d'intellectuels, de ce désordre et de cette dispersion des forces.

Cependant il faut distinguer dans les théories du centralisme organique, entre celles qui voilent un programme précis de prédominance réelle d'une partie sur le tout

---

« volontaire » de type non public et non étatique comme les partis et les syndicats. On en vient à penser, dans ces organisations, les rapports entre l'individu et l'organisation comme un dualisme et à adopter une attitude critique, extérieure de la part de l'individu à l'égard de l'organisation (lorsque cette attitude ne consiste pas en une admiration enthousiaste et acritique), en tout cas, en un rapport fétichiste. L'individu s'attend à ce que l'organisation agisse, même si lui n'agit pas ; et il ne réfléchit pas au fait que, son attitude étant très répandue, l'organisation est nécessairement inopérante. Il faut remarquer en outre que lorsque une conception déterministe et mécaniste de l'histoire est très répandue (conception qui relève du sens commun et qui est liée à la passivité des grandes masses populaires), chaque individu, voyant que malgré sa non-intervention il se passe tout de même quelque chose, est conduit à penser qu'il existe au-dessus des individus une entité fantasmagorique, l'abstraction de l'organisme collectif, une espèce de divinité autonome, qui ne pense pas avec une tête concrète mais qui pense pourtant, qui ne se meut pas avec des jambes d'homme mais qui se meut pourtant (...). Une conscience collective, tel un organisme vivant, ne se forme pas avant que la multitude se soit unifiée par le contact des individus (...). Un orchestre qui répète, chaque instrument jouant pour son propre compte, donne l'impression de la plus horrible cacophonie ; et pourtant ces répétitions sont la condition pour que l'orchestre vive comme “ un seul instrument ”. »

(soit la partie constituée par un milieu comme celui des intellectuels, soit celle constituée par un groupe territorial « privilégié ») et celles qui sont une simple position unilatérale de sectaires et de fanatiques, et qui, tout en pouvant cacher un programme de prédominance (généralement d'une personnalité, comme celle du Pape infallible qui a fait se transformer le catholicisme en une sorte de culte du Souverain Pontife), ne paraissent pas dans l'immédiat cacher un tel programme comme fait politique conscient. L'appellation la plus exacte serait centralisme bureaucratique. Le caractère « organique » ne peut appartenir qu'au centralisme démocratique qui est un « centralisme » en mouvement, pour ainsi dire, c'est-à-dire une continuelle adéquation de l'organisation au mouvement réel, une capacité d'équilibrer les poussées qui viennent d'en bas avec les ordres qui viennent d'en haut, une insertion continuelle des éléments qui débouchent des profondeurs de la masse dans le cadre solide de l'appareil de direction, lequel assure la continuité et l'accumulation régulière des expériences ; il est « organique » parce qu'il tient compte du mouvement, qui est, pour la réalité historique, le mode organique de se révéler, et il ne se raidit pas mécaniquement dans la bureaucratie, tout en tenant compte en même temps de ce qui est relativement stable et permanent ou pour le moins de ce qui se meut dans une direction facile à prévoir, etc. Cet élément de stabilité à l'intérieur de l'État, s'incarne dans le développement organique du noyau central du groupe dirigeant, d'une façon analogue à ce qui se passe à une plus petite échelle dans la vie des partis. Quand c'est le centralisme bureaucratique qui l'emporte dans l'État, c'est l'indication que le groupe dirigeant est saturé, qu'il est devenu une sorte de coterie étroite qui tend à perpétuer ses privilèges mesquins, en contrôlant, et même en étouffant la naissance des forces opposantes, même si ces forces présentent une homogénéité avec les intérêts fondamentaux du groupe dominant (par exemple dans les systèmes protectionnistes à outrance en lutte contre le libre-échange). Dans les partis qui représentent des groupes socialement subalternes, l'élément de stabilité est nécessaire pour assurer l'hégémonie, non pas à des groupes privilégiés mais aux éléments progressifs, organiquement progressifs par rapport à d'autres forces voisines alliées mais composites et oscillantes.

En tout cas il faut noter que les manifestations malades de centralisme bureaucratique se sont produites par manque d'initiative et de responsabilité en bas, c'est-à-dire à cause du primitivisme politique des forces périphériques, même quand celles-ci sont en homogénéité avec le groupe territorial hégémonique (phénomène du « Piémontisme <sup>1</sup> » dans les débuts de l'unité italienne). La formation de telles situations peut être extrêmement nuisible et dangereuse dans les organismes internationaux (Société des Nations).

Le centralisme démocratique offre une formule élastique, qui se prête à de nombreuses incarnations ; elle vit dans la mesure où elle est interprétée et adaptée continuellement aux nécessités : elle consiste dans la recherche critique de ce qui est égal

---

<sup>1</sup> Transposition après l'unification, des méthodes de gouvernement (système des impôts, système juridique et économique) propres au royaume du Piémont, aux autres régions de l'Italie. C'est la mise en place d'un centralisme rigide malgré les promesses qui avaient été faites par Cavour.



dans l'apparente diversité et au contraire distinct et même opposé dans l'apparente uniformité, pour organiser et lier étroitement ce qui est semblable, mais en sorte que cette organisation et ce lien apparaissent comme une nécessité pratique et « inductive », expérimentale, et non comme le résultat d'un processus rationaliste, déductif, abstrait, c'est-à-dire propre aux intellectuels purs (ou ânes purs). Ce lent travail continu qui doit trier l'élément « international » et « unitaire » dans la réalité nationale et locale est en réalité l'action politique concrète, l'activité qui seule engendre un progrès historique. Il exige une unité organique entre théorie et pratique, entre milieux intellectuels et masses populaires, entre gouvernants et gouvernés. Les formules d'unité et de fédération perdent de ce point de vue une grande partie de leur signification, tandis qu'elles conservent leur venin dans la conception bureaucratique, pour laquelle finit par ne plus exister d'unité mais un marais stagnant, superficiellement calme et « muet », pas de fédération, mais un « sac de pommes de terre », c'est-à-dire une juxtaposition mécanique d' « unités » particulières sans lien entre elles (*Mach.*, pp. 74-74). [1932-1933]

## Le théorème des proportions définies

[Retour à la table des matières](#)

Ce théorème peut être employé utilement afin de rendre plus clairs et d'un schématisme plus évident un grand nombre de raisonnements concernant la science de l'organisation (l'étude de l'appareil administratif, de la composition démographique, etc.) et même la politique générale (dans les analyses des situations, des rapports de forces, dans le problème des intellectuels, etc.) Entendons bien qu'il faut rappeler sans cesse que le recours au théorème des proportions définies a valeur de schéma et de métaphore, c'est-à-dire qu'il ne peut être appliqué mécaniquement, car, dans les agrégats humains, l'élément qualitatif (la capacité technique et intellectuelle de chacun des membres) a une fonction prépondérante alors qu'il ne peut pas être mesuré mathématiquement. On peut donc dire que chaque agrégat humain a son principe optimum particulier de proportions définies.

La science de l'organisation surtout peut recourir utilement à ce théorème et cela apparaît clairement pour l'armée. Mais chaque forme de société a son type d'armée et chaque type d'armée a son principe de proportions définies, qui du reste change également selon les armes ou les spécialités. Il y a un rapport déterminé entre hommes de troupe, gradés, sous-officiers, officiers subalternes, officiers supérieurs, états-majors, état-major général, etc. Il y a un rapport entre les différentes armes et

entre les spécialités, etc. Tout changement dans une partie provoque la nécessité d'un nouvel équilibre avec le tout, etc.

On peut envisager, sur le plan politique, d'appliquer le théorème aux partis, aux syndicats, aux fabriques et voir comment chaque groupe social a sa propre loi de proportions définies qui varie en fonction du niveau de culture, d'indépendance d'esprit, d'esprit d'initiative et du sens de la responsabilité et de la discipline de ses membres les plus arriérés et les plus périphériques.

La loi des proportions définies est résumée ainsi par Pantaleoni dans les *Principes d'économie pure* : « Les corps ne se combinent chimiquement qu'en proportions définies et toute quantité d'un élément qui dépasse la quantité requise pour se combiner avec d'autres éléments présents en quantités définies reste *libre* ; si la quantité d'un élément est insuffisante par rapport à la quantité d'autres éléments présents, la combinaison ne se fait que dans la mesure où la quantité de l'élément présent *en plus petite quantité* est en quantité suffisante <sup>1</sup>. » On pourrait se servir métaphoriquement de cette loi pour comprendre comment un « mouvement » ou une tendance d'opinion devient parti, c'est-à-dire force politique efficace du point de vue de l'exercice du pouvoir de gouvernement : dans la mesure précisément où il dispose (où il a élaboré en son sein) de dirigeants de différents niveaux et dans la mesure où ces dirigeants ont acquis des aptitudes déterminées. L'« automatisme » historique de certaines prémisses (l'existence de certaines conditions objectives) est mis en valeur politiquement par des partis et par des hommes capables : leur absence ou leur déficience (quantitative et qualitative) rend stérile l'« automatisme » lui-même (qui dans cette mesure n'est pas un automatisme) : les prémisses sont abstraitement données, mais les conséquences ne se réalisent pas parce que le facteur humain fait défaut. On peut donc dire que les partis ont pour tâche d'élaborer des dirigeants capables, ils sont la fonction de masse qui sélectionne, développe, multiplie les dirigeants nécessaires pour qu'un groupe social défini (qui est une quantité « fixe » dans la mesure où l'on peut établir le nombre des membres composant chaque groupe social) s'articule et devienne, de chaos tumultueux, une armée politique organiquement disposée. Lorsque dans une succession d'élections de même niveau ou de niveaux différents (par exemple en Allemagne avant Hitler : élections du président de la République, élections pour le Reichstag, pour les diètes des Länder, pour les conseils municipaux et ainsi de suite jusqu'aux comités d'entreprise) la masse des suffrages d'un parti oscille d'un maximum à un minimum qui semblent étranges et arbitraires, on peut déduire que les cadres de ce parti sont insuffisants en quantité et en qualité, ou en quantité et non en qualité (relativement), ou en qualité et non en quantité. Un parti qui a beaucoup de voix dans les élections locales et moins dans des élections d'une plus haute importance est sûrement déficient qualitativement dans sa direction centrale : il dispose d'un grand nombre de subalternes ou tout au moins d'un nombre suffisant, mais il ne dispose pas d'un état-major adapté au pays et à sa position dans le monde, etc. (Mach., pp. 77-79). [1932-1933]

---

<sup>1</sup> Maffeo PANTALEONI - *Principes d'économie pure*, Milan, 1930, p. 112, paragraphe 5.

## Sociologie et science politique

[Retour à la table des matières](#)

Le succès de la sociologie est lié à la décadence du concept de science politique et d'art politique survenue au XIXe siècle (plus exactement dans la seconde moitié du siècle, avec le succès des doctrines évolutionnistes et positivistes). Ce qui est réellement important dans la sociologie, n'est rien d'autre que la science politique. « Politique » devient synonyme de politique parlementaire ou de cliques personnelles. Conviction qu'avec les Constitutions et les parlements a commencé une époque d'« évolution » « naturelle », que la société a trouvé ses fondements définitifs parce que rationnels, etc. Voilà que la société peut être étudiée avec la méthode des sciences naturelles. Appauvrissement du concept d'État résultant de cette façon de voir. Si science politique signifie science de l'État - et l'État est l'ensemble des activités pratiques et théoriques grâce auxquelles la classe dirigeante non seulement justifie et maintient sa domination mais aussi réussit à obtenir le consensus actif des gouvernés - il est évident que toutes les questions essentielles de la sociologie ne sont pas autre chose que les questions de la science politique. S'il y a un résidu, ce ne peut être qu'un résidu de faux problèmes c'est-à-dire de problèmes oiseux. La question qui se posait donc à l'auteur de *l'Essai populaire*<sup>1</sup> était de déterminer quels rapports pouvaient être établis entre la science politique et la philosophie de la praxis ; y a-t-il entre elles une identité (on ne peut pas le soutenir, ou alors seulement du point de vue du positivisme le plus étroit) ? La science politique est-elle l'ensemble des principes empiriques ou pratiques qui se déduisent d'une conception du monde plus vaste ou philosophie proprement dite ? Cette philosophie est-elle seulement la science des concepts ou des catégories générales qui naissent de la science politique ? etc.

S'il est vrai que l'homme ne peut être conçu autrement que comme un homme historiquement déterminé, c'est-à-dire comme un homme qui s'est développé et qui vit dans certaines conditions, dans un complexe social déterminé ou ensemble de rapports sociaux, peut-on concevoir la sociologie seulement comme l'étude de ces conditions et des lois qui en règlent le développement ? Puisqu'on ne peut pas faire abstraction de la volonté et de l'initiative des hommes eux-mêmes, ce concept ne peut pas ne pas être faux. Il faut poser le problème de ce qu'est la « science » elle-même. La science n'est-elle pas elle-même « activité politique » et pensée politique, dans la mesure où elle transforme les gens, les rend différents de ce qu'ils étaient avant ? Si tout est « politique » il faut, pour ne pas tomber dans une phraséologie tautologique et

---

<sup>1</sup> Boukharine.

ennuyeuse, distinguer par des concepts nouveaux la politique qui correspond à la science que l'on appelle traditionnellement « philosophie » de la politique que l'on appelle science politique au sens strict. Si la science est « découverte » d'une réalité d'abord ignorée, ne concevra-t-on pas, en un certain sens, cette réalité comme transcendante ? Et ne pense-t-on pas qu'il existe encore quelque chose que l'on « ignore » et qui donc est transcendant ? Et le concept de science comme « création » n'a-t-il pas en réalité le même sens que « politique » ? Tout dépend s'il s'agit de création « arbitraire » ou rationnelle, c'est-à-dire « utile » aux hommes pour élargir leur conception de la vie, pour rendre la vie elle-même supérieure (pour la développer) \* (Mach., pp. 79-80). [1933]

## Le nombre et la qualité dans les régimes représentatifs

[Retour à la table des matières](#)

Un des lieux communs les plus ordinaires que l'on ne cesse de répéter contre le système électoral de formation des organes d'État est le suivant : le « nombre » est dans ce système « loi suprême », et les « opinions de n'importe quel imbécile sachant écrire (et même d'un analphabète dans certains pays) valent, dans la détermination du cours politique de l'État, exactement autant que les opinions de celui qui consacre à l'État et à la nation ses meilleures forces », etc. <sup>1</sup>. Mais le fait est qu'il n'est pas vrai, en aucune façon, que le nombre soit « loi suprême », ni que le poids de l'opinion de chaque électeur soit « exactement » égal. Les nombres, dans ce cas aussi, sont une simple valeur instrumentale, ils donnent une mesure et un rapport et rien de plus. Et qu'est-ce donc que l'on mesure ? On mesure justement l'efficacité et la capacité d'expansion et de persuasion des opinions d'un petit nombre de personnes, des minorités actives, des élites, des avant-gardes, etc., en d'autres termes, leur rationalité, ou leur historicité ou leur fonctionnalité concrète. Cela signifie qu'il n'est pas vrai que le poids des opinions des individus soit « exactement » équivalent. Les idées et les opinions ne « naissent » pas spontanément dans le cerveau de chaque individu ; elles ont eu un centre de formation, d'irradiation, de diffusion, de persuasion, un groupe d'hom-

---

\* A propos de *l'Essai populaire* et de son appendice, *Théorie et pratique*, il faut voir dans la *Nuova Antologia* du 16 mars 1933 la revue philosophique d'Armando Carlini, d'où il ressort que l'équation

$$\frac{\textit{Théorie}}{\textit{pratique}} = \frac{\textit{Mathématique pure}}{\textit{Mathématique appliquée}}$$

a été énoncée par un Anglais (Wittaker, je crois). (*Note de Gramsci.*)

<sup>1</sup> Les formulations sont nombreuses, quelques-unes même sont plus heureuses que celle que nous rapportons ici, de Mario de Silva, dans la *Critica Fascista* du 15 août 1932, mais le contenu est toujours équivalent.

mes, ou même une seule individualité, les ont élaborées et présentées sous une forme politique d'actualité. Le « dénombrement » des « voix » est la manifestation terminale d'un long processus au sein duquel l'influence maximum revient justement à ceux qui « consacrent à l'État et à la nation le meilleur de leurs forces » (quand ils sont bien tels). Si ce groupe présumé de notables, malgré les forces matérielles immenses dont il dispose, n'a pas le consentement de la majorité, il faudra le considérer ou bien comme incapable, ou bien comme ne représentant pas les intérêts « nationaux », qui ne peuvent pas ne pas être prépondérants pour déterminer la volonté nationale dans un sens plutôt que dans un autre. « Malheureusement » chacun est porté à confondre son intérêt « particulier » avec l'intérêt national et donc à trouver « horrible », etc. que ce soit à la « loi du nombre » de décider ; c'est certainement une bien meilleure chose de devenir élite par décret. Il ne s'agit donc pas de celui qui « a beaucoup » intellectuellement et se sent rabaissé au niveau du dernier analphabète, mais de celui qui présume avoir beaucoup et veut retirer à l'homme « quelconque » même cette fraction infinitésimale de pouvoir dont il dispose pour décider du cours de la vie de l'État.

De la critique (issue de l'oligarchie et non pas de l'élite) du régime parlementariste (il est étrange que l'on n'ait pas critiqué le régime parlementaire en raison de la falsification systématique qu'exerce sur la rationalité historiciste du consensus numérique l'influence de la richesse), ces affirmations banales ont été étendues à l'ensemble des systèmes représentatifs, y compris aux systèmes non parlementaristes qui ne sont pas constitués selon les canons de la démocratie formelle. Ces affirmations sont d'autant moins exactes que, dans ces autres régimes, le consensus ne trouve pas sa phase terminale dans le moment du vote, bien au contraire<sup>1</sup>. On suppose que le consensus est actif en permanence à tel point que les consentants pourraient être considérés comme des « fonctionnaires » de l'État et les élections une façon d'enrôlement volontaire de « fonctionnaires » d'État d'un certain type qui pourrait, en un certain sens, être assimilé (à divers niveaux) au self-government. Les élections ne se faisant pas sur des programmes généraux et vagues, mais sur un programme de travail concret immédiat, celui qui donne son accord s'engage à faire plus que le citoyen légal ordinaire pour réaliser ce programme ; en d'autres termes, il s'engage à être une avant-garde de travail actif et responsable. L'élément « volontariat » dans l'initiative ne pourrait pas être stimulé autrement dans les plus larges multitudes, et lorsque celles-ci ne sont pas formées de citoyens amorphes mais d'éléments productifs qualifiés, on peut comprendre l'importance que peut avoir la manifestation du vote<sup>2</sup>. [1932-1933]

Proposition selon laquelle « la société ne se pose pas les problèmes pour la solution desquels n'existent pas déjà les prémisses matérielles ». C'est le problème de la formation d'une volonté collective qui dépend immédiatement de cette proposition. Analyser de façon critique ce que signifie la proposition, suppose que l'on recherche

---

<sup>1</sup> Allusion au système soviétique de contrôle permanent des électeurs sur les élus.

<sup>2</sup> Ces observations pourraient être développées plus largement et plus organiquement, en mettant en relief d'autres différences entre les divers types de scrutin, selon que les rapports généraux sociaux et politiques changent : rapport entre fonctionnaires électifs et fonctionnaires de carrière, etc. (*Note de Gramsci.*)

justement comment se forment les volontés collectives permanentes et comment ces volontés se proposent des fins immédiates et médiates concrètes, c'est-à-dire une ligne d'action collective. Il s'agit de processus de développement plus ou moins longs, rarement d'explosions « synthétiques » improvisées. Il se produit aussi des « explosions » synthétiques, mais en observant de près, on voit qu'il s'agit alors davantage de détruire que de reconstruire, d'écarter des obstacles mécaniques et extérieurs au développement autochtone et spontané ; ainsi on peut citer comme exemple les Vêpres siciliennes.

On pourrait étudier concrètement la formation d'un mouvement historique collectif, en l'analysant à travers toutes ses phases moléculaires, ce que l'on ne fait pas d'habitude pour ne pas alourdir les exposés : on prend au contraire pour objet d'étude les courants d'opinion déjà constitués autour d'un groupe ou d'une personnalité dominante. C'est le problème qui s'exprime, dans une forme moderne, en termes de parti ou de coalition de partis alliés : comment débute la constitution d'un parti, comment se développent sa force organisée et son influence sociale. Il s'agit d'un processus moléculaire, très ténu, d'analyse extrême, capillaire, dont l'illustration est constituée d'une quantité considérable de livres, d'opuscules, d'articles de revues et de journaux, de conversations et de débats oraux infiniment répétés et qui représentent, dans leur ensemble gigantesque, ce travail d'où naît une volonté collective d'un certain degré d'homogénéité nécessaire et suffisant pour déterminer une action coordonnée et simultanée dans le temps et dans l'espace géographique où se produit le fait historique.

Importance des utopies et des idéologies confuses et rationalistes dans la phase initiale des processus historiques de formation des volontés collectives : les utopies, le rationalisme abstrait, ont la même importance que les vieilles conceptions du monde élaborées historiquement par accumulation d'expériences successives. Ce qui importe, est la critique à laquelle est soumis un tel complexe idéologique par les représentants de la nouvelle phase historique : à travers cette critique, on a un processus de distinction et de changement dans le poids relatif qu'avaient les éléments des anciennes idéologies : ce qui était secondaire et subordonné ou même accidentel élevé au rang de principal devient le noyau d'un nouveau complexe idéologique et doctrinal. L'ancienne volonté collective se désagrège en ses éléments contradictoires car, en son sein, les éléments subalternes se développent socialement, etc.

Après la formation du régime des partis, phase historique liée à la standardisation de grandes masses de la population (communications, journaux, grandes villes, etc.) les processus moléculaires se déroulent plus rapidement que par le passé, etc. (*Mach.*, pp. 80-83). [1931-1932]

## Question de l' « homme collectif » ou du « conformisme social » <sup>1</sup>

[Retour à la table des matières](#)

Tâche éducative et formative de l'État, qui a toujours le but de créer de nouveaux types de civilisation plus élevés, de mettre en rapport la « civilisation » et la moralité des plus grandes masses populaires avec les nécessités du continuel développement de l'appareil économique de production, donc d'élaborer même physiquement de nouveaux types d'humanité. Mais comment chaque individu réussira-t-il à s'incorporer dans l'homme collectif et comment se fera la pression éducative sur les individus si on veut obtenir leur consentement et leur collaboration, et faire que la nécessité et la contrainte deviennent « liberté » ? Question du « droit », dont le concept devra être étendu, en y comprenant également ces activités qui tombent aujourd'hui sous la formule du « juridiquement indifférent <sup>2</sup> » et qui sont du domaine de la société civile qui opère sans « sanctions » et sans « obligations » rigoureusement déterminées et qui n'exerce donc pas une pression collective et n'obtient pas des résultats objectifs dans l'élaboration des mœurs, des façons de penser et d'agir, dans la moralité, etc.

---

<sup>1</sup> Sur le conformisme, voir *Machiavel*, pp. 150-151 : « La tendance au conformisme dans le monde contemporain est plus répandue et plus profonde qu'autrefois : la standardisation de la façon de penser et d'agir revêt des dimensions nationales et même continentales. La base économique de l'homme collectif : grandes fabriques, taylorisation, rationalisation, etc. (...). Il faut noter que la question du « conformisme » social n'est pas nouvelle et que les cris d'alarme poussés par certains intellectuels sont seulement comiques. Le conformisme a toujours existé ; il s'agit aujourd'hui d'une lutte entre « deux conformismes », c'est-à-dire d'une lutte d'hégémonie, d'une crise de la société civile. Les anciens dirigeants intellectuels et moraux de la société sentent le terrain se dérober sous leurs pas, ils se rendent compte que leurs « sermons » sont devenus justement des « sermons » c'est-à-dire un discours étranger à la réalité, pure forme sans contenu, fantôme sans esprit ; d'où leur désespoir et leurs tendances réactionnaires et conservatrices : parce que la forme particulière de civilisation, de culture, de moralité dont ils étaient les représentants se décompose, ils crient à la mort de toute civilisation, de toute culture, de toute moralité, ils exigent des mesures répressives de la part de l'État et se constituent en groupes de résistance en marge du processus historique réel, augmentant ainsi la durée de la crise, puisque le déclin d'une façon de vivre et de penser ne peut pas se produire sans crise. Les représentants du nouvel ordre en gestation, d'ailleurs, par haine « rationaliste » de l'ancien, répandent des utopies et des plans extravagants. Quel est le point de référence du nouveau monde en gestation ? Le monde de la production, le travail. L'utilitarisme le plus grand doit être à la base de toutes les analyses des institutions morales et intellectuelles à créer et des principes à propager : la vie collective et individuelle doit être organisée en vue du rendement maximum de l'appareil de production. Le développement des forces économiques sur des bases nouvelles et l'instauration progressive de la nouvelle structure assainiront les contradictions qui ne peuvent manquer de surgir et, ayant créé un nouveau conformisme à la base, permettront de nouvelles possibilités d'auto-discipline, c'est-à-dire, aussi, de liberté individuelle. »

<sup>2</sup> Actes pour lesquels la loi ne prévoit pas de sanctions.

Concept politique de ce qu'on appelle la « révolution permanente », qui est né avant 1848, en tant qu'expression scientifiquement élaborée des expériences jacobines de 1789 à Thermidor. La formule appartient en propre à une période historique où n'existaient pas encore les grands partis politiques de masse ni les grands syndicats économiques, et où la société était encore, sous bien des aspects, pour ainsi dire à l'état de fluidité : caractère plus arriéré de la campagne, très faible proportion de villes où s'exerce de façon à peu près absolue le monopole de la direction effective politique d'État (ou franchement une seule : Paris pour la France) ; appareil d'État relativement peu développé et plus grande autonomie de la société civile par rapport à l'activité de l'État ; système déterminé des forces militaires et de l'armement national ; plus grande autonomie des économies nationales à l'égard des rapports économiques du marché mondial, etc. Dans la période qui suit 1870, tous ces éléments changent, avec l'expansion coloniale européenne, les rapports d'organisation de l'État, sur le plan intérieur et international, deviennent plus complexes et plus massifs et la formule de 1848 de la « révolution permanente » est soumise à élaboration et trouve dans la science politique son dépassement dans la formule d' « hégémonie civile ». Il se passe dans l'art politique ce qui se passe dans l'art militaire : la guerre de mouvement devient toujours davantage guerre de position, et on peut dire qu'un État gagne une guerre dans la mesure où il la prépare en temps de paix dans tous ses détails et dans tous ses aspects techniques. La structure massive des démocraties modernes, considérée soit comme organisation d'État, soit comme ensemble d'associations opérant dans la vie civile, constitue, dans le domaine de l'art politique, les « tranchées » et les fortifications permanentes du front dans la guerre de position : elle fait quelque chose de seulement « partiel » du mouvement qui, auparavant, était « toute » la guerre, etc.

Le problème se pose pour les États modernes, non pour les pays arriérés ou les colonies, où sont encore en vigueur les formes qui ailleurs ont été dépassées et sont devenues anachroniques. Le problème de la valeur des idéologies (tel que le pose la polémique Malagodi-Croce <sup>1</sup>) - avec les observations de Croce sur le « mythe » sorélien, qui peuvent se retourner contre la « passion » - doit également être étudié dans un traité de science politique (*Mach.*, pp. 83-84). [1932-1933]

## Hégémonie (société civile) <sup>2</sup> et division des pouvoirs

---

<sup>1</sup> Voir dans CROCE : *Conversazioni critiche, série IV, Bari, 1932, pp. 143-146.*

<sup>2</sup> Cf. pp. 147, 270-271, 577.



[Retour à la table des matières](#)

La division des pouvoirs et toute, la discussion qui a eu lieu pour sa réalisation et la dogmatique juridique née de son avènement, sont le résultat de la lutte entre la société civile et la société politique d'une période historique déterminée, dans un certain équilibre instable des classes, déterminé par le fait que certaines catégories d'intellectuels (au service direct de l'État, surtout la bureaucratie civile et militaire) sont encore trop liées aux vieilles classes dominantes. Autrement dit, ce qui se manifeste à l'intérieur de la société, c'est ce que Croce appelle le « perpétuel conflit entre l'Église et l'État », où l'Église est considérée comme représentant la société civile dans son ensemble (alors qu'elle n'en est qu'un élément de moins en moins important) et l'État comme représentant toute tentative de cristalliser d'une manière permanente un stade déterminé de développement, une situation déterminée. C'est en ce sens que l'Église elle-même peut devenir État et que le conflit peut se manifester entre société civile laïque et laïcisante et État-Église (quand l'Église est devenue partie intégrante de l'État, de la société politique monopolisée par un groupe privilégié déterminé qui s'agrège l'Église pour mieux étayer son monopole des soutiens de la zone de « société civile » représentée par l'Église).

Importance essentielle de la séparation des pouvoirs pour le libéralisme politique et économique : toute l'idéologie libérale, avec ses forces et ses faiblesses, peut être rassemblée dans le principe de la séparation des pouvoirs, et on voit quelle est la source de la faiblesse du libéralisme : c'est la bureaucratie, c'est-à-dire la cristallisation du personnel dirigeant, qui exerce le pouvoir coercitif et qui, à un certain moment, se transforme en caste. D'où la revendication populaire de l'éligibilité de toutes les charges, revendication qui est le point extrême du libéralisme et en même temps sa dissolution (principe de la Constituante en permanence, etc. ; dans les Républiques, l'élection périodique du chef de l'État donne une satisfaction illusoire à cette revendication populaire élémentaire).

Unité de l'État dans la distinction des pouvoirs : le Parlement plus lié à la société civile, le pouvoir judiciaire situé entre gouvernement et parlement qui représente la continuité de la loi écrite (voire contre le gouvernement). Naturellement les trois pouvoirs sont également des organes de l'hégémonie politique, mais dans une mesure différente : 1) Parlement ; 2) Magistrature ; 3) Gouvernement. Il faut noter que ce qui produit surtout sur le public une impression désastreuse ce sont les irrégularités de l'administration de la justice - l'appareil hégémonique a son point le plus sensible dans ce secteur, auquel peuvent aussi se ramener les mesures arbitraires de la police et de l'administration politique (*Mach.*, pp. 87-88). [1930-1932]

## Conception du droit

[Retour à la table des matières](#)

Une conception du droit qui doit être essentiellement rénovatrice, ne peut être trouvée intégralement, dans aucune doctrine préexistante (ni même dans la doctrine de l'école dite positive, et en particulier dans la doctrine de Ferri). Si tout État tend à créer et à maintenir un certain type de civilisation et de citoyen (et par suite de coexistence et de rapports individuels), s'il tend à faire disparaître certaines mœurs et attitudes et à en diffuser d'autres, le droit sera l'instrument destiné à cette fin (à côté de l'école et autres institutions et activités) et il doit être élaboré afin d'être conforme à ce but, afin d'avoir le maximum d'efficacité et d'aboutir à des résultats positifs.

La conception du droit devra être libérée de tout résidu de transcendance et d'absolu ; pratiquement de tout fanatisme d'ordre moraliste, mais il me semble toutefois qu'elle ne peut partir du point de vue que l'État ne « punit » pas (si ce terme est ramené à son sens humain), mais lutte seulement contre les « dangers » d'ordre social. En réalité, l'État doit être conçu comme « éducateur », dans la mesure où il tend précisément à créer un nouveau type ou niveau de civilisation. Ce n'est pas parce qu'on opère essentiellement sur les forces économiques, qu'on réorganise et qu'on développe l'appareil de production économique, qu'on innove la structure, qu'il faut en conclure que les faits de superstructure doivent être abandonnés à eux-mêmes, à leur développement spontané, à une germination hasardeuse et sporadique. L'État, dans ce domaine également, est un instrument de « rationalisation », d'accélération et de taylorisation, il opère selon un plan, presse, incite, stimule et « punit », car, une fois créées les conditions où un mode déterminé de vie est « possible », l'« action ou l'omission criminelle » doivent donner lieu à une sanction punitive, de portée morale, et non seulement à un jugement dénonçant un danger générique. Le droit est l'aspect répressif et négatif de toute l'activité positive de formation civile déployée par l'État. Dans la conception du droit devraient être incorporées également les activités « destinées à récompenser » des individus, des groupes, etc. ; on récompense l'activité louable et méritoire comme on punit l'activité criminelle (et on punit de façon originale, en faisant intervenir l'« opinion publique », pour sanctionner la décision) (*Mach.*, pp. 88-89). [1932-1933]

## Internationalisme et politique nationale

[Retour à la table des matières](#)

Ce qu'a écrit Giuseppe Bessarione <sup>1</sup> (sous forme de questions et réponses) en septembre 1927 sur quelques points essentiels de science et d'art politiques. Le point qui nie semble devoir être développé est le suivant : comment, d'après la philosophie de la praxis (dans sa manifestation politique), soit dans la formulation de son fondateur, soit et surtout en tenant compte des précisions apportées par son plus récent grand théoricien, la situation internationale doit-elle être considérée dans son aspect national. En réalité, le rapport « national » est le résultat d'une combinaison « originale » unique (en un certain sens) et c'est dans le contexte de cette originalité et de cette unicité que la combinaison doit être comprise et conçue, si on veut la dominer et la diriger. Il est certain que le développement se fait en direction de l'internationalisme, mais le point de départ est « national », et c'est de là qu'il faut partir. Mais la perspective est internationale et ne peut être qu'internationale. Aussi faut-il étudier de très près la combinaison de forces nationales que la classe internationale devra diriger et développer en fonction de la perspective et des directives internationales. La classe dirigeante mérite ce nom à la seule condition qu'elle interprète exactement cette combinaison, dont elle est elle-même composante, ce qui lui permet, en tant que telle, de donner au mouvement une certaine orientation, dans certaines perspectives. C'est sur ce point que me paraît s'établir la divergence fondamentale de Léon Davidovitch <sup>2</sup> et de Bessarione, pour l'interprétation du mouvement majoritaire <sup>3</sup>. Les accusations de nationalisme sont ineptes, si elles se réfèrent au fond du problème.

Quand on étudie l'effort accompli de 1902 à 1917 par les majoritaires, on voit que son originalité consiste à épurer l'internationalisme de tout élément vague et purement idéologique (au sens défavorable du terme) pour lui donner un contenu de politique réaliste. Le concept d'hégémonie est celui où se nouent les exigences de caractère national, et on comprend pourquoi certaines tendances ne parlent pas de ce concept, ou se contentent de l'effleurer. Une classe de caractère international, dans la mesure où elle guide des couches sociales étroitement nationales (intellectuels), et même souvent moins encore que nationales, particularistes et municipalistes (les paysans), doit se « nationaliser », en un certain sens, et ce sens n'est d'ailleurs pas très étroit, car, avant que se forment les conditions d'une économie planifiée à l'échelle mondiale, il est nécessaire de traverser des phases multiples où les combinaisons régionales (de groupes de nations) peuvent être variées. D'autre part, il ne faut jamais oublier que le développement historique suit les lois de la nécessité tant que l'initiative n'est pas

---

<sup>1</sup> Staline.

<sup>2</sup> Trotski.

<sup>3</sup> Le bolchevisme.

nettement passée du côté des forces qui tendent à construire suivant un plan de division du travail fondé sur la paix et la solidarité. Que les concepts non-nationaux (c'est-à-dire qui ne se réfèrent pas à chaque pays particulier) soient erronés, on le voit clairement par l'absurde : ils ont conduit à la passivité et à l'inertie dans deux phases bien distinctes : 1. dans la première phase, personne ne croyait devoir commencer, autrement dit chacun pensait qu'en prenant l'initiative, il allait se trouver isolé ; dans l'attente d'un mouvement d'ensemble, personne ne bougeait, personne n'organisait le mouvement ; 2. la seconde phase est peut-être pire, car on attend une forme de « napoléonisme » anachronique et antinaturel (en effet, toutes les phases historiques ne se répètent pas dans la même forme). Les faiblesses théoriques de cette forme moderne de l'ancien mécanisme sont masquées par la théorie générale de la révolution permanente qui n'est rien d'autre qu'une prévision générique qu'on présente comme un dogme et qui, se détruit d'elle-même, par le fait qu'elle ne se manifeste pas dans les faits (*Mach.*, pp. 114-115). [1932-1933]

## L'État

[Retour à la table des matières](#)

La doctrine de Hegel sur les partis et les associations comme trame « privée » de l'État. Elle est tirée historiquement des expériences politiques de la Révolution française et devait servir à donner un contenu plus concret au constitutionnalisme. Gouvernement avec le consentement des gouvernés, mais avec le consentement organisé, non générique et vague tel qu'on l'affirme dans le moment des élections : l'État a et demande le consentement, par les associations politiques et syndicales, qui sont toutefois des organismes privés, laissés à l'initiative privée de la classe dirigeante. Hegel, en un certain sens, dépasse déjà, de cette manière, le pur constitutionnalisme et théorise l'État parlementaire avec son régime des partis. Sa conception de l'association ne peut être encore que vague et primitive, entre le politique et l'économique, selon l'expérience historique du temps, qui était très restreinte et ne fournissait qu'un exemple achevé d'organisation, l'organisation « corporative » (politique greffée sur l'économie).

La Révolution française offre deux types dominants les clubs <sup>1</sup>, qui sont des organisations non rigides, type « comice populaire », centralisées par des personna-

---

<sup>1</sup> Gramsci écrit à propos du livre de DE MOLINARI : *Les Clubs rouges pendant le siège de Paris*, Paris, Garnier, 1871, qu'il ne connaît qu'à travers un article de A. G. Bianchi (*Nuova Antol.*, 1er juillet 1929) : « Le livre est intéressant parce qu'il enregistre toutes les propositions les plus

lités politiques, dont chacune a son journal, par lequel elle tient en éveil l'attention et l'intérêt d'une clientèle déterminée, peu caractérisée à la périphérie, qui soutient les thèses du journal dans les réunions du club. Il est certain qu'au milieu des assidus des clubs devaient exister des regroupements restreints et sélectionnés de gens qui se connaissaient, qui se réunissaient à part et préparaient l'atmosphère des réunions pour soutenir l'un ou l'autre courant suivant les moments et les intérêts concrets en jeu.

Les conspirations secrètes, qui furent si répandues en Italie avant 1848, durent se développer en France, après Thermidor, parmi les disciples de seconde ligne du jacobinisme, au milieu de mille difficultés dans la période napoléonienne, à cause du contrôle vigilant de la police, avec plus de facilité de 1815 à 1830 sous la Restauration, qui fut assez libérale à la base et ignorait certaines préoccupations. C'est au cours de la période qui va de 1815 à 1830, que dut se faire la différenciation du champ politique populaire, qui se montre déjà digne de considération dans les « Trois Glorieuses »<sup>1</sup> de 1830, où affleurent les formations qui se sont constituées au cours des quinze années précédentes. Après 1830 et jusqu'en 1848, ce processus de différenciation se perfectionne et donne des types assez achevés avec Blanqui et Philippe Buonarroti.

Il est difficile que Hegel ait pu connaître de près ces expériences historiques, qui étaient au contraire plus vivantes chez Marx<sup>2</sup>. [1929-1930]

La révolution apportée par la classe bourgeoise dans la conception du droit et, en conséquence, dans la fonction de l'État, consiste surtout dans la volonté de conformisme (par suite, caractère éthique<sup>3</sup> du droit et de l'État). Les classes dominantes

---

invraisemblables faites par les gens qui fréquentaient ces cercles populaires... Il peut également être utile pour étudier la façon dont Paris est resté jusqu'en 1870 sous l'enchantement des formes politiques créées par la Révolution de 1789, dont les clubs furent la manifestation la plus évidente, etc. »

<sup>1</sup> Les trois journées de 1830 au cours desquelles le peuple de Paris renversa Charles X.

<sup>2</sup> Sur cette série de faits, voir comme premier matériel, les publications de Paul Louis et le *Dictionnaire politique* de Maurice Block ; pour la Révolution française, spécialement Aulard ; voir également les notes d'Andler au *Manifeste*. Pour l'Italie, le livre de Luzio sur *La Franc-maçonnerie et le Risorgimento*, très tendancieux. (*Note de Gramsci.*)

<sup>3</sup> « Éthique » est le terme indissolublement lié chez Croce à « politique » ; les deux termes définissent ensemble les deux moments nécessaires de l'État (appelés aussi le moral et l'utile) dont l'incessant conflit État-Église entendu « au sens idéal » donne naissance à des synthèses toujours nouvelles. Voici la définition que propose Gramsci : « Voici, me semble-t-il, ce qu'on peut dire de plus sensé et de plus concret à propos de l'État éthique : tout État est éthique dans la mesure où une de ses fonctions les plus importantes est d'élever la grande masse de la population à un certain niveau culturel et moral, niveau (ou type) qui correspond aux nécessités de développement des forces productives et par conséquent aux intérêts des classes dominantes. L'école, comme fonction éducatrice positive, et les tribunaux comme fonction éducative, répressive et négative, sont les activités de l'État les plus importantes en ce sens : mais, en réalité, à ce but tendent une multiplicité d'autres initiatives et d'autres activités dites privées qui forment l'appareil de l'hégémonie politique et culturelle des classes dominantes. La conception de Hegel appartient à une période où

d'avant la Révolution étaient essentiellement conservatrices en ce sens qu'elles ne tendaient pas à élaborer un passage organique des autres classes à la leur, c'est-à-dire à élargir leur sphère de classe « techniquement » et idéologiquement : la conception de caste fermée. La classe bourgeoise se pose elle-même comme un organisme en continuel mouvement, capable d'absorber toute la société, en l'assimilant à son niveau culturel et économique - toute la fonction de l'État est transformée : l'État devient « éducateur », etc.

Comment peut-il se produire un arrêt, comment peut-on revenir à la conception de l'État, comme pure force, etc. La classe bourgeoise est « saturée » : non seulement elle ne gagne plus en extension mais elle se désagrège ; non seulement elle n'assimile pas de nouveaux éléments, mais elle rejette une partie d'elle-même (ou tout au moins les rejets sont considérablement plus nombreux que les assimilations). Enfin une classe qui peut se poser elle-même comme susceptible d'assimiler toute la société, et qui est en même temps capable d'exprimer ce processus, porte à la perfection cette conception de l'État et du droit, au point de concevoir le moment où finiront l'État et le droit, parce que devenus inutiles, après avoir épuisé les possibilités de leur rôle et avoir été absorbés par la société civile. [1931-1932]

Que le concept courant d'État soit unilatéral et conduise à des erreurs de taille, on peut le démontrer par une étude du récent livre de Daniel Halévy <sup>1</sup>, *Décadence de la liberté* dont j'ai lu un compte rendu dans *Les Nouvelles littéraires*. Pour Halévy, l'État, c'est l'appareil représentatif ; et il découvre que les faits les plus importants de l'histoire française, de 1870 à nos jours, ne sont pas dus à des initiatives d'organismes politiques nés du suffrage universel, mais, ou bien à des organismes privés (sociétés capitalistes, états-majors, etc.), ou bien à des grands fonctionnaires inconnus au pays, etc. Mais que signifie tout cela sinon que, par « État » il faut entendre, non seulement l'appareil gouvernemental, mais aussi l'appareil « privé » d'hégémonie ou société civile <sup>2</sup>. Il faut noter comment de cette critique de l'« État » qui n'intervient pas, qui est à la remorque des événements, etc., naît le courant idéologique dictatorial de droite, avec son renforcement de l'exécutif, etc. Il faudrait cependant lire le livre d'Halévy pour voir s'il est entré lui aussi dans cette voie : il n'y aurait aucune difficulté théorique, étant donné ses précédents (sympathies pour Sorel, pour Maurras, etc.). [1930-1932]

---

le développement en extension de la bourgeoisie pouvait sembler illimité, d'où la possibilité d'affirmer le caractère éthique de la bourgeoisie ou son universalité : tout le genre humain sera bourgeois. Mais, en réalité, seul le groupe social qui pose la fin de l'État et sa propre fin comme but à atteindre, peut créer un État éthique, tendant à mettre un terme aux divisions internes qu'entraîne la domination, etc. et à créer un organisme social unitaire technico-moral. » (Machiavel, p. 128.)

<sup>1</sup> D. HALÉVY : *Décadence de la liberté*, Paris, Grasset, 1931 (« Les Écrits »).

<sup>2</sup> Voir plus bas, p. 576.

Curzio Malaparte <sup>1</sup>, dans l'introduction à son livre sur la *Technique du coup d'État*, semble affirmer l'équivalence de la formule « Tout dans l'État, rien hors de l'État, rien contre l'État » avec la proposition : « où il y a liberté, il n'y a pas l'État ». Or dans cette dernière proposition le terme de « liberté » n'est pas entendu au sens courant de « liberté politique », ou de « liberté de presse », etc., mais opposé à « nécessité », et en rapport avec la proposition de Engels sur le passage du règne de la nécessité au règne de la liberté. Malaparte n'a même pas soupçonné le sens de cette proposition. [1931-1932]

Dans la polémique (du reste superficielle) sur les fonctions de l'État (et on entend État comme organisation politique-juridique au sens étroit) l'expression d' « État-veilleur de nuit » correspond à l'italien « État-gendarme » et prétendrait indiquer un État dont les fonctions sont limitées à la tutelle de l'ordre public et du respect des lois. On n'insiste pas sur le fait que dans cette forme de régime (qui d'ailleurs n'a jamais existé sinon, comme hypothèse-limite, sur le papier) la direction du développement historique appartient aux forces privées, à la société civile, qui est elle aussi « État », bien mieux, est l'État lui-même.

Il semble que l'expression *veilleur de nuit* qui devrait avoir une valeur plus sarcastique que « État-gendarme » ou que « État-policier » soit de Lassalle. Son opposé devrait être « État-éthique » ou « État interventionniste » en général, mais il y a des différences entre ces deux expressions - le concept d'État éthique est d'origine philosophique et intellectuelle (propre aux intellectuels : Hegel) et, en vérité, pourrait être relié à celui d'État-veilleur *de nuit*, puisqu'il se réfère plutôt à l'activité autonome, éducative et morale de l'État laïque, par opposition au cosmopolitisme et à l'ingérence de l'organisation religieuse-ecclésiastique qui représentent un résidu médiéval ; le concept d'État interventionniste est d'origine économique et il est en rapport, d'une part, avec les courants protectionnistes ou de nationalisme économique et, d'autre part, avec la tentative de faire assumer à un personnel d'État déterminé, d'origine terrienne et féodale, la « protection » des classes laborieuses contre les excès du capitalisme (politique de Bismarck et de Disraeli <sup>2</sup>).

---

<sup>1</sup> Curzio MALAPARTE : *Technique du coup d'État*. Trad. Juliette Bertrand. Nouv. éd., Paris, Grasset, 1948 ; 1re éd. : 1931 ; 1re éd. italienne : Bompiani, 1948. Malaparte précise dans la préface de cette édition italienne que son livre a été réimprimé en France à l'occasion du centenaire du *Manifeste communiste de 1848*. Gramsci formule un jugement sévère sur Malaparte à qui il reproche notamment son « estéromanie » [estero : étranger] et son manque de sens « national-populaire » (voir : *Letteratura e Vita Nazionale*, pp. 169-170). On trouvera des informations plus amples sur le livre cité par Gramsci dans la préface à *Tecnica del colpo di Stato* (1948). Voir aussi la *Biografia di Curzio Malaparte* publiée par *Rinascita* (XIV, 7-8 et 9, juill.-août et sept. 1957) avec une introduction de Palmiro Togliatti : Malaparte y explique son évolution vers une attitude de sympathie à l'égard du communisme.

<sup>2</sup> A des titres différents, Bismarck et Disraeli, les deux grands hommes d'État conservateurs du dernier tiers du XIXe siècle, ont allié à leur attitude réactionnaire une politique sociale. Disraeli, qui, en tant qu'écrivain, avait dénoncé les méfaits du régime industriel, a fait prendre, en tant que

Ces diverses tendances peuvent se combiner de différentes façons et elles se sont en fait combinées. Naturellement les libéraux (« économistes ») sont pour l' « État-veilleur de nuit » et voudraient que l'initiative historique fût laissée à la société civile et aux diverses forces qui y pullulent, avec un « État » gardien de la « loyauté du jeu » et des règles du jeu ; les intellectuels font des distinctions très importantes quand ils sont libéraux et même quand ils sont interventionnistes (ils peuvent être libéraux dans le domaine économique et interventionnistes dans le domaine culturel, etc.). Les catholiques voudraient un État interventionniste qui leur soit entièrement acquis, à défaut de quoi ils demandent, là où ils sont en minorité, un État « indifférent », qui ne soutienne pas leurs adversaires. [1935]

Voici une question qu'il faut creuser : la conception de l'État-gendarme-veilleur de nuit (mise à part la qualification de caractère polémique : gendarme, veilleur de nuit, etc.) n'est-elle pas en somme la seule conception de l'État qui surmonte les phases extrêmes « corporatives-économiques » ?

Nous sommes toujours sur le terrain de l'identification entre État et gouvernement, identification qui est justement une représentation de la forme corporative-économique, c'est-à-dire de la confusion entre société civile et société politique, car il faut noter que dans la notion générale d'État entrent des éléments qu'il faut ramener à la notion de Société civile <sup>1</sup> (au sens, pourrait on dire, où État = société politique +

---

chef du gouvernement en 1875 et en 1878, des mesures en faveur des travailleurs (limitation de la durée du travail des femmes et des enfants, hygiène du travail, abolition de la loi maître et serviteur, et tolérance du droit de grève). Parallèlement, les lois sociales de Bismarck (assurances maladie et retraite) mettent l'Allemagne de la fin du XIXe siècle à la pointe des conquêtes sociales. Cette politique, qui s'accompagne d'ailleurs, notamment en Allemagne, d'une sévère répression du mouvement ouvrier et socialiste, répond à deux tendances : hostilité d'une part au mouvement ouvrier qu'on veut affaiblir en gagnant certains de ses éléments à la collaboration de classe et d'autre part une optique conservatrice d'hostilité à certaines formes du développement capitaliste, particulièrement nette chez Bismarck, resté toute sa vie fidèle à l'idéal du « junker », du hobereau allemand.

<sup>1</sup> Les rapports entre société civile (« conditions de la vie matérielle » ou, en régime capitaliste, système de la production « privée », appareil « privé » d'hégémonie) et la société politique, doivent être conçus en fonction de la définition de l'État comme « équilibre entre la société politique et la société civile » (voir note p. 147). Voir à ce propos le rôle de médiation entre société politique et société civile des intellectuels, « commis du groupe dominant pour les fonctions subalternes de l'hégémonie » (p. 607). Sur la nécessaire intervention de l'État dans la société civile, à propos de *l'homo oeconomicus*, voir p. 270. L'analyse des rapports entre société civile et société politique tels que les conçoit Gramsci fournit les éléments fondamentaux pour une critique du libéralisme et du fascisme. Si le libéralisme prétend nier à l'État tout droit d'intervention dans la société civile (Cf. p. 468) et fait d'une distinction méthodologique une distinction organique, le fascisme aboutit à une « forme extrême de société politique » (Machiavel, p. 161). « Il faut voir dans quelle mesure « l'actualisme » correspond à la phase positive de l'État, phase à laquelle Croce fait opposition. L' « unité dans l'acte » donne à Gentile la possibilité de reconnaître comme histoire ce qui, pour Croce, est l'anti-histoire. Pour Gentile, l'histoire est tout entière histoire de l'État ; pour Croce, elle est au contraire « éthique politique », c'est-à-dire que Croce veut maintenir une distinction entre société civile et société politique, entre hégémonie et dictature ; les grands intellectuels



société civile, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition). Pour une doctrine de l'État qui entend concevoir ce dernier comme susceptible tendanciellement de dépérir et de se résoudre dans la société « réglée »<sup>1</sup>, c'est une question fondamentale, On peut imaginer l'élément État-coercition comme s'épuisant au fur et à mesure que s'affirment les éléments toujours plus importants de société « réglée » (soit État éthique, soit société civile).

Les expressions d' « État éthique » ou de « société civile » arriveraient à signifier que cette « image » d'État sans État était dans la pensée des plus grands savants de la politique et du droit, dans la mesure où ils se plaçaient sur le terrain de la science pure (pure utopie, en tant que fondée sur le fait qu'on suppose tous les hommes réellement égaux, donc également raisonnables et moraux, c'est-à-dire susceptibles d'accepter la loi spontanément, librement et non par contrainte, non comme imposée par une autre classe ou comme quelque chose d'extérieur à la conscience).

Il faut rappeler que l'expression de « veilleur de nuit » pour l'État libéral est de Lassalle, c'est-à-dire d'un théoricien dogmatique et non dialectique de l'État (bien examiner la doctrine de Lassalle sur ce point et sur l'État en général, en opposition avec le marxisme). Dans la doctrine de l'État-société « réglée », d'une phase où « État » sera équivalent à « gouvernement », et « État » s'identifiera avec « société civile », on devra passer à une phase d'État-veilleur de nuit, phase d'une organisation coercitive qui prendra en tutelle le développement des éléments de société « réglée » dont la continuelle croissance réduira progressivement les interventions autoritaires et coactives de l'État. Mais cette perspective ne peut toutefois faire penser à un « nouveau » libéralisme, encore qu'elle conduise au seuil d'une ère de liberté organique (*Mach.*, pp. 128-132). [1930-1932]

---

exercer l'hégémonie, qui présuppose une certaine collaboration, c'est-à-dire un consentement actif et volontaire (libre), en d'autres termes un régime libéral et démocratique. Gentile pose la phase économique-corporative comme phase éthique dans l'acte historique : hégémonie et dictature ne peuvent être distinguées, la force est exactement le consentement on ne peut distinguer la société politique de la société civile seul existe l'État, et naturellement l'État-gouvernement, etc. (P. P. pp. 31-32). Cette opposition sur le terrain philosophique entre Croce et Gentile, se manifeste dans le domaine économique entre Einaudi et les disciples de Gentile (Cf. la polémique Einaudi-Benini-Spirito (Voir U. SPIRITO, *I fondamenti della economia corporativa*, op. cit. dans *Nuovi Studi* de 1930) ; « le concept de citoyen-fonctionnaire de l'État, création de Spirito, descend en droite ligne de l'absence de séparation entre société politique et société civile, entre hégémonie politique et gouvernement-politique d'État ; donc en réalité de l'anti-historicité ou a-historicité de la conception de l'État que suppose implicitement Ugo Spirito, malgré ses affirmations péremptoires et ses beuglements polémiques. » (Ib., p. 32).

<sup>1</sup> C'est la société sans classes, où l'anarchie de la production sociale a disparu et qui a progressivement élaboré sa propre discipline organique. Voir p. 77 : « Marx marque intellectuellement le début d'un âge historique qui durera probablement des siècles, c'est-à-dire jusqu'à la disparition de la société politique et à l'avènement de la société « réglée ». Cf. ENGELS, *Anti-Dühring*, Ed. soc., 1973, p. 324. « Dans la mesure où l'anarchie de la production sociale disparaît, l'autorité politique de l'État entre en sommeil. Les hommes, enfin maîtres de leur propre socialisation, deviennent par là même, maîtres de la nature, maîtres d'eux-mêmes, libres. »

## Dépassement de la phase économique-corporative

[Retour à la table des matières](#)

S'il est vrai que tout type d'État doit obligatoirement traverser une phase de primitivisme économique-corporatif, on en déduit que le contenu de l'hégémonie politique du nouveau groupe social qui a fondé le nouveau type d'État, doit être avant tout d'ordre économique : il s'agit de réorganiser la structure et les rapports réels entre les hommes et le monde économique ou la production. Les éléments de superstructure ne peuvent qu'être faibles et ils auront un caractère de prévision et de lutte, mais avec des éléments « de plan » encore faibles : le plan culturel sera surtout négatif, de critique du passé, il tendra à faire oublier et à détruire : les lignes de la construction seront encore de « grandes lignes », des ébauches, qui pourraient (et devraient) être changées à tout moment, pour être cohérentes avec la nouvelle structure en formation. C'est justement ce qui ne se produit pas dans la période des Communes, au contraire, la culture, qui reste fonction de l'Église, est vraiment de caractère anti-économique (de l'économie capitaliste naissante), elle n'est pas orientée dans le sens de donner l'hégémonie à la nouvelle classe, mais bien plutôt d'empêcher celle-ci de l'acquérir : l'humanisme et la Renaissance sont à cet égard réactionnaires, parce qu'ils marquent la défaite de la nouvelle classe, la négation du monde économique qui lui est propre, etc. (*Mach.*, pp. 132-133). [1931-1932]

## Hégémonie entre nations

[Retour à la table des matières](#)

Un autre élément à examiner est celui des rapports organiques entre la politique intérieure et la politique extérieure d'un État. Est-ce la politique extérieure qui détermine la politique intérieure ou l'inverse ? Dans ce cas aussi, il faudra distinguer : entre grandes puissances, qui jouissent d'une relative autonomie internationale, et les autres puissances, et encore entre différentes formes de gouvernement (un gouver-

nement comme celui de Napoléon III avait semble-t-il deux politiques : une politique réactionnaire à l'intérieur, libérale à l'extérieur <sup>1</sup>).

Conditions d'un État avant et après une guerre. Il est évident que comptent, dans une alliance, les conditions où se trouve un État au moment où la paix est signée. Aussi peut-il arriver que le pays qui a eu l'hégémonie pendant la guerre, finisse par la perdre, épuisé par la lutte, et doive se résigner à voir un État « subalterne », qui a été plus habile et plus « heureux » devenir la puissance hégémonique. C'est ce qui se passe dans les « guerres mondiales », dans les cas où la situation géographique contraint un état à jeter toutes ses ressources dans la balance : il est vainqueur grâce à ses alliances, mais la victoire le trouve prostré, etc. Voilà pourquoi il faut, dans le concept de « grande puissance », tenir compte de nombreux éléments, et en particulier de ceux qui sont « permanents », autrement dit surtout du « potentiel économique et financier », et de la population (*Mach.*, p. 133). [1931-1932]

---

<sup>1</sup> Distinction entre le régime intérieur autoritaire du Second Empire que l'opposition républicaine contraindra toutefois à des concessions libérales, et une certaine attitude libérale de Napoléon III à l'égard des nationalités.

Deuxième partie : section II

## II

---

# PASSÉ ET PRÉSENT

## Critique du passé

[Retour à la table des matières](#)

Comment (et pourquoi) le présent, plus qu'un « dépassement » du passé en est une *critique*. Mais faut-il

pour cela rejeter le passé ? Il faut rejeter ce que le présent a critiqué « intrinsèquement » et la Partie de nous-mêmes qui y correspond. Qu'est-ce que cela signifie ? Que nous devons avoir une conscience exacte de cette critique réelle et lui donner une expression non seulement théorique, mais *politique*. En d'autres termes, nous devons adhérer davantage au présent que nous avons nous-mêmes contribué à créer, en ayant conscience du passé et de sa continuation (et de son revivre) (P.P., p. 4). [1929-1930]

## Les grandes idées

Les grandes idées et les formules vagues. Les idées sont grandes dans la mesure où elles sont réalisables, c'est-à-dire dans la mesure où elles clarifient un rapport réel qui est immanent à la situation et elles le clarifient dans la mesure où elles montrent concrètement le processus des actes à travers lesquels une volonté collective organisée met en lumière ce rapport (le crée) ou l'ayant mis en lumière, le détruit en le remplaçant. Les grands auteurs de projets bavards sont gens bavards précisément parce qu'ils ne savent pas voir les liens de la « grande idée » qu'ils ont lancée avec la réalité concrète, ils ne savent pas établir le processus réel de réalisation. L'homme d'État de classe comprend simultanément l'idée et le processus réel de réalisation : il rédige le projet et en même temps le « règlement » pour l'exécution du projet. L'auteur de projets bavards procède en « essayant et essayant encore » ; de son activité on dit que « faire et défaire c'est toujours travailler ». Que veut dire « en idée » qu'un règlement doit être lié au projet ? Que le projet doit être compris par chaque élément actif, de façon à ce qu'il comprenne ce que doit être sa tâche dans sa réalisation et son actualisation ; que le projet, en suggérant un acte, en fait prévoir les conséquences positives et négatives, les adhésions et les réactions et qu'il contient en lui les réponses à ces adhésions et à ces réactions, c'est-à-dire un terrain d'organisation. C'est un aspect de l'unité de la théorie et de la pratique.

Corollaire : tout grand homme politique ne peut pas ne pas être aussi un grand administrateur, tout grand stratège, un grand tacticien, tout grand doctrinaire, un grand organisateur. Et cela peut même être un critère d'appréciation : on juge le théoricien, le faiseur de plans, par ses qualités d'administrateur, et administrer signifie prévoir les actes et les opérations, y compris les plus « moléculaires » (et les plus complexes, bien entendu), nécessaires à la réalisation du plan.

Naturellement, le contraire aussi est juste : d'un acte nécessaire, on doit savoir remonter au principe correspondant. Ce processus est, sur le plan critique, d'une très grande importance. On juge d'après ce qui est fait et non d'après ce qui est dit. Constitutions d'État > lois > règlements : ce sont les règlements ou plutôt leur application (faite en vertu de circulaires) qui indiquent la structure politique et juridique réelle d'un pays et d'un État (P.P., pp. 4-5). [1931-1932]

## Du rêve les yeux ouverts et de la divagation

[Retour à la table des matières](#)

Preuve de manque de caractère et de passivité. On imagine qu'un fait s'est produit et que le mécanisme de la nécessité a été renversé. L'initiative individuelle est devenue libre. Tout est facile. On peut ce que l'on veut, et l'on veut toute une série de cho-

ses dont on est présentement privé. C'est, au fond, le présent renversé que l'on projette dans le futur. Tout ce qui est réprimé se déchaîne. Il faut au contraire attirer violemment l'attention sur le présent tel qu'il est si l'on veut le transformer. Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté <sup>1</sup> (P.P., p. 6). [1932]

## Spontanéité et direction consciente

[Retour à la table des matières](#)

On peut donner plusieurs définitions du mot « spontanéité », car le phénomène auquel il se rapporte a plusieurs aspects. Il faut avant tout remarquer que la « pure » spontanéité n'existe pas dans l'histoire : elle coïnciderait avec la « pure » action mécanique. Dans le mouvement « le plus spontané » les éléments de « direction consciente » sont seulement incontrôlables, ils n'ont pas laissé de document authentifiable. On peut dire que pour cette raison, l'élément « spontanéité » est caractéristique de « l'histoire des classes subalternes », et même de l'histoire des éléments les plus périphériques de ces classes, qui n'ont pas atteint la conscience de classe « pour eux-mêmes », et qui par conséquent ne soupçonnent même pas que leur histoire puisse avoir la moindre importance et que cela puisse avoir une valeur quelconque d'en laisser des traces dans un but de documentation.

Il existe donc une « multiplicité » d'éléments de « direction consciente » dans ces mouvements, mais aucun d'eux n'est prédominant, ou ne dépasse le niveau de la « science populaire » d'une couche sociale déterminée, le niveau du « sens commun <sup>2</sup> », c'est-à-dire la conception du monde traditionnel qu'a cette couche sociale. C'est justement cet élément que De Man <sup>3</sup>, empiriquement, oppose au marxisme, sans s'apercevoir (en apparence) qu'il tombe dans la position même de ceux qui, ayant décrit le folklore, la sorcellerie, etc., et après avoir démontré que ces façons de voir ont des racines historiques solides et sont enracinées de façon assez tenace dans la psychologie de certaines couches de la population, croiraient avoir « dépassé » la science moderne, et prendraient pour « science moderne » les petits articles de journaux scientifiques pour le peuple et les publications à bon marché par fascicules.

---

<sup>1</sup> Pour les références de Gramsci à Romain Rolland, voir notamment : « Intelletualismo » dans *Il Guido del Popolo* (Eiraudi, Scritti Giovanili, Turin, p. 15) ; « Discours aux anarchistes » (dans ce volume, p. 75) ; L.V.N., p. 178 et p. 241 ; etc.

Voir aussi l'article de A. Leonetti : « Romain Rolland et Gramsci » dans *Notes sur Gramsci*, (E.D.I., Paris 1974, trad. de R. Maggiori, pp. 209-220) qui tente une interprétation de cette formule.

<sup>2</sup> Sur le concept de « sens commun » chez Gramsci, voir p. 131 et suiv.

<sup>3</sup> Sur De Man voir dans ce livre, Ire partie, II : « Sorel, Proudhon, De Man », pp. 289-301.

C'est là un véritable cas de tératologie<sup>1</sup> intellectuelle dont nous avons d'autres exemples - les admirateurs du folklore, précisément, qui soutiennent qu'il faut le conserver ; les partisans de la « magie » liés à Maeterlinck, qui considèrent qu'il faut prendre le cours du développement de l'alchimie et de la sorcellerie, qui a été brisé par la violence, pour remettre la science sur une voie plus féconde en découvertes, etc. Toutefois, De Man a, incidemment, un mérite : celui de montrer la nécessité d'étudier et d'élaborer les éléments de la psychologie populaire, du point de vue historique, et non sur le plan de la sociologie, de façon active (c'est-à-dire pour transformer ces éléments par l'éducation, en une mentalité moderne) et non descriptive, comme il le fait ; mais cette nécessité était contenue au moins implicitement (et peut-être même a-t-elle été explicitement formulée) dans la doctrine d'Ilich<sup>2</sup>, chose que De Man ignore tout à fait. Qu'il existe dans tout mouvement « spontané » un élément primitif de direction consciente, de discipline, cela est démontré de façon indirecte par le fait qu'il existe des courants et des groupes qui soutiennent la spontanéité comme méthode. A ce propos il faut faire une distinction entre les éléments purement « idéologiques » et les éléments d'action pratique, entre les théoriciens qui soutiennent la spontanéité comme « méthode » immanente et objective du devenir historique, et les politiciens qui la soutiennent en tant que méthode « politique ». Chez les Premiers il s'agit d'une conception erronée, chez les seconds il s'agit d'une contradiction immédiate et mesquine qui laisse voir son origine pratique évidente, c'est-à-dire la volonté immédiate de substituer une direction déterminée à une autre. Même chez les théoriciens l'erreur a une origine pratique, mais elle n'est pas immédiate comme chez les autres. Le caractère apolitique des syndicalistes français d'avant-guerre contenait ces deux éléments : c'était une erreur théorique et une contradiction (il y avait l'élément « sorélien » et l'élément de concurrence entre la tendance politique anarcho-syndicaliste et le courant socialiste). Cet apolitisme était aussi la conséquence des terribles événements parisiens de 1871 : la continuation, avec de nouvelles méthodes et avec une brillante théorie, de trente ans de passivité (1870-1900) des ouvriers français. La lutte purement « économique » n'était pas faite pour déplaire à la classe dominante, bien au contraire. On peut dire la même chose du mouvement catalan qui, s'il « déplaisait » à la classe dominante espagnole, ne lui était déplaisant que parce qu'il renforçait objectivement le séparatisme républicain catalan, en donnant lieu à un véritable bloc industriel républicain contre les grands propriétaires terriens, la petite bourgeoisie et l'armée monarchiste. Le mouvement turinois fut accusé en même temps d'être « spontanéiste » et « volontariste » ou bergsonien<sup>3</sup> ! Cette accusation contradictoire, si on l'analyse, montre la fécondité et la justesse de la direction qui avait été imprimée à ce mouvement. Cette direction n'était pas « abstraite »

---

<sup>1</sup> Tératologie : étude des anomalies, des monstruosité chez l'être vivant.

<sup>2</sup> Vladimir Ilich Lénine.

<sup>3</sup> Sur la spontanéité, voir pp. 420-421 -, le volontarisme est lié à la spontanéité car il accorde à l'action la primauté sur l'organisation consciente et réfléchie qui se propose des buts déterminés. Gramsci affirme dans les lignes qui suivent une double exigence qui n'a rien perdu de son actualité : la nécessité d'organiser le combat, mais en considérant avant tout les hommes réels que l'on veut entraîner à l'action. On comprend mal le mouvement de *L'Ordine Nuovo*, la critique de G. Sorel (et également celle de Boukharine) si l'on prétend ignorer cette réalité italienne originale.

elle ne consistait pas à répéter mécaniquement des formules scientifiques ou théoriques, elle ne confondait pas la politique, l'action réelle, avec la recherche particulière du théoricien ; elle s'appliquait à des hommes réels, qui s'étaient formés dans des conditions historiques déterminées, avec des sentiments, des façons de voir, des fragments de conception du monde, etc. déterminés, qui résultaient des combinaisons « spontanées » d'un certain milieu de production matérielle, avec la « fortuite » agglomération d'éléments sociaux disparates. Cet élément de « spontanéité » ne, fut pas négligé, et encore moins méprisé - il fut *éduqué*, orienté, purifié de tous les corps étrangers qui pouvaient le souiller, afin de le rendre homogène, mais de façon vivante, historiquement efficace, grâce à la théorie moderne. On parlait, parmi les dirigeants eux-mêmes, de la « spontanéité » du mouvement ; et il était juste qu'on en parle : cette affirmation était un stimulant, un élément énergétique, un élément d'unification en profondeur. Plus que toute autre chose, c'était une façon de nier qu'il s'agissait de quelque chose d'arbitraire, d'aventureux, d'artificiel, d'un mouvement qui ne serait pas historiquement nécessaire. Cela donnait à la masse une conscience « théorique », cela faisait d'elle la créatrice de *valeurs historiques*, la créatrice d'institutions, la fondatrice d'États. Cette unité de la « spontanéité » et de la « direction consciente », ou encore de la « discipline », voilà ce qu'est précisément l'action politique réelle des classes subalternes, en tant qu'elle est une politique de masse et non une simple aventure de groupements qui se réclament des masses.

A ce sujet, une question théorique fondamentale se pose : la théorie moderne peut-elle être en opposition avec les sentiments « spontanés » des masses ? (« Spontanés », dans le sens qu'ils ne sont pas dus à une activité éducatrice systématique de la part d'un groupe dirigeant déjà conscient, mais qu'ils se sont formés au travers de l'expérience quotidienne éclairée par le « sens commun », c'est-à-dire par la conception populaire traditionnelle du monde, ce qu'on appelle, de façon plus terre-à-terre, « instinct », et qui n'est lui-même qu'une acquisition historique primitive et élémentaire). Non, il ne peut y avoir opposition : il y a entre eux une différence « quantitative », de degrés, non de qualité : il doit y avoir, pour ainsi dire, une « réduction » possible, un passage des uns à l'autre, et vice versa. (Ne pas oublier que Kant tenait à ce que ses théories philosophiques soient d'accord avec le sens commun ; on retrouve la même position chez Croce : se rappeler cette affirmation de Marx dans *La Sainte Famille*, que les formules de la politique française de la Révolution se réduisent aux principes de la philosophie classique allemande.) Négliger, et, ce qui est pire, mépriser les mouvements dits « spontanés », c'est-à-dire renoncer à leur donner une direction consciente, à les hausser sur un plan supérieur en les insérant dans la politique, peut avoir souvent des conséquences très sérieuses, très graves. Il arrive presque toujours qu'un mouvement « spontané » des classes subalternes soit accompagné d'un mouvement réactionnaire de la droite de la classe dominante, pour des motifs concomitants : une crise économique, par exemple, détermine d'une part un mécontentement des classes subalternes et des mouvements spontanés des masses, et de l'autre elle détermine des complots de la part de groupes réactionnaires qui profitent de l'affaiblissement objectif du gouvernement pour tenter des coups d'État. Parmi les causes efficientes de ces coups d'État il faut placer le refus des groupes responsables



de donner une direction consciente aux mouvements spontanés et à faire par là qu'ils deviennent un facteur politique positif. Exemple : les Vêpres siciliennes <sup>1</sup> et les discussions des historiens pour établir s'il s'agit d'un mouvement spontané ou d'un mouvement concerté : il me semble que les deux éléments se soient combinés dans les Vêpres siciliennes : l'insurrection spontanée du peuple sicilien contre les Provençaux, qui s'est étendue avec une rapidité telle qu'elle pouvait donner l'impression d'actions simultanées et par conséquent concertées, tant l'oppression était alors devenue intolérable sur toute l'étendue du territoire national, et, d'autre part l'élément conscient d'importance et d'efficacité diverses, où prédominait la conjuration de Giovanni di Procida contre les Aragonais. On peut tirer des exemples de toutes les révolutions passées où les classes subalternes étaient assez nombreuses et hiérarchisées par leur situation économique et par leur homogénéité. Les mouvements « spontanés » des couches populaires plus vastes rendent possible l'accession au pouvoir de la classe subalterne la plus progressive du fait de l'affaiblissement objectif de l'État. C'est là encore un exemple « progressif » ; mais dans le monde moderne les exemples régressifs sont plus fréquents.

Une conception historico-politique scolastique et académique est la conception selon laquelle n'a de réalité et de dignité que le mouvement qui est conscient à cent pour cent, et qui, même, est déterminé par un plan minutieusement tracé à l'avance, ou qui correspond (ce qui revient au même) à la théorie abstraite. Mais la réalité est riche des combinaisons les plus bizarres, et c'est le théoricien qui doit, dans cette bizarrerie, retrouver la preuve de sa théorie, « traduire » en langage théorique les éléments de la vie de l'histoire, et ce n'est pas, en sens contraire, la réalité qui doit se présenter selon le schéma abstrait. Cela ne se produira jamais et par conséquent cette conception n'est que l'expression d'une passivité. (Léonard de Vinci savait trouver le nombre dans toutes les manifestations de la vie cosmique, même lorsque les yeux des profanes n'y voyaient qu'arbitraire et désordre.) (P.P., pp. 55-59.) [1930]

## Centralisme organique, centralisme démocratique, discipline

---

<sup>1</sup> On appelle *Vêpres siciliennes* le mouvement insurrectionnel qui éclata à Palerme, le lundi de Pâques 1282 contre les troupes provençales de Charles d'Anjou, roi de Naples. Le mouvement, qui débuta par le massacre de plusieurs milliers de Français aboutit à chasser de Sicile la Maison d'Anjou et à établir sur le trône Frédéric d'Aragon. Cette ré-volte fut à la fois le résultat de la colère populaire contre le régime de terreur instauré par Charles d'Anjou et de l'action de certains nobles contre les Angevins en faveur des Aragonais, parmi lesquels le médecin et lettré Giovanni di Procida.

[Retour à la table des matières](#)

Comment doit-on comprendre la discipline, si l'on veut signifier par ce terme un rapport continu et permanent entre gouvernés et gouvernants, réalisant une volonté collective ? Certainement pas comme une acceptation passive et paresseuse des ordres, comme l'exécution mécanique d'une consigne (ce qui sera pourtant nécessaire dans certaines occasions, au cours d'une action déjà décidée et commencée par exemple), mais comme une assimilation consciente et lucide de la directive à réaliser. La discipline n'annihile donc pas la personnalité au sens organique, elle limite seulement l'arbitraire et l'impulsivité irresponsables, pour ne pas parler de la vanité qui consiste à se mettre en avant. Il en va de même, si l'on y réfléchit, du concept de « prédestination » propre à quelques courants du christianisme qui n'annihile pas ce qu'on appelle « libre-arbitre » dans la conception catholique, puisque l'individu accepte « volontairement » le vouloir divin (c'est ainsi que Manzoni pose le problème dans la *Pentecôte*<sup>1</sup>) auquel, il est vrai, il ne pourrait pas s'opposer, mais auquel il collabore ou non de toutes ses forces morales. La discipline n'annihile donc ni la personnalité, ni la liberté : la question de « la personnalité et de la liberté » ne se pose pas pour le fait de la discipline ; elle se pose au niveau de l' « origine du pouvoir qui commande la discipline ». Si cette origine est « démocratique », c'est-à-dire si l'autorité est une fonction technique spécialisée et non pas un « arbitraire » ou une obligation extrinsèque et extérieure, la discipline est un élément nécessaire de l'ordre démocratique, de la liberté. Il faut dire fonction technique spécialisée lorsque l'autorité est exercée dans un groupe socialement (ou nationalement) homogène ; quand elle est exercée par un groupe sur un autre groupe, la discipline sera autonomie et liberté pour le premier groupe, mais pas pour le second.

Dans le cas d'une action commencée ou même déjà décidée (sans qu'on ait le temps de remettre utilement en discussion la décision), la discipline peut aussi sembler extrinsèque et autoritaire. Mais elle est alors justifiée par d'autres éléments. Il s'agit d'une observation de sens commun : une décision (orientation) partiellement fautive peut faire moins de mal qu'une désobéissance même justifiée par des raisons générales, puisqu'aux dommages partiels de l'orientation partiellement fautive s'ajoutent d'autres dommages provoqués par la désobéissance et par la multiplication des orientations (cela s'est souvent vérifié dans les guerres, lorsque des généraux n'ont pas obéi à des ordres partiellement erronés ou dangereux, en provoquant des catastrophes pires et souvent irrémédiables) (P.P., pp. 65-66). [1932-1933]

---

<sup>1</sup> *La Pentecôte* : oeuvre de Manzoni en forme d'hymne, écrite en 1821 ; Manzoni projeta de consacrer à des sujets religieux une série de douze hymnes sacrés qui devaient célébrer les grandes fêtes solennelles de l'Église. Cinq seulement virent le jour dont *La Pentecôte* est le plus important.

## Diriger et organiser

[Retour à la table des matières](#)

Conviction chaque jour plus enracinée que le contrôle qu'il faut exercer pour qu'une initiative soit réalisée, pour que les moyens et les fins coïncident parfaitement (bien qu'il ne faille pas entendre matériellement cette coïncidence) ne compte pas moins que les initiatives ; conviction que l'on ne peut dire vouloir une fin que lorsque l'on sait prédisposer avec exactitude, soin, méticulosité les moyens adéquats, suffisants et nécessaires (ni plus ni moins, ni au-delà ni en deça du but visé). Conviction enracinée aussi que, puisque les idées cheminent et se réalisent historiquement avec les hommes de bonne volonté, l'étude des hommes, leur choix, le contrôle de leurs actions est tout aussi nécessaire que l'étude des idées, etc. Ainsi, toute distinction entre diriger et organiser (et dans « organiser » il faut comprendre « vérifier ou contrôler ») indique-t-elle une déviation et souvent une trahison (P.P., pp. 69-70). [1932-1933]

## Manifestations de sectarisme

[Retour à la table des matières](#)

Une des manifestations les Plus typiques de la pensée sectaire (la pensée sectaire est la pensée qui empêche de voir que le parti politique n'est pas seulement l'organisation technique du parti lui-même mais l'ensemble du bloc social actif dont le parti est le guide parce qu'il en est l'expression nécessaire), consiste à estimer que certaines choses peuvent toujours être faites, même lorsque la situation « politico-militaire » a changé. Titus pousse un cri et chacun applaudit et s'enthousiasme : le lendemain, ceux-là mêmes qui ont applaudi et se sont enthousiasmés d'entendre pousser ce cri, feignent de ne pas comprendre, s'esquivent, etc. ; le troisième jour, les mêmes gens réprouvent Titus, le repoussent et même le bâtonnent ou le dénoncent. Titus n'y comprend rien ; mais Caius qui a commandé Titus, reproche à Titus de ne pas avoir bien crié, ou d'être un lâche ou un incapable, etc. Caius est persuadé que ce cri, élaboré par le soin de ses très excellentes capacités théoriques, doit toujours enthousiasmer et entraîner, parce qu'en effet, dans son cénacle, les gens présents feignent encore de s'enthousiasmer, etc. Il serait intéressant de décrire l'état d'âme de stupeur et même d'indignation du premier Français qui vit se révolter le peuple sicilien des Vêpres<sup>\*</sup> (P.P., pp. 70-71). [1933]

---

\* Sur les Vêpres siciliennes de Pâques 1282, voir page 588, note 7.

## Passage de la guerre de mouvement (et par attaque frontale) à la guerre de position dans le domaine politique

[Retour à la table des matières](#)

Cela me semble le problème de théorie politique le plus important qu'ait posé la période d'après-guerre, et le plus difficile à résoudre de façon juste. Il est lié aux problèmes soulevés par Bronstein <sup>1</sup> qui, d'une façon ou d'une autre, peut être considéré comme le théoricien de l'attaque frontale à un moment où elle ne peut qu'entraîner la défaite. Ce passage à la guerre de position dans la science politique n'est lié qu'indirectement (médiatement) à celui survenu dans le domaine militaire, bien qu'il y ait certainement un lien et un lien essentiel. La guerre de position demande d'énormes sacrifices à des masses immenses de population ; pour cette raison, une concentration inouïe de l'hégémonie est nécessaire et par conséquent une forme de gouvernement plus « interventionniste » qui prenne plus ouvertement l'offensive contre les opposants et organise en permanence l'« impossibilité » d'une désagrégation interne : contrôles de tous genres, politiques, administratifs, etc., renforcement des « positions » hégémoniques du groupe dominant, etc. Tout cela indique que l'on est entré dans une phase culminante de la situation historique et politique, car dès qu'elle est acquise dans le domaine politique, la victoire de la « guerre de position » est décisive de façon définitive <sup>2</sup>. La guerre de mouvement subsiste en politique tant qu'il s'agit de conquérir des positions qui ne sont pas décisives et qu'ainsi toutes les ressources de l'hégémonie de l'État ne sont pas mobilisables ; mais quand, pour une raison ou pour une autre, ces positions ont perdu leur valeur et que seules les positions décisives ont de l'importance, on passe alors à la guerre de siège, tendue, difficile, qui exige des

---

<sup>1</sup> Léon Trotski.

<sup>2</sup> Voir sur l'idée selon laquelle le processus révolutionnaire implique aussi en Occident une lutte et une prise du pouvoir au niveau des superstructures rendant nécessaire un élargissement de la base sociale du *consensus*.

« La détermination qui était directe en Russie et lançait les masses sur la voie de l'assaut révolutionnaire, se complique en Europe occidentale et centrale de toutes ces superstructures politiques créées par le développement plus important du capitalisme, elle rend l'action des masses plus lente et plus prudente et exige (lu parti révolutionnaire toute une stratégie et une tactique bien plus complexes et de beaucoup plus longue durée que celles qui ont été nécessaires aux bolcheviks dans la période de mars à décembre 1917 » (*Lettre du 9-II-1924*, in « 2000 pages de Gramsci », Saggiatore, pp. 655-677.)

qualités exceptionnelles de patience et d'esprit d'invention. En politique, le siège est réciproque, malgré toutes les apparences, et le seul fait que celui qui domine doive faire étalage de toutes ses ressources, montre combien il prend son adversaire au sérieux.

« Une résistance trop longue dans une place assiégée est démoralisante en soi. Elle implique des souffrances, des fatigues, des privations de repos, des maladies et la présence continuelle non pas du danger aigu qui trempe, mais du danger chronique qui abat <sup>1</sup> » (P.P., pp. 71-72). [1930-1932]

## Politique et art militaire

[Retour à la table des matières](#)

Tactique des grandes masses et tactique immédiate de petits groupes. Rentre dans la discussion sur la guerre de position et sur la guerre de mouvement, dans la mesure où elle se réfléchit dans la psychologie des grands chefs (stratèges) et des subalternes. C'est aussi (si l'on peut dire) le point de liaison entre la stratégie et la tactique, aussi bien en politique que dans l'art militaire. Les individus pris à part (y compris comme membres de vastes masses) sont conduits à concevoir la guerre instinctivement, comme « guerre de partisans » ou « guerre garibaldiennne » (qui est un aspect supérieur de la « guerre de partisans »). Cette erreur est commise en politique à cause d'une compréhension inexacte de ce qu'est l'État (au sens intégral : dictature + hégémonie) ; une erreur semblable est commise dans la guerre et elle est appliquée au camp ennemi (incompréhension non seulement de son propre État, mais aussi de l'État ennemi). L'erreur, dans l'un et l'autre cas, est liée au particularisme individuel, local, régional, qui conduit à sous-estimer l'adversaire et son organisation de lutte (P.P., p. 72). [1930-1932]

---

<sup>1</sup> Karl Marx : *La question d'Orient* article du 14 septembre 1855.

# TROISIÈME SECTION

## PROBLÈMES DE CIVILISATION ET DE CULTURE

---

- I. [La formation des intellectuels](#)
- II. [L'organisation de la culture](#)
- III. [Problèmes de critique littéraire](#)
- IV. Langue nationale et grammaire
- V. Américanisme et fordisme
- VI. Passé et présent

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie : section III

# I

---

## LA FORMATION DES INTELLECTUELS

[Retour à la table des matières](#)

Les intellectuels constituent-ils un groupe social autonome et indépendant, ou bien chaque groupe social a-t-il sa propre catégorie spécialisée d'intellectuels ? Le problème est complexe, étant donné les formes diverses qu'a prises jusqu'ici le processus historique réel de la formation des différentes catégories d'intellectuels.

Les plus importantes de ces formes sont au nombre de deux : 1. Chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, crée en même temps que lui, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique et social : le chef d'entreprise capitaliste crée avec lui le technicien de l'industrie, le savant de l'économie politique, l'organisateur d'une nouvelle culture, d'un nouveau droit, etc., etc. Il faut remarquer que le chef d'entreprise représente une élaboration sociale supérieure, déjà caractérisée par une certaine capacité de direction et de technique (c'est-à-dire une capacité intellectuelle) : il doit avoir une certaine capacité technique, en dehors de la sphère bien délimitée de son activité et de son initiative, au moins dans les autres domaines les plus proches de la production économique (il doit être un organisateur de masses d'hommes ; il doit organiser la « confiance » que les épargnants ont dans son entreprise, les acheteurs dans sa marchandise, etc).

Sinon tous les chefs d'entreprise, dit moins une élite d'entre eux doivent être capables d'être des organisateurs de la société en général, dans l'ensemble de l'organisme complexe de ses services, jusqu'à l'organisme d'État, car il leur est nécessaire de créer les conditions les plus favorables à l'expansion de leur propre classe - ou bien ils doivent du moins posséder la capacité de choisir leurs « commis » (employés spécialisés) auxquels ils pourront confier cette activité organisatrice des rapports généraux de l'entreprise avec l'extérieur. On peut observer que les intellectuels « organiques » que chaque nouvelle classe crée avec elle et qu'elle élabore au cours de son développement progressif, sont la plupart du temps des « spécialisations » de certains aspects partiels de l'activité primitive du nouveau type social auquel la nouvelle classe a donné naissance <sup>1</sup>.

Les seigneurs de l'époque féodale eux aussi étaient les détenteurs d'une certaine capacité technique, dans le domaine militaire, et c'est justement à partir du moment où l'aristocratie perd le monopole de la compétence technico-militaire, que commence la crise du féodalisme. Mais la formation des intellectuels dans le monde féodal et dans le monde classique précédent est un problème qu'il faut examiner à part : cette formation, cette élaboration suivent des voies et prennent des formes qu'il faut étudier de façon concrète. Ainsi l'on peut remarquer que la masse des paysans, bien qu'elle exerce une fonction essentielle dans le monde de la production, ne crée pas des intellectuels qui lui soient propres, « organiques », et n' « assimile » aucune couche d'intellectuels « traditionnels », bien que d'autres groupes sociaux tirent un grand nombre de leurs intellectuels de la masse paysanne, et qu'une grande partie des intellectuels traditionnels soient d'origine paysanne.

2. Mais chaque groupe social « essentiel <sup>2</sup> », au moment où il émerge à la surface de l'histoire, venant de la précédente structure économique dont il exprime un de ses développements, a trouvé, du moins dans l'histoire telle qu'elle s'est déroulée jusqu'à

---

<sup>1</sup> Il faut examiner dans cette rubrique le livre : *Elementi di scienza politica* de MOSCA (nouvelle édition augmentée de 1923). Ce que Mosca appelle la « classe politique » n'est autre que la catégorie intellectuelle du groupe social dominant : le concept de « classe politique » de Mosca est à rapprocher du concept *d'élite* chez Pareto, qui est une autre tentative pour interpréter le phénomène historique des intellectuels et leur fonction dans la vie de l'État et de la société. Le livre de Mosca est un énorme fatras à caractère sociologique et positiviste, avec, en plus, un esprit tendancieux de politique immédiate qui le rend moins indigeste et plus vivant du point de vue littéraire. (*Note de Gramsci.*)

<sup>2</sup> Les groupes sociaux « essentiels » sont ceux qui ont été, ou sont, du point de vue historique, en mesure d'assumer le pouvoir et de prendre la direction des autres classes : tels sont, par exemple, la bourgeoisie et le prolétariat.

Voir « Clergé et intellectuels » : « Cette lutte a revêtu des caractères différents aux différentes époques. Dans la phase moderne, c'est la lutte pour l'hégémonie dans le domaine de l'éducation populaire, c'est le trait le plus caractéristique auquel tous les autres sont subordonnés. Il s'agit par conséquent de la lutte entre deux catégories d'intellectuels, lutte pour subordonner le clergé, comme catégorie type d'intellectuels, aux directives de l'État, c'est-à-dire de la classe dominante (liberté de l'enseignement - organisations de jeunes - organisations féminines - organisations professionnelles). » (Int., pp. 39-40).



ce jour, des catégories d'intellectuels qui existaient avant lui et qui, de plus, apparaissaient comme les représentants d'une continuité historique que n'avaient même pas interrompue les changements les plus compliqués et les plus radicaux des formes sociales et politiques.

La plus typique de ces catégories intellectuelles est celle des ecclésiastiques, qui monopolisèrent pendant longtemps (tout au long d'une phase historique qui est même caractérisée en partie par ce monopole) certains services importants : l'idéologie religieuse, c'est-à-dire la philosophie et la science de l'époque, avec l'école, l'instruction, la morale, la justice, la bienfaisance, l'assistance, etc. La catégorie des ecclésiastiques peut être considérée comme la catégorie intellectuelle organiquement liée à l'aristocratie foncière : elle était assimilée juridiquement à l'aristocratie, avec laquelle elle partageait l'exercice de la propriété féodale de la terre et l'usage des privilèges d'État liés à la propriété <sup>1</sup>. Mais ce monopole des superstructures de la part des ecclésiastiques <sup>2</sup> n'a pas été exercé sans luttes et sans restrictions, aussi a-t-on vu naître, sous diverses formes (à rechercher et étudier de façon concrète) d'autres catégories, favorisées et développées par le renforcement du pouvoir central du monarque, jusqu'à l'absolutisme. Ainsi s'est formée peu à peu l'aristocratie de robe, avec ses privilèges particuliers, une couche d'administrateurs, etc., savants, théoriciens, philosophes non ecclésiastiques, etc.

Comme ces diverses catégories d'intellectuels traditionnels éprouvent, avec un « esprit de corps » le sentiment de leur continuité historique ininterrompue et de leur qualification, ils se situent eux-mêmes comme autonomes et indépendants du groupe social dominant. Cette auto-position n'est pas sans conséquences de grande portée dans le domaine idéologique et politique : toute la philosophie idéaliste peut se rattacher facilement à cette position prise par le complexe social des intellectuels et l'on peut définir l'expression de cette utopie sociale qui fait que les intellectuels se croient « indépendants », autonomes, dotés de caractères qui leur sont propres, etc.

---

<sup>1</sup> Pour une catégorie de ces intellectuels, la plus importante peut-être après celle des « ecclésiastiques » par le prestige qu'elle a eu et la fonction sociale qu'elle a remplie dans les sociétés primitives - la catégorie des *médecins*, au sens large du terme, c'est-à-dire de tous ceux qui « luttent » ou paraissent lutter contre la mort et les maladies - il faudra voir la *Storia della medicina [Histoire de la médecine]* de Arturo CASTIGLIONI. Rappelé qu'il y a eu connexion entre religion et médecine, et qu'elle continue à exister dans certaines zones : hôpitaux entre les mains de religieux pour certaines fonctions d'organisation, sans compter le fait que là où le médecin apparaît, le prêtre aussi se montre (exorcismes, assistance sous des formes variées, etc.). Nombreux furent les grands personnages religieux qui ont été aussi représentés comme de grands « thérapeutes » : l'idée du miracle, jusqu'à la résurrection des morts. Pour les rois également, dura longtemps la croyance qu'ils pouvaient guérir par l'imposition des mains, etc. (*Note de Gramsci.*)

<sup>2</sup> De là est venu le sens général d'« intellectuel », ou de « spécialiste » qu'à pris le mot « clerc » dans de nombreuses langues d'origine néo-latine, ou fortement influencées, à travers le latin d'église, par les langues néo-latines, avec son corrélatif : « laïque » au sens de profane, de non-spécialiste. (*Note de Gramsci.*)

Il faut noter cependant que si le Pape et la haute hiérarchie de l'Église se croient davantage liés au Christ et aux apôtres que ne le sont les sénateurs Agnelli et Benni <sup>1</sup>, il n'en est pas de même pour Gentile et pour Croce ; par exemple : Croce particulièrement, se sent fortement lié à Aristote et à Platon, mais il ne se cache pas, par contre, d'être lié aux sénateurs Agnelli et Benni, et c'est précisément là qu'il faut chercher le caractère le plus important de la philosophie de Croce <sup>2</sup>.

Quelles sont les limites « maxima » pour l'acception du terme d' « intellectuel » ? Peut-on trouver un critère unitaire pour caractériser également toutes les activités intellectuelles, diverses et disparates, et en même temps pour distinguer celles-ci, et de façon essentielle, des autres groupements sociaux ? L'erreur de méthode la plus répandue me paraît être d'avoir recherché ce critère de distinction dans ce qui est intrinsèque aux activités intellectuelles et non pas dans l'ensemble du système de rapports dans lequel ces activités (et par conséquent les groupes qui les personnifient) viennent à se trouver au sein du complexe général des rapports sociaux. En réalité l'ouvrier ou le prolétaire, par exemple, n'est pas spécifiquement caractérisé par son travail manuel ou à caractère instrumental mais par ce travail effectué dans des conditions déterminées et dans des rapports sociaux déterminés (sans compter qu'il n'existe pas de travail purement physique, et que l'expression elle-même de Taylor de « gorille *apprivoisé* » est une métaphore pour indiquer une limite dans une certaine direction : dans n'importe quel travail physique, même le plus mécanique et le plus dégradé, il existe un minimum de qualification technique, c'est-à-dire un minimum d'activité intellectuelle créatrice). Et l'on a déjà observé que le chef d'entreprise, de par sa fonction elle-même, doit posséder, en une certaine mesure, un certain nombre de qualifications de caractère intellectuel, bien que son personnage social ne soit pas déterminé par elles, mais par les rapports sociaux généraux qui caractérisent précisément la position du patron dans l'industrie.

C'est pourquoi l'on pourrait dire que tous les hommes sont des intellectuels ; mais tous les hommes n'exercent pas dans la société la fonction d'intellectuel. <sup>3</sup>

Lorsque l'on distingue intellectuels et non-intellectuels, on ne se réfère en réalité qu'à la fonction sociale immédiate de la catégorie professionnelle des intellectuels, c'est-à-dire que l'on tient compte de la direction dans laquelle s'exerce le poids le plus fort de l'activité professionnelle spécifique : dans l'élaboration intellectuelle ou dans l'effort musculaire et nerveux. Cela signifie que, si l'on peut parler d'intellectuels, on

---

<sup>1</sup> Agnelli et Benni furent tous deux sénateurs et grands représentants du capitalisme italien : Agnelli était l'un des principaux actionnaires de la Fiat, Benni de la Montecatini.

<sup>2</sup> Croce a démenti qu'il ait jamais connu Agnelli et Benni. Il est évident qu'ici Gramsci fait allusion non à des liens physiques ou matériels, mais au fait que Croce aurait traduit, sur le terrain de la culture, les exigences économiques et politiques du grand capital italien, dans une phase déterminée de son développement.

<sup>3</sup> De même il peut arriver à un certain moment à tout le monde de faire frire deux oeufs ou de reprendre un accroc à sa veste sans qu'on puisse dire pour autant que tout le monde est cuisinier ou tailleur. (*Note de Gramsci.*)

ne peut pas parler de non-intellectuels, car les non-intellectuels n'existent pas. Mais le rapport lui-même entre l'effort d'élaboration intellectuel-cérébral et l'effort musculaire-nerveux n'est pas toujours égal, aussi a-t-on divers degrés de l'activité intellectuelle spécifique. Il n'existe pas d'activité humaine dont on puisse exclure toute intervention intellectuelle, on ne peut séparer *l'homo faber* de *l'homo sapiens*<sup>1</sup>. Chaque homme, enfin, en dehors de sa profession, exerce une quelconque activité intellectuelle, il est un « philosophe », un artiste, un homme de goût, il participe à la conception du monde, il a une ligne de conduite morale consciente, donc il contribue à soutenir ou à modifier une conception du monde, c'est-à-dire à faire naître de nouveaux modes de penser.

Le problème de la création d'une nouvelle couche d'intellectuels consiste donc à développer de façon critique l'activité intellectuelle qui existe chez chacun à un certain degré de développement, en modifiant son rapport avec l'effort musculaire-nerveux en vue d'un nouvel équilibre, et en obtenant que l'effort musculaire-nerveux lui-même, en tant qu'élément d'une activité pratique générale qui renouvelle perpétuellement le monde physique et social, devienne le fondement d'une nouvelle et totale conception du monde. Le type traditionnel, le type de l'intellectuel est fourni par l'homme de lettres, le philosophe, l'artiste. Aussi les journalistes, qui se considèrent comme des hommes de lettres, des philosophes, des artistes, pensent aussi qu'ils sont les « vrais » intellectuels. Dans le monde moderne, l'éducation technique, étroitement liée au travail industriel même le plus primitif et le plus déprécié, doit former la base du nouveau type d'intellectuel.

C'est sur cette base qu'a travaillé *L'Ordine nuovo* hebdomadaire pour développer certaines formes du nouvel intellectualisme et pour établir les nouvelles façons de le concevoir, et ce n'a pas été une des moindres raisons de son succès, parce qu'une telle façon de poser le problème correspondait à des aspirations latentes et était conforme au développement des formes réelles de la vie. La façon d'être du nouvel intellectuel ne peut plus consister dans l'éloquence, agent moteur extérieur et momentané des sentiments et des passions, mais dans le fait qu'il se mêle activement à la vie pratique, comme constructeur, organisateur, « persuadeur permanent » parce qu'il n'est plus un simple orateur - et qu'il est toutefois supérieur à l'esprit mathématique abstrait ; de la technique-travail il parvient à la technique-science et à la conception humaniste historique, sans laquelle on reste un « spécialiste » et l'on ne devient pas un « dirigeant » (spécialiste + politique).

Ainsi se forment historiquement des catégories spécialisées par l'exercice de la fonction intellectuelle, elles se forment en connexion avec tous les groupes sociaux, mais spécialement avec les groupes sociaux les plus importants et subissent une élaboration plus étendue et plus complexe en étroit rapport avec le groupe social dominant. Un des traits caractéristiques les plus importants de chaque groupe qui cher-

---

<sup>1</sup> Expressions latines. Mot à mot : l'homme-artisan et l'homme-connaissant, pour désigner le travail manuel et l'activité intellectuelle.

che à atteindre le pouvoir est la lutte qu'il mène pour assimiler et conquérir « idéologiquement » les intellectuels traditionnels, assimilation et conquête qui sont d'autant plus rapides et efficaces que ce groupe donné élabore davantage, en même temps, ses intellectuels organiques.

L'énorme développement qu'ont pris l'activité et l'organisation scolaires (au sens large) dans les sociétés surgies du monde médiéval, montre quelle importance ont prise, dans le monde moderne, les catégories et les fonctions intellectuelles - de même que l'on a cherché à approfondir et à élargir l' « intellectualité » de chaque individu, on a aussi cherché à multiplier les spécialisations et à les affiner. Cela apparaît dans les organismes scolaires de divers degrés, jusqu'à ceux qui sont destinés à promouvoir ce qu'on appelle la « haute culture », dans tous les domaines de la science et de la technique.

L'école est l'instrument qui sert à former les intellectuels à différents degrés. La complexité de la fonction intellectuelle dans les divers États peut se mesurer objectivement à la quantité d'écoles spécialisées qu'ils possèdent, et à leur hiérarchisation : plus l' « aire » scolaire est étendue, plus les « degrés » « verticaux » de l'école sont nombreux, et plus le monde culturel, la civilisation des divers États est complexe. On peut trouver un terme de comparaison dans la sphère de la technique industrielle : l'industrialisation d'un pays se mesure à son équipement dans le domaine de la construction des machines qui servent elles-mêmes à construire d'autres machines, et dans celui de la fabrication d'instruments toujours plus précis pour construire des machines et des instruments pour construire ces machines, etc. Le pays qui est le mieux équipé pour fabriquer des instruments pour les laboratoires des savants, et des instruments pour vérifier ces instruments, peut être considéré comme ayant l'organisation la plus complexe dans le domaine technico-industriel, comme étant le plus civilisé, etc. Il en est de même dans la préparation des intellectuels et dans les écoles consacrées à cette préparation ; on peut assimiler les écoles à des instituts de haute culture. Même dans ce domaine, on ne peut isoler la quantité de la qualité. A la spécialisation technico-culturelle la plus raffinée ne peut pas ne pas correspondre la plus grande extension possible de l'instruction primaire et la plus grande sollicitude pour ouvrir les degrés intermédiaires au plus grand nombre. Naturellement cette nécessité de créer la plus large base possible pour sélectionner et former les plus hautes qualifications intellectuelles - c'est-à-dire pour donner à la culture et à la technique supérieure une structure démocratique - n'est pas sans inconvénients : on crée ainsi la possibilité de vastes crises de chômage dans les couches intellectuelles moyennes, comme cela se produit en fait dans toutes les sociétés modernes.

Il faut remarquer que, dans la réalité concrète, la formation de couches intellectuelles ne se produit pas sur un terrain démocratique abstrait, mais selon des processus historiques traditionnels très concrets. Il s'est formé des couches sociales qui, traditionnellement, « produisent » des intellectuels et ce sont ces mêmes couches qui d'habitude se sont spécialisées dans « l'épargne », c'est-à-dire la petite et moyenne bourgeoisie terrienne et certaines couches de la petite et moyenne bourgeoisie des

villes. La distribution différente des divers types d'écoles (classiques et professionnelles) sur le territoire « économique », et les aspirations différentes des diverses catégories de ces couches sociales déterminent la production des diverses branches de spécialisation intellectuelle, ou leur donnent leur forme. Ainsi en Italie la bourgeoisie rurale produit surtout des fonctionnaires d'État et des gens de professions libérales, tandis que la bourgeoisie citadine produit des techniciens pour l'industrie : c'est pourquoi l'Italie septentrionale produit surtout des techniciens alors que l'Italie méridionale alimente plus spécialement les corps des fonctionnaires et des professions libérales.

Le rapport entre les intellectuels et le monde de la production n'est pas immédiat, comme cela se produit pour les groupes sociaux fondamentaux, mais il est « médiat », à des degrés divers, par l'intermédiaire de toute la trame sociale, du complexe des superstructures, dont précisément les intellectuels sont les « fonctionnaires ». On pourrait mesurer le caractère « organique » des diverses couches d'intellectuels, leur liaison plus ou moins étroite avec un groupe social fondamental en établissant une échelle des fonctions et des superstructures de bas en haut (à partir de la base structurelle). On peut, pour le moment, établir deux grands « étages » dans les superstructures, celui que l'on peut appeler l'étage de la « société civile », c'est-à-dire de l'ensemble des organismes vulgairement dits « privés », et celui de la « société politique » ou de l'État ; ils correspondent à la fonction d'« hégémonie » que le groupe dominant exerce sur toute la société, et à la fonction de « domination directe » ou de commandement qui s'exprime dans l'État et dans le gouvernement « juridique ». Ce sont là précisément des fonctions d'organisation et de connexion. Les intellectuels sont les « commis » du groupe dominant pour l'exercice des fonctions subalternes de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique, c'est-à-dire : 1. de l'accord « spontané » donné par les grandes masses de la population à l'orientation imprimée à la vie sociale par le groupe fondamental dominant, accord qui naît « historiquement » du prestige qu'a le groupe dominant (et de la confiance qu'il inspire) du fait de sa fonction dans le monde de la production ; 2. de l'appareil de coercition d'État qui assure « légalement » la discipline des groupes qui refusent leur « accord » tant actif que passif ; mais cet appareil est constitué pour l'ensemble de la société en prévision des moments de crise dans le commandement et dans la direction, lorsque l'accord spontané vient à faire défaut.

Cette façon de poser le problème a pour résultat une très grande extension du concept d'intellectuel, mais c'est la seule grande façon d'arriver à une approximation concrète de la réalité. Cette façon de poser le problème se heurte à des idées préconçues de caste : il est vrai que la fonction organisatrice de l'hégémonie sociale et de la domination d'État donne lieu à une certaine division du travail et par conséquent à toute une échelle de qualifications dont certaines ne remplissent plus aucun rôle de direction et d'organisation : dans l'appareil de direction sociale et gouvernementale il existe toute une série d'emplois de caractère manuel et instrumental (fonction de pure exécution et non d'initiative, d'agents et non d'officiers ou de fonctionnaires). Mais il faut évidemment faire cette distinction, comme il faudra en faire d'autres. En effet,

même du point de vue intrinsèque, il faut distinguer dans l'activité intellectuelle différents degrés qui, à certains moments d'opposition extrême, donnent une véritable différence qualitative : à l'échelon le plus élevé il faudra placer les créateurs des diverses sciences, de la philosophie, de l'art, etc. ; au plus bas, les plus humbles « administrateurs » et divulgateurs de la richesse intellectuelle déjà existante, traditionnelle, accumulée <sup>1</sup>.

Dans le monde moderne, la catégorie des intellectuels, ainsi entendue, s'est développée d'une façon prodigieuse. Le système social démocratique bureaucratique a créé des masses imposantes, pas toutes justifiées par les nécessités sociales de la production, même si elles sont justifiées par les nécessités politiques du groupe fondamental dominant. D'où la conception de Loria <sup>2</sup> du « travailleur » improductif (mais improductif par référence à qui et à quel mode de production ?) qui pourrait se justifier si l'on tient compte que ces masses exploitent leur situation pour se faire attribuer des portions énormes du revenu national. La formation de masse a standardisé les individus, tant dans leur qualification individuelle que dans leur psychologie, en déterminant l'apparition des mêmes phénomènes que dans toutes les masses standardisées : concurrence qui crée la nécessité d'organisations professionnelles de défense, chômage, surproduction de diplômés, émigration, etc. (Int., pp. 3-10). [1930-1932]

---

<sup>1</sup> Dans ce cas aussi l'organisation militaire offre un modèle de cette gradation complexe : officiers subalternes, officiers supérieurs, état-major, sans oublier les différents grades de la troupe, dont l'importance réelle est plus grande qu'on ne pense d'ordinaire. Il est intéressant de remarquer que tous ces éléments se sentent solidaires, et même que les couches inférieures montrent un esprit de corps plus visible, et en tirent un « orgueil » qui les expose souvent à l'ironie et à la moquerie. (*Note de Gramsci.*)

<sup>2</sup> Cette conception de « travailleur improductif » est exposée notamment dans le *Cours d'économie politique* de Loria, publié en 1909, et réédité plusieurs fois. Selon Loria, les « travailleurs improductifs » seraient « les poètes, les philosophes, les écrivains de tous genres, les médecins, les avocats, les professeurs, etc. » ; ils seraient en opposition avec les « propriétaires » (les capitalistes) parce que les propriétaires voudraient accroître leur nombre afin de moins payer leurs services, alors que leur intérêt voudrait le contraire. C'est une des nombreuses extravagances de Loria.

Deuxième partie : section III

## II

---

# L'ORGANISATION DE LA CULTURE

## L'organisation de l'école et de la culture

[Retour à la table des matières](#)

On peut observer en général que, dans la civilisation moderne, toutes les activités pratiques sont devenues si complexes et les sciences se sont tellement imbriquées dans la vie que chaque activité pratique tend à créer une école pour ses propres dirigeants et spécialistes, et par suite à créer un groupe d'intellectuels du niveau le plus élevé, destinés à enseigner dans ces écoles. Ainsi, à côté du type d'école qu'on pourrait appeler « humaniste » (c'est le type traditionnel le plus ancien, qui visait à développer en chaque individu humain la culture générale encore indifférenciée, le pouvoir fondamental de penser et de savoir se diriger dans la vie), on a créé tout un système d'écoles particulières de différents niveaux, pour des branches professionnelles entières ou pour des professions déjà spécialisées et caractérisées avec précision. On peut même dire que la crise scolaire qui sévit aujourd'hui est justement liée au fait que ce processus de différenciation et de particularisation se produit dans le chaos, sans principes clairs et précis, sans un plan bien étudié et consciemment établi

: la crise du programme et de l'organisation scolaire, autrement dit de l'orientation générale d'une politique de formation des cadres intellectuels modernes, est en grande partie un aspect et une complication de la crise organique plus globale et plus générale.

La division fondamentale de l'école en classique et professionnelle était un schéma rationnel : l'école professionnelle pour les classes exécutantes, l'école classique pour les classes dominantes et les intellectuels. Le développement de la base industrielle, tant en ville qu'à la campagne, suscitait un besoin croissant du nouveau type d'intellectuel urbain ; à côté de l'école classique se développa l'école technique (professionnelle mais non manuelle), ce qui mit en question le principe même de l'orientation concrète de la culture générale, de l'orientation humaniste de la culture générale fondée sur la tradition gréco-romaine. Cette orientation une fois mise en question, on peut dire qu'elle est liquidée ; car sa capacité formatrice se fondait en grande partie sur le prestige général et traditionnellement indiscuté d'une forme déterminée de civilisation.

La tendance actuelle est d'abolir tout type d'école « désintéressée » (non immédiatement intéressée) et formatrice, quitte à en laisser subsister un modèle réduit pour une petite élite de messieurs et de dames qui n'ont pas de souci de se préparer un avenir professionnel. La tendance est de répandre toujours davantage les écoles professionnelles spécialisées dans lesquelles la destinée de l'élève et son activité future sont prédéterminées. La crise aura une solution qui, rationnellement, devrait aller dans ce sens : école initiale unique de culture générale, humaniste, formatrice, qui trouverait un juste équilibre entre le développement de l'aptitude au travail manuel (technique, industriel) et le développement de l'aptitude au travail intellectuel. De ce type d'école unique, à travers des expériences répétées d'orientation professionnelle, on passera à l'une des écoles spécialisées ou au travail productif.

Il faut garder présente à l'esprit la tendance qui s'accroît : chaque activité pratique tend à se créer sa propre école spécialisée, comme chaque activité intellectuelle tend à se créer ses propres cercles de culture. Cercles qui jouent le rôle d'institutions postsecondaires spécialisées dans l'organisation des conditions permettant à chacun de se tenir au courant des progrès réalisés dans sa propre branche scientifique.

On peut aussi observer que les organismes délibérants tendent toujours davantage à distinguer dans leur activité deux aspects « organiques » : l'activité délibérative, qui leur est essentielle, et l'activité technico-culturelle consistant dans l'examen préalable par des experts et dans l'analyse scientifique préalable des problèmes qui doivent donner lieu à décision. Cette activité a déjà créé tout un corps bureaucratique de structure nouvelle : en plus des bureaux spécialisés où le personnel compétent prépare le matériel technique pour les organismes délibérants, se crée un second corps de fonctionnaires plus ou moins « bénévoles » et désintéressés, choisis tour à tour dans l'industrie, la banque, la finance. C'est là un des mécanismes à travers lesquels la



bureaucratie de carrière avait fini par contrôler les régimes démocratiques et les parlements ; à présent le mécanisme s'étend organiquement et absorbe dans son cercle les grands spécialistes de l'activité pratique privée, qui contrôle ainsi et les régimes et les bureaucraties. Il s'agit là d'un développement organique nécessaire qui tend à intégrer le personnel spécialisé dans la technique politique avec le personnel spécialisé dans les questions concrètes d'administration des activités pratiques essentielles des grandes et complexes sociétés nationales modernes : donc, toute tentative pour exorciser du dehors ces tendances ne produit d'autre résultat que sermons moralisateurs et gémissements rhétoriques.

La question se pose de modifier la préparation du personnel technique politique, en complétant sa culture selon les nécessités nouvelles, et d'élaborer de nouveaux types de fonctionnaires spécialisés capables de compléter collégialement l'activité délibérante. Le type traditionnel du « dirigeant » politique, préparé seulement aux activités juridico-formelles, devient anachronique et représente un danger pour la vie de l'État. Le dirigeant doit avoir ce minimum de culture générale technique qui lui permette, sinon de « créer » de façon autonome la solution juste, du moins de savoir arbitrer entre les solutions explorées par les experts et choisir alors celle qui est juste du point de vue « synthétique » de la technique politique.

Un type de collègue délibérant qui cherche à s'incorporer la compétence technique nécessaire pour oeuvrer à des fins réalistes a été décrit ailleurs : il s'agit de ce qui se passe dans certaines rédactions de revues, qui fonctionnent en même temps comme rédactions et comme cercles de culture. Le cercle critique collégialement et contribue ainsi à élaborer le travail de chaque rédacteur dont l'activité est organisée selon un plan et une division du travail rationnellement prévue. A travers la discussion et la critique collégiale (faite de suggestions, de conseils, d'indications méthodologiques, critique constructive et orientée vers l'éducation réciproque) qui permettent à chacun de fonctionner en spécialiste dans son domaine pour compléter la compétence collective, on réussit en réalité à élever le niveau ou la capacité du mieux préparé ; ce qui n'assure pas seulement à la revue une collaboration toujours plus choisie et organique, mais crée en outre les conditions pour que naisse un groupe homogène d'intellectuels prêts à produire une activité « de librairie » (non seulement de publications occasionnelles et d'essais partiels, mais de travaux organiques d'ensemble).

Sans aucun doute, dans cette sorte d'activité collective, chaque travail produit de nouvelles capacités et possibilités de travail, puisqu'il crée des conditions de travail toujours plus organiques : fichiers, dépouillements bibliographiques, collection d'œuvres spécialisées fondamentales, etc. Cela demande une lutte rigoureuse contre les habitudes de dilettantisme, d'improvisation, les solutions « rhétoriques » et déclamatoires. En particulier le travail doit être fait par écrit, de même que doivent être écrites les critiques, en notes concises et succinctes ; ce qu'on peut obtenir en distribuant à temps le matériel, etc. Écrire les notes et les critiques est un principe didactique rendu nécessaire parce qu'il faut combattre les habitudes de prolixité, de déclamation et de paralogisme créées par la rhétorique. Ce type de travail intellectuel est nécessaire

pour faire acquérir aux autodidactes la discipline des études que procure une scolarité régulière, pour tayloriser le travail intellectuel. Est utile dans le même sens le principe des « anciens de Sainte Zita » dont parle De Sanctis dans ses souvenirs sur l'école napolitaine de Basilio Puoti : c'est-à-dire une certaine « stratification » des capacités et aptitudes et la formation de groupes de niveaux sous la direction des plus expérimentés et des plus avancés, pour qu'ils accélèrent la préparation des plus retardés et des moins formés.

Un point important dans l'étude de l'organisation pratique de l'école unitaire concerne le cours de la scolarité dans ses divers niveaux conformes à l'âge des élèves, à leur développement intellectuel et moral et aux fins que l'école elle-même veut atteindre. L'école unitaire ou de formation humaniste (ce terme d'humanisme entendu au sens large et non seulement dans son sens traditionnel) ou de culture générale, devrait se proposer d'insérer les jeunes dans l'activité sociale après les avoir conduits à un certain niveau de maturité et de capacité pour la création intellectuelle et pratique, et d'autonomie dans l'orientation et l'initiative. La fixation de l'âge scolaire obligatoire dépend des conditions économiques générales, car celles-ci peuvent contraindre à demander aux jeunes et aux enfants un certain apport productif immédiat. L'école unitaire exige que l'État puisse assumer les dépenses qui sont aujourd'hui à la charge des familles pour l'entretien des élèves, c'est-à-dire qu'il transforme de fond en comble le budget du ministère de l'Éducation nationale, en l'étendant de façon inouïe et en le compliquant : toute la fonction d'éducation et de formation des nouvelles générations cesse d'être privée pour devenir publique, car ainsi seulement elle peut englober toutes les générations sans divisions de groupes ou de castes. Mais cette transformation de l'activité scolaire demande un développement inouï de l'organisation pratique de l'école, c'est-à-dire des bâtiments, du matériel scientifique, du corps enseignant, etc.

En particulier le corps enseignant devrait être plus nombreux, car l'efficacité de l'école est d'autant plus grande et intense que le rapport entre maître et élèves est plus petit, ce qui renvoie à d'autres problèmes dont la solution n'est ni facile ni rapide. Même la question des bâtiments n'est pas simple, parce que ce type d'école devrait être un collège avec dortoirs, réfectoires, bibliothèques spécialisées, salles adaptées aux travaux de séminaires, etc. C'est pourquoi, au début, ce nouveau type d'école devra être et ne pourra être que réservé à des groupes restreints, à des jeunes choisis par concours ou désignés, sous leur responsabilité, par des institutions appropriées.

L'école unitaire devrait correspondre à la période représentée aujourd'hui par les écoles élémentaires et moyennes, réorganisées non seulement pour le contenu et la méthode d'enseignement, mais aussi pour la disposition des différents niveaux de la scolarité. Le premier degré élémentaire ne devrait pas dépasser trois ou quatre années et, à côté de l'enseignement des premières notions « instrumentales » de l'instruction - lire, écrire, compter, géographie, histoire -, il devrait développer spécialement le domaine aujourd'hui négligé des « droits et devoirs » ; c'est-à-dire les premières notions de l'État et de la Société, en tant qu'éléments primordiaux d'une nouvelle conception

du monde qui entre en lutte avec les conceptions données par les divers milieux sociaux traditionnels, conceptions qu'on peut appeler folkloriques. Le problème didactique à résoudre est de tempérer et féconder l'orientation dogmatique qui ne peut pas ne pas être propre à ces premières années. Le reste du cursus ne devrait pas durer plus de six ans, de sorte qu'à quinze-seize ans, on devrait pouvoir avoir franchi tous les degrés de l'école unitaire.

On peut objecter qu'un tel cursus est trop fatigant par sa rapidité, si l'on veut atteindre effectivement les résultats que l'actuelle organisation de l'école classique se propose mais n'atteint pas. On peut dire pourtant que le complexe de la nouvelle organisation devra contenir en lui-même les éléments généraux qui font qu'aujourd'hui, pour une partie des élèves au moins, le cursus est au contraire trop lent. Quels sont ces éléments ? Dans une série de familles, en particulier celles des couches intellectuelles, les enfants trouvent dans la vie familiale une préparation, un prolongement et un complément de la vie scolaire ; ils absorbent, comme on dit, dans « l'air » quantité de notions et d'attitudes qui facilitent la scolarité proprement dite : ils connaissent déjà et développent la connaissance de la langue littéraire, c'est-à-dire le moyen d'expression et de connaissance, techniquement supérieur aux moyens possédés par la population scolaire moyenne de six à douze ans. C'est ainsi que les élèves de la ville, par le seul fait de vivre en ville, ont absorbé dès avant six ans quantité de notions et d'attitudes qui rendent la scolarité plus facile, plus profitable et plus rapide. Dans l'organisation interne de l'école unitaire doivent être créées au moins les principales de ces conditions, outre le fait, qui est à supposer, que parallèlement à l'école unitaire se développerait un réseau de jardins d'enfants et autres institutions dans lesquelles, même avant l'âge scolaire, les petits enfants seraient habitués à une certaine discipline collective et pourraient acquérir des notions et des habitudes préscolaires. En fait, l'école unitaire devrait être organisée comme un collège avec une vie collective diurne et nocturne, libérée des formes actuelles de discipline hypocrite et mécanique, et l'étude devrait se faire collectivement, avec l'aide des maîtres et des meilleurs élèves, même pendant les heures de travail dit individuel, etc.

Le problème fondamental se pose pour la phase du cursus actuel représenté *aujourd'hui* par le lycée, phase qui *aujourd'hui* ne se différencie en rien, comme type d'enseignement, des classes précédentes ; sinon par la supposition abstraite d'une plus grande maturité intellectuelle et morale de l'élève, conforme à son âge plus avancé et à l'expérience précédemment accumulée.

En fait, entre le lycée et l'université - c'est-à-dire entre l'école proprement dite et la vie - il y a aujourd'hui un saut, une véritable solution de continuité, et non un passage rationnel de la quantité (âge) à la qualité (maturité intellectuelle et morale). De l'enseignement presque purement dogmatique, dans lequel la mémoire joue un grand rôle, on passe à la phase créatrice ou au travail autonome et indépendant ; de l'école avec discipline d'étude imposée et contrôlée de façon autoritaire, on passe à une phase d'étude ou de travail professionnel où l'autodiscipline intellectuelle et

l'autonomie morale sont théoriquement illimitées. Et cela arrive tout de suite après la crise de la puberté, quand la fougue des passions instinctives et élémentaires n'a pas encore fini de lutter avec les freins du caractère et de la conscience morale en formation. De plus, en Italie, où dans les universités le principe du travail de « séminaire » n'est pas répandu, le passage est encore plus brusque et mécanique.

Il en résulte que, dans l'école unitaire, la phase ultime doit être conçue et organisée comme la phase décisive où l'on tend à créer les valeurs fondamentales de l'« humanisme », l'auto-discipline intellectuelle et l'autonomie morale nécessaires pour la spécialisation ultérieure, qu'elle soit de caractère scientifique (études universitaires) ou de caractère immédiatement pratico-productif (industrie, bureaucratie, organisation des échanges, etc.). L'étude et l'apprentissage des méthodes créatrices dans la vie doivent commencer dans cette ultime phase de l'école, ne doivent plus être un monopole de l'université ni être laissés au hasard de la vie pratique : cette phase de la scolarité doit déjà contribuer à développer dans les individus l'élément de la responsabilité autonome, doit être une école créatrice. Il convient de distinguer entre école créatrice et école active, même sous la forme que lui donne la méthode Dalton. Toute l'école unitaire est école active, même s'il faut poser des limites aux idéologies libertaires dans ce domaine et revendiquer avec une certaine énergie le devoir pour les générations adultes, c'est-à-dire pour l'État, de « conformer » les nouvelles générations. On en est encore à la phase romantique de l'école active, phase dans laquelle les éléments de lutte contre l'école mécanique et jésuitique se sont dilatés de façon malsaine, pour des motifs conflictuels et polémiques : il convient d'entrer dans la phase « classique », rationnelle, de trouver dans les buts à atteindre la source naturelle pour élaborer les méthodes et les formes.

L'école créatrice est le couronnement de l'école active : dans la première phase on tend à discipliner, donc aussi à niveler, à obtenir une certaine espèce de « conformisme » qu'on peut appeler « dynamique » ; dans la phase créatrice, sur la base déjà acquise de la « collectivisation » du type social, on tend à l'expansion de la personnalité, devenue autonome et responsable, mais avec une conscience morale et sociale solide et homogène. Ainsi, école créatrice ne veut pas dire école d'« inventeurs et découvreurs » ; il s'agit d'une phase et d'une méthode de recherche et de connaissance, et non d'un « programme » prédéterminé avec obligation à l'originalité et à l'innovation à tout prix. Il s'agit d'un apprentissage qui a lieu spécialement par un effort spontané et autonome du disciple, le maître exerçant seulement une fonction de guide amical comme cela se passe ou devrait se passer à l'université. Découvrir par soi-même, sans suggestion ni aide extérieure, c'est création, même si la vérité n'est pas neuve, et cela montre qu'on possède la méthode ; cela indique qu'en tout cas on est entré dans une phase de maturité intellectuelle permettant de découvrir des vérités nouvelles. C'est pourquoi dans cette phase l'activité scolaire fondamentale se déroulera dans les séminaires, dans les bibliothèques, dans les laboratoires expérimentaux ; c'est dans cette phase qu'on recueillera les indications organiques pour l'orientation professionnelle.

L'avènement de l'école unitaire signifie le début de nouveaux rapports entre travail intellectuel et travail industriel non seulement à l'école, mais dans toute la vie sociale. Le principe unitaire se reflétera donc dans tous les organismes de culture, en les transformant et en leur donnant un nouveau contenu (Int., pp. 97-103). [1930]

## Problème de la nouvelle fonction que pourront remplir les universités et les académies

[Retour à la table des matières](#)

Aujourd'hui, ces deux institutions sont indépendantes l'une de l'autre et les Académies sont le symbole, qu'on raille souvent avec raison, de la séparation qui existe entre la haute culture et la vie, entre les intellectuels et le peuple. (D'où un certain succès que connurent les futuristes dans leur première période de *Sturm und Drang*<sup>1</sup> anti-académique, anti-traditionaliste, etc.).

Dans un nouvel équilibre de rapports entre la vie et la culture, entre le travail intellectuel et le travail industriel, les Académies devraient devenir l'organisation culturelle (de systématisation, d'expansion et de création intellectuelle) des éléments qui après l'école unitaire passeront au travail professionnel, et un terrain de rencontre entre eux et les universitaires. Les éléments sociaux employés dans un travail professionnel ne doivent pas sombrer dans la passivité intellectuelle ; ils doivent avoir à leur disposition (par une initiative collective et non particulière, comme fonction sociale organique reconnue de nécessité et d'utilité publiques) des instituts spécialisés dans toutes les branches de la recherche et du travail scientifiques. Ils pourront y collaborer et y trouveront tout ce qui sera nécessaire pour toute forme d'activité culturelle qu'ils voudront entreprendre.

L'organisation académique devra être refondue et vivifiée de fond en comble. Il y aura une centralisation territoriale de compétences et de spécialisations : des centres nationaux auxquels s'adjoindront les grandes institutions existantes, des sections régionales et provinciales et des cercles locaux, urbains et ruraux. Les sections correspondent aux compétences culturelles et scientifiques ; elles seront toutes représentées dans les centres supérieurs et seulement en partie dans les cercles locaux. Unifier les différents types d'organisation culturelle existants : Académies, Instituts de culture, cercles de philologie, etc. Intégrer le travail académique traditionnel (qui s'emploie surtout à systématiser le savoir passé ou qui cherche à fixer la moyenne de la pensée nationale pour guider l'activité intellectuelle) à des activités liées à la vie collective,

---

<sup>1</sup> Sturm und Drang (Tumulte et assaut) : Mouvement littéraire qui, dans l'Allemagne du XVIIIe siècle, précéda le romantisme.

au monde de la production et du travail. On contrôlera les conférences industrielles, l'activité de l'organisation scientifique du travail, les cabinets expérimentaux des usines, etc. On construira un mécanisme pour sélectionner et faire progresser les capacités individuelles de la masse du peuple, qui aujourd'hui sont sacrifiées et s'égarer en erreurs et en tentatives sans issue. Chaque cercle local devra nécessairement comporter sa section de sciences morales et politiques et au fur et à mesure, organiser les autres sections spéciales pour discuter des aspects techniques des problèmes industriels agraires, d'organisation et de rationalisation du travail, à l'usine, aux champs et dans les bureaux, etc. Des congrès périodiques de divers degrés feront connaître les plus capables.

Il serait utile d'avoir le catalogue complet des Académies et des autres organisations culturelles qui existent aujourd'hui ainsi que des sujets qui sont de préférence traités dans leurs travaux et publiés dans leurs « Annales » ; il s'agit là en grande partie de cimetières de la culture, pourtant ces institutions ont aussi une fonction dans la psychologie des classes dirigeantes.

La collaboration de ces organismes avec les universités devrait être étroite ainsi qu'avec toutes les écoles supérieures spécialisées, de tout genre (militaires, navales, etc.). Le but est d'obtenir une centralisation et une impulsion de la culture nationale qui seraient supérieures à celles obtenues par l'Église catholique \* (Int., pp. 103-105). [1930]

## Pour la recherche du principe éducatif

[Retour à la table des matières](#)

La coupure déterminée par la réforme Gentile entre l'école élémentaire et moyenne d'une part, et l'école supérieure d'autre part. Avant la réforme une semblable coupure n'existait de façon très marquée qu'entre l'école professionnelle d'une part et les écoles moyennes et supérieures d'autre part ; l'école élémentaire était placée dans une sorte de limbe par certains de ses caractères particuliers.

---

\* Ce schéma d'organisation du travail culturel selon les principes généraux de l'école unitaire, devrait être développé dans toutes ses parties avec soin et servir de guide pour constituer tout centre de culture même le plus élémentaire et le plus primitif ; il devrait être conçu comme un embryon et une molécule de tout l'ensemble de la structure. Même les initiatives que l'on sait transitoires et expérimentales devraient être conçues comme capables d'être absorbées dans le schéma général et en même temps comme éléments vitaux qui tendent à créer tout le schéma. Étudier avec attention l'organisation et le développement du Rotary-Club. (*Note de Gramsci.*)

Dans les écoles élémentaires deux éléments se prêtaient à l'éducation et à la formation des enfants : les premières notions des sciences naturelles et les notions des droits et devoirs du citoyen. Les notions scientifiques devaient servir à introduire l'enfant dans la *societas rerum*<sup>1</sup>, les droits et devoirs dans la vie de l'État et dans la société civile. Les notions scientifiques entraient en lutte contre la conception magique du monde et de la nature que l'enfant absorbe dans un milieu imprégné de folklore, comme les notions de droits et devoirs entraient en lutte contre les tendances à la barbarie individualiste et particulariste, qui est elle aussi un aspect du folklore. L'école, par son enseignement, lutte contre le folklore, contre toutes les sédimentations traditionnelles de conceptions du monde pour répandre une conception plus moderne dont les éléments primitifs et fondamentaux sont fournis par l'apprentissage : des lois de la nature comme chose objective et rebelle, à quoi il faut s'adapter pour les dominer ; des lois de la société civile et de l'État qui sont produites par une activité humaine, qui sont établies par l'homme et que l'homme peut changer en vue de son développement collectif ; la loi civile et d'État dispose les hommes de la façon historiquement la plus apte à dominer les lois de la nature, c'est-à-dire à faciliter leur travail : manière propre à l'homme de participer activement à la vie de la nature pour la transformer et la socialiser toujours davantage, en profondeur et en extension. On peut donc dire que le principe éducatif qui fondait les écoles élémentaires était le concept de travail, qui ne peut se réaliser dans toute sa puissance d'expansion et de productivité sans une connaissance exacte et réaliste des lois de la nature et sans un ordre légal qui règle organiquement les rapports des hommes entre eux, ordre qui doit être respecté par convention spontanée et non seulement parce qu'il est imposé de l'extérieur, par nécessité qu'on reconnaît et se propose à soi-même comme liberté et non par pure coercition. Le concept et le fait du travail (de l'activité théorico-pratique) est le principe éducatif immanent à l'école élémentaire puisque c'est par le travail que l'ordre social et étatique (droits et devoirs) est introduit dans l'ordre naturel et identifié à lui. Le concept de l'équilibre entre ordre social et ordre naturel sur la base du travail, de l'activité théorico-pratique de l'homme, crée les premiers éléments d'une intuition du monde libérée de toute magie et sorcellerie, et fournit le point d'appui pour le développement ultérieur d'une conception historique, dialectique du monde, pour comprendre le mouvement et le devenir, pour évaluer la somme d'efforts et de sacrifices que le présent a coûté au passé et que l'avenir coûte au présent, pour concevoir l'actualité comme synthèse du passé, de toutes les générations passées, se projetant dans le futur. C'est là le fondement de l'école élémentaire ; qu'il ait porté tous ses fruits, que dans le corps enseignant ait été présente la conscience de sa tâche et du contenu philosophique de sa tâche, c'est une autre question, liée à la critique du niveau de conscience civique de toute la nation, dont le corps enseignant n'était qu'une expression, et encore appauvrie, certes pas une avant-garde.

Il n'est pas tout à fait exact que l'instruction ne soit pas en même temps éducation : avoir trop insisté sur cette distinction a été une grave erreur de la pédagogie

---

<sup>1</sup> *Societas rerum* (La société des choses) : c'est-à-dire la nature, par opposition, à la société humaine.



idéaliste, et l'on en voit déjà les effets dans l'école réorganisée par cette pédagogie. Pour que l'instruction ne fût pas en même temps éducation, il faudrait que le disciple fût une pure passivité, un « récipient mécanique » de notions abstraites, chose absurde et d'ailleurs « abstraitement » niée par les tenants de la pure éducativité, précisément, contre la pure instruction mécanique. Le « certain » devient « vrai »<sup>1</sup> dans la conscience de l'enfant. Mais la conscience de l'enfant n'est pas quelque chose d'« individuel » (et encore moins d'individualisé), elle est le reflet de la fraction de la société civile à laquelle l'enfant participe, des rapports sociaux tels qu'ils se nouent dans la famille, le voisinage, le village, etc. La conscience individuelle de la très grande majorité des enfants reflète des rapports civils et culturels divers et s'opposant à ceux qui sont représentés par les programmes scolaires : le « certain » d'une culture avancée devient « vrai » dans le cadre d'une culture fossilisée et anachronique, il n'y a pas d'unité entre l'école et la vie, c'est pourquoi il n'y a pas d'unité entre l'instruction et l'éducation. On peut donc dire qu'à l'école le lien instruction-éducation ne peut être représenté que par le travail vivant du maître, dans la mesure où le maître est conscient des contradictions entre le type de société et de culture qu'il représente et le type de société et de culture représenté par les élèves, conscient de sa tâche qui consiste à accélérer et discipliner chez l'enfant une formation conforme au type supérieur en lutte avec le type inférieur. Si le corps enseignant est déficient et si l'on brise le lien instruction-éducation pour résoudre le problème de l'enseignement schématiquement, sur le papier, en exaltant l'éducativité, l'œuvre du maître en deviendra encore plus médiocre : on aura une école rhétorique, sans sérieux, parce qu'il y manquera la matérialité physique du certain, et le vrai sera une vérité en paroles, rhétorique justement.

La dégénérescence est encore plus visible à l'école moyenne pour les cours de littérature et de philosophie. Avant, les élèves se constituaient au moins un certain « bagage » ou « équipement » (comme on voudra) de notions concrètes : maintenant que le maître doit être surtout un philosophe et un esthète, l'élève néglige les notions concrètes et « se remplit la tête » de formules et de mots qui, la plupart du temps, n'ont pas de sens pour lui et sont tout de suite oubliés. La lutte contre la vieille école était juste, mais la réforme n'était pas si simple qu'on le croyait, il ne s'agissait pas de schémas programmatiques, mais d'hommes, et non des hommes qui sont directement des maîtres, mais de tout le complexe social dont les hommes sont l'expression. En réalité un enseignant médiocre peut réussir à rendre les élèves plus instruits, il ne réussira pas à les rendre plus cultivés, il accomplira avec scrupule et conscience bureaucratique la partie mécanique de l'enseignement et l'élève, si c'est un cerveau actif, organisera pour son propre compte, et avec l'aide de son milieu social, le « bagage » accumulé. Avec les nouveaux programmes, qui coïncident avec un abaissement général du niveau du corps enseignant, il n'y aura plus du tout de « bagage » à organiser. Les nouveaux programmes auraient dû abolir complètement les examens;

---

<sup>1</sup> On peut être certain d'une chose sans quelle soit vraie pour cela. Inversement une chose peut être vraie à notre insu. On peut même reconnaître sa vérité extérieurement, du bout des lèvres, sans en être « certain », intimement persuadé. Cette distinction entre la certitude (subjective) et la vérité (objective) joue un grand rôle dans la philosophie de Hegel.

passer un examen, aujourd'hui, doit être terriblement plus un « jeu de hasard » qu'autrefois. Une date est toujours une date, quel que soit l'examineur, et une « définition » est toujours une définition, mais un jugement, une analyse esthétique ou philosophique ?

L'efficacité éducative de la vieille école moyenne italienne, telle que l'avait organisée la vieille loi Casati, n'était pas à chercher (ou à nier) dans la volonté expresse d'être ou non école éducatrice, mais dans le fait que son organisation et ses programmes étaient l'expression d'un mode traditionnel de vie intellectuelle et morale, d'un climat culturel répandu dans toute la société italienne par de très anciennes traditions. Un tel climat et un tel mode de vie sont entrés en agonie, et l'école s'est détachée de la vie : c'est ce qui a déterminé la crise de l'école. Critiquer les programmes et l'organisation disciplinaire de l'école, cela signifie moins que rien si l'on ne tient pas compte de telles conditions. Ceci nous ramène à la participation réellement active de l'élève à l'école, participation qui ne peut exister que si l'école est liée à la vie. Quant aux nouveaux programmes, plus ils affirment et théorisent l'activité du disciple et sa collaboration active au travail de l'enseignant, plus ils sont prévus comme si le disciple était une pure passivité.

Dans la vieille école l'étude grammaticale des langues latine et grecque, jointe à l'étude des littératures et des histoires politiques respectives, était un principe éducatif dans la mesure où l'idéal humaniste, qui s'incarne dans Athènes et Rome, était répandu dans toute la société, était un élément essentiel de la vie et de la culture nationales. Même le caractère mécanique de l'étude grammaticale était vivifié par la perspective culturelle. Les notions particulières n'étaient pas apprises en vue d'un but immédiat pratico-professionnel : le but apparaissait désintéressé parce que l'intérêt était le développement intérieur de la personnalité, la formation du caractère à travers l'absorption et l'assimilation de tout le passé culturel de la civilisation européenne moderne. On n'apprenait pas le latin et le grec pour les parler, pour devenir employé d'hôtel, interprète, correspondant commercial. On les apprenait pour connaître la civilisation des deux peuples, présumé nécessaire à la civilisation moderne, c'est-à-dire pour être soi-même et se connaître soi-même en pleine conscience. Les langues latine et grecque étaient apprises selon la grammaire, mécaniquement, mais il y a beaucoup d'injustice et d'impropriété dans l'accusation de mécanisme et d'aridité. On a affaire à de jeunes enfants auxquels il importe de faire acquérir certaines habitudes de diligence, d'exactitude, de bonne tenue même physique, de concentration psychique sur des sujets déterminés, habitudes qu'on ne peut acquérir sans répétition mécanique d'actes disciplinés et méthodiques. Un savant de quarante ans serait-il capable de rester seize heures de suite assis à son bureau s'il n'avait dès l'enfance été contraint, par coercition mécanique, d'adopter les habitudes psychophysiques appropriées ? Si l'on veut sélectionner de grands hommes de science, c'est encore par là qu'il faut commencer, et c'est sur tout le domaine scolaire qu'il faut faire pression pour réussir à faire émerger ces milliers ou ces centaines, ou ne serait-ce que ces douzaines de savants de grand talent, dont toute civilisation a besoin (même si l'on

peut faire de grands progrès dans ce domaine, à l'aide des crédits scientifiques adéquats, sans revenir aux méthodes scolaires des jésuites).

On apprend le latin (ou mieux, on étudie le latin), on l'analyse jusqu'à ses subdivisions les plus élémentaires, on l'analyse comme une chose morte, c'est vrai, mais toute analyse faite par un enfant ne peut porter que sur des choses mortes ; d'autre part, il ne faut pas oublier que là où cette étude est faite sous cette forme, la vie des Romains est un mythe qui, dans une certaine mesure, a déjà intéressé l'enfant et l'intéresse, si bien que dans ce qui est mort est présente une plus grande vie. Et puis, la langue est morte, est analysée comme une chose inerte, comme un cadavre sur la table de dissection, mais elle revit continuellement dans les exemples, dans les narrations. Pourrait-on étudier de la même façon l'italien ? Impossible ; aucune langue vivante ne pourrait être étudiée comme le latin, cela serait et *semblerait* absurde. Aucun enfant ne connaît le latin quand il en commence l'étude par une telle méthode analytique. Une langue vivante pourrait être connue et il suffirait qu'un seul enfant la connaisse pour rompre le charme : tous iraient à l'école Berlitz, tout de suite. Le latin (le grec aussi) se présente à l'imagination comme un mythe, même pour l'enseignant. On n'étudie pas le latin pour apprendre le latin ; depuis longtemps, en vertu d'une tradition culturelle-scolaire dont on pourrait rechercher l'origine et le développement, ou étudie le latin comme élément d'un programme scolaire idéal, élément qui résume et satisfait toute une série d'exigences pédagogiques et psychologiques ; on l'étudie pour habituer les enfants à étudier d'une façon déterminée, à analyser un corps historique qu'on peut traiter comme un cadavre constamment rappelé à la vie ; pour les habituer à raisonner, à abstraire schématiquement tout en étant capables de redescendre de l'abstraction à la vie réelle immédiate, pour voir dans chaque fait ou chaque donnée ce qu'il a de général et ce qu'il a de particulier, le concept et l'individu. Et la constante comparaison entre le latin et la langue qu'on parle, que ne signifie-t-elle pas du point de vue éducatif ? La distinction et l'identification des mots et des concepts, toute la logique formelle avec les contradictions des opposés et l'analyse des différents, avec le mouvement historique de l'ensemble linguistique qui se modifie dans le temps, qui a un devenir et n'est pas seulement une entité statique. Pendant les huit ans de gymnase-lycée <sup>1</sup> on étudie toute la langue historiquement réelle, après l'avoir vue photographiée dans un instant abstrait sous forme de grammaire : on l'étudie depuis Ennius (et même depuis les termes des fragments des Douze Tables) jusqu'à Phèdre et aux auteurs chrétiens ; un processus historique est analysé de sa naissance à sa mort dans le temps, mort apparente puisqu'on sait que l'italien, auquel le latin est continuellement confronté, est du latin moderne. On étudie la grammaire d'une certaine époque, une abstraction, le vocabulaire d'une période déterminée, mais on étudie (par comparaison) la grammaire et le vocabulaire de chaque auteur déterminé, et la signification de chaque terme dans chaque « période » (stylistique) déterminée, on découvre ainsi que la grammaire et le vocabulaire de Phèdre ne sont pas ceux de Cicéron, ni ceux de Plaute ou de Lactance et Tertullien, qu'un même assemblage de

---

<sup>1</sup> *Gymnase* : Nom donné en Italie à des établissements scolaires comportant les premières classes du second degré. Quelque chose comme nos C.E.S.

sons n'a pas la même signification à différentes époques, chez différents écrivains. On compare continuellement le latin et l'italien ; mais chaque mot est un concept, une image dont la coloration varie selon les temps et les personnes dans chacune des deux langues comparées. On étudie l'histoire littéraire des livres écrits dans cette langue, l'histoire politique, les hauts faits des hommes qui ont parlé cette langue. Tout ce complexe organique détermine l'éducation du jeune homme, du fait qu'il a parcouru, ne serait-ce que matériellement, cet itinéraire avec ces étapes, etc. Il s'est plongé dans l'histoire, il a acquis une intuition historiciste du monde et de la vie, qui devient une seconde nature, presque une spontanéité, parce qu'elle n'a pas été inculquée de façon pédantesque, par une « volonté » extrinsèquement éducative. Cette étude éduquait sans en avoir la volonté expressément déclarée, avec le minimum d'intervention « éducatrice » de l'enseignant : elle éduquait parce qu'elle instruisait. Des expériences logiques, artistiques, psychologiques étaient faites sans « y réfléchir », sans se regarder continuellement dans la glace, et surtout était faite une grande expérience « synthétique », philosophique, de développement historico-réel. Cela ne veut pas dire (et le penser serait stupide) que le latin et le grec, comme tels, aient des vertus intrinsèquement thaumaturgiques dans le domaine éducatif. C'est toute la tradition culturelle, vivante aussi et surtout hors de l'école, qui, dans un milieu donné, produit de telles conséquences. On voit d'ailleurs comment, une fois changée la traditionnelle intuition de la culture, l'école est entrée en crise, et est entrée en crise l'étude du latin et du grec.

Il faudra remplacer le latin et le grec comme point d'appui de l'école formatrice et on les remplacera, mais il ne sera pas facile de disposer la nouvelle matière ou la nouvelle série de matières dans un ordre didactique qui donne des résultats équivalents pour l'éducation et la formation générale de la personnalité, depuis l'enfance jusqu'au seuil du choix professionnel. En effet, dans cette période les études ou la majeure partie des études doivent être désintéressées (ou apparaître telles à ceux qui apprennent), autrement dit ne pas avoir de buts pratiques immédiats ou trop immédiats, elles doivent être formatrices même si elles sont « instructives », c'est-à-dire riches de notions concrètes. Dans l'école actuelle, la crise profonde de la tradition culturelle, de la conception de la vie et de l'homme entraîne un processus de dégénérescence progressive : les écoles de type professionnel, c'est-à-dire préoccupées de satisfaire des intérêts pratiques immédiats, prennent l'avantage sur l'école formatrice, immédiatement désintéressée. L'aspect le plus paradoxal, c'est que ce nouveau type d'école paraît démocratique et est prôné comme tel, alors qu'elle est au contraire destinée non seulement à perpétuer les différences sociales, mais à les cristalliser à la chinoise <sup>1</sup>.

L'école traditionnelle a été oligarchique parce que destinée à la nouvelle génération des groupes dirigeants, destinée à son tour à devenir dirigeante : mais elle n'était pas oligarchique par son mode d'enseignement. Ce n'est pas l'acquisition de capacités directives, ce n'est pas la tendance à former des hommes supérieurs qui

---

<sup>1</sup> Allusion au système du mandarinat dans l'ancienne Chine.

donne son empreinte sociale à un type d'école. L'empreinte sociale est donnée par le fait que chaque groupe social a son propre type d'école, destiné à perpétuer dans ces couches une fonction traditionnelle déterminée, de direction ou d'exécution. Si l'on veut mettre en pièces cette trame, il convient donc ne de pas multiplier et graduer les types d'écoles professionnelles, mais de créer un type unique d'école préparatoire (élémentaire-moyenne) qui conduise le jeune homme jusqu'au seuil du choix professionnel, et le forme entre temps comme personne capable de penser, d'étudier, de diriger, ou de contrôler ceux qui dirigent.

La multiplication des types d'écoles professionnelles tend donc à pérenniser les différences traditionnelles. Mais comme, dans ces différences, elle tend à susciter des stratifications internes, voilà qu'elle donne l'impression d'avoir une tendance démocratique. Manœuvre et ouvrier qualifié, par exemple, paysan et géomètre ou petit agronome, etc. Mais la tendance démocratique, intrinsèquement, ne peut seulement signifier qu'un manœuvre devienne ouvrier qualifié ; elle signifie que tout « citoyen » peut devenir « gouvernant », et que la société le place, fût-ce « abstraitement » dans les conditions générales qui lui permettent de le devenir : la démocratie politique tend à faire coïncider gouvernants et gouvernés (en ce sens que le gouvernement doit avoir le consentement des gouvernés) en assurant à tout gouverné l'apprentissage gratuit de la capacité et de la préparation technique générale nécessaire à cet effet. Mais le type d'école qui se développe comme école pour le peuple ne tend même plus à maintenir l'illusion, puisqu'elle s'organise toujours davantage de manière à restreindre la base de la couche gouvernante techniquement Préparée, dans un climat politique et social qui limite encore l' « initiative privée » visant à donner cette capacité et cette préparation technico-politique, de sorte qu'on revient en réalité aux divisions en ordres « juridiquement » fixés et cristallisés, au lieu de dépasser les divisions en groupes : la multiplication des écoles professionnelles toujours plus spécialisées dès le début des études est une des manifestations les plus éclatantes de cette tendance.

A propos du dogmatisme et du criticisme-historicisme à l'école élémentaire et moyenne, il est à noter que la nouvelle pédagogie a voulu battre en brèche le dogmatisme précisément dans le domaine de l'instruction, de l'acquisition des notions concrètes, c'est-à-dire précisément dans le domaine où un certain dogmatisme est pratiquement inévitable et ne peut être réabsorbé et dissout que dans le cycle entier du cours des études (on ne peut enseigner la grammaire historique dans les écoles élémentaires et au gymnase) ; mais il lui faut après cela voir introduire le dogmatisme par excellence dans le domaine de la pensée religieuse et voir décrire implicitement toute l'histoire de la philosophie comme une succession de folies et de délires. Dans l'enseignement de la philosophie, le nouveau cours pédagogique (au moins pour ces élèves, et ils sont l'immense majorité, qui ne reçoivent pas d'aide intellectuelle hors de l'école, en famille ou dans l'entourage familial, et doivent se former uniquement avec les indications reçues en classe) appauvrit l'enseignement et en rabaisse le niveau, pratiquement, bien que rationnellement il paraisse très beau, d'une très grande beauté utopique. La philosophie descriptive traditionnelle, renforcée par un cours d'histoire de la philosophie et par la lecture d'un certain nombre de philosophes, semble

pratiquement la meilleure chose. La philosophie qui décrit et définit sera une abstraction dogmatique, comme la grammaire et la mathématique, mais c'est là une nécessité pédagogique et didactique.  $1 = 1$  est une abstraction, mais personne n'est conduit pour autant à penser que 1 mouche est égale à 1 éléphant. Même les règles de la logique formelle sont des abstractions du même genre, elles sont comme la grammaire de la pensée normale, et pourtant, il faut les étudier car elles ne sont pas quelque chose d'inné mais doivent être acquises par le travail et la réflexion. Le nouveau cours présuppose que la logique formelle est quelque chose qu'on possède déjà quand on pense, mais n'explique pas comment on doit l'acquérir, si bien que pratiquement c'est comme si on la supposait innée. La logique formelle est comme la grammaire : elle est assimilée de façon « vivante » même si l'apprentissage nécessaire a été schématique et abstrait, car le disciple n'est pas un disque de phonographe, n'est par un récipient passivement mécanique, même si la liturgie conventionnelle des examens lui donne quelquefois cette apparence. Le rapport de ces schèmes éducatifs avec l'esprit enfantin est toujours actif et créateur, comme est actif et créateur le rapport entre l'ouvrier et ses instruments de travail ; un calibre est lui aussi un ensemble d'abstractions, et pourtant on ne produit pas d'objets réels sans calibrage, objets réels qui sont des rapports sociaux et contiennent implicitement des idées.

L'enfant qui s'escrime avec les *barbara, baralipton*<sup>1</sup>, se fatigue certes, et il faut faire en sorte qu'il se fatigue autant qu'il est nécessaire et pas plus, mais il n'est pas moins certain qu'il devra toujours se fatiguer pour apprendre à se contraindre à des privations et limitations de mouvement physique, autrement dit se soumettre à un apprentissage psycho-physique. Il faut persuader beaucoup de gens que l'étude est elle aussi un métier, et très fatigant, avec son apprentissage spécial qui n'est pas seulement intellectuel, mais aussi musculaire-nerveux : c'est un processus d'adaptation, une habitude acquise avec effort, ennui et même souffrance. La participation de plus larges masses à l'école moyenne porte en elle la tendance à relâcher la discipline de l'étude, à demander des « facilités ». Beaucoup pensent carrément que les difficultés sont artificielles, parce qu'ils sont habitués à considérer comme travail et fatigue le seul travail manuel. La question est complexe. Certes l'enfant d'une famille traditionnelle d'intellectuels vient plus facilement à bout du processus d'adaptation psycho-physique ; dès la première fois qu'il entre en classe, il est avantagé sur plusieurs points par rapport à ses camarades, il a une orientation déjà acquise grâce aux habitudes familiales : il concentre plus facilement son attention parce qu'il a l'habitude d'une bonne tenue physique, etc. De la même façon, le fils d'un ouvrier de la ville souffre moins, quand il entre à l'usine, qu'un garçon de la campagne ou qu'un jeune paysan déjà formé pour la vie rurale. Même le régime alimentaire a une importance, etc. Voilà pourquoi beaucoup de gens du peuple pensent que dans la difficulté des études il doit y avoir un « truc » à leur désavantage (quand ils ne pensent pas être stupides par nature) : ils voient le monsieur (et pour beaucoup à la

---

<sup>1</sup> Ces termes bizarres (dont Molière s'est moqué, dans le *Bourgeois Gentilhomme*) n'ont aucune signification par eux-mêmes. Dans l'ancienne logique formelle, les lettres qui les composent correspondaient à une sorte de code permettant de repérer les différents types de raisonnement.

campagne surtout, monsieur veut dire intellectuel) accomplir avec souplesse et apparente facilité le travail qui coûte des larmes de sang à leurs enfants, et ils pensent qu'il doit y avoir un « truc ». Dans une situation nouvelle, ces problèmes peuvent devenir très ardues, et il faudra résister à la tendance à rendre facile ce qui ne peut l'être sans être dénaturé. Si l'on veut créer une nouvelle couche d'intellectuels, jusqu'aux plus grandes spécialisations, à partir d'un groupe social qui n'en a pas développé par tradition les attitudes, il faudra surmonter des difficultés inouïes.

## Quelques principes de la pédagogie moderne

[Retour à la table des matières](#)

Chercher l'origine historique exacte de quelques principes de la pédagogie moderne : l'école active ou la collaboration amicale du maître et de l'élève ; l'école ouverte ; la nécessité de laisser libre cours au développement des facultés spontanées de l'élève, sous la surveillance mais non sous le contrôle voyant du maître. La Suisse a apporté une grande contribution à la pédagogie moderne (Pestalozzi, etc.) à travers la tradition genevoise de Rousseau ; en réalité, cette pédagogie est une forme confuse de philosophie liée à une série de règles empiriques. On n'a pas tenu compte du fait que les idées de Rousseau sont une réaction violente contre l'école et contre les méthodes pédagogiques des jésuites et en tant que telles représentent un progrès ; mais il s'est formé ensuite une espèce d'église qui a paralysé les études pédagogiques et a donné lieu à de curieuses involutions (dans les doctrines de Gentile et de Lombardo-Radice). La « spontanéité » est une de ces involutions : on se représente presque le cerveau de l'enfant comme une pelote que le maître aide à dévider. En réalité, chaque génération éduque la nouvelle génération, c'est-à-dire la forme ; l'éducation est une lutte contre les instincts liés aux fonctions biologiques élémentaires, une lutte contre la nature pour la dominer et créer l'homme « actuel » dans son époque. On ne tient pas compte du fait que l'enfant, dès qu'il commence à « voir et toucher », peu de jours peut-être après la naissance, accumule des sensations et des images qui se multiplient et deviennent complexes au moment de l'apprentissage du langage. La « spontanéité », si on l'analyse, devient de plus en plus problématique <sup>1</sup>. De plus, l'« école », c'est-à-dire l'activité éducative directe, n'est qu'une partie de la vie de l'élève qui entre en contact aussi bien avec la société humaine qu'avec la *societas rerum*, et se forme des critères à partir de ces sources « extra-scolaires » beaucoup plus importantes qu'on ne croit communément. L'école unique, intellectuelle et manuelle a aussi l'avantage de

---

<sup>1</sup> Voir : Lettre à Julia du 30 décembre 1930 ; lettre à Tania du 7 mars 1932 ; lettre à Julia du 14 novembre 1931 pour le concept d'« inclinaison infantile » (Gallimard 1971, pp. 373-374).

mettre l'enfant en contact en même temps avec l'histoire humaine et avec l'histoire des « choses » sous le contrôle du maître (Int., pp. 115-116). [1929-1930]

## Pédagogie mécaniste et idéaliste

[Retour à la table des matières](#)

Pour élaborer un essai complet sur Antonio Labriola, il faut avoir à l'esprit, outre ses écrits qui sont rares et souvent seulement allusifs ou extrêmement synthétiques, les éléments et les fragments de conversation rapportés par ses amis et ses disciples (Labriola a laissé le souvenir d'un exceptionnel « causeur »). On peut recueillir çà et là dans les livres de B. Croce bon nombre de ces éléments et fragments. Ainsi, dans les *Conversations critiques* (seconde série), édition italienne, pp. 60-61 : « Comment feriez-vous pour éduquer moralement un Papou ? » demanda un de nos élèves, voici plusieurs années, au professeur Labriola au cours d'une de ses leçons de pédagogie, en objection à l'efficacité de la pédagogie. « Provisoirement, répondit avec une âpreté digne de *Vico et de Hegel le professeur hébartien, provisoirement j'en ferais un esclave ; ce serait la pédagogie adaptée à ce cas, quitte à voir si, pour ses petits et arrière-petits-fils, ou pourra commencer à mettre en oeuvre notre pédagogie*<sup>1</sup>. » *Il faut rapprocher cette réponse de Labriola de l'interview qu'il a donnée sur la question coloniale (Lybie) vers 1903 et rapportée dans le livre Divers écrits de philosophie et de politique*<sup>2</sup>. Il faut aussi la rapprocher de la façon de penser de Gentile en ce

---

<sup>1</sup> Croce, en accord avec Labriola, commente : « Le problème est là tout entier - non pas récuser le concept de culture, mais le définir exactement et trouver un mode approprié et concret de diffusion de la culture. Et ce mode peut être quelquefois le *Odi profanum vulgus* (Je hais le vulgaire profane), et consister à repousser violemment les gens du seuil du temple de la science en les contraignant à rester dehors aussi longtemps qu'ils ne s'en rendent pas dignes. » (*Conversations critiques*, série 11, Bari, Laterza, 1950, p. 61).

<sup>2</sup> Le *Giornale d'Italia* avait demandé à Labriola « ce qu'il pensait, en tant que socialiste, d'une action de l'Italie à Tripoli, du point de vue de l'opportunité nationale et des intérêts du prolétariat ». Les journaux socialistes officiels avaient en effet, comme le rappelle le chapeau de la rédaction de l'interview, « repris leur vieille opposition à la politique d'expansion ». Labriola se dit favorable à l'entreprise et donna, dans la première partie de sa réponse, une justification « historiciste » générale de sa position. Voici le passage :

« Les intérêts des socialistes ne peuvent pas être opposés aux intérêts nationaux, et ils doivent même les encourager sous toutes les formes. Les États d'Europe - je reprends ici des idées et des formules que j'ai exprimées d'autres fois - sont en devenir continuel et complexe, en ce qu'ils ambitionnent, conquièrent, assujettissent et exploitent dans tout le reste du monde. L'Italie ne peut pas se soustraire à ce développement des États qui porte avec lui un développement des peuples. Si elle le faisait, elle se soustrairait en réalité à la circulation de la vie moderne et resterait *arriérée* en



qui concerne l'enseignement religieux dans les écoles primaires. Il semble que l'on ait affaire à un pseudo-historicisme, à un mécanisme assez empirique et très voisin du plus vulgaire évolutionnisme. On pourrait rappeler ce que dit Bertrando Spaventa à propos de ceux qui voudraient constamment maintenir les hommes au berceau (c'est-à-dire dans le moment de l'autorité qui éduque bien à la liberté les peuples primitifs) et qui pensent toute la vie (des autres) comme un berceau \*. Il me semble qu'il faut historiquement poser le problème d'une autre façon : une nation ou un groupe social parvenus à un degré supérieur de civilisation ne peuvent-ils pas (donc ne doivent-ils pas) « accélérer » le processus d'éducation des peuples et des groupes sociaux plus attardés, en universalisant et en traduisant de manière adaptée leur nouvelle expérience ? Ainsi, lorsque les Anglais enrôlent des recrues parmi les peuples primitifs qui n'ont jamais vu de fusils modernes, ils ne les instruisent pas au maniement de l'arc, du boomerang ou de la sarbacane, mais précisément à celui du fusil, bien que les normes d'instruction soient nécessairement adaptées à la « mentalité » de ce peuple primitif déterminé. La forme de pensée impliquée par la réponse de Labriola ne paraît donc ni dialectique ni progressiste mais plutôt mécanique et rétrograde, tout comme la pensée « pédagogique » religieuse de Gentile qui n'est rien d'autre qu'un dérivé du concept de la « religion bonne pour le peuple » (peuple = enfant = phase primitive de la pensée à laquelle correspond la religion, etc.), à savoir la renonciation (tendancieuse) à édu-

---

Europe. Le mouvement expansionniste des nations a ses raisons profondes dans la concurrence économique.

« L'économie et la politique ne sont pas séparables à volonté et artificiellement. La lutte entre les États pour ce que l'on appelle la sphère d'influences et le rayon d'action, naît de la structure intime des États eux-mêmes et elle est le plus souvent la condition de leur progrès et le moyen de se donner consistance. Il n'est pas possible, dans les conditions actuelles effectives des États, que la concurrence cède le pas à une justice désincarnée et sans moyens de contrainte : je dis cela à ceux qui s'imaginent que l'on peut constituer l'arbitre international pour concilier les querelles entre les nations et les forces automatiques et élémentaires de l'histoire ; je dis cela aujourd'hui à ceux qui, par aversion pour certaines formes de contrainte que les États sont obligés d'utiliser, préfèrent renoncer au relatif progrès qui naît de ce que l'on prend une part active à la concurrence impétueuse propre à notre temps. » (« Tripoli, le socialisme et l'expansion coloniale », tirée d'une interview au *Giornale d'Italia* du 13 avril 1902, publiée dans *Écrits variés* édités et inédits de philosophie politique rassemblés et publiés par B. Croce, Bari, Laterza, 1906, pp. 433-434).

Labriola ajoutait ensuite que l'Italie, arrivée tardivement en Afrique pour y prendre « une position prédominante », aurait dû se contenter de la Tripolitaine qu'il fallait donc occuper avant que les autres ne le fassent, comme cela s'était produit pour l'Égypte et la Tunisie. Il considérait la question de Tripoli « comme le premier essai de notre première apparition libre dans la politique mondiale » et comme un choix Politique qui, s'il était bien poursuivi, pouvait permettre de surmonter les maux chroniques du pays, l'assujettissement au capital étranger et l'émigration, en ouvrant la possibilité d'« une politique de la population » et d'une politique économique capables de « faire de la masse de nos émigrants, des Italiens à même de peupler une nouvelle patrie ».

\* Hegel avait affirmé que la servitude était le berceau de la liberté. Pour Hegel comme pour Machiavel, la « nouvelle souveraineté » (c'est-à-dire la période dictatoriale qui caractérise le début de chaque nouveau type d'État) et la servitude qui s'y rattache, ne se justifient que comme éducation et discipline de l'homme qui n'est pas encore libre. Aussi B. Spaventa (*Principes d'Éthique*, Appendice, Naples, 1904) commente opportunément : « Mais le berceau n'est pas la vie. Quelques-uns nous voudraient constamment au berceau. » Un exemple typique de ce berceau que devient toute la vie est donné par le protectionnisme douanier, qui est toujours préconisé et justifié à titre de « berceau » mais tend à devenir un berceau éternel. (*Note de Gramsci.*)

quer le peuple. Le mécanisme implicite de la pensée de Labriola apparaît de façon encore plus évidente dans son interview sur la question coloniale. En effet, il se peut très bien qu'il soit « nécessaire de réduire les Papous en esclavage » pour les éduquer, mais il est tout aussi nécessaire d'affirmer que cette nécessité n'est que contingente car on se trouve dans des conditions déterminées, c'est-à-dire que cette nécessité est « historique » et non pas absolue : il est nécessaire au contraire de lutter à ce sujet, et cette lutte est justement la condition de la libération de l'esclavage et de l'éducation par la pédagogie moderne des petits et arrière-petits-fils des Papous. Que certains affirment nettement que la servitude des Papous n'est qu'une nécessité du moment et qu'ils se rebellent contre cette nécessité, est aussi un fait philosophico-historique : 1. parce que cela contribuera à réduire la période d'esclavage au laps de temps nécessaire ; 2. parce que cela amènera les Papous à réfléchir sur eux-mêmes, à s'autoéduquer, dans la mesure où ils comprendront qu'ils sont appuyés par des hommes d'une civilisation supérieure ; 3. parce que cette résistance seule, démontre que l'on est réellement dans une phase supérieure de civilisation et de pensée, etc. L'historicisme de Labriola et de Gentile est d'un genre très inférieur : c'est l'historicisme des juristes pour lesquels le knout n'est pas un knout quand il est un knout « historique ». Il s'agit d'ailleurs d'une façon de penser très nébuleuse et très confuse. Qu'une présentation « dogmatique » des notions scientifiques ou qu'une mythologie soit nécessaire dans les écoles élémentaires, ne signifie pas que le dogme doit être religieux et la mythologie, telle mythologie déterminée. Qu'un groupe social ou un peuple arriérés aient besoin d'une discipline extérieure coercitive pour être civilement éduqués ne signifie pas qu'ils doivent être réduits en esclavage ; à moins qu'on ne pense que toute coercition de l'État est esclavage. Il y a aussi une coercition de type militaire même pour le travail que l'on peut appliquer même à la classe dominante et qui n'est pas un « esclavage » mais l'expression adaptée de la pédagogie moderne destinée à éduquer un élément primitif (qui est bien sûr primitif mais au voisinage d'éléments déjà mûrs, alors que la servitude est organiquement l'expression de conditions universellement primitives). Spaventa, qui se plaçait du point de vue de la bourgeoisie libérale contre les « sophismes » historicistes des classes réactionnaires, exprimait, sous forme sarcastique, une conception bien plus progressiste et dialectique que celle de Labriola et de Gentile (Int., pp. 116-118). [1932-1933]

Deuxième partie : section III

## III

---

# PROBLÈMES DE CRITIQUE LITTÉRAIRE

## L'art et la lutte pour une nouvelle civilisation

[Retour à la table des matières](#)

Les rapports de nature artistique montrent, surtout dans la philosophie de la praxis, la naïveté prétentieuse des perroquets qui croient posséder, dans quelques petites formules stéréotypées, les clefs qui ouvrent toutes les portes (ces clefs s'appellent exactement des « rossignols »).

Deux écrivains peuvent représenter (exprimer) le même moment historico-social, mais l'un peut être un artiste et l'autre un simple scribouillard. Prétendre épuiser le problème en se bornant à décrire ce que les deux écrivains représentent ou expriment du point de vue social, c'est-à-dire en résumant, plus ou moins bien, les caractéristiques d'un moment historico-social déterminé, cela signifie qu'on n'a même pas effleuré le problème artistique. Tout cela peut être utile et nécessaire, et cela l'est même certainement, mais dans un autre domaine : dans celui de la critique politique, de la critique des mœurs, dans la lutte pour détruire et surmonter certains courants de sentiments et de croyances, certaines attitudes envers la vie et le monde ; ce n'est pas de la critique et de l'histoire de l'art, et cela ne peut être présenté comme tel, sous peine de

tomber dans la confusion, de faire rétrograder ou d'immobiliser les concepts scientifiques, c'est-à-dire précisément de ne pas poursuivre les fins propres à la lutte culturelle.

Un certain moment historico-social n'est jamais homogène, il est même riche en contradictions. Il acquiert une « personnalité », il est un « moment » du déroulement de l'histoire, par le fait qu'une certaine activité de la vie y domine les autres, il représente une « pointe » historique : mais cela suppose auparavant une hiérarchie, une opposition, une lutte. L'écrivain qui représente cette activité dominante, cette « pointe » historique, devrait représenter ce moment donné ; mais comment juger ceux qui représentent les autres activités, les autres éléments ? Ne sont-ils pas « représentatifs » eux aussi ? Et n'est-il pas, lui aussi, représentatif de ce « moment » celui qui en exprime les éléments « réactionnaires » et anachroniques ? Ou bien faudra-t-il considérer comme représentatif celui qui exprimera toutes les forces et tous les éléments en opposition et en lutte, c'est-à-dire celui qui représente les contradictions de l'ensemble historico-social ?

On peut aussi penser qu'une critique de la civilisation littéraire, une lutte pour créer une nouvelle culture, puisse être artistique dans ce sens qu'un art nouveau naîtra de la nouvelle culture, mais cela nous apparaît comme un sophisme. De toute façon, c'est peut-être en partant de telles suppositions que l'on peut mieux comprendre le rapport De Sanctis-Croce et les polémiques sur le contenu et la forme. La critique de De Sanctis est une critique militante, et non pas de façon « froide », esthétique ; elle est la critique d'une période de luttes culturelles, d'oppositions entre des conceptions de la vie antagonistes. Les analyses du contenu, la critique de la « structure » des oeuvres c'est-à-dire de la cohérence logique et historique- actuelle des masses de sentiments représentés de façon artistique, tout cela est lié à cette lutte culturelle : c'est justement en cela que consiste, semble-t-il, la profonde humanité et l'humanisme de De Sanctis, qui rendent si sympathique, aujourd'hui encore, le critique lui-même. On aime sentir en lui la ferveur passionnée de l'homme de parti, qui a de solides convictions morales et politiques et qui ne les cache pas, qui ne teinte même pas de les cacher. Croce arrive à distinguer les divers aspects du critique qui, chez De Sanctis, étaient organiquement unis, fondus ensemble. Chez Croce revivent les mêmes motifs culturels que chez De Sanctis, mais dans leur période d'expansion et de triomphe ; il continue à lutter, mais pour un raffinement de la culture (d'une certaine culture), non pour son droit à la vie : la passion et la ferveur romantiques se sont accordées dans une sérénité supérieure et dans une indulgence pleine de bonhomie. Mais même chez Croce cette position n'est pas permanente : elle est suivie d'une phase où la sérénité et l'indulgence se fêlent et où l'on voit affleurer l'acrimonie et une colère difficilement contenue : phase défensive, non plus agressive et fervente, et par conséquent qui ne peut être comparée avec l'attitude correspondante de De Sanctis.

En somme, le type de critique littéraire propre à la philosophie de la praxis nous est offert par De Sanctis, non par Croce ou par tout autre critique (et surtout pas par Carducci) : elle doit fondre la lutte pour une nouvelle culture, c'est-à-dire pour un

nouvel humanisme, la critique des mœurs, des sentiments et des conceptions du monde, avec la critique esthétique ou purement artistique, dans une ferveur passionnée, même sous la forme du sarcasme... (L.V.N., pp. 6-7.) [1934]

Qu'il faille parler, pour être exact, de lutte pour une « nouvelle culture », et non pour un « art nouveau » (au sens immédiat du terme), cela paraît évident. Peut-être ne peut-on même pas dire, pour être exact, que l'on lutte pour un nouveau contenu de l'art, car celui-ci ne peut être pensé de façon abstraite, séparé de la forme. Lutter pour un art nouveau voudrait dire lutter pour créer de nouveaux artistes individuels, ce qui est absurde, car on ne peut créer artificiellement des artistes. Il faut parler de lutte pour une nouvelle culture, c'est-à-dire pour une nouvelle vie morale, qui ne peut pas ne pas être intimement liée à une nouvelle intuition de la vie, jusqu'à ce qu'elle devienne une nouvelle façon de sentir et de voir la réalité, et par conséquent un monde lié dans sa nature profonde avec les « artistes possibles », avec les « oeuvres d'art possibles ».

Le fait qu'on ne peut créer artificiellement des artistes individuels ne signifie donc pas que le nouveau monde culturel pour lequel on lutte, en suscitant passions et chaleur humaine, suscite nécessairement de « nouveaux artistes » ; c'est-à-dire on ne peut affirmer que Durand ou Dupont deviendront des artistes, mais on peut affirmer que, du mouvement même naîtront de nouveaux artistes. Un nouveau groupe social qui entre dans la vie de l'histoire en aspirant à l'hégémonie, avec une assurance, une confiance en lui-même qu'il n'avait pas auparavant, ne peut pas ne pas faire naître en son sein des personnalités qui, auparavant, n'auraient pas eu la force nécessaire pour s'exprimer totalement dans un certain sens.

Ainsi on ne peut dire qu'il se formera un nouveau « souffle poétique », selon l'expression qui fut à la mode il y a quelques années. Le « souffle poétique » n'est qu'une métaphore pour exprimer l'ensemble des artistes qui se sont déjà formés ou révélés ou du moins le processus de formation et de révélation déjà commencé et déjà consolidé... (L.V.N., pp. 9-10.) [1934]

## L'art éducatif

[Retour à la table des matières](#)

« L'art est éducatif en tant qu'art, mais non en tant qu' « art éducatif », parce que dans ce cas il n'est rien et que le néant ne peut éduquer. Certes, il semble que

nous soyons tous d'accord pour désirer un art qui ressemble à celui du Risorgimento et non, par exemple, à celui de la période d'annunzienne ; mais, à la vérité, si l'on considère bien ce désir, il n'y a pas en lui le désir d'un art de préférence à un autre, mais bien le désir d'une réalité morale de préférence à une autre. De la même façon, quelqu'un qui désire qu'un miroir reflète une belle personne plutôt qu'une laide, ne souhaite pas avoir un miroir différent de celui qui est devant lui, mais une personne différente <sup>1</sup>. »

« Lorsqu'une oeuvre poétique ou un cycle d'œuvres poétiques s'est formé, il est impossible de continuer ce cycle par l'étude, l'imitation et les variations autour de ces oeuvres : par ce moyen on n'obtient que ce qu'on appelle l'école poétique, le *servum pecus* des épigones <sup>2</sup>. La poésie n'engendre pas la poésie ; la parthénogénèse <sup>3</sup> n'a pas lieu ; il faut l'intervention de l'élément mâle, de ce qui est réel, passionnel, pratique, moral. Les plus grands critiques de la poésie conseillent, dans ces cas là, de ne pas avoir recours à des recettes littéraires, mais, comme ils disent, de « refaire l'homme ». Lorsqu'on a refait l'homme, lorsqu'on a rafraîchi l'esprit et fait naître une nouvelle vie affective, c'est d'elle que surgira, si elle surgit, une nouvelle poésie <sup>4</sup>. »

Cette observation, le matérialisme historique peut la reprendre à son compte. La littérature n'engendre pas la littérature, etc., c'est-à-dire : les idéologies n'engendrent pas d'idéologies, les superstructures ne créent pas des superstructures sinon comme une descendance inerte et passive : elles sont engendrées, non par parthénogénèse, mais par l'intervention de l'élément « mâle », l'histoire, l'activité révolutionnaire qui crée l'« homme nouveau », c'est-à-dire de nouveaux rapports sociaux.

On peut aussi en déduire ceci : que le vieil « homme », sous l'effet du changement, devient lui aussi « nouveau », parce qu'il entre dans une série de nouveaux rapports, une fois que les anciens rapports sont bouleversés. D'où le fait que, avant que le « nouvel homme » créé de façon positive ait donné sa poésie, on peut assister au « chant du cygne » du vieil homme rénové de façon négative : et souvent ce chant du cygne est d'une admirable splendeur ; le nouveau s'y mêle à l'ancien, les passions y

---

<sup>1</sup> CROCE : *Cultura e vita morale*, pp. 169-170, chap. : « Fede e programmi » \* de 1911. (Note de Gramsci.)

\* « La foi et les programmes. »

<sup>2</sup> *Servum pecus* : expression latine du poète Horace pour désigner les imitateurs en littérature (mot à mot : le troupeau des esclaves).

Épigones : dans la mythologie grecque, les épigones étaient les fils des sept chefs qui périrent en assiégeant Thèbes. Par extension le mot désigne les successeurs, les descendants (dans un sens quelque peu ironique).

<sup>3</sup> *Parthénogénèse* : mode de reproduction de certains animaux par des oeufs non fécondés (des mots grecs : *Parthenos*, vierge, et *Genesis*, engendrement).

<sup>4</sup> CROCE : *Cultura e vita morale*, pp. 241-242, chap. : « Troppa filosofia » \*\* de 1922. (Note de Gramsci.)

\*\* « Trop de philosophie ».

brûlent d'un feu incomparable, etc. (*La Divine Comédie* n'est-elle pas un peu le chant du cygne du moyen âge, tout en anticipant sur les temps nouveaux et sur la nouvelle histoire ?) (L.V.N., pp. 10-11.) [1930-1932]

## Critères de critique littéraire

[Retour à la table des matières](#)

L'idée que l'art est l'art, et non une propagande politique « voulue » et proposée, est-elle, en elle-même, un obstacle à la formation de courants culturels déterminés qui soient le reflet de leur époque et qui contribuent à renforcer des courants politiques déterminés? Il ne semble pas, et il semble bien plutôt qu'une telle idée pose le problème en des termes plus radicaux et qui sont ceux d'une critique plus efficace et plus concluante. Une fois posé le principe qu'il ne faut rechercher que le caractère artistique d'une oeuvre d'art, il n'est pas du tout exclu que l'on recherche quelle masse de sentiments, quelle attitude envers la vie se dégagent de l'oeuvre elle-même. On voit même, chez De Sanctis et chez Croce, que cela est admis par les courants esthétiques modernes. Ce qui est exclu, c'est qu'une oeuvre soit belle à cause de son contenu moral et politique, et non pas à cause de sa forme, dans laquelle le contenu abstrait s'est fondu, à laquelle il s'est identifié.

On peut aussi rechercher si une oeuvre d'art n'est pas ratée Parce que son auteur a été détourné par des préoccupations pratiques extérieures, c'est-à-dire postiches, sans sincérité. Il semble que ce soit là le point crucial de la polémique : X... « veut » exprimer artificiellement un certain contenu et ne crée pas une oeuvre d'art. La faillite artistique de l'oeuvre d'art donnée (car X... a montré qu'il était un artiste dans d'autres de ses oeuvres réellement senties et vécues) démontre que ce contenu est pour X ... une matière sourde et rebelle, que l'enthousiasme de X ... est factice et voulu de l'extérieur, que X... n'est pas en réalité, dans ce cas précis, un artiste, mais un serviteur qui veut plaire à ses maîtres. Il y a donc deux séries de faits : les uns de caractère esthétique ou d'art pur, les autres de politique culturelle (c'est-à-dire de politique tout court). Le fait qu'on en arrive à nier le caractère artistique d'une oeuvre, peut servir au critique politique pour démontrer que X..., en tant qu'artiste, n'appartient pas à un certain monde politique ; que du moment que sa personnalité est essentiellement

artistique, ce monde n'exerce aucune action dans sa vie intime, la plus personnelle, que ce monde n'existe pas : X... est par conséquent un comédien de la politique, il veut faire croire qu'il est ce qu'il n'est pas, etc. Donc le critique politique dénoncera X..., non comme artiste, mais comme « opportuniste politique ».

Lorsque l'homme politique exerce une pression pour que l'art de son temps exprime un monde culturel donné, il s'agit d'une activité politique, non d'une critique artistique : si le monde culturel pour lequel on lutte est un fait vivant et nécessaire, son expansivité sera irrésistible, et il trouvera ses artistes. Mais si, malgré la pression exercée, ce caractère irrésistible ne se voit pas, ne se manifeste pas, cela signifie qu'il s'agit d'un monde postiche et fictif, d'une élucubration livresque de gens médiocres qui se lamentent du fait que les hommes de plus grande envergure ne sont pas d'accord avec eux. La façon même de poser la question peut être un indice de la solidité d'un tel monde moral et culturel : en effet, ce qu'on appelle le « calligraphisme » n'est autre chose que la défense des petits artistes, qui affirment par opportunisme certains principes, mais se sentent incapables de les exprimer de façon artistique, c'est-à-dire par leur activité propre, et qui radotent sur une pure forme qui serait son propre contenu, etc., etc. Le principe formel de la distinction des catégories spirituelles et de leur unité de « circulation », même sous son aspect abstrait, permet de saisir la réalité effective et de critiquer le côté arbitraire et la pseudo-vie de ceux qui ne veulent pas abattre cartes sur table, ou qui sont simplement des médiocres placés par le hasard à un poste de commande. [1933]

Dans le numéro de mars 1933 de *L'Educazione fascista*, voir l'article polémique de Argò avec Paul Nizan [« Idee d'oltre confine » (Idées d'au-delà les frontières)] a propos de la conception d'une nouvelle littérature qui pourrait surgir d'un renouvellement intellectuel et moral intégral. Nizan semble bien poser le problème lorsqu'il commence par définir ce qu'est un renouvellement intégral des bases culturelles, et limite le champ de la recherche elle-même. La seule objection fondée de Argo est la suivante : l'impossibilité de sauter une étape nationale, autochtone, de la nouvelle littérature, et les dangers « cosmopolites » de la conception de Nizan. De ce point de vue, de nombreuses critiques adressées par Nizan à des groupes d'intellectuels français sont à réexaminer : *N.R.F.*, le « populisme », etc., jusqu'au groupe de *Monde*<sup>1</sup>, non parce que ses critiques ne frappent pas juste politiquement, mais précisément parce qu'il est impossible que la nouvelle littérature ne se manifeste pas « nationalement » par des combinaisons et des associations diverses, plus où moins hybrides. C'est le courant tout entier qu'il faut examiner et étudier, objectivement.

D'autre part, en ce qui concerne les rapports entre la littérature et la politique, il ne faut pas perdre de vue ce critère : que l'homme de lettres doit avoir des perspectives nécessairement moins précises et moins définies que l'homme politique, qu'il doit être moins « sectaire », si l'on peut dire, mais sous des formes en apparence contradictoi-

---

<sup>1</sup> Le groupe de *Monde* : il s'agit de la revue fondée en 1928 par Henri Barbusse qui joua un grand rôle dans la création d'un front de lutte anti-fasciste des travailleurs et des intellectuels.



res. Pour l'homme politique toute image « fixée » a priori est réactionnaire : le politique considère l'ensemble du mouvement dans son devenir. L'artiste, au contraire, doit avoir des images « fixées » et coulées dans leur forme définitive. Le politique imagine l'homme tel qu'il est et, en même temps, tel qu'il devrait être pour atteindre un but déterminé ; son travail consiste précisément à amener les hommes à se mettre en mouvement, à sortir de leur être présent pour devenir capables collectivement d'atteindre le but que l'on se propose, c'est-à-dire à se « conformer » à ce but. L'artiste représente nécessairement « ce qu'il y a », à un certain moment, de personnel, de non-conformiste, etc., de façon réaliste. Aussi, du point de vue politique, l'homme politique ne sera jamais content de l'artiste, et ne pourra pas l'être : il le trouvera toujours en retard sur son époque, toujours anachronique, toujours dépassé par le mouvement réel. Si l'histoire est un processus continu de libération et d'auto-conscience, il est évident que chaque étape, du point de vue de l'histoire et dans ce cas du point de vue de la culture, sera aussitôt dépassée et n'intéressera plus. Il me semble qu'il faut tenir compte de tout cela pour apprécier les jugements de Nizan sur ces différents groupes.

Mais, d'un point de vue objectif, comme cela se produit encore aujourd'hui, Voltaire est actuel, pour certaines couches de la population, de même ces groupes littéraires et toutes les combinaisons qu'ils représentent peuvent être actuels, et sont même actuels : dans ce cas, « objectif » veut dire que le développement du renouveau moral et intellectuel n'est pas simultanément chez toutes les couches sociales, bien loin de là : aujourd'hui encore, il n'est pas inutile de le répéter, beaucoup sont partisans de Ptolémée et non de Copernic<sup>1</sup>. Il existe de nombreux « conformismes », de nombreuses luttes pour de nouveaux « conformismes » et des combinaisons variées entre ce qui est (et ce qui peut être envisagé sous des angles différents) et ce que l'on travaille à faire devenir (et beaucoup travaillent dans ce sens). Se placer du point de vue d'une « seule » ligne de mouvement progressif, selon laquelle toute acquisition nouvelle s'accumule et devient le point de départ de nouvelles acquisitions, est une grave erreur : non seulement les lignes sont multiples, mais on observe aussi des mouvements de recul dans la ligne la plus « progressive ». En outre, Nizan ne sait pas poser la question de ce qu'on appelle la « littérature populaire », c'est-à-dire du succès que connaît, parmi les masses populaires, la littérature des feuilletons (romans d'aventures, policiers, noirs, etc.), succès qui est aidé par le cinéma et par le journal. Et c'est pourtant cette question qui constitue la plus grande partie du problème d'une nouvelle littérature en tant qu'expression d'un renouveau intellectuel et moral : car c'est seulement à partir des lecteurs de romans-feuilletons que l'on peut sélectionner le public suffisant et nécessaire pour créer la base culturelle d'une nouvelle littérature. Il me semble que le problème doit être le suivant : comment créer un corps d'écrivains qui, du point de vue artistique, soient au roman-feuilleton ce que Dostoïevski était à Eugène Sue et Soulié ou, pour le roman policier, ce que Chesterton est à Conan Doyle ou à Wallace, etc. ? Dans cette perspective, il faut abandonner bien des idées préconçues, mais il

---

<sup>1</sup> C'est-à-dire beaucoup sont encore partisans de la vieille représentation du monde selon le géographe grec Ptolémée, pour qui la terre était le centre de l'univers, et non de la conception scientifique moderne, née avec Copernic, qui affirma le premier que la terre n'était qu'une planète tournant autour du soleil.

faut tout particulièrement penser que, non seulement on ne peut monopoliser ce genre de littérature mais que l'on a contre soi la formidable organisation d'intérêts des éditeurs.

Le préjugé le plus répandu est que la nouvelle littérature doit s'identifier avec une école artistique d'origine intellectuelle, comme ce fut le cas pour le futurisme. Les prémisses de la nouvelle littérature doivent être nécessairement historiques, politiques, populaires ; elles doivent tendre à élaborer ce qui existe déjà, de façon polémique ou de toute autre façon, peu importe ; l'important est que cette nouvelle littérature plonge ses racines dans *l'humus* de la culture populaire telle qu'elle est, avec ses goûts, ses tendances, etc., avec son monde moral et intellectuel, même s'il est arriéré et conventionnel. (L.V.N., pp. 11-14.) [1933]

## Critères de méthode

[Retour à la table des matières](#)

Il serait absurde de prétendre que chaque année ou même tous les dix ans la littérature d'un pays puisse produire un *Promessi Sposi*<sup>1</sup> ou un *Sepolcri*<sup>2</sup>, etc. Justement pour cette raison l'activité critique normale est obligée d'avoir principalement un caractère « culturel », et être une critique des « tendances », sous peine de devenir un massacre continu (et, dans ce cas, comment choisir l'œuvre à massacrer, l'écrivain à rejeter hors de l'art ? C'est un problème qui paraît négligeable, mais qui, si l'on y réfléchit du point de vue de l'organisation moderne de la vie culturelle, est fondamental.) Une activité critique qui serait constamment négative, faite d'éreintements, de démonstrations qu'il s'agit de « non-poésie » et non de « poésie »<sup>3</sup>, serait ennuyeuse et révoltante : le « choix » semblerait être une chasse à l'homme, ou bien on pourrait le considérer comme fortuit et par conséquent sans importance.

Il semble certain que l'activité de la critique doive toujours avoir un aspect positif, en ce sens qu'elle doit mettre en relief, dans l'œuvre examinée, une valeur positive : si celle-ci ne peut être d'ordre artistique, elle peut être d'ordre culturel et alors chaque livre pris en particulier, sauf cas exceptionnel, ne présentera pas autant d'intérêt que les groupes de travaux groupés en séries selon leur tendance culturelle. A propos du choix : le critère le plus simple, en dehors de l'intuition du critique et de l'examen systématique de toute la littérature, travail colossal et presque impossible à faire individuellement, paraît être celui du « succès de librairie », dans les deux sens de « succès auprès des lecteurs » et de « succès auprès des éditeurs », ce qui, dans certains pays où la vie intellectuelle est contrôlée par des organes gouvernementaux, a aussi son sens, car il indique quelle orientation l'État voudrait donner à la culture nationale. (L.V.N., pp. 19-20.) [1934]

---

<sup>1</sup> *I Promessi Sposi (Les Fiancés)* : le célèbre roman historique d'Alexandre MANZONI.

<sup>2</sup> *I Sepolcri (Les Tombeaux)* : œuvre du poète romantique italien Ugo FOSCOLO, écrite en 1807. Ce poème sur le thème de l'immortalité de la pensée humaine est l'une des plus grandes œuvres lyriques de la poésie italienne.

<sup>3</sup> « Poésie » et « non poésie » : formule de Croce (c'est aussi le titre d'un de ses livres), qui distingue dans une œuvre littéraire ce qui appartient à l'art (poésie) et ce qui lui est étranger (non-poésie).

## Divers types de romans populaires

[Retour à la table des matières](#)

Il y a une grande variété de genres de roman populaire et il faut remarquer que si tous ces types connaissent en même temps une certaine diffusion et un certain succès, l'un d'eux cependant l'emporte sur les autres, et de loin. De cette prédominance on peut déduire un changement des goûts fondamentaux, de même que, du caractère simultané du succès des divers types de romans on peut tirer la preuve qu'il existe dans le peuple différentes couches culturelles, divers « ensembles de sentiments » qui dominant dans chaque couche, divers « modèles de héros » populaires. Dresser le catalogue de ces types et établir historiquement leur plus ou moins grande fortune relative, est donc important pour le but que se propose cet essai : 1. type Victor Hugo, Eugène Sue (*Les Misérables*, *les Mystères de Paris*) à caractère nettement idéologique-politique, de tendance démocratique liée à l'idéologie de 1848 ; 2. type sentimental, qui n'est pas politique au sens étroit du mot, mais où s'exprime ce que l'on pourrait définir « une démocratie sentimentale » (Richebourg, Decourcelle, etc.) ; 3. le type qui se présente comme étant de pure intrigue, mais qui a un contenu idéologique conservateur-réactionnaire (Montépin) ; 4. le roman historique d'Alexandre Dumas et de Ponson du Terrail qui, outre son caractère historique, a un caractère idéologique-politique, mais moins marqué : Ponson du Terrail cependant est conservateur-réactionnaire, et l'exaltation des aristocrates et de leurs fidèles serviteurs a un caractère bien différent des représentations historiques d'Alexandre Dumas, qui n'a pourtant pas une tendance politique démocratique nette, mais qui est plutôt imprégné de sentiments démocratiques génériques et « passifs », et se rapproche souvent du type « sentimental » ; 5. le roman policier sous son double aspect (Lecocq, Rocambole, Sherlock Holmes, Arsène Lupin) ; 6. le roman ténébreux (fantômes, châteaux mystérieux, etc. : Anna Radcliffe) ; 7. le roman scientifique d'aventures, géographique, qui peut avoir une tendance ou n'être qu'un roman d'intrigue (Jules Verne, Bous-senard).

De plus chacun de ces types présente divers aspects nationaux (en Amérique, le roman d'aventures est l'épopée des pionniers, etc.). On peut observer comment, dans la production d'ensemble de chaque pays, il y a, implicitement, un sentiment nationaliste, qui ne s'exprime pas de façon rhétorique, mais qui s'insinue habilement dans le récit. Chez Verne et chez les Français, le sentiment anti-anglais, lié à la perte des colonies et à l'irritation causée par les défaites maritimes, est très vif : dans le roman géographique d'aventures les Français ne se heurtent pas aux Allemands, mais aux Anglais. Mais le sentiment anti-anglais est vif également dans le roman historique et

jusque dans le roman sentimental (par exemple George Sand ; réaction due à la guerre de Cent Ans et à l'assassinat de Jeanne d'Arc, et aussi à la fin de Napoléon).

En Italie, aucun de ces types de roman n'a eu d'écrivains (nombreux) de quelque relief (je ne parle pas de valeur littéraire, mais de valeur « commerciale », d'invention, de construction ingénieuse d'intrigues, à grand effet, certes, mais élaborées de façon assez rationnelle). Même le roman policier, qui a eu un tel succès international (et financier pour les auteurs et éditeurs) n'a pas eu d'écrivains en Italie ; et pourtant de nombreux romans, surtout historiques, ont pris pour sujet l'Italie et les événements historiques de ses villes, de ses régions, ses institutions et ses hommes. Ainsi l'histoire vénitienne, avec ses organisations politiques, judiciaires, policières, a fourni et continue à fournir des sujets aux romanciers populaires de tous les pays, sauf à l'Italie. La littérature populaire sur la vie des brigands a connu en Italie un certain succès, mais c'est une production de très basse valeur.

Le dernier, le plus récent type de livre populaire est la vie romancée qui représente de toute façon une tentative inconsciente pour satisfaire aux exigences culturelles de certaines couches populaires plus évoluées au point de vue culturel, qui ne se contentent pas de l'histoire du type Dumas. Même cette littérature n'a pas en Italie de nombreux représentants (Mazzucchelli, Cesare Giardini, etc.) : non seulement les écrivains italiens ne sont pas comparables par le nombre, la fécondité, le talent et le charme littéraire aux écrivains français, allemands, anglais, mais, chose plus significative, ils choisissent leurs sujets hors d'Italie (Mazzucchelli et Giardini en France, Eucardio Momigliano en Angleterre), pour s'adapter au goût populaire italien qui s'est formé d'après les romans historiques, plus spécialement français. L'homme de lettres italien n'écrirait pas une biographie romancée de Masaniello, de Michele de Lando, de Cola di Rienzo <sup>1</sup>, sans se croire obligé de les bourrer, pour les « soutenir », d'ennuyeuses tirades de rhétorique, pour qu'on ne croie pas..., pour qu'on ne pense pas... etc. Il est vrai que le succès remporté par les vies romancées a amené de nombreux éditeurs à commencer la publication de collections biographiques, mais il s'agit de livres qui sont par rapport à la vie romancée ce que la *Religieuse de Monza* <sup>2</sup> est au *Comte de Monte-Cristo* ; il s'agit du thème biographique habituel, souvent philolo-

---

<sup>1</sup> *Masaniello, Michele de Lando, Cola di Rienzo* : héros populaires de l'histoire italienne. Tommaso Aniello, dit Masaniello (1623-1647) fut un pêcheur napolitain qui dirigea l'insurrection du peuple de Naples contre le vice-roi espagnol en 1647. Il fut assassiné peu après. Michele de Lando fut le chef de l'insurrection des ouvriers cardeurs de Florence ; nommé gonfalonier en 1378, il gouverna la ville jusqu'à 1381, puis fut exilé. Cola di Rienzo (1313-1354), homme du peuple qui fut nommé tribun du peuple à Rome en 1347 ; il voulait fonder une république des États italiens qui rendrait à Rome sa grandeur passée ; mais, devenu impopulaire par son attitude dictatoriale, il fut assassiné au cours d'une émeute.

<sup>2</sup> « La Religieuse de Monza » : long épisode du célèbre roman d'Alexandre MANZONI : *Les Fiancés*, qui constitue comme un roman dans le roman lui-même. C'est l'histoire tragique de la supérieure du couvent de Monza, Gertrude, que ses parents avaient fait entrer contre son gré dans les ordres pour conserver à leur fils aîné le patrimoine de la famille. Gertrude, cloîtrée sans vocation et désespérée, se laissa aller à une liaison amoureuse qui l'entraîna jusqu'au crime.

giquement correct, qui peut trouver au maximum quelques milliers de lecteurs, mais qui ne devient pas populaire.

Il faut remarquer que certains types de roman populaire indiqués plus haut ont leur correspondance dans le théâtre et aujourd'hui dans le cinéma. Au théâtre, la fortune considérable de Dario Niccodemi est certainement due au fait qu'il a su dramatiser certains traits et certains motifs éminemment liés à l'idéologie populaire ; ainsi dans *Scampolo*, dans *L'Aigrette*, *La Volata*, etc. Chez Gioacchino Forzano aussi on trouve quelque chose de ce genre, mais sur le modèle de Ponson du Terrail, avec des tendances conservatrices. L'œuvre de théâtre qui a eu en Italie le plus grand succès populaire est *La Morte civile* de Giacometti, de caractère italien ; il n'a pas eu d'imitateur de valeur (toujours dans un sens non littéraire). Dans ce domaine du théâtre, on peut remarquer que toute une série d'auteurs dramatiques de grande valeur littéraire peuvent plaire beaucoup, même au public populaire : *Maison de poupée* d'Ibsen est très bien accueillie par le peuple des villes, dans la mesure où les sentiments représentés et la tendance morale de l'auteur trouvent une résonance profonde dans la psychologie populaire. Et d'ailleurs que devrait être le fameux *théâtre d'idées* sinon cela : la représentation de passions liées aux mœurs avec des solutions dramatiques représentant une *catharsis* « progressive », représentant le drame de la partie la plus avancée intellectuellement et moralement d'une société, et exprimant le développement historique immanent dans les mœurs elles-mêmes, telles qu'elles sont ? Ces passions, ce drame doivent cependant être représentés et non développés comme une thèse, comme un discours de propagande, c'est-à-dire que l'auteur doit les vivre, dans le monde réel avec toutes leurs exigences contradictoires, et ne pas exprimer des sentiments uniquement tirés des livres. (L.V.N., pp. 110-113.) [1934-1935]

## Jules Verne et le roman géographique-scientifique

[Retour à la table des matières](#)

Dans les livres de Jules Verne, il n'y a jamais rien qui soit tout à fait impossible : les « possibilités » dont disposent les héros de Jules Verne sont supérieures à celles qui existent réellement à l'époque mais elles ne sont pas trop supérieures et surtout elles ne sont pas « en dehors » de la ligne de développement des conquêtes scientifiques obtenues ; son imagination n'est pas du tout « arbitraire » et a pour cela la faculté d'exciter l'imagination du lecteur déjà acquis à l'idée du développement fatal du progrès scientifique dans le domaine du contrôle des forces de la nature.

Le cas de Wells et de Poe est différent, car chez eux « l'arbitraire » domine en grande partie, même si le point de départ peut être logique et découler d'une réalité scientifique concrète : il y a chez Verne l'alliance de l'intelligence humaine et des forces matérielles ; chez Wells et chez Poe c'est l'intelligence humaine qui prédomine et c'est pourquoi Verne a été plus populaire, parce que plus compréhensible. Mais en même temps cet équilibre des constructions romanesques de Verne est devenu une limite, dans le temps, à sa popularité (mise à part sa maigre valeur artistique) : la science a dépassé Verne et ses livres ne sont plus des « excitants psychiques ».

On peut dire quelque chose de semblable des aventures policières, par exemple de Conan Doyle ; pour son époque elles étaient excitantes, aujourd'hui elles ne le sont presque plus et pour diverses raisons : parce que le monde des luttes policières est aujourd'hui mieux connu, alors que Conan Doyle, en grande partie, le révélait, du moins à un grand nombre de lecteurs pacifiques. Mais surtout parce que, en Sherlock Holmes il y a un équilibre rationnel (trop) entre l'intelligence et la science. Aujourd'hui on est plus intéressé par l'apport individuel du héros, par la technique « psychique » en soi, aussi Poe et Chesterton sont plus intéressants, etc.

Dans la revue *Marzocco* du 19 février 1928, Adolfo Faggi (« Impressions sur Jules Verne ») écrit que le caractère anti-anglais de nombreux romans de Jules Verne doit être situé dans cette période de rivalité entre la France et l'Angleterre qui atteint son point culminant dans l'épisode de Fachoda. L'affirmation est erronée et entachée d'anachronisme : l'anti-britannisme était (et il l'est peut-être encore) un élément fondamental de la psychologie populaire française ; le sentiment anti-allemand est relativement récent, moins enraciné que le sentiment anti-anglais, il n'existait pas avant la Révolution française et s'est développé après 1870, après la défaite et l'impression douloureuse que la France n'était plus la forte nation militaire et politique de l'Europe occidentale, car l'Allemagne, seule, sans coalition, avait vaincu la France. Le sentiment anti-anglais remonte à la formation de la France moderne, comme État unitaire et moderne c'est-à-dire à la guerre de Cent Ans, et aux échos dans l'imagination populaire de l'épopée de Jeanne d'Arc ; il a été renforcé dans les temps modernes par les guerres pour l'hégémonie sur le continent (et dans le monde) qui a atteint son maximum avec la Révolution française et avec Napoléon : l'épisode de Fachoda, malgré toute sa gravité, ne peut être comparé à cette imposante tradition dont témoigne toute la littérature française populaire. (L.V.N., pp. 114-115.) [1934-1935]

## Sur le roman policier

[Retour à la table des matières](#)

Le roman policier est né aux confins de la littérature sur les « causes célèbres ». C'est à celle-ci, d'ailleurs, que se rattache également le roman du type *Comte de Monte-Cristo* ; ne s'agit-il pas, ici aussi, de « causes célèbres » romancées, colorées de toute l'idéologie populaire concernant l'administration de la justice, surtout si la passion politique s'y mêle ? Rodin, dans *Le Juif errant*, n'est-il pas un type d'organisateur d' « intrigues scélérates », que n'arrête aucun crime, aucun assassinat, et au contraire le prince Rodolphe <sup>1</sup> n'est-il pas « l'ami du peuple », qui déjoue les intrigues et les crimes ? Le passage de ce type de roman aux romans de pure aventure est marqué par un processus de schématisation de la pure intrigue, dépouillée de tout élément d'idéologie démocratique et petite-bourgeoise : ce n'est plus la lutte entre le peuple bon, simple et généreux, et les forces obscures de la tyrannie (Jésuites, police secrète liée à la raison d'État ou à l'ambition de certains princes, etc.), mais seulement la lutte entre la délinquance professionnelle ou spécialisée et les forces de l'ordre légal, privées ou publiques, sur la base de la loi écrite.

La collection des « causes célèbres », dans la célèbre collection française, a eu son équivalent dans les autres pays : elle a été traduite en italien, au moins en partie, pour les procès de renommée européenne, comme celui de Fualdès, pour l'assassinat du courrier de Lyon, etc.

L'activité « judiciaire » a toujours suscité de l'intérêt et continue à le faire ; l'attitude du sentiment public envers l'appareil de la justice (toujours discrédité, d'où le succès du policier privé ou amateur) et envers le délinquant a souvent changé ou du moins a pris diverses colorations. Le grand criminel a souvent été représenté comme supérieur à l'appareil de la justice, exactement comme le représentant de la « vraie » justice : influence du romantisme, *Les Brigands* <sup>2</sup> de Schiller ; les contes d'Hoffmann, Anna Radcliffe, le « Vautrin » de Balzac.

Le personnage de Javert des *Misérables* est intéressant du point de vue de la psychologie populaire : Javert a tort du point de vue de la « vraie justice », mais Hugo l'a représenté de façon sympathique, comme un « homme de caractère », attaché à son devoir « abstrait », etc. ; c'est de Javert que naît peut-être une tradition selon laquelle même le policier peut être « respectable ».

*Rocambole* de Ponson du Terrail. Gaboriau continue la réhabilitation du policier, avec *Monsieur Lecocq* qui ouvre la voie à Sherlock Holmes. Il n'est pas vrai que les Anglais, dans le roman « judiciaire » représentent la « défense de la loi », alors que les Français représentent l'exaltation du délinquant. Il s'agit d'un passage « culturel »

---

<sup>1</sup> L'un des principaux personnages du roman-feuilleton d'Eugène Sue : *Les Mystères de Paris*.

<sup>2</sup> *Les Brigands* (1782) : drame du poète romantique allemand Schiller, oeuvre pessimiste et satire de la société.



dû au fait que cette littérature se répand aussi dans certaines couches cultivées. Se rappeler qu'Eugène Sue, très lu par les démocrates des classes moyennes, a imaginé tout un système de répression de la délinquance professionnelle.

Dans cette littérature policière il y a toujours eu deux courants l'un mécanique, basé sur l'intrigue, l'autre artistique Chesterton est aujourd'hui le plus grand représentant de cet aspect « artistique » comme le fut en son temps Poe : Balzac, avec Vautrin, s'occupe du délinquant, mais il n'est pas, « techniquement » parlant, un écrivain de romans policiers. [1934-1935]

Voir le livre de Henri Jagot : Vidocq, éd. Berger-Levrault, Paris, 1932. Vidocq a servi de point de départ au Vautrin de Balzac et à Alexandre Dumas (on le retrouve aussi un peu dans le « Jean Valjean » de Victor Hugo et surtout dans *Rocambole*). Vidocq fut condamné à huit ans de prison comme faux-monnayeur, à cause d'une imprudence ; vingt évasions, etc. En 1812, il entra dans la police de Napoléon et commanda pendant quinze ans une équipe d'agents créée exprès pour lui : il devint célèbre pour ses arrestations sensationnelles. Congédié par Louis-Philippe, il fonda une agence privée de *détectives*, mais avec peu de succès : il ne pouvait opérer que dans les rangs de la police d'État. Mort en 1857. Il a laissé ses *Mémoires*, qui n'ont pas été écrits par lui seul et qui contiennent beaucoup d'exagérations et de vantardises.

Voir l'article de Aldo Sorani : « Conan Doyle et le succès du roman policier » dans *Pegaso* d'août 193 : important pour l'analyse de ce genre de littérature et pour les diverses formes spécifiques qu'il a pris jusqu'ici. En parlant de Chesterton et de la série de nouvelles sur le père Brown <sup>1</sup>, Sorani ne tient pas compte de deux éléments culturels qui paraissent par contre essentiels : a) *il* ne fait pas allusion à l'atmosphère caricaturale qui se manifeste spécialement dans le volume *L'Innocence du père Brown* et qui constitue même l'élément artistique qui élève la nouvelle policière de Chesterton lorsque, ce qui n'est pas toujours le cas, l'expression en est parfaite ; b) *il* ne signale pas le fait que les nouvelles du père Brown sont des « apologues » du catholicisme et du clergé romain, entraîné à connaître tous les replis de l'âme humaine par l'exercice de la confession et par sa fonction de guide spirituel et d'intermédiaire entre l'homme et la divinité contre le « scientisme » et la psychologie positive du protestant Conan Doyle. Sorani, dans son article, se réfère à diverses tentatives, particulièrement anglo-saxonnes, et de plus grande importance littéraire, pour perfectionner du point de vue technique le roman policier. L'archétype est Sherlock Holmes, dans ses deux caractères fondamentaux : de scientifique et de psychologue : il s'agit de perfectionner l'un ou l'autre de ces traits caractéristiques, ou les deux ensemble. Chesterton a justement insisté sur l'élément psychologique, dans le jeu des inductions et des déductions du père Brown, mais semble avoir encore exagéré dans ce sens avec le personnage du poète-policier Gabriel Gale.

---

<sup>1</sup> *Le père Brown : prêtre-détective*, personnage de plusieurs romans policiers de l'écrivain anglais Chesterton, dont le modèle lui fut fourni par le Père O'Connor.

Sorani esquisse un tableau du succès inouï remporté par le roman policier dans tous les ordres de la société et cherche à en trouver l'origine psychologique : ce serait une manifestation de révolte contre le caractère mécanique et la standardisation de la vie moderne, une façon de s'évader de la grisaille de la vie quotidienne. Mais cette explication peut s'appliquer à toutes les formes de littérature, populaire ou artistique : depuis le poème chevaleresque (Don Quichotte ne cherche-t-il pas à s'évader lui aussi, et même pratiquement, de la vie quotidienne grise et standardisée d'un village espagnol ?) jusqu'au roman-feuilleton de tous genres. L'ensemble de la littérature et de la poésie ne serait donc qu'un stupéfiant contre la banalité quotidienne ? De toute façon, l'article de Sorani est indispensable pour une future recherche plus organique sur ce genre de littérature populaire.

Le problème : Pourquoi la littérature policière est-elle répandue ? est un aspect particulier du problème plus général : Pourquoi la littérature non artistique est-elle répandue ? Sans aucun doute pour des raisons pratiques et culturelles (politiques et morales) : et cette réponse générale est la plus précise, dans ses limites approximatives. Mais la littérature artistique elle-même ne se, répand-elle pas elle aussi pour des raisons pratiques ou politiques et morales, et seulement par l'intermédiaire de raisons de goût artistique, pour rechercher la beauté et pour en jouir ? En réalité on lit un livre poussé par des raisons pratiques (et il faut rechercher pourquoi certains élans se généralisent plus que d'autres) et on le relit pour des raisons artistiques. L'émotion esthétique ne naît presque jamais à la première lecture. Cela se manifeste encore davantage au théâtre, où l'émotion esthétique représente un « pourcentage » très réduit de l'intérêt du spectateur ; car à la scène d'autres éléments jouent, et nombre d'entre eux ne sont même pas d'ordre intellectuel, mais d'ordre purement physiologique, comme le *sex appeal*, etc. Dans d'autres cas l'émotion esthétique au théâtre ne tire pas son origine de l'œuvre littéraire, mais de son interprétation par les acteurs et le metteur en scène ; mais dans ce cas, il faut que le texte littéraire du drame qui fournit le prétexte à l'interprétation ne soit pas « difficile » et d'une psychologie recherchée, mais qu'il soit « élémentaire et populaire » dans ce sens que les passions représentées doivent être, le plus possible, profondément « humaines » et d'une expérience immédiate (vengeance, honneur, amour maternel, et.) et par conséquent l'analyse se complique ainsi dans ces cas-là.

Les grands acteurs traditionnels étaient acclamés dans *La Mort civile*, dans *Les Deux Orphelines*, dans *Les Crochets du Père Martin*<sup>1</sup>, etc., plus que dans les intri-

---

<sup>1</sup> *La Mort civile* : drame de Paolo Giacometti représenté pour la première fois en 1861, et considéré comme le chef-d'œuvre de cet auteur. Giacometti déclare avoir voulu poser le problème du caractère indissoluble du mariage dans le cas de la « mort civile » d'un des époux. Pièce pathétique, pleine de déclamation et de sentimentalité, mais qui portait sur la scène un des problèmes de la vie publique de la nouvelle société italienne née avec l'unité du pays.

*Les Deux Orphelines* : mélodrame en 5 actes et 8 tableaux d'Ennery et Cormon (1874), qui connut un gros succès populaire dans plusieurs pays. Située sous Louis XV, c'est l'histoire émou-

gues à complications psychologiques : dans le premier cas les applaudissements étaient sans réserve ; dans le second cas, ils étaient plus froids, destinés à isoler l'acteur aimé du public de l'œuvre représentée, etc.

Une justification du succès des romans populaires semblable à celle que donne Sorani se trouve dans un article de Filippo Burzio sur *Les Trois Mousquetaires* d'Alexandre Dumas (publié dans *La Stampa* du 22 octobre 1930 et reproduit en extraits par *L'Italia letteraria* du 9 novembre). Burzio considère *Les Trois Mousquetaires* comme une excellente personnification, comme *Don Quichotte* et le *Roland furieux*<sup>1</sup>, du mythe de l'aventure, « c'est-à-dire de quelque chose d'essentiel à la nature humaine, qui semble gravement et progressivement s'éloigner de la vie moderne. Plus l'existence se fait rationnelle [ou rationalisée, plutôt, par contrainte, car si elle est rationnelle pour les groupes dominants, elle ne l'est pas pour les groupes dominés ; et elle est liée à l'activité économique-pratique, par laquelle la contrainte s'exerce, fut-ce même de façon indirecte, sur les couches « intellectuelles » elles-mêmes] et organisée, plus la discipline sociale devient rigoureuse et la tâche assignée à l'individu précise et prévisible [mais imprévisible pour les dirigeants, comme le manifestent les crises et les catastrophes historiques], et plus la marge d'aventure se trouve réduite, comme la libre forêt, qui appartient à tous, est réduite entre les murs étouffants de la propriété privée... Le taylorisme est une belle chose et l'homme est un animal qui peut s'adapter, mais il y a pourtant des limites à sa mécanisation. Si on me demandait quelles sont les raisons profondes de l'inquiétude occidentale, je répondrais sans hésiter : la décadence de la foi (!) et l'humiliation du désir d'aventure. Qui l'emportera, du taylorisme ou des *Trois Mousquetaires* ? C'est une autre question, et quant à la réponse qui, il y a trente ans, semblait certaine, il vaut mieux la laisser en suspens. Si la civilisation actuelle ne sombre pas, nous assisterons peut-être à un intéressant mélange des deux. »

Le problème est celui-ci : Burzio ne tient pas compte du fait qu'il y a toujours eu une grande partie de l'humanité dont l'activité a toujours été taylorisée et soumise à une discipline de fer, et qu'elle a cherché à s'évader hors des limites étroites de l'organisation existante qui l'écrasait, par l'imagination et par le rêve. La plus grande aventure, la plus grande « utopie » que l'humanité a créée collectivement, la religion, n'est-elle pas une façon de s'évader du « monde terrestre » ? Et n'est-ce pas dans ce sens que Balzac parle de la loterie comme d'un opium pour la misère, phrase qui a été reprise ensuite par d'autres<sup>2</sup> ? Mais le plus important est qu'à côté de *Don Quichotte*

---

vante de deux orphelines qui, après des péripéties dramatiques, sont enfin réunies et trouvent le bonheur.

*Les Crochets du Père Martin* : comédie d'Eugène Cormon et Eugène Grange (1858), pièce aux caractères superficiels, mais qui connut un grand succès populaire à cause de la moralité de l'intrigue.

<sup>1</sup> *Orlando furioso* (*Roland furieux*) : poème chevaleresque d'aventures merveilleuses, écrit par l'Arioste. L'une des grandes œuvres de la littérature italienne.

<sup>2</sup> Dans une autre note (Note sur Machiavelli, Einaudi, p. 288) Gramsci cite le passage de *La Rabouilleuse* où Balzac parle de la loterie comme de « l'opium de la misère », et poursuit : « Ce

existe Sancho Pabça, qui ne veut pas « d'aventures », mais une vie assurée, et que dans leur grande majorité les hommes sont tourmentés précisément par « l'impossibilité de prévoir le lendemain », par le caractère précaire de leur propre vie quotidienne, c'est-à-dire par un excès d' « aventures » probables.

Dans le monde moderne le problème prend un aspect différent de celui qu'il avait dans le passé, parce que la rationalisation coercitive de l'existence frappe toujours plus les classes moyennes et les intellectuels, et d'une façon inouïe ; mais pour elles aussi il ne s'agit pas d'une décadence de l'aventure, mais bien du caractère trop aventureux de la vie quotidienne, c'est-à-dire du caractère trop précaire de l'existence, joint à la conviction qu'il n'y a aucun moyen individuel d'endiguer cette précarité de l'existence : aussi les gens aspirent-ils à l'aventure « belle » et intéressante, parce qu'elle est due à leur propre initiative contre la « laide », la révoltante aventure qui est due aux conditions que d'autres ne leur proposent pas, mais leur imposent.

La justification de Sorani et de Burzio sert aussi à expliquer la passion du sportif, c'est-à-dire que, expliquant trop de choses, elle n'explique rien. Le phénomène est vieux au moins comme la religion, et il est à plusieurs aspects et non unilatéral : il a même un aspect positif, c'est-à-dire le désir de « s'éduquer » par la connaissance d'un mode de vie que l'on considère comme supérieur au sien, le désir d'élever sa propre personnalité en se proposant un modèle idéal, le désir de connaître le monde et les hommes plus qu'il n'est possible dans certaines conditions de vie, le snobisme, etc., etc. (L.V.N., pp. 115-119.) [1934-1935]

## Dérivations culturelles du roman-feuilleton

[Retour à la table des matières](#)

Voir le fascicule de *La Cultura* consacré à Dostoïevski en 1931. Vladimir Pozner soutient justement dans un article que les romans de Dostoïevski, du point de vue culturel, sont dérivés des romans-feuilletons genre Eugène Sue, etc. Il est utile de ne pas oublier cette dérivation pour le développement ultérieur de cette rubrique sur la littérature populaire, dans la mesure où elle montre comment certains courants cultu-

---

passage de Balzac pourrait aussi être rattaché à l'expression « opium du peuple » employée dans l'introduction à la Contribution à la critique de la Philosophie du Droit de Hegel publiée en 1844, dont l'auteur (Karl Marx) fut un grand admirateur de Balzac. » Gramsci ajoute que le passage de l'expression « opium de la misère » employée par Balzac pour la loterie à l'expression « opium du peuple », employée pour la religion, a été Probablement influencé par la réflexion sur le « pari » de Pascal.

rels (motifs et intérêts moraux, sensibilité, idéologie, etc.) peuvent s'exprimer de deux façons : à la façon purement mécanique d'une intrigue sensationnelle (Sue, etc.) et à la façon « lyrique » (Balzac, Dostoïevski, et, dans une certaine mesure Victor Hugo). Les contemporains ne s'aperçoivent pas toujours de la dégradation d'une partie de ces manifestations littéraires, comme cela s'est produit partiellement pour Eugène Sue, qui a été lu par tous les groupes sociaux et qui « émouvait » même les gens « cultivés », tandis qu'il tomba ensuite au rang « d'écrivain lu seulement par le peuple » (la « première lecture » donne simplement, ou presque, des sensations, qu'elles soient « culturelles » ou de contenu, et le « peuple » est un lecteur de première lecture, sans attitude critique, chez qui l'émotion naît de la sympathie qu'il éprouve pour l'idéologie générale dont le livre est l'expression souvent artificielle et voulue).

Sur ce même sujet, voir : 1. Mario Praz : *La Carne, la morte e il diavolo nella letteratura romantica*, in-16, pp. X-505, Milan-Rome, éd. La Cultura (voir le compte rendu de Luigi Foscolo Benedetto dans *Leonardo de mars* 1931 : il en ressort que Praz n'a pas distingué avec exactitude les différents degrés de « culture », d'où certaines objections de Benedetto, qui d'ailleurs ne paraît pas avoir saisi lui-même le lien historique du problème historico-littéraire) ; 2. Servais Étienne : *Le Genre romanesque en France depuis l'apparition de la « Nouvelle Héloïse » jusqu'aux approches de la Révolution*, éd. Armand Colin ; 3. Alice Killen : *Le roman terrifiant ou « roman noir » de Walpole à Anne Radcliffe, et son influence sur la littérature française jusqu'en 1840*, éd. Champion ; et Reginald W. Hartland (chez le même éditeur : *Walter Scott et le roman « frénétique »*).

L'affirmation de Pozner, que le roman de Dostoïevski serait un « roman d'aventure » est probablement dérivée d'un essai de Jacques Rivière sur le « roman d'aventure » (peut-être publié à la N.R.F.) dont le sens serait : « une vaste représentation d'actions qui sont en même temps dramatiques et psychologiques », ainsi que l'ont entendu Balzac, Dostoïevski, Dickens et George Eliot<sup>1</sup>. [1934-1935]

A approcher de ceci un article d'André Moufflet : « Le Style du roman-feuilleton » dans le *Mercure de France* du 1er février 1931. Le roman-feuilleton - selon Moufflet - est né du besoin d'illusion, qu'éprouvaient une infinité de petites existences, et qu'elles éprouvent sans doute encore, comme pour rompre la misérable monotonie à laquelle elles se voient condamnées. Observation générale : elle peut se faire pour tous les romans, et pas seulement pour les romans-feuilletons : il faut analyser quelle illusion *particulière* le roman-feuilleton donne au peuple, et comment cette illusion change selon les périodes historiques-politiques : il y a le snobisme, mais il y a un fond d'aspirations démocratiques qui se reflètent dans le roman-feuilleton classique. Roman « ténébreux » à la Radcliffe, roman d'intrigue, d'aventures, policier, à caractère scandaleux, de la pègre, etc. Le snob se reconnaît dans le roman-

---

<sup>1</sup> L'étude de Vladimir Pozner sur « Dostoïevski et le roman d'aventures », écrit pour le numéro spécial de *Cultura* a été repris en France par la revue *Europe* (sept.-oct. 1931). Vladimir Pozner nous a précisé que, contrairement à ce que pense Gramsci, il n'avait jamais eu connaissance de cet essai de Jacques Rivière.

feuilleton qui décrit la vie des nobles ou, de façon générale, des hautes classes de la société, mais cela plaît aux femmes et particulièrement aux jeunes filles et chacune d'elles, d'ailleurs, pense que la beauté peut la faire entrer dans ces classes supérieures.

Pour Moufflet, il y a des «classiques» du roman-feuilleton ; mais il entend cela dans un certain sens : il semble que le roman-feuilleton « classique » soit celui du genre « démocratique » avec diverses nuances de Victor Hugo à Eugène Sue, à Alexandre Dumas. L'article de Moufflet est à lire, mais sans perdre de vue qu'il examine le roman-feuilleton comme « genre littéraire », pour le style, etc., comme expression d'une « esthétique populaire », ce qui est faux. Le peuple est « contenu », mais si le contenu est exprimé par de grands artistes, ce sont ceux-là qu'il préfère. Rappeler ce que j'ai écrit de l'amour du peuple pour Shakespeare, pour les classiques grecs et, dans la période moderne, pour les grands romanciers russes (Tolstoï, Dostoïevski). De même, en musique, Verdi. [1933-1934]

Dans l'article « Le mercantilisme littéraire » de J.-H. Rosny aîné, dans *Les Nouvelles littéraires* du 4 octobre 1930, il est dit que Victor Hugo a écrit *Les Misérables* en s'inspirant des *Mystères de Paris* d'Eugène Sue et du succès de ce dernier livre, succès si grand que, quarante ans après, son éditeur Lacroix en était encore stupéfait. Rosny écrit :

« Les feuilletons, soit dans l'intention du directeur de journal, soit dans celle de leur auteur, furent des productions inspirées par le goût du public et non par le goût des auteurs. »

Cette définition est, elle aussi, unilatérale. En effet Rosny n'écrit qu'une série d'observations sur la littérature « commerciale » en général (et aussi, par conséquent, sur la littérature pornographique) et sur l'aspect commercial de la littérature. Si le « commerce » et un certain « goût » du public se rencontrent, ce n'est pas le fait du hasard, tant il est vrai que les feuilletons écrits aux environs de 1848 avaient une orientation politico-sociale déterminée, qui aujourd'hui encore les fait rechercher et lire par un public qui est animé par ces mêmes sentiments de 1848 <sup>1</sup>. (L.V.N., pp. 119-121.) [1933-1934]

---

<sup>1</sup> A propos de Victor Hugo, se rappeler ses bons rapports avec Louis-Philippe et, par la suite, son attitude de monarchiste constitutionnel en 48. Il est intéressant de remarquer que, tandis qu'il écrivait *Les Misérables*, il écrivait aussi les notes de *Choses vues* (parues après sa mort), et que les deux façons d'écrire ne sont pas toujours en accord. Étudier ces questions, car d'habitude on considère Hugo comme un homme d'un seul bloc, etc. (dans la *Revue des Deux-Mondes* de 1928 ou 1929, plus probablement de 1929, il doit y avoir un article là-dessus) \* (Note de Gramsci.) [1930]

\* Il s'agit en effet de l'article d'André Le Breton : « Victor Hugo académicien », paru dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 février 1929.

## Origines populaires du « surhomme »

[Retour à la table des matières](#)

Chaque fois que l'on tombe sur quelque admirateur de Nietzsche il est opportun de se demander et de rechercher si ses conceptions « surhumaines », contre la morale conventionnelle, etc., sont purement d'origine nietzschéenne, c'est-à-dire sont le produit de l'élaboration d'une pensée qu'il faut situer dans la sphère de la « haute culture », ou bien si elles ont des origines beaucoup plus modestes, et si elles ne sont pas, par exemple, liées à la littérature des romans-feuilletons. (Et Nietzsche lui-même n'a-t-il en rien été influencé par les romans-feuilletons français ? Il faut se souvenir que ce genre de littérature, aujourd'hui dégradée aux loges de concierge, a été très répandue parmi les intellectuels, au moins jusqu'en 1870, comme le sont aujourd'hui ce qu'on appelle les romans « de la série noire »). Il semble de toute façon qu'on puisse affirmer qu'une grande partie de la soi-disant « surhumanité » nietzschéenne a simplement pour origine et pour modèle doctrinal non -pas Zarathoustra, mais *Le Comte de Monte-Cristo* d'A. Dumas. Le personnage le plus achevé qui est représenté par Dumas dans *Le Comte de Monte-Cristo* a de nombreuses répliques dans d'autres romans du même auteur : on le retrouve, par exemple, dans Athos des *Trois Mousquetaires*, dans *Joseph Balsamo* et peut-être aussi dans d'autres personnages. De même, quand on lit que quelqu'un est un admirateur de Balzac, il faut être sur ses gardes : dans Balzac aussi il y a bien des choses qui relèvent du roman-feuilleton. Vautrin lui aussi est à sa façon un surhomme, et le discours qu'il tient à Rastignac dans *Le Père Goriot* est fortement... nietzschéen au sens vulgaire du mot ; et l'on peut dire la même chose de Rastignac et de Rubempré <sup>1</sup>.

Le succès de Nietzsche a été très composite : ses oeuvres complètes sont publiées par l'éditeur Monanni et l'on connaît les origines culturelles idéologiques de Monanni et de sa plus fidèle clientèle.

Vautrin et « l'ami de Vautrin » ont laissé une trace profonde dans la littérature de Paolo Valera et dans sa *Folla* (se rappeler le Turinois « ami de Vautrin » de la *Folla*). L'idéologie du « mousquetaire », empruntée au roman de Dumas a trouvé par la suite un large écho dans le peuple.

---

<sup>1</sup> Deux types d'ambitieux des romans de Balzac. Leur histoire est révélatrice d'une société (celle de la Restauration) où, à la puissance du titre de noblesse revalorisé par la monarchie, tend à se substituer la puissance que confère à l'argent l'essor récent du capitalisme.

Que l'on éprouve une certaine pudeur à justifier mentalement ses propres conceptions avec les romans de Dumas et de Balzac, cela se comprend aisément : c'est pourquoi on les justifie avec Nietzsche et l'on admire Balzac comme écrivain d'art et non comme créateur de personnages romanesques du genre feuilleton. Mais le lien réel paraît certain du point de vue de la culture. Le type du « surhomme » est Monte-Cristo, libéré de cette auréole particulière de « fatalisme » qui est propre au bas romantisme et qui est encore plus appuyé chez Athos et chez Joseph Balsamo. Monte-Cristo transporté dans la politique est certes tout à fait pittoresque (la lutte contre les « ennemis personnels » de Monte-Cristo, etc.). On peut observer à quel point certains pays ont pu rester, dans ce domaine également, provinciaux et arriérés par rapport à d'autres pays ; alors que Sherlock Holmes est déjà devenu anachronique pour une grande partie de l'Europe, dans certains pays on en est encore à *Monte-Cristo* et à Fenimore Cooper (cf. « les sauvages », « barbiche de fer », etc. <sup>1</sup>).

Voir le livre de Mario Praz : *La carne, la morte e il diavolo nella letteratura romantica* (édition *La Cultura*). A côté de la recherche de Praz, il faudrait faire celle-ci : du « surhomme » dans la littérature populaire et de ses influences sur la vie réelle et sur les mœurs (la petite bourgeoisie et les petits intellectuels sont particulièrement influencés par ce genre d'images romanesques, qui sont comme leur « opium », leur « paradis artificiel », en opposition avec leur vie mesquine et étroite dans la réalité immédiate) : d'où le succès de certains slogans comme : « il vaut mieux vivre un jour comme un lion que cent ans comme une brebis <sup>2</sup> », succès particulièrement grand chez ceux qui sont justement, et irrémédiablement, des brebis. Combien de ces « brebis » disent « Oh ! si j'avais le pouvoir, même un seul jour ! », etc. être des « justiciers » implacables, c'est à quoi aspirent ceux qui subissent l'influence de Monte-Cristo.

Adolfo Omodeo a observé qu'il existe une sorte de « mainmorte » culturelle, constituée par la littérature religieuse, dont personne ne semble vouloir s'occuper, comme si elle n'avait aucune importance et aucune fonction dans la vie nationale et populaire. A part l'épigramme de la « mainmorte » et la satisfaction du clergé devant le fait que sa littérature spéciale n'est pas soumise à un examen critique, il existe un autre secteur de la vie culturelle nationale et populaire dont personne ne s'occupe et ne se préoccupe de façon critique ; et c'est précisément la littérature de feuilleton proprement dite, au sens large du terme (au sens où Victor Hugo et même Balzac en font partie).

Dans *Monte-Cristo* il y a deux chapitres où l'on disserte explicitement sur le « surhomme » des feuilletons : le chapitre intitulé « Idéologie », lorsque Monte-Cristo rencontre le procureur Villefort ; et celui qui décrit le déjeuner chez le vicomte de Morcerf lors du premier voyage de Monte-Cristo à Paris. Voir si dans d'autres romans

---

<sup>1</sup> Types de personnages devenus populaires par les romans de Fenimore Cooper.

<sup>2</sup> Le coup de patte satirique de Gramsci utilise ici un des innombrables slogans fascistes dont Mussolini avait fait recouvrir les murs de toute l'Italie.



de Dumas il existe d'autres éléments « idéologiques » de ce genre. Dans *Les Trois Mousquetaires*, Athos tient davantage du type général de l'homme fatal du bas romantisme : dans ce roman l'humeur individualiste des gens du peuple est plutôt excitée par l'activité aventureuse et extra-légale des mousquetaires en tant que tels. Dans *Joseph Balsamo*, la puissance de l'individu est liée à des forces obscures de magie et à l'appui que lui donne la maçonnerie européenne, donc l'exemple est moins suggestif pour le lecteur populaire. Chez Balzac, les personnages ont un caractère artistique plus concret, mais ils font cependant partie de l'atmosphère du romantisme populaire. Rastignac et Vautrin ne doivent certes pas être confondus avec les personnages de Dumas et c'est justement pourquoi leur influence est plus facile à « avouer », non seulement pour des hommes comme Paolo Valera et ses collaborateurs de la *Folla*, mais aussi pour de médiocres intellectuels comme Vincenzo Morello, que l'on considère pourtant (ou du moins qui sont considérés par beaucoup) comme appartenant au monde de la « haute culture ». De Balzac il faut rapprocher Stendhal, avec Julien Sorel et d'autres personnages de ses romans.

Pour le « surhomme » de Nietzsche, outre l'influence romantique française (et de façon générale celle du culte de Napoléon) il faut voir les tendances racistes, qui ont atteint leur point culminant chez Gobineau et de là chez Chamberlain et dans le panslavisme (Treitschke, la théorie de la puissance, etc.). Mais peut-être le « surhomme » populaire de Dumas doit-il être considéré comme une réaction « démocratique » à la conception d'origine féodale du racisme, qu'il faudrait lier à l'exaltation du « chauvinisme » français dans les romans d'Eugène Sue.

Comme réaction à cette tendance du roman populaire français il faut signaler Dostoïevski : Raskolnikov, c'est Monte-Cristo « critiqué » pas un panslaviste chrétien. Pour l'influence exercée sur Dostoïevski par le roman-feuilleton français, voir le numéro spécial de *La Cultura* consacré à Dostoïevski.

Le caractère populaire du « surhomme » contient de nombreux éléments théâtraux, extérieurs, qui conviennent à une « prima donna » plutôt qu'à un « surhomme » ; beaucoup de formalisme « subjectif et objectif », l'ambition enfantine d'être « le premier de la classe », mais surtout celle d'être considéré et proclamé tel. Sur les rapports entre le bas romantisme et certains aspects de la vie moderne (atmosphère digne du *Comte de Monte-Cristo*), lire un article de Louis Gillet dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1932. Ce type de « surhomme » trouve son expression au théâtre (surtout au théâtre français, qui continue sous bien des aspects la littérature de feuilleton style 1848) : voir le répertoire « classique » de Ruggero Ruggeri, comme *Le Marquis de Priola*, *La Griffé*<sup>1</sup>, etc., et de nombreuses pièces d'Henry Bernstein. (L.V.N., pp. 122-124.) [1933-1934]

---

<sup>1</sup> *Le Marquis de Priola*, drame de Henry Lavedan (1902), adaptation « fin de siècle » de la légende de Don Juan. - *La Griffé*, drame d'Henry Bernstein (1906).

## Balzac

[Retour à la table des matières](#)

Voir l'article de Paul Bourget : « Les idées politiques et sociales de Balzac » dans *Les Nouvelles littéraires* du 8 août 1931. Bourget commence par remarquer qu'aujourd'hui on donne toujours plus d'importance aux idées de Balzac :

« L'école traditionaliste [c'est-à-dire réactionnaire extrémiste] que nous voyons grandir chaque jour, inscrit son nom à côté de celui de De Bonald, de Le Play, de Taine lui-même. »

Mais il n'en était pas ainsi autrefois. Sainte-Beuve, dans son article des « Lundis » consacré à Balzac après sa mort, ne fait même pas allusion à ses idées politiques et sociales. Taine, qui admirait l'auteur des romans, lui refusa toute importance doctrinale. Le critique catholique Caro lui-même, dans les premières années du Second Empire, jugeait futiles les idées de Balzac. Flaubert écrit que les idées politiques et sociales de Balzac ne valent pas la peine d'être discutées : « Il était catholique, légitimiste, propriétaire, écrit Flaubert, un immense bonhomme, mais de second ordre. » Zola écrit : « Rien de plus étrange que ce soutien du pouvoir absolu, dont le talent est essentiellement démocratique et qui a écrit l'œuvre la plus révolutionnaire. »

On comprend l'article de Paul Bourget. Il s'agit de trouver chez Balzac l'origine du roman positiviste, mais réactionnaire, la science au service de la réaction (genre Maurras), ce qui par ailleurs est le destin le plus exact du positivisme établi par Comte. (L.V.N., p. 125.) [1932-1933]

## Balzac et la science

[Retour à la table des matières](#)

Voir la « Préface générale » de *La Comédie Humaine*, où Balzac écrit que le naturaliste aura l'éternel honneur d'avoir montré que

« l'animal est un principe qui prend sa forme extérieure ou mieux, les différences de sa forme, dans les milieux où il est appelé à se développer. Les espèces zoologiques résultent de ces différences... Pénétré de ce système, je vis que la société ressemble à la nature. Ne fait-elle pas de l'homme, suivant les milieux où son action se déploie, autant d'hommes différents qu'il y a d'espèces zoologiques ?... Il a donc existé, il existera de tous temps des espèces sociales comme il y a des espèces zoologiques. La différence entre un soldat, un ouvrier, un administrateur, un oisif ( ! ! ), un savant, un homme d'État, un commerçant, un marin, un poète, un pauvre ( ! ! ), un prêtre, sont aussi considérables que celles qui distinguent le loup, le lion, l'âne, le corbeau, le requin, le veau marin, la brebis. »

Que Balzac ait écrit cela et même qu'il l'ait pris au sérieux et qu'il ait pu imaginer de construire tout un système social sur ces métaphores, cela n'a rien d'étonnant et ne diminue en rien la grandeur de Balzac artiste. Ce qui est remarquable, c'est qu'aujourd'hui Paul Bourget et, comme il le dit, « l'école traditionaliste », se soient appuyés sur ces pauvres fantaisies « scientifiques » pour construire des systèmes politico-sociaux qui ne peuvent même pas se justifier par leur valeur artistique. En partant de ces données, Balzac se pose le problème de « perfectionner au maximum ces espèces sociales » et de les harmoniser entre elles, mais comme les « espèces » sont créées par le milieu, il faudra « conserver » et organiser le milieu donné pour maintenir et perfectionner l'espèce donnée. Il semble que Flaubert n'avait pas tort d'écrire que cela ne vaut pas la peine de discuter les idées sociales de Balzac. Et l'article de Bourget montre seulement à quel point est fossilisée l'école traditionaliste française.

Mais si tout le système de Balzac est sans importance comme « programme pratique », c'est-à-dire du point de vue sous lequel l'examine Bourget, il y a en lui des éléments qui présentent de l'intérêt pour reconstruire le monde poétique de Balzac, sa conception du monde telle qu'il l'a réalisée sur le plan artistique, son « réalisme » qui, tout en ayant des origines idéologiques réactionnaires, propres à la Restauration, monarchistes, etc., n'en est pas moins pour cela du réalisme effectif. Et l'on comprend l'admiration qu'eurent pour Balzac les fondateurs de la philosophie de la praxis : que

l'homme soit tout le complexe résultant des conditions sociales au sein desquelles il s'est développé et il vit, que pour « changer » l'homme il faille changer cet ensemble complexe de conditions, c'est ce qu'a clairement compris Balzac. Que « politiquement et socialement » il ait été un réactionnaire, cela n'apparaît que dans la partie extra-artistique de ses écrits (divagations, préfaces, etc.). Et même il est vrai également que ce « complexe de conditions » ou ce « milieu » est compris de façon « naturaliste » ; en effet Balzac précède un certain courant littéraire français, etc. (L.V.N., pp. 125-126.) [1932-1933]

Deuxième partie : section III

## IV

---

# LANGUE NATIONALE ET GRAMMAIRE

### Essai de Croce : cette table ronde est carrée <sup>1</sup>

[Cahier XXI (29) écrit en 1935.] (L.V.N., pp. 197-205.)

[Retour à la table des matières](#)

L'essai est erroné même du point de vue crocien (de la philosophie crocienne). L'emploi même que fait Croce de la proposition montre qu'elle est « expressive » donc justifiée : on peut dire la même chose de toutes les « propositions », y compris des propositions qui ne sont pas « techniquement » grammaticales, qui peuvent être expressives et justifiées dans la mesure où elles ont une fonction, même négative

---

<sup>1</sup> Dans le court écrit : « Cette table ronde est carrée », *Problèmes d'esthétique*, 11<sup>e</sup> édition, pp. 139-173, Croce affirme que la proposition, bien que « grammaticalement rationnelle », est logiquement et esthétiquement « absurde » et donc « repoussée hors du domaine de l'esprit théorique » ; il y voit une preuve du fait que la grammaire n'est pas une science mais seulement « un ensemble d'abstractions et de choix entièrement pratiques ».

Il reconnaît toutefois que « si je veux donner une représentation concrète à cette proposition, je dois considérer par exemple qu'elle a été construite intentionnellement pour représenter une incohérence mentale... ce que nous faisons justement en ce moment ». Gramsci part de cette dernière affirmation pour confirmer la « fonctionnalité » c'est-à-dire l'« historicité » de toute vérité, y compris des vérités grammaticales.

(pour mettre en évidence l' « erreur » de grammaire, on peut employer une incorrection).

Le problème se pose donc différemment, en termes de « discipline à l'historicité du langage » dans le cas des « incorrections » (qui sont absence de « discipline » mentale, néologisme, particularisme provincial, jargon, etc.) ou dans d'autres termes (dans le cas proposé par l'essai de Croce, l'erreur est établie ainsi : une telle proposition peut apparaître dans la représentation d'un « fou », d'un anormal, etc., et acquérir une valeur expressive absolue ; comment représenter quelqu'un qui n'est pas « logique » sinon en lui faisant dire des « choses illogiques » ?). En réalité, tout ce qui est « grammaticalement exact » peut être justifié aussi du point de vue esthétique, logique, etc., si on l'envisage non pas dans la logique particulière de l'expression immédiatement mécanique, mais comme élément d'une représentation plus vaste et plus globale.

La question que veut poser Croce : « Qu'est-ce que la grammaire ? » ne peut pas avoir de solution dans son essai. La grammaire est « histoire » ou « document historique » : elle est la « photographie » (ou bien les traits fondamentaux de la « photographie ») d'une phase déterminée d'un langage national (collectif) formé historiquement et en continuel développement. La question pratique peut être : dans quel but cette photographie ? Pour faire l'histoire d'un aspect de la civilisation, ou pour modifier un aspect de la civilisation ? La prétention de Croce conduirait à nier toute valeur à un tableau représentant entre autres, par exemple, une... sirène : autrement dit, on devrait conclure que toute proposition doit correspondre au *vrai* ou au *vraisemblable*, etc.

(La proposition peut être non logique en soi, contradictoire, mais en même temps « cohérente » dans un cadre plus vaste.)

## Combien peut-il y avoir de formes de grammaire ?

[Retour à la table des matières](#)

Pas mal, certainement. Il y a la forme « immanente » au langage lui-même, qui nous fait parler « selon la grammaire » sans le savoir, tout comme le personnage de Molière faisait de la prose sans le savoir. Et ce rappel ne doit pas sembler inutile, car Panzini (*Guide de grammaire italienne*, 18<sup>e</sup> mille) ne paraît pas distinguer entre cette

« grammaire » et la grammaire « normative » écrite dont il veut parler et qui lui semble être la seule grammaire pouvant exister. La préface à la première édition est pleine d'aménités, qui ont d'ailleurs leur signification chez un écrivain (tenu pour un spécialiste) de grammaire, telle l'affirmation que « nous pouvons écrire et parler même sans grammaire ».

En réalité, à côté de la « grammaire immanente » à tout langage, il existe aussi de fait, c'est-à-dire même si elle n'est pas écrite, une (ou plusieurs) grammaire « normative » et qui est constituée par le contrôle réciproque, par l'enseignement réciproque, par la « censure » réciproque, qui se manifestent à travers les questions : « Qu'as-tu compris ? », « Que veux-tu dire ? », « Explique-toi mieux », etc., à travers la caricature et la moquerie, etc. Tout cet ensemble d'actions et de réactions contribue à déterminer un conformisme grammatical, autrement dit, à établir des « normes » et des jugements de correction ou d'incorrection, etc. Mais cette manifestation « spontanée » d'un conformisme grammatical est nécessairement décousue, discontinue, limitée à des couches sociales locales ou à des centres locaux. (Un paysan qui s'urbanise finit par se conformer au parler de la ville sous la pression du milieu citadin ; à la campagne ou cherche à imiter le parler de la ville ; les classes subalternes cherchent à porter comme les classes dominantes et les intellectuels, etc.).

On pourrait tracer un tableau de la « grammaire normative » qui est spontanément à l'œuvre dans toute société, dans la mesure où celle-ci tend à s'unifier soit comme territoire, soit comme culture, c'est-à-dire dans la mesure où il y a, dans cette société, une couche dirigeante dont la fonction est reconnue et respectée. Le nombre des « grammaires spontanées » ou « immanentes » est incalculable et on peut dire, en théorie, que chacun a sa grammaire. Toutefois, il faut relever à côté de cette « désagrégation » de fait, les mouvements unificateurs de plus ou moins grande ampleur, soit comme aire territoriale, soit comme « volume linguistique ». Les « grammaires normatives » écrites tendent à embrasser tout un territoire national et tout le « volume linguistique » pour créer un conformisme linguistique national unitaire, qui situe d'ailleurs à un niveau supérieur l'« individualisme » expressif parce qu'il donne un squelette plus robuste et plus homogène à l'organisme linguistique national dont chaque individu est le reflet et l'interprète (système Taylor et autodidactisme) <sup>1</sup>.

Grammaires historiques et non seulement normatives. Il est évident que celui qui écrit une grammaire normative ne peut pas ignorer l'histoire de la langue dont il veut proposer une « phase exemplaire » comme la « seule » digne de devenir de façon « organique » et « totalitaire » la langue « commune » d'une nation, en lutte et en concurrence avec d'autres « phases », avec d'autres types ou d'autres schémas qui existent déjà (liés à des développements traditionnels ou à des tentatives inorganiques et incohérentes des forces qui, comme on l'a vu, agissent continuellement sur les

---

<sup>1</sup> Gramsci fait allusion ici au rapport entre ce que l'on pourrait appeler, en utilisant son langage, « une direction linguistique planifiée » ou une « taylorisation » dans le domaine de la langue, et l'initiative linguistique individuelle ou autoéducation critique dans le domaine du langage.

« grammaires » spontanées et immanentes au langage). La grammaire historique ne peut pas ne pas être « comparative » : expression qui analysée à fond, indique la conscience intime que le fait linguistique, comme tout autre fait historique, ne peut pas avoir de frontières nationales strictement définies, mais que l'histoire est toujours « histoire mondiale » et que les histoires particulières ne vivent que dans le cadre de l'histoire mondiale. La grammaire normative a d'autres buts, même si elle ne peut pas imaginer la langue nationale hors du cadre des autres langues, qui influent par des voies innombrables et souvent difficiles à contrôler sur cette langue (qui peut contrôler l'apport des innovations linguistiques dû aux émigrants rapatriés, aux voyageurs, aux lecteurs de journaux en langues étrangères, aux traducteurs, etc.).

La grammaire normative écrite présuppose donc toujours un « choix », une orientation culturelle, c'est-à-dire qu'elle est toujours un acte de politique culturelle nationale. On pourra discuter sur la meilleure façon de présenter le « choix » et l'« orientation » pour les faire accepter de bon gré, autrement dit on pourra discuter des moyens les plus opportuns pour obtenir le but ; il n'y a pas de doute qu'il y ait un but à atteindre, qui a besoin de moyens appropriés et conformes, c'est-à-dire qu'il s'agisse d'un acte politique.

Problèmes : quelle est la nature de cet acte politique et doit-il soulever des oppositions de « principe », une collaboration de fait, des oppositions de détail, etc. Si l'on part du présupposé qu'il faut centraliser ce qui existe déjà à l'état diffus, disséminé mais inorganique et incohérent, il semble évident qu'une opposition de principe n'est pas rationnelle ; il faut au contraire une collaboration de fait et une acceptation volontaire de tout ce qui peut servir à créer une langue nationale commune, dont la non-existence provoque des frictions surtout dans les masses populaires où les particularismes locaux et les phénomènes de psychologie étroite et provinciale sont plus tenaces qu'on ne le croit ; il s'agit en somme d'une intensification de la lutte contre l'an alphabétisme, etc. L'opposition de fait existe déjà dans la résistance des masses à se dépouiller d'habitudes et de psychologies particularistes. Résistance stupide provoquée par les adeptes fanatiques des langues internationales <sup>1</sup>. Il est clair que dans cet ordre de problèmes, on ne peut pas discuter la question de la lutte nationale d'une culture hégémonique contre d'autres nationalités ou restes de nationalités,

Panzini ne se pose pas même de loin ces problèmes, et ses publications grammaticales sont pour cette raison incertaines, contradictoires, oscillantes. Il ne se demande pas par exemple - et cette question ne manque pourtant pas d'importance pratique - quel est aujourd'hui le centre d'où, par le bas, irradient les innovations linguistiques : Florence, Rome, Milan. Mais il ne se demande d'ailleurs même pas s'il existe (et quel il est) un centre d'irradiation spontanée par le haut, c'est-à-dire sous une forme rela-

---

<sup>1</sup> En 1918, Gramsci se battit dans l'Avanti contre les partisans de l'espéranto et surtout contre ceux qui voulaient engager officiellement le Parti socialiste dans le soutien de l'espérantisme, considéré comme l'expression linguistique de la bataille internationaliste. (Voir le résumé de cette polémique dans la note de G. Ferrata à l'article « La langue unique et l'espéranto » in *2000 pagine di Gramsci*, tome I, pp. 338-339).



tivement organique, continue, efficiente, et si cette irradiation peut être réglée et intensifiée.

## Foyers d'irradiation des innovations linguistiques dans la tradition et d'un conformisme linguistique national dans les grandes masses nationales

[Retour à la table des matières](#)

1. L'école ; 2. Les journaux ; 3. Les écrivains d'art et les écrivains populaires ; 4. Le théâtre et le cinéma sonore ; 5. La radio ; 6. Les réunions publiques de tout genre, y compris les réunions religieuses ; 7. Les relations de « conversation » entre les différentes couches de la population des plus cultivées aux moins cultivées \* ; 8. Les dialectes locaux, entendus en divers sens (des dialectes les plus localisés à ceux qui embrassent des ensembles régionaux plus ou moins vastes ; comme le napolitain pour l'Italie méridionale, le palermitain et le catanais pour la Sicile, etc.).

Puisque le processus de formation, de diffusion et de développement d'une langue nationale unitaire se fait à travers tout un ensemble de processus moléculaires, il est utile d'avoir conscience du processus dans son ensemble pour être en mesure d'y intervenir activement avec le maximum de résultats. Il ne faut pas considérer cette intervention comme « décisive » et imaginer que les buts proposés seront tous atteints dans leur détail, c'est-à-dire qu'on obtiendra une langue unitaire *déterminée* : *ou* obtiendra une *langue unitaire* si elle est une nécessité, et l'intervention organisée accélèrera le rythme du processus déjà existant. On ne peut ni prévoir ni établir ce que sera cette langue ; en tout cas, si l'intervention est « rationnelle », elle sera organiquement liée à la tradition, ce qui n'est pas sans importance dans l'économie de la culture.

Manzoniens et « classicistes » avaient un type de langue à faire prévaloir. Il n'est pas juste de dire que ces discussions ont été inutiles et n'ont pas laissé de traces dans la culture moderne, même si elles ne sont pas très importantes. En réalité, en ce dernier siècle, la culture unitaire s'est étendue et donc aussi avec elle une langue unitaire commune. Mais la formation historique de la nation italienne, dans son ensemble, avait un rythme trop lent. Chaque fois qu'affleure d'une façon ou d'une autre

---

\* Un problème auquel on ne donne peut-être pas toute l'importance qu'il mérite est celui de la part de « paroles » versifiées qui sont apprises par cœur sous la forme de chansons, d'extraits d'opéra, etc. Il faut remarquer combien le peuple se soucie peu de bien apprendre par cœur ces paroles, qui sont souvent biscornues, démodées, baroques, mais les réduit à des espèces de rengaines qui ne servent qu'à se rappeler le thème musical. (*Note de Gramsci.*)

la question de la langue <sup>1</sup>, cela signifie qu'une série d'autres problèmes est en train de se poser : la formation et l'élargissement de la classe dirigeante, la nécessité d'établir des rapports plus intimes et plus sûrs entre les groupes dirigeants et la masse populaire-nationale, c'est-à-dire de réorganiser l'hégémonie culturelle. Divers phénomènes se produisent aujourd'hui qui indiquent une renaissance de ces questions : publications de Panzini, Trabalza, Alladoli, Monelli, rubriques dans les journaux, interventions des directions syndicales, etc.

## Différents types de grammaire normative

[Retour à la table des matières](#)

Pour les écoles, pour les personnes dites cultivées. En réalité, la différence est due au degré différent de développement intellectuel du lecteur ou du spécialiste, et donc à la technique différente qu'il faut employer pour faire apprendre ou pour intensifier chez les jeunes élèves la connaissance organique de la langue nationale ; on ne peut pas négliger, en ce qui concerne ces jeunes élèves, le principe didactique d'une certaine rigidité autoritaire, péremptoire (« il faut dire comme cela ») ; il faut au contraire « persuader » les « autres » pour leur faire accepter librement une solution déterminée comme la solution la meilleure (que l'on démontre être la meilleure en atteignant le but proposé et partagé, lorsqu'il est partagé).

Il ne faut pas oublier en outre que d'autres éléments du programme didactique d'enseignement général, comme certains éléments de logique formelle, ont été greffés sur l'étude traditionnelle de la grammaire normative : on pourra discuter pour savoir si cette greffe est opportune ou non, si l'étude de la logique formelle est justifiée ou non

---

<sup>1</sup> Voir dans « La question de la langue » *Les Intellectuels et l'organisation de la culture*, pp. 23-24, l'esquisse rapide d'une histoire de la langue italienne comme expression des luttes d'hégémonie politique et culturelle dans le cadre de la société italienne : « il n'existe pas encore d'histoire de la langue italienne, en ce sens : la grammaire historique ne constitue pas encore cette histoire, au contraire... Je crois que cette étude n'est ni inutile, ni purement érudite, si l'on entend la langue comme élément de la culture et donc de l'histoire générale, et comme manifestation principale de la « nationalité » et de la « popularité » des intellectuels. »

On trouve dans la lettre à Tatiana du 17 novembre 1930 (Lettre n° 170, Gallimard, pp. 265-266) une allusion sommaire mais limpide à cette histoire de la langue italienne qui coïncide, selon Gramsci, avec l'histoire de la « fonction cosmopolite » des intellectuels dans la société italienne. La conclusion en est que pendant toute l'histoire italienne « continua à exister une double langue, la langue populaire ou dialectale, et la langue savante, c'est-à-dire celle des intellectuels et des classes cultivées ».

(elle semble justifiée et il semble juste aussi qu'elle accompagne l'étude de la grammaire, plus que de l'arithmétique, etc., en raison de leur similitude de nature, et parce que, liée à la grammaire, la logique formelle est relativement vivifiée et facilitée) mais il ne faut pas laisser la question de côté.

## Grammaire historique et grammaire normative

[Retour à la table des matières](#)

Une fois établi que la grammaire normative est un acte politique et que ce n'est qu'en partant de ce point de vue que l'on peut justifier « scientifiquement » son existence et l'énorme travail de patience que réclame son apprentissage (autant de travail qu'il en faut pour obtenir que des centaines de milliers de recrues d'origine et de préparation intellectuelles les plus disparates naisse une armée homogène et capable de se mouvoir et d'agir simultanément et de façon disciplinée : autant de « leçons pratiques et théoriques » de règlements, etc.), il faut poser son rapport avec la grammaire historique.

Le fait de ne pas avoir défini ce rapport explique un grand nombre des incongruités des grammaires normatives jusqu'à la grammaire de Trabalza-Allodoli<sup>1</sup>. Il s'agit de deux choses distinctes et en partie différentes, comme l'histoire et la politique, mais qui ne peuvent pas être pensées indépendamment l'une de l'autre : comme la politique de l'histoire. D'ailleurs, puisque l'étude des langues comme phénomène culturel est née de besoins politiques (plus ou moins conscients et consciemment exprimés), les nécessités de la grammaire normative ont influé sur la grammaire historique et sur ses « conceptions législatives » (tout au moins cet élément traditionnel a renforcé au siècle dernier l'application de la méthode naturaliste-positiviste à l'étude de l'histoire des langues conçue comme « science du langage »). Il ressort de la grammaire de Trabalza et aussi du compte rendu éreintant de Schiaffini (*Nuova Antologia*, 16 septembre 1934) combien même les prétendus « idéalistes » n'ont pas compris le renouvellement apporté à la science du langage par les doctrines de Bartoli. La tendance de l'« idéalisme » a trouvé son expression la plus complète chez Bertoni : il s'agit d'un retour à de vieilles conceptions rhétoriques sur les mots « beaux » et « laids » en soi et pour soi, conceptions revernies par un nouveau langage pseudo-scientifique. En réalité, on tente de trouver une justification extrinsèque à la grammaire normative, après en avoir tout aussi extrinsèquement « démontré » l'« inutilité » théorique et même pratique.

---

<sup>1</sup> Ciro TRABALZA et Ettore ALLODOLI : La Grammaire des Italiens, Florence 1935.

L'essai de Trabalza sur *l'Histoire de la grammaire* pourra fournir des indications utiles sur les interférences entre grammaire historique (ou mieux histoire du langage) et grammaire normative, sur l'histoire du problème, etc.

## Grammaire et technique

[Retour à la table des matières](#)

Peut-on poser le problème pour la grammaire comme pour la « technique » en général ? La grammaire est-elle seulement la technique de la langue ? En tout cas, la thèse des idéalistes, surtout la thèse gentilienne, de l'inutilité de la grammaire et de son exclusion de l'enseignement scolaire est-elle justifiée ? Si l'on parle (on s'exprime avec des mots) d'une façon historiquement déterminée pour des nations ou pour des aires linguistiques, peut-on se passer d'enseigner cette « façon historiquement déterminée » ? Une fois admis que la grammaire normative traditionnelle est insuffisante, est-ce une bonne raison pour n'enseigner aucune grammaire, c'est-à-dire pour ne se préoccuper d'aucune façon d'accélérer l'apprentissage de la manière de parler déterminée d'une certaine aire linguistique, mais de laisser « apprendre la langue dans le langage vivant » ou autres expressions de ce genre employées par Gentile ou par les gentiliens ? Il s'agit au fond d'une forme de libéralisme des plus extravagantes et des plus biscornues.

Différences entre Croce et Gentile. D'habitude, Gentile s'appuie sur Croce, en exagérant jusqu'à l'absurde quelques positions théoriques. Croce soutient que la grammaire ne fait partie d'aucune des activités spirituelles théoriques élaborées par lui, mais il finit par trouver dans la « pratique » la justification d'un grand nombre d'activités niées d'un point de vue théorique : Gentile exclut aussi de la pratique, dans un premier temps, ce qu'il nie théoriquement, quitte à trouver ensuite une justification théorique aux manifestations pratiques les plus dépassées et les plus injustifiées techniquement.

Doit-on apprendre « systématiquement » la technique ? Il est arrivé que la technique de l'artisan de village s'oppose à celle de Ford. On apprend la « technique industrielle » de bien des façons : artisans, pendant le travail de l'usine lui-même, observant comment les autres travaillent (et donc avec une plus grande perte de temps et d'énergie et seulement partiellement) ; dans les écoles professionnelles (dans lesquelles on

apprend systématiquement tout le métier, même si quelques-unes des notions apprises ne doivent servir qu'un petit nombre de fois dans la vie, et même jamais) ; par la combinaison des différentes manières, avec le système Taylor-Ford qui crée un nouveau type de qualification et de métier limité à des usines déterminées, et même à des machines ou à des moments du processus de production.

La grammaire normative, que l'on ne peut concevoir séparée du langage vivant que par abstraction, tend à faire apprendre l'ensemble de l'organisme de la langue déterminée et à créer une attitude spirituelle qui rend apte à s'orienter toujours dans le domaine linguistique (voir la note sur l'étude du latin dans les écoles classiques) <sup>1</sup>.

Si la grammaire est exclue de l'école et n'est pas « écrite », on ne peut pas l'exclure, pour autant, de la « vie » réelle, comme on l'a déjà dit dans une autre note : on exclut seulement l'intervention organisée et unitaire dans l'apprentissage de la langue et, en réalité, on exclut de l'apprentissage de la langue cultivée la masse populaire nationale, puisque la couche dirigeante la plus élevée, qui parle traditionnellement le « beau langage », transmet cette langue de génération en génération, à travers un processus lent qui commence avec les premiers balbutiements de l'enfant sous la direction des parents, et qui se poursuit dans la conversation (avec ses « on dit ainsi », « on doit dire ainsi », etc.) toute la vie : en réalité, on étudie « toujours » la grammaire, etc. (par l'imitation des modèles admirés, etc.). Il y a, dans la position de Gentile, beaucoup plus de politique qu'on ne le croit et beaucoup d'attitude réactionnaire inconsciente, comme du reste on l'a noté d'autres fois à d'autres occasions ; il y a toute l'attitude réactionnaire de la vieille conception libérale, il y a un « laisser faire, laisser passer » qui n'est pas justifié comme il l'était chez Rousseau (et Gentile est plus rousseauiste qu'il ne le croit) par l'opposition à la paralysie de l'école jésuite, mais il est devenu une idéologie abstraite et « anhistorique ».

## Ce qu'on appelle « question de la langue »

[Retour à la table des matières](#)

---

<sup>1</sup> Il est significatif que la défense de la grammaire à l'école se conclut par cette remarque polémique à l'égard de l'activisme rousseauiste et néo-idéaliste, dont Gramsci rappelle en outre le rapport de dépendance et la « fonction historique ». Mais cela ne signifie pas pour autant une indulgence à l'égard du formalisme grammatical comme on peut le voir dans ce passage d'une lettre à Carlo : « Dans l'apprentissage des langues que tu comptes entreprendre, je te conseille de ne pas trop te perdre dans les grammaires, mais de lire, lire, en feuilletant plus souvent le dictionnaire que la grammaire. La grammaire, selon moi, doit accompagner la traduction et non la précéder. Beaucoup commencent par les grammaires et ils n'en sortent plus, bien qu'ils se cassent la tête. » (Lettre n° 215, Gallimard, pp. 344-345).

Il semble clair que le *De vulgari eloquentia* \* de Dante est à considérer essentiellement comme un acte de politique culturelle-nationale (au sens qu'avait « national » à cette époque et chez Dante), de même que ce qu'on appelle « la question de la langue » - qui devient intéressante à étudier de ce point de vue - a toujours été un aspect de la lutte politique. La « question de la langue » a été une réaction des intellectuels face à l'écroulement de l'unité politique, survenu en Italie sous le nom d' « équilibre des États italiens », face à l'écroulement et à la désintégration des classes économiques et politiques qui s'étaient formées après l'an Mille avec les Communes ; elle représente la tentative, dont on peut dire qu'elle a réussi pour une bonne part, de préserver et même de renforcer une couche intellectuelle unitaire dont l'existence allait revêtir une grande importance au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècles (pendant le Risorgimento). Le petit livre de Dante a lui aussi une grande importance pour l'époque à laquelle il fut écrit : les intellectuels italiens de la période la plus luxuriante des Communes rompent, non seulement dans les faits mais aussi en élevant le fait à la théorie, avec le latin et justifient la langue vulgaire en l'exaltant contre le « mandarinat » latinisant, au moment même où la langue vulgaire s'illustre dans de grandes manifestations artistiques. Que la tentative de Dante ait eu une importance innovatrice énorme, on le voit plus tard avec le retour du latin comme langue des gens cultivés (et ici peut se greffer la question du double aspect de l'Humanisme et de la Renaissance, qui furent essentiellement réactionnaires du point de vue national-populaire et progressistes comme expression du développement culturel des groupes intellectuels italiens et européens).

---

\* *De vulgari eloquentia* (De l'éloquence vulgaire) : Écrit de Dante destiné à défendre l'usage en littérature de la langue « vulgaire » (c'est-à-dire l'Italien), contre ceux qui préféreraient écrire en latin, langue « savante ».

Deuxième partie : section III

## V

---

# AMÉRICANISME ET FORDISME

[Notes extraites du Cahier V écrit en 1934.]

## Quelques aspects de la question sexuelle

[Retour à la table des matières](#)

Obsession de la question sexuelle et dangers de cette obsession. Tous les « auteurs de projets » placent en premier lieu la question sexuelle et la résolvent « ingénument ».

Il faut remarquer la très large part, et souvent la part prépondérante qu'a la question sexuelle dans les « utopies » (l'observation de Croce, disant que les solutions apportées par Campanella dans sa Cité du soleil, ne peuvent s'expliquer par les besoins sexuels des paysans de Calabre, est stupide). Les instincts sexuels sont ceux qui ont été le plus fortement réprimés par la société en développement ; leur « régularisation », étant donné les contradictions qu'elle fait apparaître, et les perversions qu'on lui attribue, semble la chose la moins « naturelle », aussi les références à la « nature » se font-elles plus fréquentes dans ce domaine. La littérature « psychanalytique » est, elle aussi, une façon de critiquer la réglementation des instincts sexuels sous sa forme parfois « illuministe »<sup>1</sup>, avec la création d'un nouveau mythe, celui du

---

<sup>1</sup> *Illuminisme, philosophie illuministe* : c'est l'appellation italienne du courant philosophique du siècle des « lumières », c'est-à-dire le XVIIIe siècle français, avec ses grands écrivains qui ont apporté les « lumières » de la raison.



« sauvage », fondé sur la sexualité (y compris dans les rapports entre parents et enfants).

Grande différence, dans ce domaine, entre ville et campagne, mais pas dans le sens idyllique en ce qui concerne la campagne, où se produisent les crimes sexuels les plus monstrueux et les plus nombreux, où la bestialité et la pédérastie sont très répandues. Dans l'enquête parlementaire sur le Midi faite en 1911 on relève que dans les Abruzzes et la Basilicata <sup>1</sup> (où le fanatisme religieux et le système du patriarcat sont plus développés, et où l'influence des idées de la ville se fait moins sentir au point que, selon Serpieri, au cours des années 1919-1920 il n'y eut pas la moindre agitation paysanne) on trouve l'inceste dans 30 % des familles, et il ne semble pas que cette situation ait changé jusqu'à ces dernières années.

La sexualité comme fonction de reproduction et comme sport : l'idéal « esthétique » de la femme oscille entre la conception d'« administratrice » et celle de « bibelot », de « jouet ». Mais il n'y a pas qu'en ville que la sexualité est devenue un « sport » ; les proverbes populaires - « L'homme est chasseur, la femme est tentatrice », « Celui qui n'a pas mieux, va coucher avec sa femme », etc. montrent la diffusion de cette conception sportive même à la campagne et dans les rapports sexuels entre éléments d'une même classe.

Fonction économique de la reproduction : elle n'est pas seulement un fait général, intéressant la société dans son ensemble, qui réclame une certaine proportion entre les divers âges en vue de la reproduction et de l'entretien de la partie passive de la population (passive de façon normale, à cause de l'âge, de l'individualité, etc.), mais c'est aussi un fait « moléculaire », qui se retrouve au sein des plus petits agrégats économiques, comme la famille. L'expression « le bâton de la vieillesse » montre la conscience instinctive de la nécessité économique d'un certain rapport entre jeunes et vieux dans toute l'étendue de la société. Le spectacle des mauvais traitements dont sont l'objet, dans les villages, les vieux et les vieilles sans enfants, incite les couples à désirer des enfants (le proverbe : « Une mère élève cent fils et cent fils ne soutiennent pas une mère », montre un autre aspect de la question) : les vieux sans enfants, dans les classes populaires, sont traités comme les « bâtards ». Les progrès de l'hygiène, qui ont élevé l'âge moyen de la vie humaine, posent sans cesse davantage la question sexuelle comme un aspect fondamental et autonome de la question économique, aspect si important qu'il peut poser à son tour des problèmes complexes du type des « superstructures ». L'augmentation de la moyenne de la vie en France, jointe à la faible natalité et à la nécessité de faire fonctionner un appareil de production très riche et très complexe, posent déjà de nos jours certains problèmes liés au problème national : les vieilles générations se trouvent dans des rapports toujours plus anormaux avec les jeunes générations de même culture nationale, et les masses travailleuses sont gros-

---

<sup>1</sup> *Les Abruzzes* : région centrale des Apennins qui a donné son nom à la province actuelle d'Abruzzes et Molise (villes principales : Pescara, l'Aquila).

La *Basilicata* : province du sud de l'Italie (villes principales Potenza, Matera).  
Ces deux régions sont parmi les plus pauvres de l'Italie.

sies par des éléments étrangers immigrés qui modifient leur base - on voit déjà apparaître, comme en Amérique, une certaine division du travail : métiers qualifiés pour les autochtones (en dehors des fonctions de direction et d'organisation) et métiers non qualifiés pour les immigrés.

Un rapport semblable, mais aux conséquences anti-économiques importantes, s'établit dans toute une série de pays entre les villes industrielles à basse natalité et la campagne prolifique : la vie de l'industrie demande un apprentissage général, un processus d'adaptation psycho-physique à des conditions déterminées de travail, de nourriture, d'habitation, de mœurs, etc. qui n'est pas quelque chose d'inné, de « naturel », mais qui doit être acquis, alors que les caractères urbains acquis se transmettent de façon héréditaire ou sont assimilés au cours de l'enfance et de l'adolescence. Aussi la faible natalité urbaine entraîne-t-elle une dépense importante et régulière pour l'apprentissage continu de nouveaux éléments non-urbains, et comporte un changement perpétuel de la composition économique-sociale de la ville, en remplaçant perpétuellement sur de nouvelles bases le problème de l'hégémonie.

La question de morale et de civilisation la plus importante, liée à la question sexuelle, est celle de la formation d'une nouvelle personnalité féminine : aussi longtemps que la femme ne sera pas parvenue non seulement à une réelle indépendance par rapport à l'homme, mais aussi à une nouvelle façon de se concevoir elle-même et de concevoir son rôle dans les rapports sexuels, la question sexuelle demeurera encombrée de caractères morbides et il faudra être prudent dans toute innovation législative à ce sujet. Toute crise de coercition unilatérale dans le domaine sexuel conduit à un dérèglement « romantique » qui peut être aggravé par l'abolition de la prostitution légale et organisée. Tous ces éléments compliquent et rendent extrêmement difficile toute réglementation du fait sexuel et toute tentative de créer une nouvelle éthique sexuelle conforme aux nouvelles méthodes de production et de travail. D'autre part il est nécessaire de procéder à une telle réglementation et à la création d'une nouvelle éthique. Il faut remarquer que les industriels (et particulièrement Ford) se sont intéressés aux rapports sexuels de ceux qui sont sous leur dépendance et, d'une façon générale, de l'installation de leurs familles ; les apparences de « puritanisme » qu'a pris cet intérêt (comme dans le cas de la « prohibition ») ne doit pas faire illusion ; la vérité est que le nouveau type d'homme que réclame la rationalisation de la production et du travail ne peut se développer tant que l'instinct sexuel n'a pas été réglementé en accord avec cette rationalisation, tant qu'il n'a pas été lui aussi rationalisé. (*Mach.*, pp. 323-326.)

## « Animalité » et industrialisme

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire de l'industrialisme a toujours été (et elle le devient aujourd'hui sous une forme plus accentuée et plus rigoureuse) une lutte continue contre l'élément « animalité » de l'homme, un processus ininterrompu, souvent douloureux et sanglant, de la soumission des instincts (instincts naturels, c'est-à-dire animaux et primitifs) à des règles toujours nouvelles, toujours plus complexes et plus rigides, et à des habitudes d'ordre, d'exactitude, de précision qui rendent possibles les formes toujours plus complexes de la vie collective, conséquences nécessaires du développement de l'industrialisme. Cette lutte est imposée de l'extérieur et les résultats obtenus jusqu'ici, malgré leur grande valeur pratique immédiate, sont en grande partie purement mécaniques et ne sont pas devenus une « seconde nature ». Mais chaque nouvelle façon de vivre, dans la période où s'impose la lutte contre l'ancien, n'a-t-elle pas toujours été pendant un certain temps le résultat d'une compression mécanique ? Même les instincts qui doivent être dominés aujourd'hui parce qu'ils sont encore trop « animaux », ont été en réalité un progrès important sur les instincts antérieurs, encore plus primitifs : qui pourrait décrire combien a coûté, en vies humaines et en douloureuse soumission des instincts, le passage du nomadisme à la vie sédentaire et agricole ? Cela comprend les premières formes de l'esclavage de la glèbe et du métier, etc. Jusqu'ici tous les changements dans la façon d'être et de vivre se sont produits par coercition brutale, par la domination d'un groupe social sur toutes les forces productives de la société; la sélection ou l'« éducation » de l'homme adaptée aux nouveaux types de civilisation c'est-à-dire aux nouvelles formes de production et de travail, s'est réalisée au moyen de brutalités inouïes, en jetant dans l'enfer des sous-classes les faibles et les réfractaires, ou en les éliminant complètement. A chaque apparition de nouveaux types de civilisation, ou au cours du processus de leur développement, des crises se sont produites. Mais qui a été entraîné dans ces crises ? Pas les masses travailleuses, mais les classes moyennes et une partie de la classe dominante elle-même, qui avaient éprouvé elles aussi la pression coercitive, qui s'était nécessairement exercée sur toute l'étendue de la société. Les crises de *libertinisme* ont été nombreuses : chaque époque historique a eu la sienne.

Lorsque la pression coercitive s'exerce sur l'ensemble social (et cela se produit spécialement après la chute de l'esclavagisme et l'avènement du christianisme) on voit se développer des idéologies puritaines qui confèrent à l'emploi intrinsèque de la force les formes extérieures de la conviction et du consentement : mais une fois le résultat atteint, au moins dans une certaine mesure, la pression se disperse (cette cassure se manifeste historiquement de façons très diverses, comme il est naturel, car la pression a toujours pris des formes originales, et souvent personnelles : si elle s'est identifiée avec un mouvement religieux, elle a créé son propre appareil, qui s'est personnifié dans certaines couches ou castes, et a pris le nom de Cromwell ou de Louis XV, etc.), et la crise de libertinisme se produit (la crise française après la mort de Louis XV, par exemple, ne peut être comparée avec la crise américaine qui suivit l'avènement de Roosevelt, de même que la prohibition n'a pas d'équivalent dans les

époques précédentes, avec les actes de banditisme qui l'ont suivie, etc.). ; pourtant cette crise ne touche que de façon superficielle les masses travailleuses, où elle ne les touche qu'indirectement car elle déprave leurs femmes : en effet ces masses, ou bien ont déjà acquis les habitudes et les façons de vivre rendues nécessaires par le nouveau système de vie et de travail. ou bien continuent à ressentir la pression coercitive pour les nécessités élémentaires de leur existence (l'anti-prohibitionnisme lui-même n'a pas été voulu par les ouvriers, et la corruption que la contrebande et le banditisme apportèrent avec eux était répandue dans les classes supérieures).

Dans l'après-guerre on a assisté à une crise des mœurs d'une étendue et d'une profondeur considérables, mais cette crise s'est manifestée contre une forme de coercition qui n'avait pas été imposée pour créer des habitudes conformes à une nouvelle forme de travail, mais en raison des nécessités, d'ailleurs considérées comme transitoires, de la vie de guerre dans les tranchées. Cette pression a réprimé en particulier les instincts sexuels, même normaux, chez une grande masse de jeunes gens, et la crise s'est déchaînée au moment du retour à la vie normale, et elle a été rendue encore plus violente par la disparition d'un si grand nombre d'hommes et par un déséquilibre permanent dans le rapport numérique entre les individus des deux sexes. Les institutions liées à la vie sexuelle ont subi une forte secousse et la question sexuelle a vu se développer de nouvelles formes d'utopie de tendance « illuministe ». La crise a été (et elle est encore) rendue plus violente du fait qu'elle a touché toutes les couches de la population et qu'elle est entrée en conflit avec les exigences de nouvelles méthodes de travail qui sont venues, entre temps, s'imposer (taylorisme et rationalisation en général). Ces nouvelles méthodes exigent une discipline rigide des instincts sexuels (du système nerveux), c'est-à-dire une consolidation de la « famille » au sens large (et non de telle ou telle forme de système familial), de la réglementation et de la stabilité des rapports sexuels.

Il faut insister sur le fait que, dans le domaine de la sexualité, le facteur idéologique le plus dépravant et le plus « régressif » est la conception « illuministe » et libertaire propre aux classes qui ne sont pas liées étroitement au travail producteur, et qui se propage de ces classes à celles des travailleurs. Cet élément devient d'autant plus important lorsque, dans un État, les classes travailleuses ne subissent plus la pression coercitive d'une classe supérieure, lorsque les nouvelles habitudes et aptitudes psycho-physiques liées aux nouvelles méthodes de production et de travail doivent être acquises par voie de persuasion réciproque ou de conviction proposée à l'individu et acceptée par lui. Il peut ainsi se créer peu à peu une situation à double fond, un conflit intime entre l'idéologie « verbale » qui reconnaît la nécessité nouvelle, et la pratique réelle, « animale », qui empêche les corps physiques d'acquérir effectivement de nouvelles aptitudes. Il se forme dans ce cas ce que l'on peut appeler une situation d'hypocrisie sociale totalitaire. Pourquoi totalitaire ? Dans les autres situations, les couches populaires sont contraintes à observer la « vertu » ; celui qui la prêche ne l'observe pas, tout en lui rendant un hommage en paroles, de sorte que l'hypocrisie est partielle, non totale ; cette situation, certes, ne peut durer et doit conduire à une crise de libertinisme, mais lorsque les masses auront déjà assimilé la «

vertu » par des habitudes permanentes ou presque permanentes, c'est-à-dire avec des oscillations toujours plus faibles. Au contraire, dans le cas où il n'y a pas de pression coercitive d'une classe supérieure, la « vertu » est affirmée de façon générale et n'est observée ni par conviction ni par coercition, sans qu'il y ait cependant une acquisition des aptitudes psycho-physiques nécessaires pour les nouvelles méthodes de travail. La crise peut devenir « permanente », c'est-à-dire avoir des perspectives catastrophiques, car seule la contrainte pourra régler la question, une contrainte de type nouveau, dans la mesure où, exercée par l' « élite » d'une classe sur sa propre classe, elle ne peut être qu'une auto-coercition, c'est-à-dire une auto-discipline (Alfieri se faisant attacher à sa chaise) <sup>1</sup>. En tout cas, ce qui peut s'opposer à cette fonction des *élites* c'est la mentalité « illuministe » et libertaire appliquée au monde des rapports sexuels ; de plus, lutter contre cette conception signifie justement créer les *élites* nécessaires à cette tâche historique, ou du moins les développer pour que leur fonction s'étende à toutes les branches de l'activité humaine. (*Mach.*, pp. 326-329.)

## Rationalisation de la production et du travail

[Retour à la table des matières](#)

La tendance de Leone Davidovi <sup>2</sup> était étroitement liée à cette série de problèmes, ce qui ne me paraît pas avoir été bien mis en lumière. Son contenu essentiel, à ce point de vue, consistait dans la volonté « trop » résolue (par conséquent non rationalisée) d'accorder la suprématie, dans la vie nationale, à l'industrie et aux méthodes industrielles, d'accélérer, par des moyens de contrainte extérieure, la discipline et l'ordre dans la production, et d'adapter les mœurs aux nécessités du travail. Étant donné la façon générale d'aborder tous les problèmes liés à cette tendance, celle-ci devait nécessairement aboutir à une forme de bonapartisme, d'où la nécessité impérieuse de la supprimer. Ses préoccupations étaient justes, mais ses solutions pratiques étaient profondément erronées. C'est dans ce décalage entre la théorie et la pratique que résidait le danger, qui du reste s'était déjà manifesté précédemment, en 1921. Le principe de la contrainte, directe ou indirecte, dans l'organisation de la production et du travail, est juste, mais la forme qu'elle avait prise était erronée ; le modèle militaire était devenu un préjugé funeste et les armées du travail échouèrent. Intérêt de Leone

---

<sup>1</sup> Désireux de rompre avec son milieu et son éducation aristocratique, Alfieri résolu, tout jeune, de se former par lui-même une personnalité égale à celle des héros de Plutarque qu'il admirait : pour se forcer à étudier, il se faisait attacher à sa chaise, devant son bureau, quatre à cinq heures par jour.

<sup>2</sup> Lev Davidovitch Bronstein (Trotsky).

Davidovi Pour l'américanisme ; ses articles, ses enquêtes sur le « byt »<sup>1</sup> et sur la littérature ; ces activités étaient moins étrangères les unes aux autres qu'il ne pourrait sembler, car les nouvelles méthodes de travail sont indissolublement liées à un certain mode de vie, à une certaine façon de penser et de sentir la vie ; on ne peut obtenir des succès dans un domaine sans obtenir des résultats tangibles dans l'autre. En Amérique la rationalisation du travail et la prohibition sont sans aucun doute liées : les enquêtes des industriels sur la vie privée des ouvriers, les services d'inspection créés dans certaines entreprises pour contrôler la « moralité » des ouvriers, sont des nécessités de la nouvelle méthode de travail. Rire de ces initiatives (même si elles ont été un échec) et ne voir en elles qu'une manifestation hypocrite de « puritanisme », c'est se refuser la possibilité de comprendre l'importance, le sens et la *portée objective* du phénomène américain, qui est aussi le plus grand effort collectif qui se soit manifesté jusqu'ici pour créer, avec une rapidité prodigieuse et une conscience du but à atteindre sans précédent dans l'histoire, un type nouveau de travailleur et d'homme. L'expression « conscience du but à atteindre » peut paraître au moins humoristique si l'on se souvient de la phrase de Taylor sur le « gorille apprivoisé ». Taylor exprime en effet avec un cynisme brutal le but de la société américaine : développer au plus haut degré chez le travailleur les attitudes machinales et automatiques, briser l'ancien ensemble de liens psycho-physiques du travail professionnel qualifié qui demandait une certaine participation active de l'intelligence, de l'imagination, de l'initiative du travailleur, et réduire les opérations de la production à leur seul aspect physique et machinal. Mais, en réalité, il ne s'agit pas de nouveautés originales, il s'agit seulement de la phase la plus récente d'un long processus qui a commencé avec la naissance de l'industrialisme lui-même, phase qui est seulement plus intense que les précédentes et qui se manifeste sous des formes plus brutales, mais qui sera dépassée elle aussi par la création d'un nouvel ensemble de liens psycho-physiques d'un type différent des précédents et, à coup sûr, d'un type *supérieur*. Il se produira inéluctablement une sélection forcée, une partie de l'ancienne classe ouvrière se trouvera impitoyablement éliminée du monde du travail et peut-être du monde tout court<sup>2</sup>.

C'est à ce point de vue qu'il faut étudier les initiatives « puritaines » des industriels américains du type Ford. Il est certain qu'ils ne se souciaient pas de l'« humanité » et de la « spiritualité » du travailleur, qui sont immédiatement brisées. Cette « humanité », cette « spiritualité » ne peuvent se réaliser que dans le monde de la production et du travail, dans la « création » productive ; elles existaient au plus haut point chez l'artisan, chez le « démiurge<sup>3</sup> », lorsque la personnalité du travailleur se reflétait tout entière dans l'objet créé, lorsque le lien entre l'art et le travail était encore très fort. Mais c'est justement contre cet « humanisme » que le nouvel industrialisme entre en lutte. Les initiatives « puritaines » n'ont pour but que de conserver, en dehors du travail, chez le travailleur, exploité au maximum par la nouvelle méthode de production, un certain équilibre psychophysique qui l'empêche de s'effondrer phy-

---

<sup>1</sup> « Byt » : signifie en russe le mode de vie.

<sup>2</sup> En français dans le texte.

<sup>3</sup> *Démiurge* : le nom du créateur du monde dans la philosophie grecque ancienne.

siologiquement. Cet équilibre ne peut être que purement extérieur et mécanique, mais il pourra devenir interne s'il est proposé par le travailleur lui-même et non imposé du dehors, s'il est proposé par une nouvelle forme de société, avec des moyens appropriés et originaux. L'industriel américain se préoccupe de maintenir la continuité de l'efficiace physique du travailleur, de son efficiace musculaire et nerveuse : il est de son intérêt d'avoir une main-d'œuvre stable, toujours en forme dans son ensemble, parce que l'ensemble du personnel (le travailleur collectif) d'une entreprise est une machine qui ne doit pas être trop souvent démontée et dont il ne faut pas trop souvent renouveler les pièces particulières, sans occasionner des pertes énormes.

Le fameux « haut salaire » est un élément qui se rattache à cette nécessité : il est l'instrument qui sert à sélectionner une main-d'œuvre adaptée au système de production et de travail, et à la maintenir stable. Mais le haut salaire est un instrument à double tranchant : il faut que le travailleur dépense « rationnellement » son salaire plus élevé, afin de maintenir, de rénover et, si possible, d'accroître son efficiace musculaire et nerveuse, et non pour la détruire ou l'amoiner. Et voilà que la lutte contre l'alcool, le facteur le plus dangereux de destruction des forces de travail, devient une affaire d'État, Il est possible que d'autres luttes « puritaines » deviennent elles aussi des fonctions d'État, si l'initiative privée des industriels se révèle insuffisante ou si se produit une crise de moralité trop profonde et trop étendue parmi les masses travailleuses, ce qui pourrait se produire à la suite d'une longue et importante crise de chômage.

A la question de l'alcool est liée la question sexuelle l'abus et l'irrégularité des fonctions sexuelles est, après l'alcoolisme, l'ennemi le plus dangereux de l'énergie nerveuse et l'on observe couramment que le travail « obsédant » provoque des dépravations alcooliques et sexuelles. Les tentatives faites par Ford d'intervenir, au moyen d'un corps d'inspecteurs, dans la vie privée de ses employés, et de contrôler la façon dont ils dépensent leur salaire et dont ils vivent, est un indice de ces tendances encore « privées » ou latentes, mais qui peuvent devenir, à un certain moment, une idéologie d'État, en se greffant sur le puritanisme traditionnel, c'est-à-dire en se présentant comme un renouveau de la morale des pionniers, du « véritable » américanisme, etc. Le fait le plus important du phénomène américain dans ce domaine est le fossé qui s'est creusé, et qui ira sans cesse en s'élargissant, entre la moralité et les habitudes de vie des travailleurs et celles des autres couches de la population.

La prohibition a déjà donné un exemple d'un tel écart. Qui consommait l'alcool introduit en contrebande aux États-Unis ? C'était devenu une marchandise de grand luxe et même les plus hauts salaires ne pouvaient en permettre la consommation aux larges couches des masses travailleuses : celui qui travaille pour un salaire, avec un horaire fixe, n'a pas de temps à consacrer à la recherche de l'alcool, n'a pas le temps de s'adonner aux sports, ni de tourner les lois. On peut faire la même observation pour la sexualité. La « chasse à la femme » exige trop de loisirs. Chez l'ouvrier de type nouveau on verra se répéter, sous une autre forme, ce qui se produit chez les paysans

dans les villages. La fixité relative des unions sexuelles paysannes est étroitement liée au système de travail à la campagne. Le paysan qui rentre chez lui le soir après une longue et fatigante journée de travail, veut la *Venerem facilem parabilemque* dont parle Horace <sup>1</sup> ; il n'est pas disposé à aller tourner autour de femmes rencontrées au hasard ; il aime sa femme parce qu'il est sûr d'elle, parce qu'elle ne se dérobera pas, ne fera pas de manières et ne prétendra pas jouer la comédie de la séduction et du viol pour être possédée. Il semble qu'ainsi la fonction sexuelle soit mécanisée, mais il s'agit en réalité de la naissance d'une nouvelle forme d'union sexuelle dépouillée des couleurs « éblouissantes » et du clinquant romantique propres au petit bourgeois et au « bohème » désœuvré. Il apparaît clairement que le nouvel industrialisme veut la monogamie, veut que le travailleur ne gaspille pas son énergie nerveuse dans la recherche désordonnée et excitante de la satisfaction sexuelle occasionnelle : l'ouvrier qui se rend au travail après une nuit de « débauche » n'est pas un bon travailleur ; l'exaltation passionnelle ne peut aller de pair avec les mouvements chronométrés des gestes de la production liés aux automatismes les plus parfaits. Cet ensemble complexe de pressions et de contraintes directes et indirectes exercées sur la masse donnera sans aucun doute des résultats et l'on verra naître une nouvelle forme d'union sexuelle dont la monogamie et la stabilité relative semblent devoir être les traits caractéristiques et fondamentaux.

Il serait intéressant de connaître les résultats statistiques concernant les phénomènes de déviation des habitudes sexuelles officiellement préconisées aux États-Unis, analysés par groupes sociaux : on constatera que, de façon générale, les divorces sont particulièrement nombreux dans les classes supérieures. Cet écart entre la moralité des masses travailleuses et celle d'éléments toujours plus nombreux des classes dirigeantes, aux États-Unis, semble être un des phénomènes les plus intéressants et les plus riches de conséquences. Jusqu'à ces derniers temps le peuple américain était un peuple de travailleurs : cette « vocation travailleuse » n'était pas seulement un caractère propre à la classe ouvrière, c'était aussi une qualité spécifique des classes dirigeantes. Le fait qu'un milliardaire continue pratiquement à travailler jusqu'à ce que la maladie ou la vieillesse l'oblige à se reposer, que son activité s'étende sur un très grand nombre d'heures de la journée, voilà des phénomènes typiquement américains, voilà le phénomène américain le plus stupéfiant pour l'Européen moyen. On a remarqué précédemment que cette différence entre les Américains et les Européens est due à l'absence de « traditions » aux États-Unis, dans la mesure où tradition signifie également résidu passif de toutes les formes sociales périmées de l'histoire. Par contre il existe aux États-Unis, toute récente, la « tradition » des pionniers, c'est-à-dire des fortes individualités chez qui la « vocation laborieuse » avait atteint la plus grande intensité et la plus grande vigueur, d'hommes qui, directement et non par l'intermédiaire d'une armée d'esclaves et de serviteurs, entraient en contact, de façon énergique, avec les forces naturelles pour les dominer et les exploiter victorieusement. Ce sont ces résidus passifs, qui, en Europe, résistent à l'américanisme (« ils re-

---

<sup>1</sup> « *Venerem facilem parabilemque* » (*l'amour facile et toujours à ma portée*) : citation du poète latin Horace (*Satires*, Livre II, vers 119).



présentent, la qualité », etc.) car ils sentent instinctivement que les nouvelles formes de production et de travail les balaièrent implacablement. Mais, s'il est vrai qu'en Europe, dans ce cas, les vieilleries qui ne sont pas encore enterrées seraient définitivement détruites, que voit-on se produire en Amérique même ? La différence de moralité dont nous avons parlé montre que sont en train de se créer des marges de passivité sociale sans cesse plus vastes. Il semble que les femmes jouent un rôle dominant dans ce phénomène. L'homme, l'industriel, continue à travailler même s'il est milliardaire, mais sa femme et ses filles tendent de plus en plus à être des « mam-mifères de luxe ». Les concours de beauté, les concours pour être actrice de cinéma (se rappeler qu'en 1926 30 000 jeunes Italiennes ont envoyé leur photographie en maillot de bain à la Fox <sup>1</sup>), de théâtre, etc., en sélectionnant la beauté féminine dans le monde et la mettant aux enchères, font naître une mentalité de prostitution ; c'est la « traite des blanches » devenue légale pour les classes supérieures. Les femmes oisives voyagent, traversent continuellement l'océan pour venir en Europe, échappent à la prohibition de leur patrie et contractent des « mariages » saisonniers (rappelons que les capitaines de marine américains se sont vu retirer le droit de célébrer des mariages à bord, car de nombreux couples se mariaient à leur départ d'Europe et divorçaient avant de débarquer en Amérique) : c'est la prostitution réelle qui se répand, à peine masquée sous de fragiles formalités juridiques.

Ces phénomènes propres aux classes supérieures rendront plus difficile l'exercice de la contrainte sur les masses travailleuses pour les rendre conformes aux besoins de la nouvelle industrie ; en tout cas ils déterminent une rupture psychologique et accélèrent la cristallisation et la saturation des groupes sociaux, en rendant évidente leur transformation en castes comme cela s'est produit en Europe. (*Mach.*, pp. 329-334.)

## Taylorisation et mécanisation du travailleur

[Retour à la table des matières](#)

A propos de l'écart que le taylorisme déterminerait entre le travail manuel et le « contenu humain » du travail, on peut faire des observations utiles sur le passé, et particulièrement en ce qui concerne ces professions que l'on considère comme les

---

<sup>1</sup> Une des grandes compagnies de production cinématographique de Hollywood. Sur l'expansion économique de Hollywood à cette époque, et sur le « star system », voir Georges SADOUL : *Histoire d'un art, le cinéma*. Paris, Flammarion, chap. XX, et, du même auteur : *Les Merveilles du cinéma*, Paris, Éditeurs Français Réunis, 1957, chap. IV, pp. 72-74.

« plus intellectuelles », c'est-à-dire celles qui sont liées à la reproduction des écrits en vue de la publication, ou de toute autre forme de diffusion et de transmission : les copistes d'avant l'invention de l'imprimerie, les typographes, les linotypistes, les sténographes, les dactylos. Si l'on y réfléchit, on s'aperçoit que, dans ces métiers, l'adaptation à la mécanisation est plus difficile que dans les autres. Pourquoi ? Parce qu'il est difficile d'atteindre au sommet de la qualification professionnelle, qui exige que l'ouvrier « oublie » le contenu intellectuel de l'écrit qu'il reproduit, ou qu'il n'y réfléchisse pas, pour ne fixer son attention que sur la calligraphie de chaque lettre s'il est copiste, ou pour décomposer les phrases en mots « abstraits » et ceux-ci en caractères d'imprimerie, choisir rapidement les morceaux de plomb dans les casses, pour décomposer non seulement chaque mot, mais des groupes de mots, dans le texte d'un discours, pour les grouper mécaniquement en abréviations sténographiques, ou pour obtenir la rapidité chez la dactylo, etc. L'intérêt que porte le travailleur au contenu intellectuel du texte se mesure à ses erreurs, autrement dit il constitue une déficience professionnelle : sa qualification se mesure précisément à son désintéressement intellectuel, c'est-à-dire à sa mécanisation. Le copiste du moyen âge qui s'intéressait au texte changeait l'orthographe, la morphologie, la syntaxe du texte qu'il recopiait, négligeait des passages entiers que sa faible culture ne lui permettait pas de comprendre ; le cours des idées que faisait naître en lui l'intérêt qu'il portait au texte, l'amenait à y intercaler des commentaires et des observations ; si son dialecte ou sa langue étaient différents de ceux du texte, il y introduisait des nuances étrangères ; c'était un mauvais copiste car en réalité il « refaisait » le texte. La lenteur de l'écriture médiévale (qui était aussi un art) explique bon nombre de ces déficiences : on avait trop de temps pour réfléchir et par conséquent la « mécanisation » était plus difficile. Le typographe, lui, doit être très rapide, ses mains et ses yeux doivent être sans cesse en mouvement, ce qui rend plus facile sa mécanisation. Mais, si l'on y réfléchit, l'effort que doivent faire ces travailleurs placés devant un texte dont le contenu est parfois passionnant (en effet dans ces cas-là on travaille moins vite et plus mal), pour n'en considérer que la graphie et ne s'attacher qu'à celle-ci, est peut-être le plus grand effort que l'on puisse exiger d'un métier. Cependant cet effort, l'homme l'accomplit sans tuer pour autant sa vie spirituelle. Une fois que l'adaptation s'est faite, on constate en réalité que le cerveau de l'ouvrier, loin de se momifier, atteint au contraire un état de complète liberté. Ce qui a été complètement mécanisé, c'est seulement le geste physique ; la mémoire du métier, réduit à des gestes simples répétés à une cadence très grande, a « fait son nid » dans les faisceaux musculaires et nerveux, laissant le cerveau libre et dégagé pour se livrer à d'autres occupations. Lorsqu'on marche, on n'a pas besoin de réfléchir à tous les mouvements nécessaires pour faire agir en synchronisme toutes les parties du corps d'une certaine façon : c'est de la même façon que l'on fait et que l'on continuera à faire, dans l'industrie, les gestes fondamentaux du métier. On marche automatiquement et l'on pense, en même temps, à tout ce que l'on veut. Les industriels américains ont fort bien compris cette dialectique propre aux nouvelles méthodes industrielles. Ils ont compris que le « gorille apprivoisé » n'est qu'une façon de parler, que l'ouvrier n'en reste pas moins, « malheureusement », un homme, et même que pendant son travail il réfléchit davantage, ou il a du moins une plus grande possibilité de penser, une fois qu'il a surmonté la crise de l'adaptation sans

avoir été éliminé. Et non seulement il pense, mais le fait qu'il ne retire pas de son travail des satisfactions immédiates, et qu'il comprend qu'on veut le réduire à n'être qu'un « gorille apprivoisé », peut l'amener à avoir des idées peu conformistes. Qu'une telle préoccupation existe chez les industriels, c'est ce que nous montre toute la série de précautions et d'initiatives « éducatives » que l'on peut relever dans les livres de Ford et dans l'œuvre de Philip. (*Mach.*, pp. 336-337.)

Deuxième partie : section III

## VI

---

# PASSÉ ET PRÉSENT

## Le travailleur collectif

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'exposé critique des événements qui ont suivi la guerre et des tentatives constitutionnelles (organiques) pour sortir de l'état de désordre et de dispersion des forces, montrer comment le mouvement pour revaloriser l'usine <sup>1</sup>, en opposition avec l'organisation professionnelle (ou mieux de façon autonome) correspondait parfaitement à l'analyse du développement du système de l'usine qui est faite dans le 1er volume de la *Critique de l'économie politique* <sup>2</sup>. Une division du travail toujours plus parfaite réduisant objectivement la fonction du travailleur dans l'usine à l'exécution de travaux de détails toujours plus « analytiques », de façon que la complexité de l'œuvre commune échappe à chacun d'eux pris en particulier et que, dans sa conscience elle-même, sa propre contribution ait si peu de prix qu'elle lui semble facilement remplaçable à chaque instant ; en même temps, le travail bien élaboré et bien organisé aboutissant à une plus grande productivité « sociale », enfin l'assimilation nécessaire de l'ensemble des travailleurs d'une usine à un « travailleur collectif » : telles sont les données implicites et nécessaires du mouvement des Conseils d'usine qui tend à rendre « subjectif » ce qui est donné « objectivement ». Mais dans ce cas, que veut dire objectif ? Pour le travailleur isolé « objectif » veut dire la rencontre des exigences du

---

<sup>1</sup> Le mouvement des Conseils d'usine, lancé par le groupe *L'Ordine nuovo*.

<sup>2</sup> *Critique de l'économie politique* est le sous-titre du *Capital* de Karl Marx.

développement technique avec les intérêts de la classe dominante. Mais cette rencontre, cette unité entre le développement technique et les intérêts de la classe dominante n'est qu'une phase historique du développement de l'industrie et elle doit être conçue comme transitoire. Ce lien peut disparaître ; non seulement l'exigence technique peut être conçue de façon concrète, indépendamment des intérêts de la classe dominante, mais elle peut être unie aux intérêts de la classe qui est encore subalterne. Qu'une telle « scission », qu'une nouvelle synthèse soient historiquement mûres, cela est démontré de façon décisive par le fait même qu'un tel processus est compris par la classe subalterne et c'est précisément pour cela que celle-ci n'est plus subalterne, ou encore qu'elle manifeste la tendance à sortir de sa condition de classe subordonnée. Le « travailleur collectif » se conçoit comme tel, non seulement dans chaque usine particulière, mais dans des domaines plus vastes de la division du travail national et international et il est une manifestation extérieure, politique, de cette conscience qu'il a acquise précisément dans les organismes qui représentent l'usine comme productrice d'objets réels et non de profit. (P.P., pp. 78-79.) [1932]

## Bâtisseurs de greniers

[Retour à la table des matières](#)

On peut juger une génération d'après le jugement qu'elle-même donne de la génération précédente ; une période historique d'après la façon dont elle-même considère la période qui l'a précédée. Une génération qui abaisse la génération précédente, qui ne réussit pas à en voir les grandeurs et la signification nécessaire, ne peut qu'être mesquine et sans confiance en soi, même si elle adopte des poses de gladiateur et brûle de désirs de grandeur. C'est le rapport habituel du grand homme et du valet de chambre \*. Faire le désert pour émerger et se distinguer : une génération vivante et forte qui se propose de travailler et de s'affirmer, tend au contraire à surestimer la génération précédente, car sa propre énergie lui donne l'assurance qu'elle ira encore plus loin ; végéter simplement, c'est déjà dépasser ce qui est décrit comme mort.

On reproche au passé de ne pas avoir accompli la tâche du présent : tout serait bien plus facile si les parents avaient déjà fait le travail des enfants. Il y a une justification implicite de la nullité du présent dans la dépréciation du passé : que n'aurions-

---

\* (Pas de grand homme pour son valet de chambre.) Hegel est revenu plusieurs fois sur cette locution proverbiale, dont il conteste la portée : le point de vue du valet de chambre ne prouve pas la petitesse du héros, mais seulement celle du valet. Plus généralement l'historien empirique, anecdotique, déforme l'histoire en n'en retenant que les petits côtés.

nous pas fait nous, si nos parents avaient fait ceci et cela... mais ils ne l'ont pas fait et, par conséquent, nous n'avons rien fait de plus. Un grenier sur un rez-de-chaussée est-il moins grenier qu'un grenier sur un dixième ou un trentième étage ? Une génération qui ne sait que bâtir des greniers se plaint de ce que les prédécesseurs n'aient pas déjà construit des palais de dix ou trente étages. Vous vous dites capables de bâtir des cathédrales, mais vous n'êtes capables que de construire des greniers.

Différence avec le *Manifeste* <sup>1</sup>, qui exalte la grandeur de la classe qui va mourir. (P.P., pp. 102-103.) [1931-1932]

## Enquêtes sur les jeunes

[Retour à la table des matières](#)

Enquête « sur la nouvelle génération » publiée dans la *Fiera letteraria* du 2 décembre 1928 au 17 février 1929.

Pas très intéressante. Les professeurs d'université connaissent mal les jeunes étudiants. Le refrain le plus fréquent est le suivant : les jeunes ne se consacrent plus aux recherches et aux études désintéressées, mais visent le gain immédiat. Agostino Lanzillo répond : « Aujourd'hui surtout nous ne connaissons ni l'état d'esprit des jeunes ni leurs sentiments. Il est difficile de gagner leur esprit ; ils se taisent très volontiers sur les problèmes culturels, sociaux et moraux. Est-ce méfiance ou manque d'intérêt ? » (*Fiera letteraria*, 9 décembre 1928). Cette réponse de Lanzillo est l'unique remarque réaliste de l'enquête. Lanzillo remarque encore : « Une discipline de fer et une situation de paix intérieure et extérieure se développent dans le travail concret et réalisateur, mais elles ne permettent pas le déchaînement de conceptions politiques ou morales opposées. Il manque une arène aux jeunes pour s'agiter, pour manifester des formes exubérantes de passions et de tendances. De cette situation naît et dérive une attitude froide et silencieuse qui est une promesse mais qui contient aussi des inconnues. »

La réponse de Giuseppe Lombardo-Radice dans le même numéro de la *Fiera letteraria* est intéressante : « Les jeunes d'aujourd'hui ont peu de patience pour les études scientifiques et historiques ; très peu affrontent un travail qui exige une longue préparation et présente des difficultés de recherche. Ils veulent en général se *débarasser* des études ; ils cherchent avant tout à s'établir rapidement et se détournent des

---

<sup>1</sup> Le *Manifeste* du Parti communiste, de Marx et Engels.

recherches désintéressées en aspirant à *gagner* et en répugnant aux carrières qui leur semblent trop lentes. Malgré toute la « philosophie » ambiante, leur intérêt spéculatif est pauvre ; leur culture est faite de fragments ; ils discutent peu, rarement ils se divisent en groupes et en cénacles dont l'enseigne soit une idée philosophique ou religieuse. Ils ont à l'égard des grands problèmes une attitude sceptique ou une attitude de respect tout à fait extérieur pour ceux qui les prennent au sérieux, ou une attitude *d'adoption passive d'un « verbe doctrinal »*. « En général, les mieux disposés spirituellement sont les étudiants les *plus pauvres* » et « les riches sont, le plus souvent, inquiets, impatientés par la discipline des études, pressés. Ce n'est pas d'eux que sortira une classe spirituellement capable de diriger notre pays ».

Ces notes de Lanzillo et de Lombardo-Radice sont les seules parties sérieuses de l'enquête, à laquelle n'ont d'ailleurs presque exclusivement participé que des professeurs de lettres. La plupart ont répondu par des « actes de foi » et non par des constatations objectives, ou bien ils ont avoué ne pas pouvoir répondre.

On trouve dans la *Civiltà Cattolica* du 20 mai 1933 un bref résumé des « Conclusions de l'enquête sur la nouvelle génération »<sup>1</sup>. On sait combien ces enquêtes sont nécessairement unilatérales et tendancieuses et combien elles donnent habituellement raison à la façon de penser de ceux qui les ont proposées. Il faut être d'autant plus prudent qu'il semble difficile aujourd'hui de connaître ce que pensent et veulent les nouvelles générations. Selon la *Civiltà Cattolica*, la substance de l'enquête serait : « La nouvelle génération serait donc : sans morale et sans principes immuables de moralité, sans religiosité et même athée, avec peu d'idées et beaucoup d'instinct. » « La génération d'avant-guerre croyait en et était dominée par les idées de justice, de bien, de désintéressement et de religion ; la spiritualité moderne s'est débarrassée de ces idées, qui sont immorales en pratique. Les petits faits de la vie exigent souplesse et élasticité morales, que l'on commence à obtenir avec la liberté d'esprit de la nouvelle génération. Tous les principes moraux qui se sont imposés comme des axiomes aux consciences individuelles perdent leur valeur dans la nouvelle génération. La morale est devenue absolument pragmatique, elle jaillit de la vie pratique, des différentes situations dans lesquelles l'homme vient à se trouver. La nouvelle génération n'est ni spiritualiste, ni positiviste, ni matérialiste, elle tend à dépasser rationnellement aussi bien les attitudes spiritualistes que les positions positivistes et matérialistes surannées. Sa caractéristique principale est le manque de quelque forme de respect que ce soit pour tout ce qui incarne le vieux monde. Le sens religieux et l'ensemble des divers impératifs moraux abstraits, désormais inadaptés à la vie d'aujourd'hui, se sont affaiblis dans la masse des jeunes. Les très jeunes ont moins d'idées et plus de vie, ils ont en revanche acquis naturel et confiance dans l'acte sexuel, si bien que l'amour n'est plus conçu comme un péché, une transgression, une chose prohibée. Les jeunes, activement orientés vers les directions qu'indique la vie moderne, apparaissent à l'abri de tout retour possible à une religiosité dogmatique et dissolvante. »

---

<sup>1</sup> Extrait du fascicule 28 du « Saggiatore », Rome 1933, in 8°, p. 32 (*Note de Gramsci*).

Cette série d'affirmations n'est, semble-t-il, ni plus ni moins que le programme du « Saggiatore » lui-même et il s'agit là, je crois, plus d'une curiosité que d'une chose sérieuse. C'est, au fond, une reprise populaire du thème du « surhomme », issue des expériences les plus récentes de la vie nationale, un « surhomme » « *strapaesien* »<sup>1</sup> bon pour les milieux distingués et la pharmacie philosophique. Si l'on y réfléchit, cela signifie que la nouvelle génération est devenue, sous l'aspect d'un volontarisme extrême, d'une très grande aboulie. Il n'est pas vrai qu'elle n'ait pas d'idéaux : seulement ceux-ci sont tous contenus dans le code pénal que l'on suppose fait une fois pour toutes dans son ensemble. Cela signifie aussi qu'il manque dans le pays une direction culturelle en dehors de la direction catholique, ce qui laisserait supposer que l'hypocrisie religieuse doit, à tout le moins, finir par s'accroître. Il serait toutefois intéressant de savoir de quelle nouvelle génération veut parler le « Saggiatore ».

Il semble que l'« originalité » du « Saggiatore » consiste dans le fait d'avoir appliqué à la « vie » le concept d'« expérience » propre, non pas à la science, mais à l'opérateur de laboratoire scientifique. Les conséquences de cette transposition mécanique ne sont guère brillantes ; elles correspondent à ce qui était bien connu sous le nom d'« opportunisme » ou de manque de principes (rappeler certaines interprétations journalistiques de la relativité d'Einstein, lorsqu'en 1921 cette théorie devint la proie des journalistes). Le sophisme consiste en ceci : lorsque l'opérateur de laboratoire fait « l'épreuve et la contre-épreuve », son épreuve a des conséquences limitées à l'espace des éprouvettes et des alambics : il « éprouve » hors de soi, sans donner autre chose de lui-même dans l'expérience que l'attention physique et intellectuelle. Mais les choses se passent bien différemment dans les rapports entre les hommes, et les conséquences ont une tout autre portée. L'homme transforme le réel et ne se limite pas à l'examiner *in vitro* pour en reconnaître les lois de régularité abstraite. On ne déclare pas une guerre pour « faire une expérience », ni on ne détruit l'économie d'un pays, etc., pour trouver les lois du meilleur ordre social possible. Qu'il faille pour construire ses propres plans de transformation de la vie se fonder sur l'expérience, c'est-à-dire sur l'importance exacte des rapports sociaux existants et non pas sur des idéologies vides ou sur des généralités rationnelles, n'implique pas que l'on ne doit pas avoir de principes, qui ne sont rien d'autre que les expériences mises sous forme de concepts ou de normes impératives. La philosophie du « Saggiatore », réaction plausible aux excès actualistes et religieux, est pourtant aussi essentiellement liée à des tendances conservatrices et passives et témoigne en réalité du plus haut « respect » pour ce qui existe, c'est-à-dire pour le passé cristallisé. On trouve dans un article de Giorgio Granata (« Saggiatore », rapporté dans *Critica Fascista* du 1er mai 1933) de nombreux traits de cette philosophie : pour Granata, la conception du « parti politique » avec son « programme » utopique, « comme monde du devoir-être (!) par opposition au monde de l'être, de la réalité », a fait son temps, et pour cette raison la France serait « inactuelle » : comme si précisément la France n'avait pas toujours donné au XIXe siècle l'exemple de l'opportunisme politique le plus plat, c'est-à-dire de la servi-

---

<sup>1</sup> *Strapaese* (super-pays ou super-village) : était un mouvement littéraire de tendance traditionaliste s'opposant au mouvement *Stracittà* (super-ville) qui se voulait plus moderne.



lité envers ce qui existe, envers la réalité, c'est-à-dire envers les « programmes » en acte de forces bien déterminées et identifiables. Et l'asservissement aux faits voulus et réalisés par d'autres est le vrai point de vue du « Saggiatore », c'est-à-dire l'indifférence et l'aboulie sous couleur d'une grande activité de fourmis : la philosophie de l'homme de Guichardin qui réapparaît toujours à certaines périodes de la vie italienne. Que pour ce résultat on ait dû se référer à Galilée et reprendre le titre de « Saggiatore », n'est qu'une belle impudence, et il est à parier que Messieurs Granata et Cie n'ont à craindre ni de nouveaux bûchers ni de nouvelles inquisitions. La conception du « parti politique » de Granata coïncide d'ailleurs avec la conception qu'exprime Croce dans le chapitre « Le parti comme jugement et préjugé » de son livre *Culture et vie morale*, ainsi qu'avec le « programme » de *l'Unita* florentine, problémiste, etc. <sup>1</sup>.

Et pourtant ce groupe du « Saggiatore » mérite d'être étudié et analysé : 1. parce qu'il cherche à exprimer, quoique grossièrement, des tendances qui sont répandues et vaguement conçues par un grand nombre de gens ; 2. parce qu'il est indépendant de tout « grand philosophe » traditionnel, et s'oppose même à toute tradition cristallisée ; 3. parce qu'un grand nombre des affirmations de ce groupe sont indubitablement des répétitions approximatives de positions philosophiques de la philosophie de la praxis entrées dans la culture générale, etc.

Rappeler le « en prouvant et en réprouvant » du député Giuseppe Canepa en tant que commissaire aux approvisionnements pendant la guerre : ce Galilée de la science administrative avait besoin d'une expérience avec des morts et des blessés pour savoir que là où manque le pain, le sang coule. (P.P., pp. 104-107.) [1933]

## L'histoire maîtresse de la vie, les leçons de l'expérience, etc.

[Retour à la table des matières](#)

Benvenuto Cellini <sup>2</sup> écrit aussi :

---

<sup>1</sup> L'Unita de Salvemini.

<sup>2</sup> Vie, livre deuxième, dernières phrases du paragraphe XVII.

« Il est bien vrai que l'on dit : tu apprendras pour une autre occasion. Cela n'a pas de sens car la [fortune] survient toujours selon des modalités différentes et jamais imaginées. »

On peut dire, sans doute, que l'histoire est la maîtresse de la vie et que l'expérience comporte un enseignement ; mais on ne peut pas le dire pour signifier qu'il est possible de tirer de la façon dont s'est développé un complexe d'événements, un principe sûr d'action et de conduite pour des événements semblables ; on ne peut le dire qu'au sens où la production des événements réels étant le résultat d'un concours contradictoire de forces, il faut chercher à être la force déterminante. Ce qui doit être compris en plusieurs sens, car on peut être la force déterminante non seulement parce qu'on est la force qui prévaut quantitativement (ce qui n'est ni toujours possible, ni toujours réalisable), mais parce qu'on est la force qui prévaut qualitativement. Et l'on peut être cette force si l'on a l'esprit d'initiative, si on saisit le « bon moment », si on maintient un continuel état de tension de la volonté, de façon à être en mesure de démarrer au moment choisi (sans avoir besoin de longs préparatifs qui laissent passer l'instant le plus favorable, etc.). On trouve un aspect de cette façon de considérer les choses dans l'aphorisme selon lequel la meilleure tactique défensive est l'offensive. Nous sommes toujours sur la défensive contre le « hasard », c'est-à-dire contre le concours prévisible de forces opposées qui ne peuvent pas toujours être toutes identifiées (et négliger une seule de ces forces empêche de prévoir la combinaison effective des forces qui donne toujours leur originalité aux événements) et nous pouvons « offenser » le hasard au sens où nous intervenons activement dans sa production, où, de notre point de vue, nous le rendons moins « hasard », moins « nature » et davantage effet de notre activité et de notre volonté. (P.P., pp. 107-108.) [1932]

## **« Rationalisme ».**

### **Concept romantique de l'inventeur**

[Retour à la table des matières](#)

Selon ce concept est innovateur celui qui veut détruire tout l'existant, sans se soucier de ce qui arrivera ensuite puisque, c'est bien connu, métaphysiquement toute destruction est création, et même on ne détruit que ce qu'on remplace par une nouvelle création. A ce concept romantique se joint un concept rationnel ou « illuministe ». On pense que tout ce qui existe est un « piège » tendu par les forts aux faibles, par les malins aux pauvres d'esprit. Le danger vient du fait que, « du point de vue illuministe », ces mots sont pris à la lettre, matériellement. La philosophie de la praxis

est contre cette façon de voir. La vérité est au contraire : toute chose qui existe est rationnelle, c'est-à-dire qu'elle a eu ou qu'elle a une fonction utile. Que ce qui existe ait existé, c'est-à-dire ait eu sa raison d'être en tant que « conforme » au mode de vie, de pensée, d'action de la classe dirigeante, ne signifie pas que ce soit devenu « irrationnel » parce que la classe dominante a été privée du pouvoir et de sa force de donner impulsion à toute la société. Une vérité que l'on oublie : ce qui existe a eu sa raison d'exister, a servi, a été rationnel, a « facilité » le « développement historique » et la vie. Qu'à partir d'un certain point cela n'ait plus eu lieu, que de modalités du progrès qu'elles étaient telles formes de vie soient devenues un empêchement et un obstacle, c'est vrai, mais n'est pas vrai « sur toute la ligne » : c'est vrai là où c'est vrai, c'est-à-dire dans les formes de vie les plus hautes, celles qui sont décisives, celles qui marquent la pointe du progrès, etc. Mais la vie ne se développe pas de façon homogène, elle se développe au contraire par des avancées partielles, de pointe, elle se développe pour ainsi dire par croissance « pyramidale ». De tout mode de vie il importe donc d'étudier l'histoire, c'est-à-dire l'originale « rationalité » puis, celle-ci reconnue, se poser la question pour chaque cas pris à part : cette rationalité existe-t-elle encore, pour autant qu'existent encore les conditions sur lesquelles cette rationalité se fondait ? Le fait auquel, au contraire, on ne prête pas assez attention est le suivant : les modes de vie apparaissent à qui les vit comme absolus, « comme naturels », comme on dit, et c'est déjà énorme d'en montrer l'« historicité », de démontrer qu'ils sont justifiés dans la mesure où existent telles conditions, mais qu'une fois changées ces conditions ils ne sont plus justifiés mais « irrationnels ». C'est pourquoi la discussion de telles façons de vivre et d'agir prend un caractère odieux, persécuteur, devient une affaire d'« intelligence » ou de « stupidité », etc. Intellectualisme, illuminisme pur, qu'il importe de combattre sans répit.

On en déduit : 1. que tout fait a été « rationnel » ; 2. qu'il est à combattre pour autant qu'il n'est plus rationnel, c'est-à-dire qu'il n'est plus conforme au but mais se traîne par la viscosité de l'habitude ; 3. qu'il ne faut pas croire, parce qu'une façon de vivre, d'agir, de penser, est devenue irrationnelle dans un milieu donné, qu'elle soit devenue irrationnelle partout et pour tous, et que seule la méchanceté ou la bêtise la maintiennent en vie ; 4. que pourtant, le fait qu'une façon de vivre de penser, d'agir, soit devenue irrationnelle quelque part a une grande importance - c'est vrai, et il importe de le mettre en lumière par tous les moyens : c'est ainsi qu'on commence à modifier les coutumes, en introduisant une forme de pensée « historiciste » qui facilitera les changements effectifs dès que les convictions seront changées, qui autrement dit rendra moins « visqueuse » la coutume routinière. Un autre point à préciser : qu'une façon de vivre, d'agir, de penser se soit introduite dans toute la société parce qu'elle appartient proprement à la classe dirigeante, cela ne signifie pas qu'elle soit par elle-même irrationnelle et à rejeter. Si l'on y regarde de près, on voit que dans tout fait existent deux aspects : l'un « rationnel », c'est-à-dire conforme au but ou « économique », et l'autre relevant de la « mode », qui est une façon d'être déterminée du premier aspect rationnel. Porter des chaussures est rationnel, mais la forme déterminée de la chaussure est due à la mode. Porter le faux-col est rationnel, parce que cela permet de changer souvent cette partie du vêtement « chemise » qui se salit plus

facilement, mais la forme du faux-col dépend de la mode, etc. On voit en somme que la classe dirigeante en « inventant » une utilité nouvelle, plus économique ou plus conforme aux conditions données ou au but donné a en même temps donné une « sienne » forme particulière à l'invention et à l'utilité nouvelle.

C'est penser avec des oeillères que de confondre l'utilité permanente (dans la mesure où permanence il y a) avec la mode. Au contraire la tâche du moraliste et du créateur de coutumes est d'analyser les façons d'être et de vivre, de les critiquer en séparant le permanent, l'utile, le rationnel, ce qui est conforme au but (dans la mesure où ce but subsiste) de ce qui est accidentel, de ce qui est snobisme, de ce qui est singerie, etc. Sur la base du « rationnel », il peut être utile de créer une mode originale, c'est-à-dire une forme neuve qui intéresse.

Que la forme de pensée critiquée ne soit pas juste, cela se voit au fait qu'elle a des limites : par exemple personne (à moins d'être fou) n'ira prêcher qu'il ne faut plus apprendre à lire et à écrire, parce que la lecture et l'écriture ont assurément été introduites par la classe dirigeante, parce que l'écriture sert à diffuser certaine littérature ou à écrire les lettres de chantage ou les rapports des mouchards. (P.P., pp. 175-177.) [1932-1933]

## **Naturel, contre-nature, artificiel, etc.**

[Retour à la table des matières](#)

Quand on dit que telle action, telle façon de vivre, telles mœurs sont « naturelles », ou qu'au contraire elles sont « contre-nature », qu'est-ce que cela signifie ? Chacun, dans son for intérieur, s'imagine le savoir exactement mais si l'on demande une réponse explicite et motivée on voit bien que la chose n'est pas si facile qu'on pouvait le croire. Pour commencer, qu'il soit bien entendu qu'on ne peut parler de « nature » comme de quelque chose de fixe, d'immuable, d'objectif. Il apparaît que presque toujours « naturel » signifie « juste » et « normal » selon notre conscience historique actuelle ; mais la plupart des gens n'ont pas conscience de cette actualité historiquement déterminée, ils tiennent leur façon de penser pour éternelle et immuable.

A remarquer, dans quelques groupes fanatiques de la « naturalité » l'opinion suivante : des actes qui paraissent « contre-nature » à notre conscience sont à leurs yeux « naturels » parce que les animaux agissent ainsi - et les animaux ne sont-ils pas « les

êtres les plus naturels du monde » ? Opinion qu'on entend souvent exprimer, dans certains milieux à propos surtout des questions concernant les rapports sexuels. Par exemple : pourquoi l'inceste serait-il « contre-nature » s'il est répandu dans la « nature » ? D'abord, même quand il s'agit d'animaux, de telles affirmations ne sont pas toujours exactes, parce que les observations portent sur des animaux domestiqués par l'homme pour son propre avantage et contraints à une forme de vie qui pour les animaux eux-mêmes n'est pas « naturelle » mais conforme aux fins de l'homme. Mais quand il serait vrai que de tels actes se produisent parmi les animaux, en quoi cela aurait-il une signification pour l'homme ? Pourquoi devrait-il en résulter une règle de conduite ? La « nature » de l'homme est l'ensemble des rapports sociaux qui détermine une conscience historiquement définie ; seule cette conscience peut indiquer ce qui est « naturel » ou « contre-nature ». De plus, l'ensemble des rapports sociaux est contradictoire à chaque instant, et en continuel développement, si bien que la « nature » de l'homme n'est pas quelque chose d'homogène pour tous les hommes de tous les temps.

On a entendu souvent dire que telle habitude est devenue « une seconde nature » ; mais la « première nature » était-elle à proprement parler la « première » ? Cette façon de parler n'implique-t-elle pas que le sens commun entrevoit l'historicité de la « nature humaine » ? Dès qu'on a constaté que, l'ensemble des rapports sociaux étant contradictoire, la conscience des hommes ne peut pas ne pas être contradictoire, un problème se pose : comment se manifeste cette contradiction et comment l'unification peut-elle être progressivement obtenue ? La contradiction se manifeste dans l'ensemble du corps social par l'existence de consciences historiques de groupe (par l'existence de stratifications correspondant à diverses phases de développement historique de la civilisation et par des antithèses dans les groupes qui correspondent à un même niveau historique) ; elle se manifeste dans les individus pris à part comme reflet de cette désagrégation « verticale et horizontale ». Dans les groupes subalternes l'absence d'autonomie dans l'initiative historique aggrave la désagrégation et renforce la lutte pour se libérer des principes imposés et non proposés, pour atteindre une conscience historique autonome : dans une telle lutte, les points de repère sont disparates, et l'un d'eux, précisément la « naturalité », la « nature » posée en modèle rencontre un grand succès parce qu'il paraît évident et simple. Comment devrait se former, au contraire, cette conscience historique proposée de façon autonome ? Comment chacun devrait-il choisir et combiner les éléments nécessaires à la constitution d'une telle conscience autonome ?

Faudra-t-il rejeter a priori tout élément « imposé » ? Il faudra le rejeter en tant qu'imposé, non en soi, c'est-à-dire qu'il faudra lui donner une forme nouvelle qui soit propre au groupe considéré. En effet : que l'instruction soit obligatoire, cela ne signifie pas qu'elle soit à rejeter, ni non plus que ne puisse être justifiée, avec de nouvelles raisons, une forme nouvelle d'obligation : il faut faire « liberté » de ce qui est « nécessité mais il faut pour cela reconnaître une nécessité « objective », c'est-à-dire objective principalement pour le groupe en question. A cet effet, on doit se référer aux rapports techniques de production, à un type déterminé de civilisation

économique dont le développement exige un mode de vie déterminée, des règles de conduite déterminées, certaines mœurs. Il faut se persuader que ce qui est « objectif » et nécessaire, ce n'est pas seulement tel outillage, mais aussi tel comportement, telle éducation, telle façon de vivre ensemble, etc. C'est sur cette objectivité et nécessité historique (qui par ailleurs n'est pas évidente : quelqu'un doit la reconnaître de façon critique, s'en faire le défenseur de façon complète et presque « capillaire ») qu'on peut fonder l'« universalité » du principe moral ; bien plus, il n'y a jamais eu d'autre universalité que cette nécessité objective de la technique sociale, même si elle est interprétée au moyen d'idéologies transcendantes ou transcendantales et présentée chaque fois sous la forme historiquement la plus efficace pour que soit atteint le résultat voulu.

Une conception comme celle qui vient d'être exposée paraît conduire à une forme de relativisme et par suite de scepticisme moral. Remarquons que l'on peut en dire autant de toutes les conceptions jusqu'ici élaborées par la philosophie : leur impérativité catégorique et objective a toujours été susceptible d'être réduite par la « mauvaise volonté » à des formes de relativisme et de scepticisme. Pour que la conception religieuse puisse apparaître absolue et objectivement universelle, elle devrait au moins se présenter comme monolithique, en tout cas intellectuellement uniforme chez tous les croyants, ce qui est très loin de la réalité (différences d'écoles, sectes, tendances, et différences de classes : simples et cultivés, etc.) : d'où la fonction du pape comme maître infaillible. On peut en dire autant de l'impératif catégorique de Kant : « Agis comme tu voudrais voir agir tous les hommes dans les mêmes circonstances \* . » Il est évident que chacun peut penser, *bona fide* \*\*, que tous devraient agir comme lui-même quand il commet des actes qui répugnent, au contraire, à des consciences plus évoluées ou de civilisation différente. Un mari jaloux qui tue sa femme infidèle pense que tous les maris devraient tuer les femmes infidèles, etc. On peut observer qu'il n'y a pas de délinquant qui ne justifie, en son for intérieur, le délit qu'il a commis pour scélérat qu'il puisse être ; de ce point de vue, les protestations d'innocence de tant de condamnés ne vont pas sans une certaine conviction de bonne foi ; en réalité, chacun de ces condamnés connaît exactement les circonstances objectives et subjectives dans lesquelles il a commis le délit et tire de cette connaissance, que souvent il ne peut transmettre rationnellement aux autres, la conviction d'être « justifié » ; c'est seulement un changement dans sa conception de la vie qui peut le conduire à un jugement différent : chose qui arrive souvent et explique nombre de suicides. La formule kantienne, analysée avec réalisme, ne dépasse pas les limites d'un milieu donné, quel qu'il soit, avec toutes ses superstitions morales et ses mœurs barbares ; elle est statique, c'est une forme vide qui peut être remplie par n'importe quel contenu historique, actuel ou anachronique (avec ses contradictions naturellement, qui font que ce qui est vérité au-delà des Pyrénées est mensonge en deçà). La formule kantienne paraît supérieure parce que les intellectuels la remplissent de leur façon particulière de vivre

---

\* Kant écrit exactement : « Agis comme si la maxime de ton action devait être érigée par ta volonté en loi universelle de la nature. » Gramsci cite de mémoire.

\*\* De bonne foi.

et d'agir et que parfois, on peut l'admettre, certains groupes d'intellectuels sont plus avancés et civilisés que leur entourage.

L'argument du danger de relativisme et de scepticisme n'est donc pas valable. Le problème à poser est autre : la conception morale envisagée comporte-t-elle des caractères qui lui promettent une certaine durée ? Ou bien est-elle variable d'un jour à l'autre ? Ou donne-t-elle, à l'intérieur d'un même groupe, matière à formuler la théorie de la double volonté ? De plus : peut-on se fonder sur elle pour constituer une *élite* qui guide les multitudes, les éduque, ait la capacité d'être « exemplaire » ? Si les réponses à ces questions sont affirmatives, la conception est justifiée, valable. Mais il y aura une période de relâchement, de libertinage même et de dissolution morale. Ce n'est pas exclu, loin de là, mais ce n'est pas non plus un argument valable. Des périodes de dissolution morale, il y en a eu souvent dans l'histoire, même lorsqu'une conception morale inchangée maintenait sa prédominance : elles ont eu pour origine des causes réelles, concrètes, non des conceptions morales : très souvent elles sont l'indice qu'une conception a vieilli, s'est désagrégée, est devenue pure hypocrisie formaliste, mais tente de garder le haut du pavé par la coercition, en contraignant la société à une double vie : contre l'hypocrisie et la duplicité réagissent précisément, dans des formes excessives, les périodes de libertinage et de dissolution qui annoncent presque toujours qu'une nouvelle conception est en train de se former.

Le danger d'un manque de vitalité morale est représenté, au contraire, par le fatalisme de ces groupes qui partagent la conception de la « naturalité » selon la « nature » des brutes, et pour lesquels tout est justifié par le milieu social. Tout sens de la responsabilité individuelle finit ainsi par s'émousser et toute responsabilité particulière est noyée dans une abstraite et introuvable responsabilité sociale.

Si cette conception était vraie, le monde et l'histoire seraient toujours immobiles. En effet, si l'individu a besoin pour changer que toute la société ait changé avant lui, mécaniquement, par on ne sait quelle force extrahumaine, aucun changement n'aura jamais lieu. L'histoire est au contraire une lutte continue des individus et des groupes pour changer ce qui existe à un instant donné, mais pour que la lutte soit efficace, ces individus et ces groupes doivent se sentir supérieurs à l'existant, éducateurs de la société, etc. Donc le milieu ne justifie pas, il « explique » seulement le comportement des individus, surtout des plus passifs historiquement. « Explication » qui servira quelquefois à rendre indulgent envers les particuliers et fournira du matériel pour l'éducation, mais ne doit jamais devenir « justification », sous peine de conduire nécessairement à l'une des formes les plus hypocrites et les plus révoltantes de conservatisme et de « réaction ».

Au concept de « naturel » s'oppose celui d'« artificiel », de « conventionnel ». Mais qui signifient « artificiel » et « conventionnel » quand on fait référence aux phénomènes de masse ? Cela signifie simplement « historique », acquis à travers le développement historique, et c'est en vain qu'on cherche à donner un sens péjoratif à la chose puisqu'elle a pénétré même dans la conscience commune avec l'expression «

seconde nature ». On pourra donc parler d'artifice et de conventionnel par référence à des idiosyncrasies personnelles, non par référence à des phénomènes de masse déjà en acte. Voyager par chemin de fer est « artificiel », mais sûrement pas de la même façon que se farder le visage.

D'après les indications du paragraphe précédent se pose le problème : qui devra décider qu'une conduite morale déterminée est la plus conforme au développement des forces productives ? Assurément, il ne peut être question de créer un « pape » spécial ou un office compétent. Les forces dirigeantes naîtront du fait même que la façon de penser sera orientée dans ce sens réaliste et naîtront du choc même des opinions contraires, sans « conventionnel », sans « artifice », mais « naturellement ». (P.P., pp. 200-204.) [1933-1934]



# PETIT GLOSSAIRE

---

[Retour à la table des matières](#)

(Quelques pseudonymes et expressions que Gramsci utilisait à la place des noms et des termes qui auraient pu éveiller les soupçons de la censure.)

Pseudonymes et expressions utilisés par Gramsci	À la place de :
Le Chef d'école de la philosophie de la praxis Le fondateur de la philosophie de la praxis L'auteur de l'économie critique	Marx
Le premier et le second des fondateurs de la philosophie de la praxis	Marx et Engels
Critique de l'économie politique	Le Capital de Marx
La philosophie de la praxis	Le matérialisme historique
Bessarione	Staline
Bronstein	Trotski
Ilic Ilici Vilici Le plus grand théoricien moderne de la philosophie de la praxis	Lénine
Rosa	Rosa Luxemburg

---

*N.B.* : Ces pseudonymes ne sont utilisés, bien entendu, que dans les *Cahiers de la prison*. Ils ne le sont pas constamment. Gramsci était tenu à la prudence surtout dans les premières pages de ses manuscrits.